

## Coup de semence à M<sup>me</sup> Thatcher

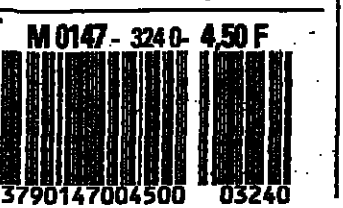
MADAME THATCHER réaffirmait dimanche dans une interview au « Sunday Express », sa ferme intention de lutter « pied à pied » pour remporter les prochaines élections législatives et surtout de ne pas changer de politique. La cuisante défaite que vient d'essuyer, jeudi 22 mars, le candidat conservateur dans l'élection partielle du Mid-Staffordshire - un fief traditionnel des Tories - ne suffira sans doute pas à faire changer d'avis le premier ministre mais elle ne peut qu'inquiéter un peu plus les membres de son parti - y compris au sein de son cabinet - déjà fortement perturbés par des sondages qui enregistrent depuis des semaines l'avance croissante de leurs adversaires travaillistes.

Les politologues britanniques observent qu'il n'est pas rare que la popularité d'un gouvernement chute sensiblement à mi-chemin de deux élections. M<sup>me</sup> Thatcher elle-même en a fait l'expérience lors de son premier mandat, ce qui ne l'a pas empêchée d'être réélue en 1983. Et il est vrai que tout peut arriver d'ici 1992, date prévue pour la prochaine consultation.

Il demeure que la « Dame de fer » rassemble actuellement contre elle une étonnante coalition de critiques qui vont de la City aux milieux les plus défavorisés. Le budget, présenté mardi par le chancelier de l'Échiquier a été très mal accueilli dans les cercles financiers, où on le juge beaucoup trop timide pour juguler une inflation qui atteint un rythme de 8 %. Le courage, dit-on dans les mêmes cercles, eût voulu une augmentation de la pression fiscale ainsi qu'une hausse des taux d'intérêt, les deux mesures devant inciter les sujets de Sa Majesté à réduire leur consommation - en particulier de produits étrangers dont l'importation massive entraîne une détérioration préjudiciable de la balance des comptes extérieurs. Il va de soi qu'agir de la sorte n'aurait fait qu'accroître encore l'irritation d'un électorat déjà éprouvé par des taux de prêts hypothécaires exorbitants et surtout par une réforme de l'impôt local qui a déjà provoqué de graves émeutes, tant il est clair que son effet principal est de taxer infiniment plus sévèrement les pauvres que les riches.

A contradiction qui apparaît ainsi illustre les méfaits d'une politique qui, après avoir été - non sans succès - à l'origine d'un remarquable redressement de l'économie dérape aujourd'hui dangereusement. Ne parlons pas des électeurs travaillistes, qui n'ont jamais voté pour M<sup>me</sup> Thatcher. C'est dans les classes moyennes, qui avaient profité de l'expansion, que les défaillances électorales sont les plus dangereuses. Tout se passe comme si le premier ministre avait complètement perdu le contact avec ceux qui l'ont porté au pouvoir. M<sup>me</sup> Thatcher elle-même admet que des élections « sont toujours difficiles ». La question est de savoir si son obstination dans des voies aussi impopulaires ne va pas compromettre sa position à la tête d'un parti qui risque de considérer sa personnalité, pour la première fois depuis dix ans, comme un handicap plutôt que comme un atout.

Lire, page 5.  
Article de notre correspondant Dominique Dhombras

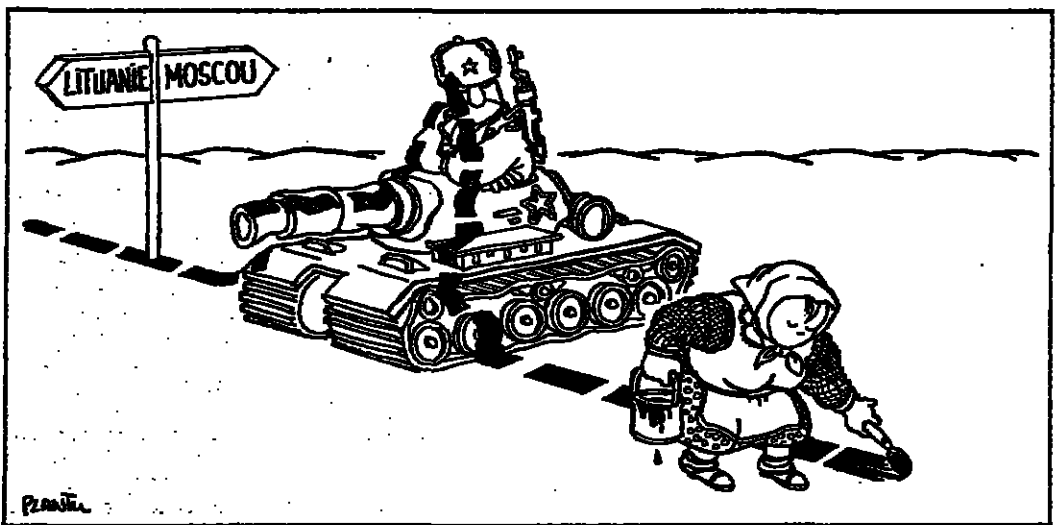


## L'épreuve de force entre Moscou et les indépendantistes

# M. Gorbatchev multiplie les mesures d'intimidation à l'égard des Lituanais

L'épreuve de force se poursuit entre Moscou et les indépendantistes lituaniens. Le Parlement de Vilnius a lancé, vendredi 23 mars, un appel aux « nations du monde, aux gouvernements et aux hommes de bonne volonté », jugeant « de plus en plus évident qu'un autre Etat se prépare à employer la force contre la République de Lituanie ». Tout

en opposant une fin de non-recevoir aux exigences soviétiques sur le contrôle des frontières lituaniennes, le président du Parlement de Vilnius, M. Landsbergis, s'est dit prêt à des négociations avec Moscou, où M. Gorbatchev multiplie les mesures d'intimidation. Celui-ci a donné deux jours à M. Landsbergis pour mettre fin à la création de milices.



Lire nos informations page 3

## L'économie soviétique et la loi du marché

Un entretien avec M. Petrakov, conseiller économique de M. Gorbatchev : il faut radicalement « démonopoliser » l'économie de l'URSS

Conseiller économique de M. Gorbatchev depuis le 2 janvier dernier, M. Nikolai Petrakov serait l'un des principaux artisans des projets de « démonopolisation » et de « radicalisation » des réformes économiques, dont le président soviétique a révélé l'existence la semaine dernière dans son discours d'investiture. Dans un entretien au « Monde », M. Petrakov parle en son nom propre. Reste que c'est cet homme que M. Gorbatchev vient d'appeler à ses côtés, au moment même où il se lançait dans cette deuxième étape de la perestroïka.

MOSCOU  
de notre correspondant

« La « radicalisation » annoncée par M. Gorbatchev va-t-elle vraiment devenir réalité ?

« Je crois que oui, je l'aimerais [car] il faut comprendre qu'il s'agit là du système économique lui-même : du passage au marché. La question n'est plus de savoir quoi faire, mais comment le faire, puisque notre situation est unique.

« Nous avons, pendant soixante-dix ans, détruit le marché, et il nous faut maintenant passer de l'absence de marché au marché.

« Anparavant, il existait beaucoup de barrières idéologiques, dans la mesure où le système socialiste était conçu, on le sait, comme l'antipode de ce marché. Les barrières ont maintenant été levées.

« Le président a déclaré qu'il fallait aller de l'avant, sans peur et sans complexe, mais je suis, moi, un économiste et non pas un homme politique. Je vois la nécessité du marché, mais je vois en même temps les difficultés (...).

Propos recueillis par BERNARD GUETTA

Lire la suite page 41 - section D

## Les utilisateurs appelés à la « modération »

# L'état des réserves d'eau inquiète le gouvernement

Le ministre français de l'agriculture, M. Henri Nallet, a appelé, jeudi 22 mars, l'ensemble des utilisateurs d'eau « à la prudence et à la modération ». Le ministre juge préoccupant l'état des réserves d'eau en France, et craint une pénurie grave si la sécheresse devait se prolonger jusqu'à l'été, succédant à une année 1989 déjà très déficitaire en eau. La FNSEA demande au gouvernement et à la Communauté de prendre des mesures immédiates.

Tempêtes, orages, inondations. On croyait la sécheresse effacée. Il n'en est rien. Dans le sud de la France, l'hiver n'a pas permis de reconstituer les nappes phréatiques, dont le niveau reste anormalement bas. « Si au cours des trois prochains mois la situation n'est pas rétablie, il est clair qu'à partir de mai-juin nous manquerons d'eau pour satisfaire les besoins du pays - ceux de l'agriculture, de l'industrie et des ménages », avertit le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, jeudi 22 mars.

Répondant aux inquiétudes manifestées par les agriculteurs, premiers touchés, qui réclament depuis un an la tenue d'une conférence nationale sur l'eau réunissant tous les intéressés, M. Nallet a lancé un appel à l'ensemble des usagers : « Il y a

lieu d'appeler à la prudence et à la modération l'ensemble des utilisateurs », a-t-il dit, sans exclure un certain nombre de décisions arbitraires - visant à réaliser des économies d'eau, car le risque d'une pénurie grave « est tout à fait réel ».

Le ministre a par ailleurs annoncé qu'il avait demandé à la Commission européenne d'étudier des mesures afin de permettre aux agriculteurs, notamment dans le Sud-Ouest, de se reporter vers des cultures moins gourmandes en eau que le maïs, dont la production l'an dernier a reculé de 2 millions de tonnes en raison du manque d'eau.

VÉRONIQUE MAURIS.  
Lire la suite et nos autres informations page 14 - section B

|  |                     |
|--|---------------------|
| <b>Relance de la décentralisation</b><br>M. Mitterrand juge excessif le nombre des régions                   | page 11             |
| <b>Les troubles en Transylvanie</b><br>Rumeurs et suspensions...   | page 3              |
| <b>Vietnam : un socialisme en sursis</b><br>II. - Les dessous d'un anniversaire                              | page 9              |
| <b>Le Palais de justice de Paris portes ouvertes</b><br>Une ville dans la ville<br>Le grand théâtre du droit | page 13 - section B |
| <b>SANS VISA</b><br><b>Tempête sur le Mékong</b><br>■ Gastronomie ■ Jeux<br>pages 17 à 20 - section B        |                     |
| « Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 46 - section D  |                     |

**Cartier**

13, RUE DE LA PAIX, PARIS  
42.61.58.56

## A Lyon, l'an I de Michel Noir

### Prisonnier de deux emplois du temps - sa ville et l'opposition - le maire constate le poids des choses face à l'ambition de ses projets

Le 24 mars 1989, M. Michel Noir était élu maire de Lyon, au terme d'une campagne marquée par la très forte aspiration des Lyonnais à voir leur ville changer d'image. Un an plus tard, si le style du pouvoir s'est bel et bien modifié, l'effet d'inertie est plus durable que prévu. D'autant que le nouveau maire est occupé sur un autre front, celui de la rénovation de l'opposition.

**LYON**  
de notre bureau régional

« C'est aux Lyonnais qu'il revient de désigner, entre plusieurs personnalités, laquelle leur paraît la plus apte à exercer la responsabilité de maire de Lyon aux cours des six prochaines années. » Seul, devant un drapeau rouge et bleu frappé d'un petit lion rugissant, au dernier étage d'un hôtel quatre étoiles, le 9 janvier 1989, M. Michel Noir a déjà tout dit.

Le « timing » de la cérémonie a été parfaitement respecté : quelques minutes pour les photographes, une courte déclaration, et, bien sûr, aucune place pour les questions des journalistes. On ne discute pas avec un homme qui lance un appel, on enregistre son appel.

La confirmation de cette maîtrise dans la communication viendra d'ailleurs à contrario quelques semaines plus tard, lorsque, dans une joyeuse

pagaille, le maire de Lyon, M. Francisque Collomb, annoncera ce que tout le monde sait déjà, sa candidature à sa propre succession. Ou, encore, quand le vieux sénateur non inscrit - trop vieux, en tout cas, pour la capitale des Gaules - dira, lors de la présentation de ses listes, sur la scène du théâtre de Jérôme Savary : « Nous prouvons, ce soir, que nous ne sommes pas des ringards. »

Voilà pourtant des mois que Lyon soupire, voilà des semaines que les « décideurs » s'exaspèrent de l'image popote donnée de leur ville dans la presse, tandis que l'Europe déjà pointe son nez.

**JEAN-LOUIS SAUX**  
Lire la suite page 12

## DÉBATS

L'Europe et l'unification de l'Allemagne

## Les hommes de bonne volonté

par Jean-Michel Gaillard

L'AIGLE noir est à la une. Le spectre de la grande, de la grosse Allemagne resurgit. Comme fétus de paille, tous les barbelés dressés depuis 1945 s'enveloppent dans le souffle de liberté. Dans moins d'un an, nous le savons, l'unité politique de l'Allemagne sera réalisée. Une nouvelle grande puissance naîtra, forte de ses 80 millions d'habitants, de son dynamisme économique, de sa puissance monétaire et financière, de son rayonnement de sa langue et de sa culture.

Et voilà que déjà chantent les nostalgiques. Qu'elle était belle cette Allemagne d'hier, coupée en deux par la frontière entre les deux blocs, cette Allemagne de l'Ouest à qui l'on prodiguait de bonnes paroles sur son droit à la réunification, qu'il était agréable de se dire Berlinais en regardant la porte de Brandebourg au nez et à la barbe des Vopos plantés de l'autre côté du mur !

Certes, on craignait tantôt la dérive pacifiste, tantôt le tropisme américain, tantôt la puissance économique mais, au total, quel bon allié que ce nain politique encadré par l'OTAN, inclus dans la CEE, lié à la France par une amitié portée par M. Mitterrand et M. Kohl, à Verdun, jusqu'à son ultime dimension émotionnelle. On pouvait alors couler des jours paisibles et croire que le problème allemand était enfin résolu, même si quelques esprits lucides pensaient en secret que les constructions les plus solides ne résistent pas au temps et que les peuples finissent par se jouer de toutes les bastilles.

Tout cela paraît si loin aujourd'hui alors que monte l'inquiétude et que renaissent, au même rythme trépidant qui conduisit à la réunification, les réflexes traditionnels. Déjà s'exprime la méfiance vis-à-vis de ce pays, de ce peuple, de cette culture, que nous, Français, connaissons si mal. Et s'élevaient les voix des chantes habituels du nationalisme, de ceux qui versent des larmes de crocodile sur une construction européenne qu'ils ont toujours combattue, de ceux qui s'en faisaient les héros et commencent à retrouver bien des vertus à notre pré carré.

Faut-il encore à ceux-ci, et à ceux que la peur de l'Allemagne saisis déjà, rappeler des choses simples ? Le sentiment national allemand est né de l'invasion napoléonienne. Elle a donné à ce peuple, jusqu'alors divisé en un agrégat inconstitué de principautés désunies, l'envie de faire son unité, de se rassembler au sein d'un seul et même Etat avec sa langue et sa culture. Si les unificateurs ont été finalement la Prusse et Bismarck, si elle s'effectua de façon brutale, convenons que Napoléon III, vieillissant et malade, n'a pas été totalement étranger à la guerre de 1870 dont

on connaît l'issue : la défaite, la débâcle, la plaie ouverte par la perte de notre Alsace-Lorraine.

Malgré cela, le conflit de juillet 1914 entre nos deux pays n'avait rien d'indéfectible. Souvenons-nous que la paix constituait depuis 1870 le cadre normal et familier de la vie en Europe et que les hommes, les idées, les marchandises, les capitaux y circulaient plus librement qu'on ne le croit aujourd'hui. Ce n'est ni la conspiration des marchands de canons, ni l'agressivité de l'Allemagne seule qui ont déclenché le désastre d'août 1914. C'est un événement lointain et marginal, dans des Balkans déchirés, qui a mis le feu aux poudres.

## Événement lointain et marginal

Alors s'est déclenché le mécanisme infernal d'alliances nouées sur fond de nationalisme que les diplomates et les dirigeants politiques n'ont pas su, pu ou voulu arrêter. La France et l'Allemagne se sont trouvées engagées dans une guerre qui n'était pas la leur, respectivement liées l'une et l'autre à la Russie et à l'Autriche-Hongrie, deux grands empires multinationaux en train de s'effondrer et donc inflexibles en politique extérieure.

Alors éclata cette guerre monstrueuse. Alors commença le tragique vingtième siècle, la guerre civile européenne devenant une fois, puis une autre, vingt et un ans après, guerre mondiale. La seconde, on le sait, voulue par le nazisme, et surtout le fruit de la grande dépression, qui a frayé la voie au fascisme hitlérien, et du renouveau des démocraties face

aux coups de force du Führer. Elle ne résulte pas de tares congénitales d'un peuple dont la pente naturelle serait le totalitarisme, le bellicisme, l'impérialisme, la volonté de puissance. Notre siècle nous a, hélas ! donné bien d'autres exemples de folies meurtrières et dictatoriales ayant érigé l'extermination massive en mode de gouvernement.

En ces heures où tout change, l'Europe se retrouve, toutes choses égales par ailleurs, dans la situation qu'elle a déjà connue avant 1914 et après 1918 : des États-nations ancrés dans l'histoire et très industrialisés à l'Ouest ; des États-nations plus récents qui découvrent ou redécouvrent la démocratie et aspirent au développement économique à l'Est ; un grand empire multinational au bord du gouffre et une Allemagne qui retrouve sa place au cœur de notre continent.

Le problème n'est pas d'en avoir peur. Il est de se mettre ensemble pour ne pas répéter les erreurs du passé. Elles ont conduit aux drames que l'on sait. C'est avec l'Allemagne réunifiée et puissante que la France doit, sans arrière-pensées, chercher avec les autres Européens à résoudre enfin la question allemande, quelles que soient nos opinions sur les héritages - qu'il ne faut bien évidemment pas admettre - du chancelier à reconnaître la ligne Oder-Neisse.

## Réflexes surannés

Ce n'est pas en nous repliant frileusement sur notre pré carré ou en nous rapprochant de Londres, quand ce n'est pas de Moscou,

## TRAIT LIBRE



## AU COURRIER DU Monde

## Le Maroc et Amnesty International

Je ne vous cache pas que je suis profondément « choqué » par la publication de la page entière du Monde (sous le titre en caractères très, très modestes « Publicité »), page dans laquelle le premier ministre marocain entend répondre aux accusations du rapport d'Amnesty International.

Pour juger de la bonne foi du gouvernement marocain, il suffit de relever dans le grand « encadré » qui occupe toute la partie inférieure de la page les phrases suivantes :

« Il (le Maroc) s'est ainsi doté des 1938 d'instruments juridiques appropriés qu'il n'a cessé de faire ; comme il a participé à l'élaboration, au sein des Nations unies, de l'important arsenal conventionnel en matière des droits de l'homme auquel il a naturellement adhéré... »

Et encore : « Pourtant, le Maroc, Etat souverain, aurait pu ignorer l'appel d'une telle organisation en parlant du fait qu'il n'est tenu que par ses obligations à l'égard de son opinion publique nationale et par ses engagements internationaux auxquels il n'a jamais failli. »

Or, il suffit de rappeler que le Maroc a adhéré précisément à un

des pactes des Nations unies dit « pacte de New-York » dont l'article 2 prévoit que l'Etat signataire ne peut exercer de discrimination à l'égard de ses citoyens en raison de leur « naissance », tandis que l'article 9 prévoit que « tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne » et que « nul ne peut faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraire ».

Enfin, l'article 12 de ce pacte de New-York dit : « Quiconque se trouve légalement sur le territoire d'un Etat a le droit d'y circuler librement et d'y choisir librement sa résidence », et aussi, « Toute personne est libre de quitter le sien ».

Or, depuis dix-huit ans, le roi du Maroc emprisonne, sans possibilité même de correspondre librement avec leur conseil, huit membres de la famille Oufkir dont le plus jeune, aujourd'hui âgé de vingt et un ans, avait trois ans au moment des faits reprochés à son père.

Si je reviens ici sur l'affaire Oufkir, c'est parce que c'est la preuve la plus éclatante que le Maroc viole ses engagements internationaux. Comment le Maroc peut-il prétendre respecter les trois règles des articles 2, 9 et 12 que je viens de rappeler, alors que les Oufkirs sont détenus sans jugement, qu'ils sont détenus uniquement en fonction de leur naissance et qu'enfin ils ne peuvent ni circuler librement (ceci depuis dix-huit ans) ni quitter leur pays ?

Les huit membres de la famille Oufkir sont, depuis la libération de Nelson Mandela, les plus anciens prisonniers connus de la planète.

Selon un article paru dans le Monde des 18-19 mars 1990, le roi Hassan aurait justifié cette détention de dix-huit ans (et dont rien ne permet sérieusement d'espérer le terme) comme faisant partie de son « jardin secret ». On a le « jardin secret » que l'on mérite. Beaucoup auraient de la peine à respirer dans celui-là.

Je voudrais ajouter encore ceci : malgré deux lettres recommandées avec accusé de réception, en date du 25 janvier 1990, adressées, l'une au ministre de l'Intérieur marocain qu'a l'ambassadeur du Maroc en France, je n'ai pu obtenir l'autorisation d'aller revoir la famille Oufkir. Il est vrai que depuis quelque temps, j'ai dû, haut et fort, ce qu'il faut penser des promesses marocaines en matière de droits de l'homme. Personnellement, cela fait maintenant trois ans que j'attends que le roi respecte ses engagements internationaux.

GEORGES KIEJMAN, avocat à la cour.

P.S. - On en arrive à ce paradoxe que lorsqu'une firme vante ses produits, ces produits sont soumis à un bureau de vérification de la publicité mais lorsqu'un Etat vante son respect des droits de l'homme, aucun contrôle ne s'exerce à cet égard !

répondant ainsi à des réflexes surannés, que nous serons à la hauteur de l'Histoire qui se fait. La réunification est une victoire de la liberté et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, une victoire de ces principes de 1789 que nous avons il y a peu si justement célébrés.

Serions-nous si faibles qu'elle nous ferait peur ? N'aurions-nous aucune autre solution que celles qui semblent tenter certains ? Faut-il rappeler notre puissance économique, financière et militaire ? Faut-il souligner l'existence de la CEE et sa capacité à intégrer, si l'on s'en donne les moyens, une Allemagne réunifiée et des pays de l'Est libérés ? Faut-il redire que l'Allemagne est un pays démocratique et pacifique ? Il n'y a aucune fatalité historique, aucune force obscure et tragique qui puisse nous imposer sa loi pour autant que nous sachions, main dans la main avec notre voisin, lever un autre scénario que ceux du passé.

Pour cela, il faut nous employer à développer notre puissance économique pour parler avec l'Allemagne comme avec un partenaire. Il convient ensuite de redonner du souffle à une Europe des Douze que l'on a trop tardé à construire et qui risque d'être bientôt obsolette tant s'accroît le cours des choses. Là encore, plus que jamais, le seul espoir est le couple franco-allemand.

Il est nécessaire enfin d'organiser la sécurité à l'échelle du continent en ayant bien présent à l'esprit que c'est à l'Est de l'Europe, loin de Paris et de Berlin, que gisent les risques de conflits, de conflits armés, donc de guerre : le problème des minorités dans les anciennes démocraties populaires, la question des nationalités dans l'empire soviétique, tels sont les Balkans des années 90. Que la France et l'Allemagne prennent l'initiative de ce sein de la CEE pour régler préventivement ces conflits potentiels afin que naisse contractuellement et pacifiquement la nouvelle Europe du vingtième siècle.

Ceux qui, sur les ruines de 1945, ont décidé de réconcilier la France et l'Allemagne et de construire l'Europe : ceux qui, aujourd'hui, du haut de leurs vingt ans, font de l'Europe leur patrie, s'y promènent sans aucun regard pour les frontières et applaudissent chaque fois qu'un mur tombe, qu'un barbelé cède, qu'un mur s'effondre, que ceux-là, la génération de tous les drames et celle de tous les espoirs, unissent leurs efforts pour que l'Histoire à nouveau ne bégaye pas, pour que la force de l'amitié l'emporte sur celle du destin. A vous, hommes de bonne volonté, de part et d'autre du Rhin, de montrer un autre chemin.

► Jean-Michel Gaillard est directeur général d'Antenne 2.

## A contre-courant

Actuellement, de bonnes âmes se réjouissent du mouvement d'« émancipation » qui touche les Républiques périphériques de l'URSS. Les médias de toute espèce nous répètent à satiété que la marche vers l'indépendance est une excellente chose.

Dans cette période d'hystérie collective, il convient de garder la tête froide. Qu'il s'agisse du Caucase ou des Républiques d'Asie centrale on est frappé par le morcellement de la répartition de la population. Les actuelles frontières de ces Républiques s'efforcent de regrouper les zones à peuplement majoritaire laissant hors frontières de très importantes minorités par ailleurs très disséminées. Cette balkanisation rend illusoire toute création d'Etat à peuplement homogène. Si l'on ajoute à l'aspect ethnique le versant religieux, on constatera combien la création d'Etats indépendants est une gageure. De plus, la situation d'enfermement géographique et la spécificité économique ne militent pas en faveur de l'indépendance.

La seule solution sensée consiste en un recours aux sources : à savoir, un système fédéral souple où chaque entité pourra cultiver son originalité tout en appartenant à un ensemble cohérent. Ce n'est pas au moment où l'unité est à l'ordre du jour qu'il convient d'exacerber les nationalismes. La paix de demain est à ce prix.

MARC YON Grenoble

## Les Américains vont-ils plier bagage ?

par François de Rose

DANS le foisonnement d'hypothèses portant sur l'avenir de la sécurité en Europe, il en est une qui rencontre la faveur de nombre d'experts et commentateurs : les États-Unis s'approprient à « plier bagage ». Pour certains, « ils sont déjà partis ».

Sans le concours du marc de café, il est difficile de se prononcer sur le bien-fondé de ce pronostic. Généralisation et simplifications s'appliquent mal à un si grand pays où toutes les opinions se rencontrent sur un sujet de cette importance.

Sans doute des raisons budgétaires réclament-elles des réductions des forces outre-mer. Et il n'est pas étonnant que le citoyen moyen pense qu'Européens et Japonais sont assez nombreux et riches pour pourvoir à leur propre sécurité. Sur ce terrain bien préparé, la baisse de la menace par suite de l'effondrement du pacte de Varsovie ne peut que favoriser le développement de ces tendances.

Mais elles ne sont pas seules à intervenir. Toutes les déclarations officielles disent au contraire la détermination de rester en Europe, même si les forces doivent être nettement réduites. Et rien, dans le projet de loi de finances (octobre 1989-septembre 1991), n'indique une volonté d'aller au-delà des réductions annoncées sur une période de plusieurs années. Position qui n'est sans doute pas dictée par la seule séduction de nos beaux yeux mais parce que l'Europe étant au cœur de la politique mondiale, la seule superpuissance qui subsiste doit y être présente et parce que cette présence correspond à une certaine idée d'une communauté atlantique unissant l'idéal à l'intérêt.

Pourtant, les dirigeants américains ne sont pas crus. Non pas qu'ils soient taxés de nous mentir délibérément mais sans doute parce que nous qui avons l'expérience des vieux peuples saurons mieux qu'eux interpréter les événements et l'avenir. Face à ces certitudes, certains continuent à parler du maintien nécessaire de l'alliance atlantique. Comme si celle-ci pouvait survivre à un départ des Américains dont une présence est au contraire le ciment sans lequel tout s'effondrerait. Dans le bras de fer qui oppose M. Bush à M. Gorbatchev sur l'appartenance de l'Allemagne unifiée à l'OTAN, le président américain défend les intérêts de nos pays encore plus que ceux du sien. S'il devait échouer, nous entrions dans une période de complète incertitude sur la politique de sécurité à venir de notre voisin pouvant osciller entre deux solutions extrêmes, également fatales à la Communauté européenne : soit la neutralité, synonyme d'une domination germano-soviétique aux plans économique et militaire, soit l'édification de la plus grande

force militaire en Europe. Force classique sans doute. Mais qui peut garantir l'avenir ?

Pour le moment, les Allemands qui paient une bonne part de la note de frais américaine font preuve de moins de résignation que nous à un bouleversement de la situation puisque le chancelier n'hésite pas à faire l'offre surprenante de « financer le stationnement des forces soviétiques dans l'est du pays » (1).

## L'alliance à revers

D'autres se raccrochent à l'idée d'une défense européenne qui avait plus de dynamisme quand l'unification de l'Europe était censée aller de pair avec celle de l'Allemagne. Mais ces temps sont dépassés. Ce qui ne veut pas dire que l'idée soit morte. Mais elle ne dit pas comment cette structure essentiellement franco-allemande assurerait la sécurité des flancs nord et méditerranéen du continent ?

Une troisième voie serait l'alliance à revers. Personne n'en parle ouvertement. Mais qui oserait dire qu'elle ne flotte pas dans l'esprit de certains.

Pour beaucoup, la panacée serait la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, sorte d'ONU restreinte aux Européens, Américains, Canadiens et Soviétiques. Sans nier le bon travail déjà accompli par cette institution, ce serait trop charger la barque que de lui demander de traiter, avec la participation soviétique, des questions de sécurité autres que sous leur aspect de désarmement.

Enfin, M. Chevènement, poussant à ses dernières limites la méfiance à l'égard des États-Unis, voit dans notre force de dissuasion l'instrument qui nous permettrait de résister au « chantage d'un protecteur abusif » (2).

Dans un tel désarroi de nos réflexions, mieux vaut, plutôt que de jeter le manche après la cognée, reconnaître que l'alliance qui nous a fait franchir sans catastrophe la période dangereuse qui s'achève doit faire face aujourd'hui à de nouveaux problèmes : celui de l'évolution de sa stratégie imposée par les événements chez les anciens satellites de l'URSS, celui de l'avenir des armes nucléaires sur le continent, celui des facilités d'accueil de renforts américains en cas de crise.

C'est en nous y adaptant, c'est-à-dire en refusant le fin de la solidarité de défense entre les démocraties authentiques, que nous franchirons, en sécurité, la période de transition où nous entrons pour une durée indéterminée.

(1) Le Monde du 15 mars 1990.  
(2) TF 1, 26 février 1990.

► François de Rose est ambassadeur de France.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),  
Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1988)

Administrateur général : Bernard Woufs

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet  
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Claude Seles

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Télécopieur : (1) 45-23-08-81 ; Telex 850572 F MONOPAR

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-30-00  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDISP

سكنا من الامم



# ÉTRANGER

RFA : alors que le chancelier Kohl se rend à Bruxelles

## Les divergences apparaissent entre les partis frères des deux Allemagnes

Lors de sa visite à Bruxelles, vendredi 23 mars, le chancelier Helmut Kohl devait s'efforcer, selon des sources diplomatiques, de prouver que la RFA a bien l'intention d'associer ses partenaires de la CEE au processus d'unification de l'Allemagne et de ne pas ralentir l'intégration européenne. Le président de la République fédérale, M. Richard von Weizsäcker, a déclaré à la presse de son pays qu'une sortie de l'Allemagne de l'OTAN équivalait « à la fin de l'OTAN ».

BONN

de notre correspondant

Réunis mercredi 21 mars au siège de la CDU ouest-allemande à Bonn sous la houlette du chancelier Kohl, les chefs de trois partis de l'« Alliance pour l'Allemagne », sortis vainqueurs des élections en RDA, ne sont pas parvenus à s'entendre sur la formation d'un groupe parlementaire commun à la CDU et le Renouveau démocratique constitueront seulement un groupe de travail commun dans le nouveau parlement.

L'union plus étroite souhaitée par le chancelier Kohl s'est heurtée au refus du pasteur Hans Wilhelm

sont traduites par des pertes très sensibles lors des élections municipales de dimanche dernier (voir ci-dessous).

Le SPD de RDA se trouve, lui aussi, dans une situation délicate vis-à-vis de son homologue ouest-allemand. La stratégie d'opposition sans concessions adoptée par le candidat chancelier, M. Oskar Lafontaine, s'accommoderait mal de la participation des sociaux-démocrates à un gouvernement d'union nationale à Berlin-Est. Mais rester dans l'opposition soumet le SPD est-allemand à la pression des communistes du PDS qui lance des appels incessants à « l'union des forces de gauche ». Les points ne sont pas entièrement coupés entre le SPD de M. Ibrahim Böhm et la CDU de M. Lothar de Maizière, qui ont entamé des « discussions d'information » pour explorer les possibilités, sinon d'une alliance gouvernementale, du moins d'une coopération dans les questions essentielles, comme la réforme de la constitution de la RDA qui nécessite une majorité des deux tiers à la Chambre du peuple. Le SPD s'en tient pour l'instant à la position qu'il avait formulée avant le scrutin, où il excluait d'entrer dans un gouvernement auquel participerait soit le PDS, soit la DSU.

Une autre question n'est pas encore résolue : celle du premier ministre. Le chancelier Kohl a exhorté M. Lothar de Maizière à accepter cette fonction en tant que chef du parti le plus fort (40% des suffrages), mais ce dernier semble encore hésiter. Sa mise en cause par un membre de la commission d'enquête sur les activités de la Stasi, M. Werner Fischer, selon lequel il aurait eu dans le cadre de son travail d'avocat des contacts avec l'ex-police politique, ne sont sans doute pas étrangères à ces hésitations.

### Ménager les susceptibilités françaises

Par ailleurs, le président fédéral, M. Richard von Weizsäcker, a exhorté ses compatriotes de RDA à ne pas se laisser « à une coupe des sorcières qui serait un coup très dur porté à la jeune démocratie de RDA ». Il s'est également prononcé en faveur du maintien de l'Allemagne dans l'OTAN. « Nous ne pouvons pas sortir de l'OTAN », a-t-il déclaré au quotidien Die Welt, car ce serait la fin de l'OTAN (...).

Pour M. Richard von Weizsäcker, il convient aussi, dans les circonstances actuelles, de ménager les susceptibilités françaises : « Nous devons bien voir l'unité des Allemands, les Français vont nous abandonner une partie de leurs droits et de leurs responsabilités. Mais cela ne doit en aucun cas conduire les Français à penser que leur influence est amoindrie. Plus l'unité allemande avance, plus il est important que nous, Allemands, allions au-delà des belles paroles, et nous rapprochions avec nous propres initiatives européennes des points de vue français ».

Exprimées au moment où le chancelier Kohl se rend à Bruxelles exposer son point de vue à Jacques Delors et aux membres de la Commission européenne, ces prises de position présidentielles reflètent un souci grandissant dans l'opinion publique ouest-allemande : renouer avec les partenaires au sein de la CEE un dialogue quelque peu perturbé par la marche forcée du chancelier vers l'unité. Mais le chancelier devra aussi compter avec son ministre des finances, M. Theo Waigel, qui déclarait encore mardi qu'il n'était pas question, pour lui, d'avancer la date de la réunion de la conférence intergouvernementale préparatoire à l'union économique et monétaire. Ce « geste », attendu tant à Paris qu'à Bruxelles, serait pourtant le seul de nature à apporter la preuve que le souci de mener d'un même pas l'unité allemande et le processus d'unification européenne n'est pas, dans la bouche du chancelier, qu'une formule rituelle.

LUC ROSENZWEIG

## Recul de la CDU et de la CSU aux élections municipales en Bavière

L'Union chrétienne-sociale (CSU) a perdu la majorité au conseil municipal de Munich à l'issue des élections municipales qui ont eu lieu dimanche 18 mars. Mais en raison de l'extrême complexité du système électoral appliqué en Bavière, les résultats officiels définis du double scrutin, municipal et cantonal, ne seront publiés qu'au début de la semaine prochaine.

Il est cependant d'ores et déjà certain que M. Georg Kronawitter (SPD, social-démocrate) conser-

vera son poste de maire de Munich grâce à sa victoire sur son adversaire CSU, M. Hans Klein, porte-parole du gouvernement de Bonn.

La CSU, qui est la branche bavaroise et conservatrice de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) du chancelier Helmut Kohl, perd dix sièges au conseil municipal de Munich (25), le SPD en gagne deux (8), les libéraux (FDP) conservent leurs quatre sièges. Les républicains (extrême droite) font leur entrée dans cette assemblée avec six des quatre vingt-cinq sièges. (AFP)

ROUMANIE : les affrontements interethniques en Transylvanie

## La rumeur et la suspicion se sont emparé de Tirgu-Mures

La Hongrie a rejeté jeudi 22 mars sur le gouvernement roumain la responsabilité des affrontements interethniques en Transylvanie, en l'accusant de « n'avoir pas pris de mesures fermes pour empêcher la renaissance du nationalisme roumain, voire d'avoir toléré l'existence légale d'organisations » professant le racisme ou connues pour « leur passé fasciste ». Le contact téléphonique prévu entre les deux premiers ministres, MM. Miklos Nemeth et Petre Roman, n'a pas été établi.

TIRGU-MURES

de notre envoyé spécial

« Oh non, cette nuit non plus je ne dormirai pas chez moi. Trop de gens connaissent mon adresse ».

21 heures, jeudi 22 mars, à l'hôtel de ville de Tirgu-Mures, théâtre de la plus violente flambée de fureur nationaliste observée en Roumanie depuis un demi-siècle. M. Elod Kincses, l'un des chefs de file de la communauté magyare (hongroise de souche) du district, s'apprête à quitter la ville pour aller se mettre « au vert » chez des amis paysans. Il y a quelques jours, il était vice-président du conseil départemental. Aujourd'hui, les manifestants roumains ayant exigé sa démission et le conseil souhaitant qu'il se retire pour apaiser les tensions, il ne sait plus très bien quoi faire.

Une chose est sûre : deux jours après l'émeute sanglante qui a ravagé le cœur de la cité, qui a envoyé à l'hôpital des centaines de personnes et à fait au moins trois morts - chiffres fournis par les autorités - la peur rôde encore dans la ville. Toute la journée, sous un soleil resplendissant, deux à trois mille Roumains, en majorité des jeunes, ont manifesté, scandé et hurlé des slogans anti-Magyars. Thème dominant : « S'ils ne sont pas contents, qu'ils s'en aillent ! ».

En fin d'après-midi, quand le vice-premier ministre Gelu Voican-Voiculescu, qui apparaît de plus en plus comme le « pompier de service » du gouvernement provisoire, s'adressera à la foule, les slogans se radicaliseront encore.

« Personne ne va nous prendre la Transylvanie ! s'écrit l'envoyé de Bucarest. Ne croyez pas les rumeurs ! Les Magyars eux-mêmes affirment solennellement qu'ils ne veulent pas se séparer de nous ! »

« Mensonges ! » hurle la meute.

« Allons ! Les conflits doivent se résoudre par la négociation... »

« Non ! Ultimatum, ultimatum ! Lancez-leur un ultimatum ! »

Rien à faire, le dialogue entre le ministre en blouse de cuir et la foule érudite ne passe pas. « Écoutez ! Essayons de ramener la paix entre les communautés... »

« Non ! hurle la populace, on ne veut plus d'eux ! Qu'ils partent ! »

« Euh... Je ne suis pas sûr d'avoir réussi à les convaincre », nous dira un peu plus tard le ministre. « Vous savez, c'est difficile de calmer une foule excitée comme celle-là... »

### Pour faire la lumière

De fait, plusieurs heures après cette pitoyable intervention officielle, les manifestants étaient toujours là, piétinant les monceaux de verre brisé abandonnés depuis « la nuit de la Saint-Barthélemy », comme disent en exagérant un peu les Magyars cultivés.

18 heures. Là-haut, dans la salle de conférence de l'hôtel de ville, les négociations entamées depuis 9 heures du matin entre deux délégations de dix personnes chacune, l'une roumaine de souche, l'autre magyare, se poursuivent dans le brouhaha et les invectives. Finalement, vers 20 heures, après quelques coups de gueule poussés par M. Voican, on se mettra à peu près d'accord sur un communi-

qué commun aussi vague et peu compromettant qu'il est possible. Deux comités spéciaux sont créés : l'un pour veiller à l'« objectivité » des médias, gouvernementaux ou non - dont les Magyars non sans raison doutent quelque peu - et l'autre pour « faire la lumière » sur ce qui s'est réellement passé mardi. Avec celle créée par le gouvernement et celle ouverte par l'armée elle-même, il y aura donc trois enquêtes en cours pour découvrir les « vrais responsables » des émeutes. « Trois commissions, trois bonnes chances d'ensevelir à jamais la vérité », ironisait un journaliste local.

### La vérité première victime

La vérité est la première victime de l'intolérance ethnique. « Les trois quarts des blessés sont des Roumains », jure à l'hôpital municipal un médecin roumain. « Non, c'est l'inverse », affirme un de ses confrères, magyare. « C'est une pharmacienne magyare qui a mis le feu aux poudres en refusant dorénavant de servir les Roumains », raconte un témoin roumain des événements. « Pas du tout, explique l'intéressée. C'était l'heure de la fermeture, je n'ai pas pu servir la cliente, et elle en a fait tout un plat. » Allez savoir...

Pour le reste, c'est-à-dire les revendications des Magyars sur ce que M. Voican a appelé leur « autonomie culturelle » - protection et enseignement de la langue hongroise notamment - le gouvernement provisoire se dit d'accord sur le principe mais, de toute façon, « c'est le Parlement élu le 20 mai prochain qui devra voter les lois nécessaires ». Le poisson, pour l'instant, est donc noyé. Reste à maintenir le calme précaire qui s'est établi en ville.

Sur la jolie place des Roses, au pied des façades baroques du dix-huitième siècle, une demi-douzaine de chars d'assaut et une bonne centaine de soldats en armes poursuivent leur veille. Il y en a autant à l'entrée et à la sortie de la ville. Mercredi soir encore, plusieurs centaines de

manifestants roumains, certains armés de manches de pioche, de barres de fer et même de couteaux, avaient investi le cœur de la cité. « S'il n'y a pas eu de nouveaux incidents », explique un reporter magyare de la télévision roumaine, c'est que mes compatriotes se terrent chez eux ou chez des amis ». Depuis vingt-quatre heures, en tout cas, l'armée fouille systématiquement tous les véhicules qui prétendent entrer en ville. Les chars d'assaut, dans la nuit de mercredi à jeudi, ont fait une tonitruante patrouille dans le centre. La nuit suivante, la démonstration de force n'a pas été reconduite. Signe d'apaisement ? « Pour l'instant, pour cette nuit, oui, la calme semble revenu, nous dira encore M. Kincses. Mais qui sait ce qui se passera demain ou après-demain ? »

La ville entière bruisse de rumeurs et de suspicion. On raconte que des « hordes de Roumains » ratissent les rues à la recherche de Magyars isolés. On dit que « les Hongrois séparatistes » préparent « s'auto-définissent » leur revanche. Dans l'armée même, un soldat magyare aurait été brutalisé par ses camarades roumains et il a fallu jeudi l'intervention du vice-premier ministre en personne pour qu'un officier rende à un journaliste magyare le film qu'il lui avait confié sous prétexte qu'il allait « déformer la vérité ».

Au total, les Magyars ne se sentent pas du tout rassurés. « Les troupes, nous dira une jeune étudiante, ne nous protègent absolument pas. Elles sont roumaines. Et d'ailleurs, s'il arrivait quelque chose de grave, elles ne pourraient rien faire, elles n'ont même pas de munitions. » Allégation confirmée par deux officiers : « On se débrouille avec ce que nous avons et, de toute façon, nous avons ordre de ne pas tirer. »

PATRICE CLAUDE

URSS : la tension entre Moscou et la Lituanie

## M. Gorbatchev enjoint aux dirigeants de Vilnius de mettre fin à la création de milices

Après avoir pris un décret appelant les autorités lituaniennes à faire respecter « les droits et les intérêts légaux » des Soviétiques dans cette République baïte, M. Gorbatchev s'est élevé jeudi 22 mars contre la création de milices lituaniennes.

M. Mikhaïl Gorbatchev a donné deux jours aux dirigeants lituaniens pour mettre fin à la création de milices de volontaires de cette République.

Dans un télégramme envoyé jeudi 22 mars au président lituanien, M. Vytautas Landsbergis, et rendu public par l'agence Tass, le chef de l'Etat soviétique déclare : « Je propose que des mesures soient prises sans délai pour mettre fin à toutes les initiatives de création d'unités de ce type. Veuillez, je vous prie, rendre compte de la mise en œuvre (de ces mesures) dans les deux jours. »

La Lituanie avait commencé à recruter des volontaires pour défendre le territoire de la République après s'être déclarée indépendante le 11 mars. Mercredi, M. Gorbatchev avait ordonné que toutes les armes à feu détenues par des particuliers en Lituanie soient remises aux autorités soviétiques.

Les dirigeants lituaniens ont rejeté cet ordre, mais une organisation paramilitaire locale, la Société des volontaires pour la coopération avec l'armée et la marine, s'y est pliée jeudi. Son chef, le général Giondis Taurinskas, a expliqué que le commandant des forces soviétiques en Lituanie lui avait ordonné de désarmer ses hommes, faute de quoi les armes seraient confisquées.

Cela lui a valu une volée de critiques de la part des députés lituaniens au cours d'un débat parlementaire retransmis en direct à la radio.

« Le Conseil suprême a adopté une résolution qui affirme que tout ce qui se trouve sur le territoire de la Lituanie est la propriété de l'Etat lituanien. Vous auriez dû contacter le gouvernement lituanien et vous ne l'avez pas fait », a accusé le député nationaliste Kazimieras Motieka.

An cours du même débat, le procureur général lituanien, M. Vidutis Barauskas, a annoncé que Moscou avait informé de l'arrivée imminente dans la République d'une équipe de onze magistrats

envoyés par le procureur général d'URSS. Cette initiative semble destinée à faire appliquer les mesures de rétorsion annoncées mercredi.

Des forces du KGB ont d'autre part été envoyées en renfort le long de la frontière de la Lituanie pour aider les douaniers à appliquer les clauses du décret présidentiel de M. Gorbatchev sur le renforcement des contrôles aux frontières de la République. « Les troupes frontalières viennent aider les responsables des douanes à faire appliquer


le régime de circulation des biens et des personnes par la frontière d'Etat », écrit Tass.

La Lituanie a une frontière internationale avec la Pologne et sur la côte de la Baltique. On ignore si ces mesures concernent également la frontière de la Lituanie avec la fédération de Russie.

La population de Vilnius, pour sa part, affichait calme et résolution jeudi face au décret du président Gorbatchev. Interrogé par l'AFP, le sous-directeur de l'agence de presse lituanienne ETA, M. Henrikas Savickas, écartait l'éventualité d'une intervention des chars soviétiques : « L'armée, nous l'avons déjà, a-t-il dit. Je peux même vous dire que deux mille commandos parachutistes sont arrivés ces derniers jours dans la République. Mais il ne s'agit que de pressions morales et psychologiques, même s'il existe un danger de provocations de la part de ces militaires. »

A Moscou, M. Guennadi Guerassimov, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, a déclaré qu'un refus des dirigeants lituaniens d'appliquer les ordres de M. Gorbatchev provoquerait « une escalade de la tension qui n'est bonne pour personne ». Interrogé sur une éventuelle arrestation des dirigeants de Vilnius, il a répondu : « Si vous violez la loi, vous devez être rappelés à l'ordre. » Mais, a-t-il ajouté, « nous voulons résoudre le problème aussi pacifiquement que possible. Il n'y aura pas d'intervention militaire en Lituanie ».

En Estonie, le congrès du Parti communiste devait s'ouvrir vendredi. Prévu pour durer deux jours, il pourrait conduire le PC estonien sur la même voie que le PC lituanien, qui a rompu avec le PC d'Union soviétique en décembre. (Reuters, AFP)



ROBERT MAZOYER

### La demoiselle de l'Alcazar

« Très agréable, ce roman, qui met en scène la vie parisienne sous l'Occupation et nous dévoile les coulisses du plus grand music-hall marseillais, le tout à travers une histoire d'amour et d'aventures. »

QUEST-FRANCE

Seghers

### La modernité, pour nous...

C'est un état d'esprit : rendre compte lucidement de l'actualité d'un monde en mutation. Cet état d'esprit, c'est le nôtre.

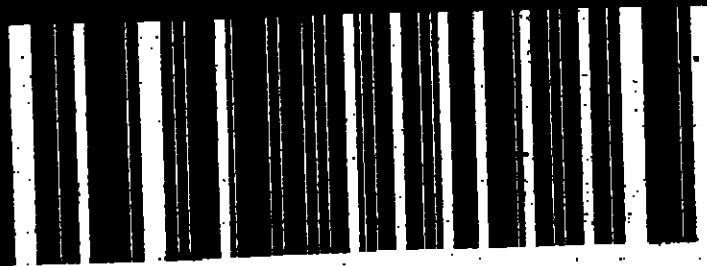
C'est une maîtrise de technologies : de l'impression traditionnelle à l'édition électronique, de la télématique au CD-ROM. Cette maîtrise, c'est la nôtre.

C'est une pratique : doter une administration des savoir-faire d'un vrai professionnel de la documentation, de l'édition, de la diffusion. Cette pratique, c'est la nôtre.

C'est une image : traduire graphiquement une idée, une unité, une volonté. Aujourd'hui, notre image vient de changer. Vous n'avez pas fini de la découvrir.

Salon du livre de Paris  
du 24 au 28 Mars 1990  
Grand Palais - stand A19

La **documentation** Française



كتاب من العمل



## EUROPE

En visite à Londres

### M. Vaclav Havel révèle que la Tchécoslovaquie a livré naguère 1 000 tonnes de Semtex à la Libye

**LONDRES**  
de notre correspondant

« Le régime précédent a exporté 1 000 tonnes de Semtex vers la Libye. Si l'on considère qu'il s'agit de 200 grammes pour faire exploser un avion, cela signifie que les terroristes à travers le monde ont assez de Semtex pour cent cinquante avions. » Le président tchécoslovaque Vaclav Havel, en visite à Londres après Paris, a fait cette révélation jeudi 22 mars au cours d'une conférence de presse. « Nous avons cessé d'exporter du Semtex depuis un certain temps », a-t-il ajouté, sans préciser de date (nos dernières éditions du 23 mars).

Le président tchécoslovaque ne propose pas pour autant l'arrêt de la production de Semtex, qui s'effectue dans une usine située à une centaine de kilomètres de Prague. « Il s'agit d'un explosif à usage industriel multiple, et qui n'est pas spécialement conçu pour les terroristes », a-t-il dit. M. Havel a cependant fait écho à une préoccupation souvent exprimée par le Foreign Office en indiquant que le Semtex, un explosif sans odeur, serait l'avenir d'un « chimique », chimiquement, de façon à pouvoir être détecté.

Il s'agit d'un sujet qui tient à cœur aux autorités britanniques. C'est une charge de Semtex qui est à l'origine de l'explosion au-dessus de l'Ecosse, le 21 décembre 1988, du Boeing-747 de la Pan Am qui s'est écrasé sur la petite ville de Lockerbie. Les services de sécurité estiment d'autre part que l'Armée républicaine irlandaise (IRA) dispose de 3 tonnes de Semtex fournies par la Libye. Au cours de la

seule année 1989, plus de deux cents attentats au Semtex ont été commis en Irlande du Nord.

Premier président tchécoslovaque en visite en Grande-Bretagne depuis Tomas G. Masaryk, en 1923, M. Havel a eu droit à tous les honneurs dus à un chef d'Etat en visite officielle : il a d'ailleurs rencontré avec le roi au palais de Buckingham et dîné avec Mme Margaret Thatcher au 10 Downing Street.

#### Divergences sur le système de sécurité européen

M. Havel et M. Thatcher se voyaient pour la première fois. La Dame de fer a reconnu à cette occasion la responsabilité de la Grande-Bretagne dans les accords de Munich de 1938 qui ont permis le démantèlement de la Tchécoslovaquie par Hitler. C'est du 10 Downing Street, que le premier ministre de l'époque, Neville Chamberlain, avait prononcé l'allocution radiophonique dans laquelle il annonçait « la paix pour notre temps » après Munich.

« Chacun d'entre nous éprouve un peu de honte au souvenir de ces accords et du malaise devant le spectacle de l'écrasement du Printemps de Prague par les chars soviétiques en 1968 », a dit M. Thatcher.

M. Havel est favorable à l'établissement d'un système de sécurité pan-européen qui implique la disparition de l'OTAN et du pacte de Varsovie. « L'OTAN a joué un grand rôle pour préserver la liberté en Europe, mais la situation a évolué et il faut désormais regarder l'avenir », estime-t-il. Ce n'est pas

du tout l'avis de Mme Thatcher. « L'expérience nous a enseigné que nous avons besoin de la présence de forces américaines en Europe aux côtés des nôtres pour maintenir la stabilité et la sécurité à une époque de changement et d'incertitude », a-t-elle déclaré. La divergence est de taille. Mais, après avoir rencontré M. Thatcher, M. Havel a affirmé que celle-ci « était moins grande qu'il ne le pensait ».

Le président tchécoslovaque a indiqué qu'il avait reçu l'assurance que son pays allait pouvoir bénéficier, comme la Pologne et la Hongrie, du « fonds de savoir-faire » récemment créé par les Britanniques pour les transferts de technologie vers les Etats qui accèdent, à l'Est, à la démocratie.

Rencontrant la communauté tchèque exilée à Londres, Vaclav Havel a proposé à ceux de ses membres qui le souhaiteraient de rentrer au pays pour y mettre à profit l'expérience acquise en Grande-Bretagne. Il a également été reçu par les intellectuels britanniques à l'Institut des arts contemporains, où il a joué « trois pénibles » l'affaire Rudin. « J'étais en prison au moment où celle-ci a éclaté et je me sens des affinités avec Salman Rushdie », a-t-il déclaré.

Le président Havel devait se rendre vendredi matin au cimetière de Brookwood, dans le Surrey, où sont enterrés les pilotes tchécoslovaques qui ont combattu aux côtés des Britanniques lors de la bataille d'Angleterre du 14 mai 1940-1941 et s'entretenir avec quelques survivants, avant de regagner Prague dans l'après-midi.

D. DH.

A Madrid

### La gauche européenne s'interroge sur les conséquences de l'effondrement du socialisme à l'Est

La gauche européenne, toutes tendances confondues, doit d'urgence rénover ses idées et sa stratégie à la lumière de ce qui se passe à l'Est. C'est afin de promouvoir un tel débat que se sont réunis à Madrid le jeudi 22 mars quelques-uns des responsables du socialisme européen à l'invitation du président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez.

**MADRID**

de notre correspondant

Pour la France, il y avait à Madrid le premier ministre, M. Michel Rocard, ainsi que

M. Régis Dériay, ou, pour l'Italie, le vice-président du gouvernement, M. Claudio Martelli. Mais il y avait aussi quelques personnalités qui, sans être membres de la famille socialiste, prennent aujourd'hui langue avec elle. Comme le secrétaire général du Parti communiste italien, M. Achille Occhetto, le conseiller de M. Gorbatchev, M. Vladimir Zagladine, ou bien encore le philosophe polonais Adam Schaff.

La raison de la présence dans la capitale espagnole d'un tel aréopage ? Officiellement, le lancement d'une revue appelée le Socialisme du futur et éditée dans six langues de la Communauté par le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol). Une revue qui prétend devenir le lieu de réflexion et de rassemble-

ment des différentes forces de la gauche. Dans un tel souci d'occultisme, les responsables de la revue avaient d'ailleurs confié le soin de rédiger l'article d'ouverture de l'« Institut des arts contemporains », où il a joué « trois pénibles » l'affaire Rudin.

Sans se départir d'une certaine prudence, l'artisan de la perestroïka y souligne que « l'abîme qui séparait autrefois le communisme et le socialisme n'existe plus » et se déclare, en conséquence, partisan de « dépasser la scission historique qui s'est produite au sein du mouvement ouvrier ».

En présentant en société jeudi soir cette nouvelle revue, les participants à la rencontre de Madrid se sont montrés d'accord sur un point : l'échec des régimes d'Europe de l'Est donne raison à ceux qui avaient associé, dès le départ, socialisme et liberté, mais risque pourtant de leur causer du tort à court terme.

M. Occhetto a reconnu, à cet égard, qu'aux yeux de beaucoup « l'opposition entre les idées de liberté et d'égalité qui a marqué toute notre culture a donné naissance à une autre opposition, entre socialisme et démocratie celle-là ».

#### Un pesant fardeau

Il a également rappelé que le cas de l'Allemagne orientale vient de démontrer « combien il est difficile aujourd'hui de gagner des élections à l'Est en s'appuyant sur le socialisme ». « (...) Le danger, c'est que, face aux méfaits dans les pays de l'Est de ce qu'on appelle le bas socialisme, mais n'était en fait que le communisme, on ne verse par réaction dans le libéralisme doctrinaire. Le danger, c'est de ne plus avoir assez d'Etat suite aux excès de l'étatisme. ».

M. Gonzalez, pour sa part, a tenté de tempérer cette tendance au pessimisme en soulignant que « l'échec des régimes communistes permettra aux socialistes de libérer leur énergie en leur enlevant un pesant fardeau ». Et il a conclu : « Lorsque des intellectuels et des hommes politiques socialistes, un conseiller de Gorbatchev et un dirigeant d'un important Parti communiste s'assoient ensemble à la même table, c'est déjà quelque chose d'important qui est en train de se passer. »

THIERRY MALINIAC

RECTIFICATIF. — Dans notre article sur les résultats des élections municipales aux Pays-Bas (le Monde du 23 mars), il fallait lire que le Parti chrétien-démocrate perd 2,7 points par rapport aux législatives (et non 7 points).

GRANDE-BRETAGNE : au cours d'une élection partielle

### Les conservateurs ont essuyé leur défaite la plus sévère depuis 1979

**LONDRES**

de notre correspondant

« L'âge sombre du thatcherisme s'achève et le peuple de ce pays retourne au parti travailliste rénové. » Visage énergique sous ses cheveux gris, M. Sylvia Heal a ainsi salué aux petites heures de l'aube, vendredi 23 mars, son extraordinaire victoire dans l'élection partielle du Mid-Staffordshire, une circonscription rurale située au nord de Birmingham et précédemment détenue par les conservateurs. Mme Heal a obtenu 49 % des suffrages, contre 32 % à son adversaire conservateur et 11 % au candidat libéral-démocrate, le reste s'éparpillant entre les petites formations. A 2 %, le résultat des Verts est particulièrement décevant et contraste avec leur succès au scrutin européen de juin dernier.

Le candidat tory malheureux, M. Charles Prior, a aussitôt rétorqué qu'il s'agissait d'un vote de circonstance, dû à la révolte actuelle des contribuables contre la mise en place d'un nouvel impôt local égal pour tous, riches et pauvres.

L'ampleur de la victoire travailliste change cependant les données

du problème. Le Labour a obtenu 24 % de voix supplémentaires dans le Mid-Staffordshire par rapport aux élections de juin 1987. Il s'agit du plus important transfert entre les deux partis, lors d'une élection partielle, depuis 1935. C'est aussi la défaite conservatrice la plus cuisante, dans une partielle, depuis 1979.

Projets à l'échelle nationale, ces résultats donneraient aux travaillistes de M. Neil Kinnock une majorité parlementaire supérieure à cent sièges. L'écart entre les deux partis dépasse désormais 20 % dans les sondages. Depuis que ceux-ci existent, aucune formation au pouvoir n'a réussi à surmonter un tel retard et à gagner les prochaines élections générales.

#### Le nouveau visage du Labour

M. Heal est parfaitement représentative du parti travailliste nouvelle manière dont M. Kinnock essaie d'imposer l'image à l'opinion. Pas question pour elle d'employer les termes jadis en usage au Labour. Il ne lui viendrait pas à l'esprit de commencer une allocution en s'adressant, comme le voulait la tradition syndicale et

ouvrière du parti, à ses « frères et sœurs ». Mme Heal s'était au contraire illustrée, lors du dernier congrès travailliste, par son intervention en faveur du rejet de la politique de désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne, qui a disparu depuis du programme du parti. « On nous a accusés de trahison. La véritable trahison consisterait à donner aux conservateurs une nouvelle victoire électorale », avait-elle alors déclaré.

Pragmatique, modéré, tel est donc le parti travailliste « rénové » que personifie M. Heal. Pour cette bataille du Mid-Staffordshire, le choix d'une mère de famille, encore relativement jeune puisqu'elle n'a que quarante-sept ans, n'était pas non plus dû au hasard. Les experts en relations publiques, qui ont pris depuis trois ans une importance considérable au Labour, savaient qu'il fallait dissiper l'image traditionnelle d'un parti d'hommes mûrs, souvent victimes d'emboulement, qui se réunissent pour vociférer dans des salles enfumées.

DOMINIQUE DHOMBRES

TURQUIE

### La police a démantelé un réseau terroriste fondamentaliste

**ISTANBUL**

correspondance

Plus de trente personnes, dont un Iranien appartenant à un Groupe islamique révolutionnaire voulant instaurer la loi islamique et faire de la Turquie un Etat théocratique, ont été arrêtés ces derniers jours par la police de sûreté à Istanbul, Ankara et Malatya.

Les membres du groupe ont reconnu avoir tué un chauffeur de taxi en 1987, le cousin de l'un des suspects, ainsi qu'un religieux assassiné l'an dernier alors qu'il quittait son minaret après l'appel à la prière. Tous trois étaient considé-

rés comme des « ennemis de l'Islam ». Un stock d'armes, du matériel de propagande et de la fausse monnaie américaine et allemande ont été saisis. Des documents indiquant l'existence de liens avec les hezbollahs iraniens, le PKK (parti des travailleurs kurdes) ainsi qu'une organisation du Kurdistan islamique révolutionnaire ont également été retrouvés.

Aucun indice ne permet de supposer que ces militants religieux soient à l'origine des meurtres politiques commis à Istanbul et à Ankara au cours des deux derniers mois. Cependant, l'existence même d'un groupement fondamentaliste armé ne manquera pas de renfor-

cer les inquiétudes de ceux qui craignent que le sécularisme de l'Etat turc ne résiste pas à la montée de l'islam.

NICOLE POPE

Un nouvel attentat des « séparatistes » kurdes. — Neuf civils turcs ont été tués par des combattants séparatistes kurdes dans le cadre d'une nouvelle offensive des rebelles dans le sud-est de la Turquie, a annoncé jeudi 22 mars l'agence de presse Anatolie. Les victimes faisaient partie d'une équipe technique de la banque d'Etat Eitbank.

## PROCHE-ORIENT

En Cisjordanie et à Gaza

### Les perspectives de négociations suscitent d'après débats chez les Palestiniens

Deux Palestiniens armés ont été tués, jeudi 22 mars, à Naplouse par les forces de sécurité israéliennes. L'un des deux hommes — abattu par des hommes en civil — était recherché pour le meurtre de Palestiniens soupçonnés par les nationalistes de collaboration avec les autorités d'occupation.

**NAPLOUSE**

(Cisjordanie)  
de notre envoyé spécial

« Ne vous faites pas d'illusion : si un dialogue israélo-palestinien n'est pas rapidement engagé, un début de négociation, enfin quelque chose, on ne contrôlera pas longtemps ceux qui veulent avoir recours aux armes. Dans quelques mois, quelques semaines, il y aura une escalade. Vous n'imaginez pas à quelles pressions sont soumis les modérés ».

Said Kanaan appartient au camp des modérés. Sympathisant du Fatah, commerçant et homme d'affaires aisé, représentant l'un des grands clans de Naplouse, « la capitale du Nord », il est de ceux qui attendent beaucoup d'un éventuel dialogue israélo-palestinien au Caire — dialogue que proposent les Etats-Unis et qui n'a de chance de voir le jour que si, en Israël, les travaillistes arrivent à former le gouvernement. Sur l'échiquier politique palestinien, Kanaan (quarante-neuf ans) est un pragmatique et, quand il évoque les « pressions » exercées sur les nationalistes de son camp, il sait de quoi il parle.

A la mi-mars, un commando de quatre hommes masqués a mis à sac, en plein jour, son commerce de parfums et cosmétiques, au cœur de Naplouse, à quelques mètres d'une des entrées de la cas-

bah. L'attaque a été suivie d'un message politique très clair, transmis le soir même au téléphone : « C'est une leçon pour l'apprendre qu'Arafat n'est pas capable de le protéger et pour l'obliger à faire publier un communiqué dans la presse dénonçant le plan Baker ». « C'est de l'intimidation politique », répond Kanaan.

Il incrimine une fraction palestinienne radicale, « des dissidents du FFLP » (le groupe de M. George Habache), et relève que son nom figurait sur les listes de personnalités pressenties pour faire partie d'une délégation palestinienne devant négocier avec les Israéliens.

#### Débats, tiraillements et conflits

Les malheurs de Said Kanaan témoignent des débats, tiraillements et conflits que la perspective d'une possible négociation suscite chez les Palestiniens. En Israël, le plan Baker a provoqué une crise politique. En Cisjordanie, l'heure semble être aux dissensions et à une certaine confusion.

Si le courant central de l'OLP est disposé, à certaines conditions très précises, à donner suite aux propositions du secrétaire d'Etat, M. James Baker, — à tout le moins « à essayer », dit-on, — le FFLP ne veut pas en entendre parler et les islamistes du Hamas encore moins. « A mesure que l'on avance vers l'heure du rendez-vous du Caire, poursuit Said Kanaan, vous pouvez vous attendre à une multiplication des incidents du genre dont je viens d'être victime ».

Ces « incidents » participent d'un climat qui paraît plutôt à la déprime. Certes, l'intifada « continue », au rythme des grèves et de la mobilisation entretenue par les « comités populaires ». L'administration israélienne ne peut se targuer d'aucun retour à la normale. Mercredi, alors que Said Kanaan

nous reçoit, des poeas enflammés, blocs de pierres et sacs d'ordures barrent l'une des rues principales du centre-ville. Mais ni les passants ni les patrouilles de l'armée n'y prêtent plus la moindre attention. Casques, doigts sur la gachette de leurs armes, les soldats sillonnent une ville qui, entre deux couvre-feux, paraît toujours au bord de la révolte.

Les autorités soulignent que le nombre des victimes palestiniennes dans les affrontements avec l'armée a très nettement diminué : onze morts en janvier, neuf en février, pour l'ensemble de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Les bilans les plus lourds — et que le gouvernement diffuse à grand renfort de publicité — sont à porter au compte de la bataille inter-palestinienne qu'est la lutte contre les collaborateurs.

En deux ans, deux cents Palestiniens, dont une vingtaine de femmes, ont été tués par d'autres Palestiniens qui les soupçonnaient de collaborer avec Israël. Selon une très bonne source, les services de sécurité opérant dans les territoires, le Shin Bet, multiplient les pressions pour inciter à la collaboration : la plupart des condamnés à une peine de prison subissent chantage, menaces et intimidations. Peu importent les résultats : cette politique entretient dans les territoires une atmosphère de peur et de suspicion généralisée.

Si les affrontements avec les soldats ont diminué, les arrestations sont, en revanche, en nette augmentation. Certaines semaines, les raids de l'armée dans les villes et les villages des territoires se soldent par des centaines d'interpellations. A la mi-mars, le responsable d'une organisation humanitaire estimait à 16 400 le nombre de Palestiniens emprisonnés — c'est le chiffre le plus élevé jamais enregistré depuis le début de l'intifada.

ALAIN FRACHON

## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : selon le juge chargé de l'enquête

## Le dirigeant de la SWAPO assassiné en septembre était un agent de Pretoria

Le dirigeant blanc de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), Anton Lubowski, assassiné le 12 septembre dernier à Windhoek, était un espion au service de l'Afrique du Sud, a indiqué, jeudi 22 mars à Pretoria, le juge Louis Harms, chargé de l'enquête.

Ce magistrat, qui préside la commission d'enquête sur l'affaire des « escadrons de la mort » de l'armée sud-africaine, a ainsi confirmé les déclarations faites le 26 février devant le Parlement, au Cap, par le ministre sud-africain de la défense, le général Magnus Malan (*le Monde* du 28 février). D'après le général Malan, Anton Lubowski travaillait pour les services de renseignement de l'armée sud-africaine (SADF, South African Defence Forces). Le juge Harms a déclaré que les chèques et les notes remis à la commission par la SADF montraient que l'avocat, qui fut le premier blanc à adhérer à la SWAPO, avait été rétribué en tant qu'agent et avait « fourni certains services » en retour. Anton Lubowski, âgé de trente-sept ans, avait été tué par balles devant son domicile à Windhoek.

Les soupçons s'étaient alors portés sur l'extrême droite. Les propos du général Malan avaient suscité un tollé. La SWAPO, comme la famille de la victime, avait démenti ces allégations, estimant que l'on voulait salir la mémoire de la victime. — (AFP)

Après les fêtes de l'indépendance en Namibie

## Nombreuses consultations sur l'avenir de l'Afrique australe

La célébration de l'indépendance namibienne a laissé la place au ballet diplomatique sur l'avenir de l'Afrique australe et notamment sur celui du régime de l'apartheid en Afrique du Sud.

Scène d'adieu mêlée d'humour et d'émotion, jeudi matin 22 mars, à l'aéroport de Windhoek : « *Travaillez pour le bien de la Namibie... Sinon je reviens* », lança M. Louis Pienaar, l'ancien administrateur général sud-africain, en prenant congé de M. Sam Nujoma.

« Nous serons capables de nous débrouiller », répliqua le chef de l'Etat namibien. « *Merci de n'avoir rendu possible une mission impossible* », déclara pour sa part M. Pienaar. M. Marti Ahtisaari, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, rapporte notre envoyé spécial à Windhoek, Jacques de Barrin.

« La tâche des Nations unies n'est pas terminée », a déclaré quelques heures plus tard lors d'une conférence de presse M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, en précisant : « Nous devons aider la Namibie à consolider sa stabilité politique et économique et faire de ce pays une sorte de modèle pour les autres pays en voie de développement. »

Sollicité de donner son avis sur le problème sud-africain, à la solution duquel l'ONU n'est pas partie prenante, M. Perez de Cuellar a reconnu que « le système de l'apartheid ne pouvait pas disparaître du jour au lendemain ». Mais, 3-4-1 ajouté, « les dirigeants de Pretoria ont encore beaucoup à faire pour démontrer leur volonté de le démanteler ».

## Nouveau plan de paix pour l'Angola?

M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, s'est entretenu, jeudi, pendant une heure avec le président Frederik De Klerk au Cap. Cette visite était la première effectuée en Afrique du Sud par un chef de la diplomatie américaine depuis celle de Cyrus Vance en 1978 sous l'administration de M. Jimmy Carter. Les entretiens ont été qualifiés de « intéressants » par M. Baker et de « constructifs » par M. De Klerk. Auparavant, le diplomate américain avait rencontré une délégation de l'ANC (Congrès national africain) et de l'UDEF (Front démocratique uni) conduite par M. Govan Mbeki.

MOZAMBIQUE : nouvel appel à l'aide de l'ONU. — L'ONU s'apprête à lancer un nouvel appel pour venir en aide aux populations victimes de la guerre civile et de la sécheresse, a indiqué, jeudi 22 mars, à New York, M. Charles Larson, ancien représentant à Maputo du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Cet appel sera officiellement lancé le 26 avril par le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, lors de la réunion à New York des pays donateurs, afin de secourir quelque 4 millions de personnes, a précisé M. Larson. Il s'agit du quatrième appel depuis 1987 pour

acheminer sur place environ 230 000 tonnes de vivres. Le coût de l'ensemble de cette nouvelle opération de secours a été ramené à 137 millions de dollars à comparer aux 364 millions de dollars demandés l'année dernière et sur lesquels 270 ont pu être réunis. Cette réduction pour 1990, a expliqué M. Larson, résulte de ce que l'ONU entend désormais se charger elle-même de la distribution et non plus la confier au gouvernement comme les années précédentes, rattachant à la fois son coût et favorisant les « coupages ». — (AFP)

Les élections générales du samedi 24 mars s'annoncent très disputées en raison de la remontée dans les sondages des travaillistes au pouvoir.

CANBERRA

de notre correspondant

Premier ministre en exercice, M. Bob Hawke revient de loin. Il y a six mois à peine, la cause de ses amis travaillistes semblait, sinon désespérée, en tout cas fort compromise. C'est qu'au pays du rêve pavillonnaire on n'appréhendait pas impunément l'électeur banlieusard avec des taux d'intérêt prohibitifs, fût-ce au nom de la croisade anti-inflationniste.

Dans les ministères de Canberra, le syndrome de la fin de règne provoquait nervosité et cacophonie. Le ministre des finances, M. Paul Keating, pouvait alors évoquer publiquement, un jour de lassitude, ses projets de reconversion dans le secteur privé, sans que nul ne trouve incongrus de tels plans de retraite.

Pourtant, les oracles électoraux maintenaient que rien n'était joué. Le charisme de M. Bob Hawke, aversant-il, pouvait encore produire quelque miracle et sauver les travaillistes de la déroute. Si son étoile avait quelque peu pâli, le chef du Labour restait un joker irremplaçable. Son aptitude à « rebondir », ses charges de poé-

miste et ses franges de titi gosselin continuaient d'en faire une redoutable force de frappe médiatique. La preuve ? Après avoir touché le fond, le caracole à nouveau en tête des sondages.

En fait, l'animal politique Hawke survit aujourd'hui moins par la magie de sa séduction que par les cafouillages de ses adversaires. Minée par la guerre des chefs et désorganisée par le virage libéral des travaillistes, la coalition des partis libéral et national n'est toujours pas parvenue à conjurer les démons de l'échec.

En mai 1989, une révolution de palais secouait ses états-majors en plein désarroi avec pour ambition de provoquer un choc salutaire et de donner le signal de la reconquête. Mais le nouveau chef du camp conservateur, M. Andrew Peacock, ne réussit guère mieux que son prédécesseur tombé en disgrâce, M. John Howard, à décoller dans les sondages.

Ce contexte un brin plus souriant suffira-t-il à M. Hawke pour remporter son quatrième mandat consécutif, ce qui constituerait un record pour un dirigeant travailliste ? La encore, rien n'est joué. En dépit d'une embellie en début d'année, qui l'avait convaincu d'assouplir sa politique monétaire, le gouvernement reste handicapé par des résultats médiocres en matière de commerce extérieur, et l'endettement du pays s'accroît.

Cette morosité économique

## OCÉANIE

AUSTRALIE : les élections législatives

## M. Hawke, premier ministre travailliste, espère avoir reconquis un électorat désenchanté

Le nouveau premier ministre de cet Etat, M<sup>me</sup> Carmen Lawrence, première femme à se hisser à ce stade de la hiérarchie politique en Australie, a aussitôt pris soin de mettre un terme à ces fréquentations jugées compromettantes. Le danger pour M. Hawke serait de voir ce prosélytisme libéral conforter, en réaction, l'aile gauche du Labor (dite « Socialist Left »), qui déjà redouble d'activité dans l'appareil du parti, s'emparant notamment de positions clés à Melbourne, dans l'Etat de Victoria.

L'autre priorité du premier ministre est de s'assurer les faveurs du courant écologiste, force incontournable, comme l'a attesté sa percée électorale en Tasmanie. L'offensive de charme bat son plein. M. Hawke allant gaillardement retrousser ses manches devant les caméras pour replanter des arbres. Il a ainsi obtenu des écologistes qu'ils accordent leur second choix au Labor dans le très complexe système de vote australien. Leur revendication principale — limiter l'exploitation forestière — sera autrement plus difficile à satisfaire, compte tenu des intérêts économiques en jeu.

La comme ailleurs, M. Hawke devra arbitrer des dilemmes épineux. Mais, fils de pasteur et avocat de formation, cet homme-là n'a peut-être pas encore épuisé toutes ses ressources de préteur et de juge de paix.

FREDERIC BOBIN

## DIPLOMATIE

PORTRAITS D'EUROPÉENS

M. Enrique Baron, président du Parlement

## Un commis voyageur qui cherche ses marques



Le premier ministre irlandais, M. Charles Haughey, président en exercice de la Communauté européenne, entamera mercredi 28 mars une tournée des capitales de la CEE pour préparer le sommet européen extraordinaire sur l'unification allemande, qui se tiendra le 28 avril à Dublin. M. Haughey, rencontrera le président Mitterrand jeudi 29 mars, à Paris, au lendemain d'une visite à Bonn. Par ailleurs, le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl a reçu, jeudi 22 mars, le président du parlement européen, M. Enrique Baron, qui effectue une série de visites auprès des chefs d'Etat et de gouvernement européens.

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

Varsovie, Londres, Paris, Madrid, Bonn... Depuis quelques semaines, sa carte de VPR en poche, il court de capitale en capitale comme s'il jouait son va-tout. Le président du Parlement européen, M. Enrique Baron, socialiste espagnol, remplit son rôle de commis voyageur avec toute la bonne volonté de celui qui veut s'affirmer. Son handicap ? S'il s'efforce de promouvoir l'institution qu'il préside, c'est parce qu'elle même est en quête de reconnaissance ; pas facile d'être le président qui se cherche...

Il est jeune — il aura quarante-six ans dans quelques jours, — souriant, polyglotte — il parle six langues, — motivé, son passé d'avocat de la gauche sous Franco le sert et son appartenance à la famille socialiste européenne lui simplifie la tâche. Et pourtant... Et pourtant, M. Enrique Baron a du mal à assaïr son autorité. Les parlementaires européens ne sont pas tendres envers leur président. Ils lui

reprochent notamment — encore qu'une amélioration ait été observée ces derniers temps — de n'avoir ni l'art ni la manière de diriger les séances plénières. Manque de doigté, mais aussi manque d'envergure, estiment ses détracteurs. « Le personnage est sympathique mais fatot », dit l'un ; « On me demanderait de faire la liste de ce qu'il a fait en bien et en mal, je serais incapable de répondre », dit un autre, socialiste au demeurant. Même sur les bancs dont il est issu, M. Baron ne suscite guère d'enthousiasme. Mais il est vrai que les disparités sont telles au sein du groupe socialiste que nul ne saurait y faire l'unanimité.

Si M. Baron a été élu haut la main, le 25 juillet dernier, c'est parce qu'un accord lie les deux groupes les plus importants (socialiste et démocrate-chrétien) accordant la présidence, pendant la première moitié de la législature, à un socialiste. Il avait fallu, auparavant, définir sa nationalité. Le président sortant, lord Plumb, était britannique ; le groupe socialiste était présidé par un Allemand, M. Rudi Arndt, dont le successeur — M. Jean-Pierre Cot — est français. Au souci d'alternance ajoutée le fait que les socialistes espagnols lorgnaient à l'époque sur un des

postes à pourvoir à la tête des instances européennes. L'ancien ministre des transports, du tourisme et des communications (1982-1985) de M. Felipe González fut un candidat de compromis.

Un obstiné

M. Baron est un homme pressé : gauche et droite s'étant partagé la présidence, il ne dispose que de deux ans et demi pour faire ses preuves. C'est peu, lorsque l'on a de l'ambition. Et si l'on en croit les parlementaires, les huit premiers mois n'ont guère été convaincants. Mais M. Baron n'a pas dit son dernier mot. Certains d'ailleurs, et pas seulement chez ses amis politiques, rendent hommage au travail souterrain accompli ces derniers mois.

En tout cas, la multiplication des contacts, des prises de position et des visites dans les capitales n'aura pas été vaine : mi-mai à Strasbourg aura lieu une conférence préparatoire à la conférence intergouvernementale qui doit commencer, théoriquement, fin décembre, et qui — les parlementaires l'espèrent — devrait notamment aboutir à un accroissement des pouvoirs de l'Assemblée. Dans les coulisses, l'on convie que cette conférence préparatoire n'aurait jamais été organisée sans l'obédience de M. Baron.

Depuis le premier jour, l'équilibre — ou le déséquilibre ? — institutionnel de la Communauté est son sujet de prédilection. Moral... Etre à la tête d'une assemblée en phase de maturation est une position délicate. Comment le président d'un Parlement qui n'a pas tous les attributs d'un Parlement peut-il être un « grand » président ? Une question qui semble tarauder le souriant quadragénaire, très soucieux de son image, mais qui reste sans réponse. Ingrate, la tâche n'est pas de celles qui permettent forcément de passer à la postérité.

MARIE-PIERRE SUBTIL



## AMÉRIQUES

HAITI : après l'installation du gouvernement transitoire

### Des bandes armées continuent de terroriser la population

Près de deux semaines après la prestation de serment du président provisoire, M<sup>re</sup> Trouillot, Haïti est toujours en butte à l'action de bandes armées qui terrorisent la population.

PORT-AU-PRINCE  
de notre envoyé spécial

« Cette fois-ci, le bouchon a sauté. Mais la démocratie ne triomphera du totalitarisme que si nous sommes capables d'innover. » Gérard Pierre-Charles, l'un des intellectuels haïtiens les plus perspicaces, résume le sentiment général au lendemain de l'installation du gouvernement civil provisoire présidé par M<sup>re</sup> Ertha Pascal Trouillot.

Dans les bureaux, les employés ont salué le départ du général Prosper Avril en se souhaitant une bonne année. Un espoir prudent, bien différent de l'explosion de joie, la grande « bamboche », qui avait accompagné la fuite de Jean-Claude Duvalier en février 1986. Le gouvernement transitoire que vient de former M<sup>re</sup> Trouillot est fragile et devra surmonter de nombreux obstacles pour mener à bien sa mission : l'organisation d'élections dans un délai qui ne devrait pas dépasser quatre mois.

La menace la plus grave vient des bandes de civils armés, macoutes et « attachés », qui continuent de terroriser la population. Dimanche dernier, à l'aube, armés de machettes, ils n'ont pas hésité à attaquer un couvent, blessant huit religieuses, dont trois Françaises, qui sont toujours hospitalisées.

A la fin de la semaine dernière, au Cap-Haïtien, la deuxième ville du pays, des civils armés ont brutalement dispersé une manifestation de jeunes qui fêtaient le départ du général Avril. Les douze organisations politiques, qui se sont regroupées au sein de l'Assemblée de concertation, viennent de dénoncer la préparation d'un « plan criminel » visant à faire échouer le

processus de démocratisation et à « provoquer un bain de sang dans le pays ». L'Assemblée de concertation a appelé la population à rester mobilisée au sein de « brigades de vigilance » pour faire échouer ce plan qui, selon certains, serait dirigé par plusieurs barons du duvalisme réfugiés à Saint-Domingue.

Malgré la loyauté affichée par son commandant en chef, le général Hérard Abraham, l'armée est loin d'être totalement acquiesce au changement démocratique. Comme l'Eglise catholique, elle a préféré se tenir à l'écart du Conseil d'Etat, chargé de conseiller et d'encadrer le nouveau gouvernement. Les toutes récentes révocations de sept officiers et sous-officiers, dont le major Isidore Pognon, un des hommes de confiance du général Avril, ainsi que la dissolution de la garde présidentielle montrent que le général Abraham tente de reprendre les troupes en main.

La gangrène de la contrebande

Près d'un millier de policiers et de soldats ont été déployés dans la capitale pour combattre la vague de violence. Des armes ont été saisies. Mais ce dispositif n'a pas empêché un groupe d'« attachés » de tuer par balles deux jeunes membres d'une brigade de vigilance et d'en blesser six autres. Le numéro deux de l'armée, le général Gérard Lacroix, un proche du président déchu - et nombre de commandants de garnison dans les provinces et de chefs de section rurale restent aux yeux de la population des représentants de l'ordre duvaliste.

Depuis plusieurs années, l'institution militaire est gangrenée par la contrebande, le trafic de drogue et le banditisme. L'offre de coopération présentée, en 1986 par la France pour la constitution d'un corps de gendarmerie professionnelle, vient d'être renouvelée. Mais elle ne

réglera pas le problème de la sécurité pour les prochaines élections. Le déferlement des revendications, trop longtemps bâillonnées alors que la situation économique ne cesse de se dégrader, est un autre défi pour le gouvernement de M<sup>re</sup> Trouillot.

Dès le départ du général Avril, les administrations et les entreprises publiques ont été secouées par un grand mouvement de « débauchage ». Aux cris de « A bas le favoritisme et la corruption ! », les employés des Postes, de la minoterie, de magasins de l'Etat, du service chargé de la distribution d'eau potable ou de l'immigration ont demandé la révocation de cadres dirigeants. Il a fallu toute la diplomatie du général Louis Roy, qui venait d'être nommé au Conseil d'Etat par les organisations de défense des droits de l'homme, pour mettre fin à une grève des aiguilles du ciel qui paralysait l'aéroport international de Port-au-Prince. Autre revendication de fond, difficile à satisfaire compte tenu du délabrement de l'appareil judiciaire : le jugement des responsables des assassinats de ces dernières années.

Plusieurs dirigeants politiques, comme le socialiste Victor Benoit ou le communiste René Théodore, estiment que le gouvernement provisoire doit au minimum ouvrir des enquêtes. A l'occasion de l'installation du gouvernement civil, la question agraire, l'une des plus délicates, a resurgi. Dans plusieurs régions, notamment dans l'Artibonite, des paysans sans terre ont tenté de reprendre des champs dont ils affirmèrent avoir été privés illégalement. La résistance des grands propriétaires, qui attisent les rivalités entre villages, a déjà provoqué au moins dix morts et plusieurs dizaines de blessés. Face à ces multiples obstacles, les partis politiques affirment vouloir préserver leur démarche unitaire au sein de l'Assemblée de concertation. « Un lieu d'échanges pour la défense de la démocratie »,

JEAN-MICHEL CAROTT

COLOMBIE : L'assassinat d'un dirigeant de gauche

### Le gouvernement accuse les narcotrafiquants du meurtre de Jaramillo Ossa

Le gouvernement colombien a accusé les trafiquants de drogue, et en particulier le chef du cartel de Medellín, Pablo Escobar, de l'assassinat, jeudi 22 mars à Bogotá, du candidat à l'élection présidentielle de l'Union patriotique (UP, gauche et communistes), Bernardo Jaramillo Ossa.

Le ministre colombien de la défense, le général Oscar Botero, a indiqué que les services secrets avaient intercepté des communications téléphoniques permettant d'étayer la thèse de la responsabilité des trafiquants de drogue.

La station de radio RCN a pour sa part fait état d'un appel anonyme affirmant que cet assassinat marquait la relance de la guerre des caïds de la drogue contre le gouvernement colombien, et que la

prochaine victime serait le candidat du Parti libéral au pouvoir Cesar Gaviria. Au mois d'août dernier, le meurtre de son prédécesseur, Luis Carlos Galan, avait déclenché la « guerre totale » entre le cartel et les autorités.

Jaramillo Ossa, âgé de trente-neuf ans, est décédé des suites de ses blessures dans un hôpital. Le candidat de l'UP avait été touché au thorax et à l'abdomen par quatre balles alors qu'il se trouvait dans le terminal de l'aéroport de la capitale, en partance pour quelques jours de vacances sur la côte Atlantique avec sa femme et ses deux enfants. L'un des auteurs de l'attentat, identifié comme étant Jaime Alberto Restrepo, a été blessé et arrêté par les gardes du corps du politicien. Ses complices auraient réussi à prendre la fuite.

A la suite de l'assassinat de son candidat à l'élection présidentielle du 27 mai, l'Union patriotique a

annoncé qu'elle se retirait de la campagne pour la désignation du successeur du président libéral Virgilio Barco. Jaramillo Ossa avait pris la tête du parti le 11 octobre 1987, après l'assassinat de Jaime Pardo Leal, victime lui aussi de tueurs à gages. Au cours des six dernières années, plus de mille cent militants de l'UP ont été tués dans des circonstances similaires. Ses dirigeants ont indiqué qu'ils appelleraient dans les prochains jours à une grève nationale de quarante-huit heures.

Alors que des milliers de sympathisants occupent certaines rues du centre et incendient des bus en signe de protestation, le maire de Bogotá, le conservateur Andres Pastrana Arango, a décrété l'interdiction provisoire de vendre ou de consommer de l'alcool pour prévenir d'éventuels troubles. - (AFP, Reuter, UPI.)

## A TRAVERS LE MONDE

JORDANIE

Vingt-sept personnalités impliquées dans des affaires de corruption

Vingt-sept personnalités politiques et du monde des affaires sont impliquées dans des affaires de corruption que le Parlement a décidé de transmettre à la justice. Ces affaires sont répertoriées dans un rapport du comité des finances à la Chambre des députés, présenté, mardi 21 mars, au cours d'une séance à huis clos.

Le rapport couvre la majorité des grands projets du royaume, de

la vente du tiers des réserves en or du pays, en août et septembre 1988, à des projets alloués sans offres d'adjudication en passant par la « vente » de passeports ou la commande de six Airbus A320 dont le premier appareil a été livré lundi. - (AFP)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Prague établit des relations diplomatiques avec la Corée du Sud

La Corée du Sud et la Tchécoslovaquie ont établi, jeudi 22 mars, des relations diplomatiques, les quatrièmes nouées avec des pays est-européens après la Hongrie, la Pologne et la Yougoslavie. Cet

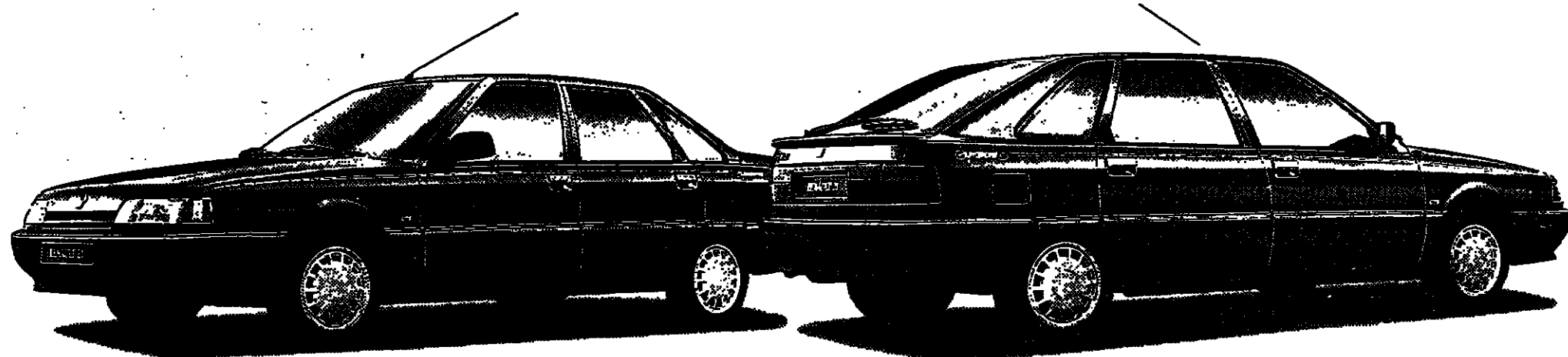
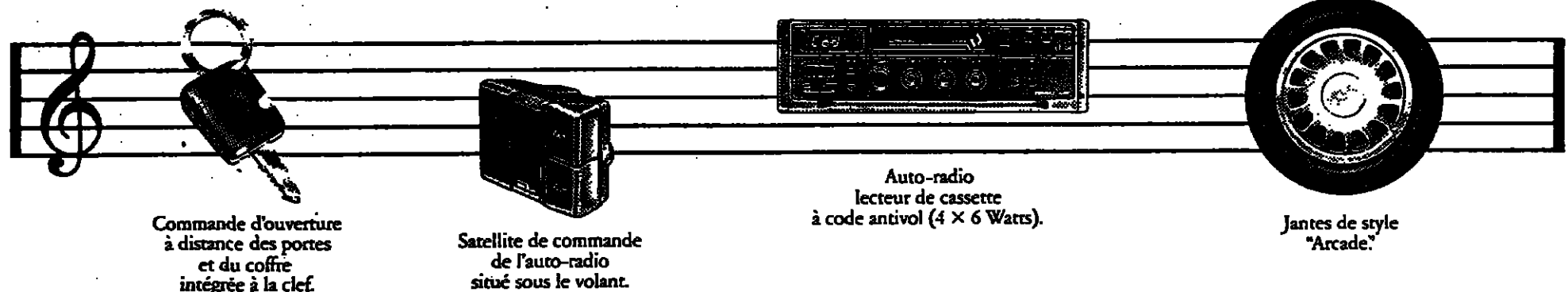
accord a été signé à Prague par les ministres des affaires étrangères des deux pays, MM. Choi Ho-jong et Jiri Dienstbier.

A cet occasion, le chef de la diplomatie tchèque a accordé son soutien à la demande de la Corée du Sud d'adhérer aux Nations unies, à laquelle s'oppose la Corée du Nord ; il a déclaré que « tous les pays devraient être membres de l'ONU indépendamment de leur système politique. Nous voterons pour l'admission » de Séoul.

M. Dienstbier a aussi estimé que le modèle de l'unification de l'Allemagne pourrait s'appliquer à l'unification de la Corée. M. Choi, qui a été reçu par le président du Parlement, M. Alexandre Dubcek, est attendu à Sofia pour normaliser les relations avec la Bulgarie. - (AFP, Reuter.)

## Série limitée Renault 21 Symphonie la première voiture qui démarre avec une clé de Sol.

Pour démarrer en musique, démarrez en Renault 21 Symphonie. Bien sûr, pour apprécier cette série limitée, il ne suffit pas seulement d'avoir de l'oreille. Avec la peinture métallisée, l'intérieur velours et les vitres teintées, le plaisir des yeux est, lui aussi, total. Naturellement, la gamme se devait d'être irréprochable. Avec les versions essence ou Diesel, berline ou Nevada, 4 ou 5 portes, c'est chose faite. A partir de 94.200F. Renault 21 Symphonie GTS. Tarif au 12/03/90. Millésime 90. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. Diac votre financement. RENAULT présente ELF



Renault 21, ce n'est pas le même voyage.

RENAULT  
LES VOITURES  
A VIVRE

(Publicité)

?

# HONNEUR A L'ALLEMAGNE DE L'EST

Page offerte par le film « Le Juif Errant » (Le Voyage) de D. Auteuil et J.-L. Godard

صكنا من الامل



## ASIE

# Vietnam : un socialisme en sursis

II. - Les dessous d'un anniversaire

A l'heure où le PC vietnamien fête son sixième anniversaire, le débat sur la gestion du pays bat son plein et les signes avant-coureurs de profonds changements se multiplient (le Monde du 23 mars).

HO-CHI-MINH-VILLE  
de notre envoyé spécial

Les Saïgonnais ont fait des gorges chaudes d'une histoire, rapportée en février par *Tuoi Tre*, (le Journal de la Jeunesse). Un raid de la police dans une maison de passe de la grande banlieue de Ho-Chi-Minh-Ville a permis de retrouver les noms d'une centaine de clients, pour l'essentiel des cadres du PC, dont un colonel de l'armée populaire et un ancien ministre des finances, qui avaient eu l'imprudence d'y laisser quelques ardoises.

Le président du comité populaire de la grande ville a confirmé l'affaire au cours d'une conférence de presse. Le *Nhan Dan*, quotidien du PC à Hanoï, a fourni quelques noms supplémentaires. Mais le ministre de l'Intérieur, M. Mai Chi Tho, membre influent du bureau politique, tout en félicitant les journalistes, les a avertis que la dénonciation de « phénomènes négatifs », pour être encouragée par le parti, ne devait pas donner lieu à une éventuelle exploitation par des « forces réactionnaires ». Un autre scandale du même genre devait être dénoncé deux semaines plus tard.

Ces affaires en disent déjà long sur le style de vie de nombreux cadres intermédiaires du PC, même si n'y a pas de quoi vraiment choquer un public vietnamien plutôt tolérant à l'égard de la pratique, très traditionnelle, des maisons de rendez-vous.

Mais l'instructif est ailleurs. En pleine crise, le PC vietnamien entend redorer son blason, se « démocratiser », se « remettre à l'écoute du peuple ». En bref, il veut se refaire une popularité et reprendre pied dans la société civile pour éviter les mésaventures advenues notamment aux partis frères d'Europe de l'Est. L'idée est donc d'épurer un parti d'environ deux millions de membres et dont certains dirigeants pensent qu'il devrait n'en compter que cinq cent mille. Voilà, en tout cas, une mesure que devrait adopter, en priorité, le plénum du comité central réuni en ce moment à Hanoï.

Mais dénoncer le comportement

de membres du PC, sans mettre en cause le mouvement lui-même, est un exercice aux limites évidentes, ainsi que le démontre la mise en garde de M. Mai Chi Tho, qui n'est autre que le frère de M. Lê Duc Tho (l'ancien négociateur demeure, à quatre-vingts ans passés, le gourou du PC avec, pourtant, pour seule fonction officielle depuis 1986 celle de conseiller du comité central).

Tout scandale porté sur la place publique contribue à éblouir le parti. De ses rangs, des voix s'élèvent aussitôt pour réduire la portée de l'affaire sinon l'étouffer. Sauf,

se passe, on s'accroche aux dissidences éventuelles entre les discours officiels.

L'un des plus en flèche, ces derniers mois, est celui de M. Trần Xuân Bách, qui explique, tout à fait publiquement, que la situation ne peut pas demeurer « stable » en Asie quand elle « bouillonne » en Europe. « Aucun pays, ajoutait-il dans une allocution, prononcée en décembre et reprise par les médias locaux en janvier, ne peut se vanter d'être le plus stable ». Et d'ajouter qu'« il ne revient pas à un groupe ou à une personne quelconque de régler » les deux problèmes

figure l'un des intellectuels communistes les plus en vue, M. Trần Xuân Bách, a acquis droit de cité, ce qui en fait le premier groupe de pression officiellement reconnu au sein du PC.

Tout cela, bien entendu, se négocie à la vietnamienne, en sourdine, à coups de lutte d'influence et presque sans jamais s'en prendre directement à l'adversaire. M. Bach se garde bien de citer qui que ce soit quand il déclare qu'« un communiste qui se sentirait indifférent devant ce processus (les effets locaux des changements en Europe de l'Est) serait un irresponsable ».

Ce débat, même si s'envenime au fil des semaines, ne va pas très loin, dira-t-on, puisque le pluralisme politique - sans parler de multipartisme - n'est jamais mentionné que pour être rejeté. Et ce n'est pas qu'une affaire de prudence. « Aucun membre du politburo n'est, en fait, en faveur du multipartisme », résume un cadre supérieur communiste. Ce qui s'explique : on ne remet pas facilement en cause à l'âge de soixante-dix ans - c'est la moyenne - une vie de lutte pour la double cause du « socialisme » et de l'« indépendance nationale ». D'autant que le PC n'a affaire, sur le plan politique, à aucune concurrence.

Héritier d'une longue tradition de résistance, le PC s'est octroyé un pouvoir sans partage, se dotant de la multitude d'organes qui, du Front de la Patrie aux services de sécurité, assurent la pérennité de son pouvoir. Mais les communistes vietnamiens sont trop avertis pour ne pas savoir que la partie ne se joue pas de cette façon-là et, quand ils parlent de « démocratiser » le parti, le message peut se traduire également comme une invite, lancée à la ronde, à s'associer au pouvoir.

L'électrochoc - l'échec du socialisme, la nouvelle donne économique - a eu des effets, personne n'en doute plus. Mais, comme la lutte s'annonce rude, mieux vaut, au moins dans un premier temps, ne pas trop montrer le bout du nez

tout en assurant ses arrières. Le scénario ne se prête pas encore aux déclarations fracassantes. Passionnés d'échecs et de billard, les Vietnamiens en sont encore à calculer de quelle façon ils vont négocier les deux ou trois coups - ou les deux ou trois bandes - suivants.

Entre-temps, il leur faut parfois imaginer les états-majors d'une éventuelle relève puisque, dans un premier temps, il s'agit bien de cela, afin de prévenir - on ne sait jamais - tout dérapage. Ainsi, tout en préservant sa garde, chacun multiplie, ces jours-ci, les contacts, offre parfois des garanties, mesure les allégeances et jauge les cartes sur lesquelles il pourra compter le moment venu. Du temps des empereurs, avant la colonisation française, on appréhendait ce genre d'exercice comme le signe que le « mandat du ciel » pouvait changer de main.

### Un trio d'anciens

Pour le moment, si la politique ne peut se lire qu'en filigrane, on ne peut pour autant éluder le malaise de l'armée, au lendemain de son repli ambigu du Cambodge, celui d'une jeunesse souvent au chômage et à l'avenir encore incertain, ou encore la montée des « forces du marché » auxquelles on accorde, chaque jour davantage, les coudées franches. Le débat institutionnel - séparer l'Etat du parti - est sans doute un faux débat, mais il contribue à souligner que, sous le couvert du monolithisme politique, des courants et des hommes s'affrontent.

Une fois l'hommage classique et quasi-impératif rendu à la « construction du socialisme », le choix des moyens tient du paradoxe total. A quand l'association au gouvernement, sous une forme ou une autre, d'éléments extérieurs au parti ? Un bon pas, dans ce sens, a déjà été accompli dans l'application de réformes économiques

et financières que le PC n'avait pas imaginées mais qu'il a bel et bien entérinées.

La gestion des affaires est assurée, actuellement, par un trio d'anciens. Le plus jeune, M. Nguyễn Cơ Thạch, âgé de soixante-cinq ans, gère le lourd dossier diplomatique avec brio. Premier vice-premier ministre, soixante-treize ans, M. Võ Văn Kiệt est, en fait, le patron du gouvernement, car le premier ministre lui-même, M. Đỗ Mười, qui a le même âge, s'occupe avant tout du PC.

Cette répartition des tâches, d'un commun accord, doit cependant s'accommoder de la tutelle d'un Comité central dominé par M. Lê Duc Tho, qui en contrôlerait les deux tiers des membres. C'est dans ce cadre que se manifestent les principaux freins au changement, encore que les éléments les plus conservateurs du parti - ou ceux qui entendent, plus simplement, préserver des positions acquises - n'ont pas grand-chose à proposer.

Ainsi, à l'heure où le PC fête son sixième anniversaire, les batailles d'arrière-garde demeurent peut-être à l'ordre du jour et le plénum du Comité central se contentera-t-il sans doute de préconiser le projet minimum, à savoir une profonde purge dans les rangs du parti aux niveaux subalternes et intermédiaires ainsi que la réunion anticipée du VII<sup>e</sup> congrès. Mais le risque est déjà présent de se laisser dépasser par les événements. De nombreux cadres communistes, de tous horizons, en ont pris conscience.

Le Vietnam, mis à si rude épreuve pendant de trop longues années, ne peut se remettre à vivre en vase clos. L'ouverture y a pris racine et, pour certains de ses dirigeants au moins, le temps de la coopération approche. Elargir le gouvernement constituerait un premier pas, ce qui explique le consensus en voie de se réaliser, au sein du PC, sur la séparation de l'Etat et du parti. Ensuite viendra le temps des grandes manœuvres.

JEAN-CLAUDE POMONTI  
FIN



bien entendu, quand il s'agit de règlements de comptes entre ténors, ce qui ne semble pas le cas dans ces histoires de maisons de passe des grandes banlieues de l'ancienne Saïgon.

Ainsi va la politique vietnamienne à l'heure où le PC, pressé par les événements, veut se refaire une virginité et, à coups de réunions du bureau politique ou du comité central, pour imaginer son propre « renouveau ». Cette agitation se passe le plus souvent à huis clos et, on ignore, sauf de seconde main, si les principaux responsables du pays en sont à s'accuser mutuellement d'être des « opportunistes ». La presse est quasi muette depuis le rappel à l'ordre significatif, en décembre, par l'Assemblée nationale. Les rumeurs n'en sont que plus pesantes et, pour tenter de comprendre ce qui

actuels du Vietnam : l'entrée dans le vingt et unième siècle et la « transition » entre la génération des « gens de la révolution d'août » (1945) et celle de « ses successeurs ».

### Sonnettes d'alarme

M. Bach, à l'âge de soixante-cinq ans, l'un des plus jeunes membres du bureau politique dont il est le numéro neuf (sur treize), réalise une triple opération : il se défait de son profil de conservateur, prend date avec l'histoire et fait acte de candidature, sans le dire, à la succession du numéro un du parti, M. Nguyen Van Linh, qu'on dit depuis de nombreux mois assez handicapé par la maladie pour envisager de se retirer à l'occasion d'un VII<sup>e</sup> congrès qui pourrait être réuni, le temps pressant, dès cette année.

M. Bach, qui a beaucoup voyagé depuis son accession au bureau politique en 1986, souhaite également que l'information circule librement et veut que les réformes économiques et politiques se poursuivent de « manière homogène ». Un langage qui se rapproche de celui de M. Nguyen Cơ Thạch, le chef de la diplomatie vietnamienne, lui aussi membre du bureau politique, qui a jugé, fin février, que les renouveau économique et politique sont « les deux faces de la même pièce de monnaie ».

Outre ces discours, qui résonnent comme de prudentes sonnettes d'alarme, il y a quelques faits. Le Club des résistants - qui regroupe d'anciens chefs de guerre dans le Sud, notamment le général Trần Văn Trà, héros de la bataille pour Saïgon en 1975 - a manifesté à plusieurs reprises son mécontentement. Après quelques mois d'existence, ce club, au sein duquel

## BIRMANIE Pas d'observateurs étrangers pour les élections du 27 mai

Un responsable birman a repoussé, mercredi 21 mars, l'éventualité de la présence d'observateurs étrangers à l'occasion des élections générales prévues le 27 mai. « Les élections sont pour les Birmans. Ce sont nos affaires, pas celles des étrangers », a déclaré à Radio-Rangoun M. Sayar Chai, membre de la Commission centrale électorale. Ce commentaire semble indiquer que la junte militaire au pouvoir ne souhaite ni contrôle international ni couverture par la presse étrangère pour cette consultation, la première dans le pays depuis 30 ans.

Des parlementaires américains, dont M. Daniel Moynihan, sénateur démocrate, avaient indiqué en janvier qu'ils demanderaient au président George Bush l'envoi d'une délégation d'observateurs du Congrès. Les principaux dirigeants de l'opposition birmane sont, depuis plusieurs mois, soit en prison soit en résidence surveillée et n'auront probablement pas l'autorisation de faire acte de candida-

ture. D'autre part, Washington a dénoncé, mercredi, des déplacements forcés de populations urbaines vers de nouvelles villes insalubres et éloignées. Selon le porte-parole du département d'Etat américain, les militaires birmans obligent depuis plusieurs mois des citoyens, notamment des habitants de Rangoun, à évacuer leurs logements pour s'établir dans de nouvelles zones d'urbanisation isolées. Bien que certaines personnes déplacées puissent être des squatters, comme l'affirment les autorités locales, beaucoup sont les propriétaires légitimes des logements qu'ils doivent abandonner, a-t-il ajouté. « La plupart des déplacements semblent avoir été imposés dans les quartiers où l'opposition au gouvernement est forte », a-t-il indiqué. Selon le *New York Times*, qui a révélé l'affaire, ces déplacements de population sont l'équivalent d'un rattachement électoral pour affaiblir les chances de l'opposition. - (AFP.)

**Œuvre en français**  
Toutes les données linguistiques pour les professionnels des médias et des échanges internationaux et des règles d'édition

**GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT**

Christiane TRICOT  
membre de l'European Association of Science Editors (EASE)

280 F chez l'éditeur 320 F par correspondance et franc de port à l'ordre des Éditions François-Robert

COFORMA et Éditions François-Robert  
18, rue Théodore-Deck, 75015 PARIS  
Téléphone : 40-80-05-01 Télécopie : 40-87-23-41

**VOTRE ASSURANCE AUTO TROP CHERE ?**

**3615 REFLEX**  
ou TEL : (1) 40 21 10 10  
SOCIÉTÉ OCCIDENTALE D'ASSURANCES DIRECTE  
10, rue de la République, 75011 Paris  
Département agréé par le Comité des Assurances

## Ce soir, un bon dîner, un bon film et dodo !



UN VOL DE NUIT EST GÉNÉRALEMENT FAIT POUR GAGNER DU TEMPS ET ARRIVER À DESTINATION  
FRAIS ET DISPOS, AINSI AIR AFRIQUE A PRIÉ LA PEINE D'EN FAIRE UN PEU PLUS ; COMME PAR EXEMPLE  
PROPOSER DES SIÈGES PARTICULIÈREMENT CONFORTABLES, UN DINER DE QUALITÉ, UNE SÉLECTION  
DES MEILLEURS FILMS INTERNATIONAUX, DE NOMBREUX MAGAZINES, BREF UN LUXE DE PETITS DÉTAILS  
POUR VOUS RENDRE LA NUIT PLUS DOUCE. VOUS VOYEZ, MÊME SI NOUS SOMMES LA PREMIÈRE COMPAGNIE  
DU CONTINENT NOIR AFRICAINE, CELA NE NOUS DISPENSE PAS D'EN FAIRE CHAQUE JOUR UN PEU PLUS.

**AIR AFRIQUE**

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS.

## POLITIQUE

La préparation des élections municipales partielles

## Dunkerque : la droite tentée par l'alliance avec l'extrême droite

Les électeurs de Dunkerque sont appelés à se rendre aux urnes le dimanche 25 mars pour élire le conseil municipal de la ville. Son élection, le 19 mars 1989, a en effet été annulée le 5 mars dernier par le Conseil d'Etat, parce qu'un tract, jugé diffamatoire pour le maire sortant, M. Claude Prouvovoyeur, CNI et sénateur apparenté RPR, avait été diffusé dans les dernières heures de la campagne (le Monde du 7 mars). M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, des transports et de la mer, va donc essayer de conserver la mairie qu'il avait conquise il y a un an avec 116 voix d'avance.

## DUNKERQUE

de notre envoyé spécial

« Je souhaite éviter cela aux Dunkerquois », lance M. Michel Delebarre avec son rire de Flamand enroulé par une active campagne électorale. « Cela », c'est ce qu'il appelle toutes les conversations des élus-majors politiques du port du Nord : pour regagner la mairie, M. Claude Prouvovoyeur est-il prêt à s'allier avec le Front national au deuxième tour ? La question peut paraître saugrenue, puisque les directions nationales des partis de la droite parlementaire ne cessent d'affirmer qu'il ne saurait être question de la moindre alliance avec le mouvement de M. Jean-Marie Le Pen. Seulement, ici, le discours est bien différent de celui entendu à Paris.

Après vingt-deux ans de présence à la mairie, M. Prouvovoyeur a fort mal pris sa défaite de l'an dernier. Analyse faite, il est persuadé que c'est parce qu'il avait clamé, haut et fort, qu'il ne s'associerait pas avec l'extrême droite que les conseillers d'abstention du Front national - dont la liste avait recueilli au premier tour 6,57 % des suffrages exprimés, et ont été si bien respectés - qu'il a manqué 116 voix à l'équipe sortante pour conserver l'hôtel de ville. Le sénateur CNI est bien décidé cette fois à ne pas recommencer pareille erreur.

Son refus d'indiquer ce qu'il fera

pour le deuxième tour est donc total, bien que la question lui soit posée à toute occasion. Seulement, la façon dont lui et ses amis justifient ce refus sème le doute. Ainsi, M. Louis Deweerdt, conseiller régional RPR, explique : « A Paris, ils font des déclarations de principe. Ici, c'est une élection locale. Il y a beaucoup de gens qui ne sont pas du Front national sur la liste soutenue par le FN. La situation sera différente, selon qu'elle aura plus ou moins de 10 % des votants (seul à partir duquel elle peut se maintenir au deuxième tour) puisque, 10,1 % des voix, elle aura de toute façon des élus au conseil municipal ». M. Emmanuel Dewees, ancien adjoint RPR, est tout aussi explicite : « Ici, c'est une élection locale. Nous ne devons pas sans arrêt nous déterminer en fonction du Front national. Sur sa liste, il y a des gens qui sont mes clients (il est avocat), nous n'allons pas sans arrêt les exclure ».

Ces propos ambigus n'ont peut-être pas d'autre but que de mieux attirer les voix de l'extrême droite au deuxième tour sans en recueillir sur la liste des porte-drapeaux, mais il y a d'autres signes. Aucun dirigeant national du RPR et de l'UDF n'est venu soutenir M. Prouvovoyeur, alors que participer à un combat contre un ministre socialiste aurait dû les attirer. Comme s'ils n'avaient pas voulu s'embarquer dans une aventure compromettante !

Localement, cette même crainte a dissuadé l'ancien adjoint CDS, M. Robert Lenoir, de faire à nouveau équipe avec l'ancien maire, faute d'avoir obtenu un engagement ferme de non-rapprochement avec le FN. Il est vrai que depuis qu'il siège dans l'opposition avec ceux des colistiers de l'an dernier, il s'est déjà distingué d'eux, en ayant, comme il dit, « un comportement barriste d'opposition constructive ». Cette fois, donc, le CDS reste silencieux, attendant le deuxième tour pour se prononcer.

Pour éviter que la question se pose, les amis de M. Delebarre rêvent donc à leur élection dès dimanche soir. Sur le papier, le rêve peut devenir réalité puisque ne sont en présence que trois listes : celle de l'ancien maire, celle du Front national conduite par M. Philippe Eymery, que M. Le Pen est venu soutenir le jeudi 22 mars, et celle du ministre qui, comme en 1989, va de l'Association des démocrates aux écolo-

gistes. Pour éviter que ceux-ci ne constituent leur propre liste, comme le leur demandaient leurs instances nationales, il leur a même accordé une troisième place en position isolée.

## L'effet Rennes

Dans la réalité, ce rêve paraît pourtant bien loin. Certes, en ayant perdu la mairie, M. Prouvovoyeur a vu se déliter le formidable réseau clientéliste qu'il avait su constituer, mais ce dernier est loin d'avoir entièrement disparu. L'ancien maire, après avoir quitté sa ville pendant quelques mois, a repris la tournée des quartiers et des associations. Il est toujours très connu. Il sait toujours rendre de petits services et en promettre de plus grands lorsqu'il aura retrouvé son fauteuil de l'hôtel de ville, si les électeurs le lui accordent. Sur-tout, en un an, le nouveau maire n'a pas eu le temps d'imprimer un véritable visage nouveau à la ville, ni même sa marque : « Si le mandat est de six ans, c'est parce qu'il faut la durée pour mettre en œuvre un programme », dit-il, inquiet. D'autant que des erreurs ont été commises lors de l'installation de la nouvelle équipe, qu'il a fallu que les adjoints apprennent leur métier, que l'arrogance de certains de ceux qui étaient restés si longtemps dans l'opposition n'a pas redonné l'image des socialistes, que ce qui s'est passé à Rennes pourrait décourager une partie de l'électorat du PS.

« Les gens étaient fatigués à l'idée d'avoir un nouveau ministre aujourd'hui ils en mesurent l'inconvénient », assure M. Dewees. Il est vrai que l'hôtel de ville de Dunkerque est vite devenu le lieu de rendez-vous de bien des manifestations régionales. Retenu dans son ministère, M. Delebarre ne peut être dans sa ville que trois ou quatre jours par semaine. Certes, cela lui a déjà permis de faire taire les accusations de « parachutage » et « d'absentéisme », qui avaient cours l'an dernier, mais son entourage fait trop barrage dans une cité habituée, dans le passé, à reconnaître son responsable professionnel, basé de chez lui, à l'écoute de ses électeurs. Un responsable professionnel, basé de chez lui, à l'écoute de ses électeurs, a dû écrire au ministre pour entrer en contact avec le ministre maire !

Les promesses, surtout, ne sont

encore en général qu'à l'état de projets. Pour être élu, M. Delebarre avait beaucoup promis. Depuis un an, de nombreux dossiers ont été ouverts, mais bien peu ont pu être déjà menés à leur terme. Les milieux patronaux qu'il avait su attirer (le Monde des 11 et 17 mars 1989) comprennent que la complexité même des opérations à réaliser interdit de les réussir du jour au lendemain, mais, dans la population, il y a bien des déceptions, surtout pour l'emploi. D'autant que la situation économique est toujours inquiétante. Ainsi le port, symbole de la cité, ne se porte toujours pas bien, alors même que le maire en a la tutelle ministérielle. Au point que le puissant syndicat CGT des dockers a dû se lancer dans un long conflit pour convaincre le patronat portuaire de retravailler ses machines.

M. Delebarre a perdu sa virginité, assure M. Dewees : il avait fait rêver, aujourd'hui on peut mesurer ce qu'il est capable de faire. Mais dresser, au bout d'un an, le bilan de l'action d'un homme qui, à l'égal de son chef de gouvernement, a voulu parier sur la durée, n'est pas équitable. Il peut déjà pourtant se vanter que le réveil de la cité, qui se préparait avant son arrivée à la mairie, apparaît maintenant au grand jour. L'ambiance a changé.

Le merveilleux été de l'an dernier lui a permis de le prouver. Il a attiré en foule les Dunkerquois sur leur plage. Ils ont en la bonne surprise de la trouver soigneusement nettoyée tous les jours, la digue, laissée à l'abandon depuis si longtemps, réaménagée. Même les kiosques étaient de retour, comme du temps où Michel, bambin, aimait y faire des pâtés de sable ! M. Delebarre s'avance à la mairie grâce à ses souvenirs d'enfance, quel extraordinaire pied de nez à ceux qui ont voulu lui coller l'étiquette infamante de « parachuté ».

THIERRY BRÉHIER

## Bastia : les surprises au rendez-vous

Cinq listes sont présentes à l'élection municipale de Bastia.

Outre la liste d'« Union de la gauche et démocrate de progrès », soutenue par le MRG, le PS et le PCF, et conduite par M. Emile Zuccarelli, député MRG de Haute-Corse et maire invalidé, on dénombre quatre autres listes. « Gauche pour Bastia », conduite par un ancien membre du PS, M. François de Casalta ; liste « Bastia autrement », seule liste de droite conduite par M. Toni Gandolfi, soutenue par le RPR, l'UDF et le CNI ; « Union du peuple corse » conduite par le Dr Max Siméoni (les autonomistes), « Populu Vivu », conduite par le Dr Auguste Bagnaninchi, et soutenue par A. Cuncoletta Nazimista (autonomistes). Le premier tour aura lieu dimanche 25 mars.

## BASTIA

de notre correspondant

Habitués aux annulations d'élections pour motif de fraude, les Bastiais mesurent, avec surprise, les effets de l'application de la loi votée le 30 décembre 1988 et modifiant certaines conditions du vote par procuration à partir du 1<sup>er</sup> mars 1990. Surtout, certains cas professionnels ou de santé, cette loi limite ce droit aux seuls habitants d'un même département et réduit à une (au lieu de deux) le nombre de procurations par mandataire.

Deux jours avant le scrutin du 25 mars 1990 la délégation spéciale installée à la mairie de Bastia compte 182 demandes recevables de vote par procuration, contre 1 052 douze mois auparavant. Ce que les Corsais appellent la « loi Joxe », et qui avait provoqué les critiques de nombreux électeurs inscrits sur place mais domiciliés hors de l'île, semble entrer dans les mœurs sans difficultés.

L'autre surprise de l'annulation de l'élection municipale de Bastia est la rupture de l'union entre les nationalistes de A. Cuncoletta, et les autonomistes de l'UPC (le Monde du 10 mars 1990). La rupture dépasse la simple circonstance électorale. C'est l'ensemble de la stratégie du mouvement autonomiste qui est concerné, sa même temps que l'avancée de la politique de M. Pierre Joxe en Corse.

Le résultat est particulièrement important pour l'UPC qui pourra mesurer pour la première fois depuis cinq ans la réalité de son poids électoral, déterminant pour savoir si les autonomistes peuvent être le point d'appui d'une « construction élargie du PS au centre droit ».

L'élection de Bastia est aussi un test pour la droite qui présente une seule liste avec le soutien du RPR, de l'UDF et du CNI, mais sans la participation des leaders de ces trois formations qui en mars 1989 occupaient les trois premières places de la liste. La crise à droite est d'autant plus flagrante que ce sont ceux-là mêmes qui ont demandé l'annulation de l'élection de mars dernier. « Qu'il s'agisse des nationalistes de la gauche ou de la droite, nous avons tous à peu près le même programme pour Bastia... La différence, c'est que nous, à l'inverse de la droite, nous ne sommes pas allés aux communistes ». C'est l'argument essentiel de M. Toni Gandolfi, le leader « circonstanciel » de la droite à Bastia. Une argumentation qui a du mal à faire oublier les objectifs économiques que M. Paul Nataf, l'ancien chef de liste de la droite et président de la Chambre de commerce de la Haute-Corse, développait au cours de la campagne électorale de 1989 et qui lui avaient valu d'obtenir huit élus au Conseil municipal et 5 599 suffrages.

A gauche, deux listes sont présentes, la dernière venue « Gauche pour Bastia », a été déposée quelques minutes avant l'heure limite de déclaration. Elle est conduite par M. François de Casalta, un avocat ancien membre du PS, secondé par M. Paul Giudicelli, un ancien membre du PC qui a adhéré au PS en 1988 pour pouvoir bénéficier de l'investissement de ce parti dans une élection cantonale... L'ambition de cette liste, essentiellement composée de jeunes gens (moyenne d'âge trente ans), est de « constituer un pôle contre la dérive droite de l'équipe Zuccarelli ». Réponse immédiate de M. Emile Zuccarelli au député MRG et maire sortant : « Assez de dévotion à gauche ! ». Pour le président national du Mouvement des élus de gauche (MEG), son allié avec renouveau à l'identique de 1989 avec le PCF et le PS est un gage de fidélité à gauche qui ne souffre aucune suspicion.

MICHEL CODACCIONI

## Les conseillers municipaux FN votent le budget primitif de Nice

Les sept conseillers municipaux Front national de Nice ont voté, jeudi 22 mars, le budget primitif pour 1990 élaboré par la majorité du maire (RPR), M. Jacques Médecin.

« La reconquête du pouvoir sur le plan national passe sur le terrain par l'union des forces de droite sans aucune exclusion », a déclaré M. Jacques Peyrat, chef de file du FN à Nice, lors de son allocution devant le conseil municipal. « Le budget présenté va dans le sens de ce que nous réclamons, à savoir une pause fiscale et une légère décade de l'endettement de la ville, a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse, mais, au-delà, il s'agit surtout d'un acte politique ». Pour M. Peyrat, qui a indiqué avoir l'aval du bureau politique et du président du parti d'extrême droite (1), l'exemple nîçois doit être « un déclencheur salutaire pour notre pays » et prendre « valeur de symbole, parce qu'il a lieu en dehors de toute pression électorale ». Répondant au chef de file du FN, M. Médecin, dont la majorité RPR-UDF dispose au conseil municipal d'une majorité avec cinquante et un sièges sur soixante-dix, il a « pris acte » du vote de ces conseillers, se félicitant de « l'hommage » qu'il constitue. « Il y a trois choses différentes : l'arrogance politique parisienne, les élus locaux et les électeurs. Si le FN recueille 20 % à 25 % des voix dans cette ville, on ne peut pas, dans la mesure où l'on n'a pas d'adversaire

à droite comme c'est mon cas, refuser un Nîçois sur quatre. Je n'ai pas d'état d'âme », a-t-il indiqué.

A la reprise de la séance du conseil, jeudi après-midi, un adjoint de M. Médecin, M. Jean-Patrice Cassuto, a toutefois tenu à réaffirmer « son hostilité aux idées du Front national ». Fortement applaudie par les élus socialistes, cette déclaration de M. Cassuto a suscité un débat houleux entre M. Peyrat, un élu communiste et les socialistes. Ceux-ci ont « espéré que Nice ne prenne pas le chemin qui la mènerait tout droit dans les bras du Front national ».

(1) M. Jean-Yves Le Gallon, secrétaire national aux élus, avait indiqué, le 16 mai dernier (le Monde du 20 mai 1989), que les élus municipaux du FN étaient « clairement dans l'opposition », ce qui les conduisait à ne pas voter les grandes décisions, comme le budget municipal.

■ Annuaire des organisations monarchistes. - Un universitaire limougeaud, M. Alain Texier, a recensé, en 1989, en métropole et dans les DOM-TOM, cent cinquante-sept organisations royalistes éditant quarante publications. Il en a constitué l'Annuaire des organisations et mouvements royalistes (AROM) à jour au 1<sup>er</sup> février 1990. Cet annuaire sera désormais publié tous les deux ans. En vente 150 F. (cinq exemplaires 650 F) au Cercle d'Aguesseau, BP 1146, 87052 Limoges.



## Clichy-sous-Bois : l'ombre du Front national

Quatre listes s'affrontent, dimanche 25 mars, au second tour de l'élection municipale partielle de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) où la liste du Front national est arrivée en deuxième position faisant ainsi planer son ombre sur une commune malade de l'immigration.

Sur un panneau publicitaire qui marque l'une des entrées de la ville, un réseau bancaire fait la promotion de son PEP, plan d'épargne populaire. « J'ai trouvé la bonne formule », proclame l'affiche à destination du chaland. Dimanche 25 mars, les quelque dix mille électeurs de la commune sont appelés à trouver la bonne formule municipale à l'occasion du second tour de la consultation partielle consécutive à l'annulation du scrutin de mars 1989 par le Conseil d'Etat (1). « Les électeurs auront le choix entre la peste et le choléra », tranche un vieux Clichois en rupture d'union de la gauche et d'entente avec le PS. Les tracts distribués par le candidat RPR tiennent le même langage : « PCF ou FN, danger, un autre choix est possible ». Selon cette nomenclature électorale un peu particulière, les électeurs ont privilégié, au premier tour (2), le « choléra » : la liste du PCF, en recul par rapport à l'an dernier, conduite par le maire sortant invalidé, M. André Déchamps, a devancé celle du Front national, bénéficiaire d'une forte poussée, en voix et en pourcentage, malgré la désaffection générale de l'électorat pour les urnes.

Commune dont la circonscription est partout et le centre nulle part, Clichy fait « causer » à intervalles réguliers, comme sa voisine Montfermeil, à propos de l'immigration. Ici, le maire sortant est communiste, à côté, M. Pierre Bernard est classé « divers droite ». Le premier « comprend » le second quand il prend des mesures de rétorsion afin de réduire le nombre d'enfants immigrés dans les écoles. Tancé par M. Jean-Louis Mons, premier

secrétaire de la fédération communiste de Seine-Saint-Denis, M. Déchamps concède qu'il n'est pas d'accord avec les « méthodes » de son collègue de Montfermeil, ce qui ne l'empêche pas de réaffirmer qu'il le comprend quand même. Certains de ses détracteurs prétendent qu'il pourrait même comprendre le discours de l'extrême droite sur la question.

## « Trop, c'est trop ! »

« Je ne tiens pas le même discours que le Front national, se défend le maire. Je dis qu'il y a trop d'immigrés pour une bonne intégration. Et trop, c'est trop ! » Si M. Déchamps affirme tenir un discours différent de celui du FN, il donne l'impression - c'est parfois plus qu'une impression - de ne pas être en parfaite harmonie avec le langage officiel de son parti. Ouvertement opposé au vote des étrangers, à quelque élection que ce soit, il assure que « l'assimilation est impossible pour certains », illustration du jugement : « Les Portugais, on ne les a jamais piqués en train de vandaliser une école. Ce n'est pas le cas des Africains, et plus particulièrement des Maghrébins ». L'internationalisme de M. Déchamps, communiste depuis trente-huit ans et enfant de chœur pendant cinq ans, s'arrête avant « les colorés » et « les bronzés ».

Dans cette ville, qui compte vingt-huit mille habitants, dont 35 % d'étrangers, les propos musclés du maire sortant - il définit son langage comme « réaliste et parfois dur » - répercutent un écho certain dans la population, qui pour 40 % selon un sondage communautaire réalisé en décembre dernier, désignait l'immigration comme problème numéro un. Il n'est donc pas très étonnant que dans ce contexte, alors que la droite parlementaire était divisée au premier tour, le candidat du Front national, M. Laurent Daffos, ait réalisé une percée qui le hisse au rang de premier outsider. M. Déchamps a compris le danger que la menace en la forme complique. Le score de son concurrent RPR est

suffisamment honorable pour que ses électeurs n'aillent pas au secours du Front national qui est mon seul adversaire ».

## Priorité aux Français

Vétérinaire assez peu loquace et méfiant à l'égard des journalistes, M. Daffos joue à fond la carte du vote utile en prônant une « union des électeurs de l'opposition » pour remplacer une union tout court qu'il n'a pu obtenir du RPR. Ainsi, donc en votant pour lui, selon sa propagande, les électeurs donneront la « priorité aux Français », ils crieront « halte à l'immigration » et ils feront barrage au « communisme dans la ville ». Son seul espoir sérieux réside dans la mobilisation de l'électorat abstentionniste du premier tour car, contrairement à ses principaux concurrents, il ne semble a priori guère pouvoir compter sur un transfert mécanique à son profit de voix du premier tour, particulièrement celles recueillies par la liste de l'UDF. Qui sait pourtant, si, avec 25 % des suffrages exprimés, le 18 mars, et une progression de près de neuf points par rapport au premier tour de 1989, ce jeune vétérinaire ne réussira pas à attirer à lui quelques brebis égarées supplémentaires, à l'image de ce qu'une Clichoise déclare dans son journal électoral : « Depuis plusieurs années, il s'est montré particulièrement dévoué pour les animaux abandonnés que je lui amenais ».

Face à la liste du PCF, qui a intégré neuf candidats de la liste du PS, et celle du FN, deux autres se disputent les restes. Candidat malheureux du premier tour, M. Gérard Boutillier, en congé définitif du RPR, fait mine d'y croire encore, bien qu'il ait perdu sa place de challenger du maire. Victime d'une dissidence de l'UDF avec laquelle il faisait cause commune en 1989, il ne peut que constater la disparition dans la nature de plus de cinq cents voix de la droite qui ne se sont repor-

tées sur aucune des deux listes en 1990. Soucieux de voir le scrutin de dimanche se dérouler dans la plus stricte légalité - il a fait surveiller le scrutin par huisserie, le 18 mars, - il compte sur tous les élus du département pour assurer le bon déroulement du second tour.

Enfin, le petit Poucet du scrutin est M. Léon Testé. Directeur d'école pour lequel le racisme et l'exclusion sont plus le fait des parents que celui des enfants, il conduit une liste composée d'anciens militants ou sympathisants du PS, hostiles à l'union avec M. Déchamps comme en 1989, et des trois adhérents des Verts de Clichy-sous-Bois. Flanqué de Mme Marie-Michèle Blandin de Chaligny, inspectrice des impôts et « vicomtesse rouge » qui en impose, M. Testé espère récupérer une partie de l'électorat socialiste qui pourrait être effrayé, par exemple, par ce jugement que le maire communiste sortant aurait prononcé en reconstruisant une délégation du SNI-PEGC : « Ce qui propose Jean-Marie, à côté de ce que je ferais à la place de Mitterrand, c'est de la bibine ». Pour les intimes, « Jean-Marie », c'est le président du Front national.

OLIVIER BIFFAUD

(1) Le Conseil d'Etat avait confirmé le 2 février dernier le jugement du tribunal administratif de Paris qui le 21 juin 1989 avait annulé le scrutin de mars 1989. Les députés de la liste de gauche avaient relevé au second tour, le soir des élections, que n'étaient pas encore venus voter, afin que leurs amis puissent mobiliser ces abstentionnistes potentiels avant la clôture du scrutin.

(2) Inscr., 10 174 ; vot., 5 452 ; abst., 4641 % ; suffr. expr., 53,62 %. Liste du PC conduite par M. André Déchamps, 1 723 voix (32,13 %) ; liste du FN conduite par M. Laurent Daffos, 1 344 (25,06 %) ; liste du RPR conduite par M. Gérard Boutillier, 1 016 (18,94 %) ; liste div., 2 - Verts, conduite par M. Léon Testé (div. p.), 555 (10,35 %) ; liste du PS conduite par M. Guy Depelley, 481 (8,97 %) ; liste UDF-CDS, 243 (4,54 %). Il y a ballottage.

50151



POLITIQUE

M. Mitterrand s'inquiète du « morcellement » des régions

M. François Mitterrand s'est rendu le 22 mars successivement à Nevers, Moulins et Clermont-Ferrand pour la commémoration du bicentenaire de la création des départements. A cette occasion, il a également inauguré la ligne électrifiée Paris-Clermont-Ferrand. M. Giscard d'Estaing, président de la région, était absent. C'est devant le conseil général de l'Allier, que préside M. Chazal, sénateur centriste, qu'il a évoqué le plus complètement le dossier de la décentralisation.

MOULINS

de notre envoyé spécial

« Cette réforme est si bien entrée dans les mœurs que ceux-là mêmes qui l'ont combattue s'en font aujourd'hui les champions et parfois, ce qui ajoute à la saveur des choses, contre ceux qui l'ont faite », a déclaré M. Mitterrand, avant de relever que « en toute occasion, des voix s'élèvent pour se plaindre des menaces qui pèsent sur la décentralisation » ou sur ses reculs : « Cette critique n'est pas sérieuse », a-t-il affirmé.

Le chef de l'Etat s'est fait l'écho

des protestations nées de la modification du mode de calcul de la dotation globale de fonctionnement (DGF). Il a expliqué que l'expérience a montré « que les intérêts financiers des collectivités territoriales ne sont pas liés et que ceux de l'Etat sont protégés contre la menace d'un assèchement des ressources ».

M. Mitterrand a ensuite tracé les deux directions dans lesquelles il faut, selon lui, faire progresser l'administration territoriale. Premier axe : assurer une plus grande cohérence des rapports des collectivités décentralisées avec l'Etat et des rapports de ces collectivités entre elles. Sur le premier point, il a souhaité que la déconcentration « progresse de façon suffisante ». Il a précisé : « Il va bien falloir que les administrations centrales se résignent à limiter leurs activités aux missions qui leur sont propres, missions de réglementation, de conception, de coordination, et qu'elles abandonnent ou qu'elles délèguent, une fois pour toutes, la volonté et le pouvoir de régler les dossiers à des services extérieurs renforcés, regroupés sous l'autorité du représentant du gouvernement ».

Sur le second point (une meilleure cohérence entre les collectivités territoriales), le président de la République a indiqué : « Ce qui

peut ne pas sembler satisfaisant, c'est peut-être le nombre excessif et la spécificité peu-être insuffisante des régions françaises. » Il a rappelé que la plupart des projets anciens superposaient la région au département et s'orientaient vers une « dizaine de grandes entités régionales, évitant toute concurrence entre la région et le département », mais, a-t-il ajouté : « Nous en avons vingt-deux (en métropole) et nous restons avec nos départements, et on a raison : je suis régionaliste départementaliste ».

Toutefois, il a insisté pour qu'il existe « une liaison, une coordination permanente entre quelques régions, afin de permettre à ces régions de définir en commun des plans d'ensemble » : sinon, estime-t-il, « le morcellement de ces régions aboutirait, d'une part, à un télescopage permanent avec la compétence des départements et, d'autre part, nous ne serions pas en état d'aborder l'année 1993 ». Pour le chef de l'Etat, « ni par ses dimensions, qui devraient l'éloigner du département et le rapprocher des entités correspondantes des pays voisins, ni par les compétences, la région ne peut être un super-département ».

La deuxième direction tracée par M. Mitterrand concerne la démocratisation des institutions décentralisées. Cette démocratisation « s'impose, a-t-il dit, parce qu'elle est un instrument de la démocratie ».

Après avoir assuré que « rien ne doit être négligé pour détourner les administrations élues de la tentation de se comporter en fief local », le chef de l'Etat a plaidé pour que les droits des minorités, l'information des administrés, leur participation aux procédures de décisions soient organisés. Quant à l'indemnisation des élus, s'il la juge utile, M. Mitterrand souhaite qu'on évite que « l'exercice et le cumul des mandats électifs procurent à ceux qui les détiennent des revenus sans rapport avec le temps qu'ils y consacrent », ajoutant qu'il avait observé, ici ou là, « des excès ou des dépassements ».

Sur la question de la représentation des cantons, le président de la République s'est déclaré « tout à fait réservé » sur une remise en cause du canton. Il a ajouté : « L'esprit est riche d'initiatives ; on va bien trouver quelque système qui permettrait de faire que le département, maître d'un important budget, ne soit pas un simple administrateur, mais qu'il soit aussi, dans la mesure du possible, sans qu'on tombe dans une excessive logique, la population dans sa réalité. Il y a un compromis à trouver entre la représentation des cantons, qui doit être maintenue, particulièrement en milieu rural, et la recherche d'une plus grande égalité entre les électeurs d'un même département ».

ANNE CHAUSSEBOURG

Accélération en douceur

par Anne Chaussebourg

DEUX CENTS ans après sa création, le département conserve de farouches partisans, à commencer par M. François Mitterrand. Huit ans après son lancement, la décentralisation « est entrée dans les mœurs », comme le remarque le chef de l'Etat, ironisant au passage sur ceux qui s'y opposaient hier et qui lui reprochent aujourd'hui une recréation rampante. Conseiller général pendant trente-deux ans, président de l'assemblée départementale pendant dix-sept, l'ancien élu local de la Nièvre a connu de telles critiques. Et de rappeler l'« humilité » qu'il ressentait devant la « succession de petits Napoléon débarqués » à Nevers, ou encore le sentiment d'« être un sous-chef de tribu » à l'instar des chefs africains qui « venaient timidement devant les gouverneurs charismatiques » quand, dans les années 50, il était ministre de la France d'outre-mer. Son souci présent : conduire la décentralisation à son terme, en corriger les éventuels défauts, la rendre plus audacieuse là où elle aurait été trop timide. Mais, et le mais indique toutes les limites à ne pas franchir, la décentralisation ne doit pas empiéter sur « l'unité et l'autorité de l'Etat ». Le respect de cet équilibre passe par la déconcentration, estime M. Mitterrand, qui se laisse d'entendre sans succès « ce refrain tous les trois mois » : il passe aussi par plus de coopération entre collectivités territoriales. Ces deux points font partie intégrante des avant-projets de loi élaborés place Beauvau. S'il faut accélérer, le chef de l'Etat ne souhaite pas pour autant que les futures dispositions aient un caractère brutal. Ainsi des « communes

de communes » : pas de fusion autoritaire, sa préférence va à « des règles nuancées, plus intelligentes », qui permettront de respecter l'identité communale. Ainsi des régions. Si le président de la République reconnaît que le nombre des régions est excessif – dix ou onze suffisent, selon lui –, il se refuse à envisager des solutions imposées autoritairement. Mieux vaut inciter à la coordination permanente entre régions sans prévoir une nouvelle structure se superposant à celles existantes.

Accélération pour le statut de l'élu avec un avertissement pour des cumuls excessifs d'indemnités. Prudence sur les réformes électorales : le canton doit être maintenu, ce qui n'empêche pas de rechercher « une plus grande égalité entre les électeurs d'un même département ». Quant au regroupement des dans de scrutin, M. Mitterrand confie que « c'est une mode... ». Il ne croit guère que la multiplication des élections soit la raison essentielle de l'abstention. Les élections régionales dans le cadre régional et non plus départemental ? La non plus, M. Mitterrand ne manifeste pas un grand enthousiasme. Départementaliste il est, départementaliste il reste.

Départementaliste

M. Mitterrand n'a pas fixé de calendrier à ces nouvelles étapes de la décentralisation, il n'en considère pas moins que beaucoup d'entre elles ont fait avant la fin de l'année. « S'il ne se mettait pas d'accord, décide-t-il, a-t-il lancé à M. Pierre Joxe. Un tel feu vert ne peut que satisfaire un ministre de l'intérieur en quête de volonté politique pour instaurer le débat dans les hémicycles parlementaires.

La crise du PCF en Charente

Deux conseillers généraux communistes passent à la dissidence ouverte

LIMOGES

de notre correspondant

Les deux conseillers généraux communistes de la Charente, dont les rapports étaient tendus depuis plusieurs mois avec leur fédération départementale, sont maintenant entrés en dissidence publique. M. Michel Barral, maire, conseiller général de Chasseneuil et conseiller régional du Poitou-Charentes, a annoncé qu'il se mettait « en congé de parti ». « Je pense qu'en Charente une majorité de militants de base veulent un débat sur les problèmes actuels du parti, notamment avec les événements dans les pays de l'Est, déclare-t-il. Le centralisme démocratique pose des problèmes de crédibilité : je considère qu'il ne sert qu'à verrouiller tout débat démocratique à l'intérieur du parti.

Le Parti communiste ne fait plus que 7 % aux élections : nous n'avons plus de crédibilité, car les règlements de comptes entre hommes ont pris le pas sur le débat d'idées ».

M. André Soury, maire de Pressignac, conseiller général de Chasseneuil, ancien député et ancien conseiller régional, estime lui aussi que « la discussion est verrouillée ». « Il faut que cela change, ajoute M. Soury, car le temps où les idées mettaient dix à quinze ans pour faire leur chemin dans le parti est révolu alors que les événements vont à la vitesse gorbatchévienne. » « Si la voie est bloquée, il faut en prendre une autre, même si, conclut M. André Soury, on ne peut qu'effectivement appeler cela une déviation. »

GEORGES CHATAIN

La nouvelle direction du PS

La nouvelle direction du PS, constituée mercredi 21 mars, autour de M. Pierre Mauroy, premier secrétaire, et M. Marcel Debarge, numéro deux, représentant le courant Fabius.

Il comprend des personnalités incarnant, aux yeux de leur chef de file, le renouvellement et la rénovation du parti dont la nécessité a été proclamée. Voici leurs portraits.

M. Jean-Claude Petitdemange : le « prussien »

Le nouveau secrétaire national chargé des élections ne risque pas de tancer longtemps dans l'exercice de ses nouvelles fonctions. Depuis des années, M. Jean-Claude Petitdemange est le « ministre de l'intérieur » de M. Rocard. Au cabinet du premier ministre, il était jusqu'à maintenant chargé des relations avec le PS. Autant dire que M. Petitdemange se flatte de connaître par cœur la géographie politique d'un parti avec lequel, pourtant, il n'est pas vraiment tendre. Le contrôle de l'activité des rocardiens dans les fédérations, c'est lui. Les coups, éventuellement tordus, qu'impose parfois la politique, c'est lui. Le maintien de l'ordre, c'est lui.

La tâche convient parfaitement à cet Alsacien massif, qui manie avec une franche bonne humeur une langue de bois rigoureuse, éclatée à toute occasion d'un grand rire pas très rassurant, et est affectueusement considéré par ses amis comme le meilleur – et l'unique – représentant de la « gauche prussienne » au cabinet du premier ministre. Le nouveau secrétaire

national du PS aux élections a été nommé préfet (au tour extérieur) en 1989. Le cumul de ces deux casquettes est probablement une première et suffit en soi à résumer les talents de ce rocardien atypique, qui s'est toujours attaché à donner à M. Rocard une image bien distincte de celle des socialistes. Chef de cabinet de M. Rocard, qu'il a accompagné dans ses diverses prérogatives depuis de longues années, M. Petitdemange est maintenant chargé de mission auprès du premier ministre.

Né le 23 avril 1948 à Strasbourg, cet Alsacien « pur sucre », tel qu'il se définit lui-même, est toujours resté fidèle à cette ville, dont il est devenu conseiller municipal en mars 1989. Et qui s'étonnera si l'on murmure en Alsace que cet homme de l'ombre joue dans la vie politique strasbourgeoise, pour soutenir M<sup>me</sup> Catherine Trautmann, le nouveau maire rocardien de la ville, un rôle bien plus considérable que celui d'un modeste élu ?

J.-L. A.

M. Christian Pierret : pragmatique d'abord

Peintre, aquarelliste, amateur de philosophie et d'écriture, M. Christian Pierret, député des Vosges, maire de Saint-Dié, qui sera désormais en charge des collectivités locales, de l'urbanisme et de l'écologie au secrétariat national du PS, s'est toujours distingué par son franc-parler et sa forte capacité de travail, mais la vie privée transparaît de cet énarque de quarante-quatre ans contrastant beaucoup avec sa vie militante qui l'a conduit à changer plusieurs fois de courant à l'intérieur de son parti : « Je veux rester un humaniste, donc rester un homme équilibré, dit-il volontiers. Sur le plan politique, cela va avec un certain pragmatisme. Le PS devrait être plus pragmatique. Moi, je me sens bien dans le socialisme, mais je ne suis pas à la française. » Mais à l'intérieur du PS il n'est pas bien vu de changer trop souvent de chapelle, et le

fait que M. Pierret ait évolué au point d'être devenu « intellectuellement » fabiusien, après avoir été « humanement » mauroyiste et chevenementiste par convictions autogestionnaires, explique sans doute que ses compétences économiques ne lui aient encore jamais valu d'entrer au gouvernement.

Ancien rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, de 1981 à 1986, président depuis novembre 1988, de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations et, depuis 1986, de la commission supérieure de la Caisse nationale de prévoyance, M. Pierret n'a jamais changé d'avis, en revanche, sur la nécessité de mener une politique de rigueur dans le domaine économique et monétaire. « Ce n'est pas le cas de tout le monde », souligne-t-il.

J.-L. A.

M. Pierre Moscovici : l'homme qui monte

M. Pierre Moscovici ne milite au Parti socialiste que depuis un peu plus de trois ans et le voilà propulsé, d'un seul coup d'un seul, au secrétariat national de ce parti. Il y sera chargé des « études », domaine réservé aux grosses têtes bien faites. Il n'a même pas pris la peine de passer par la case départ, c'est-à-dire par le comité directeur (le Parlement du PS), où l'on fait d'ordinaire ses classes et dans lequel il débarque en même temps qu'un secrétaire.

Ce début de parcours est aussi tonitruant que l'homme est discret. A trente-deux ans, M. Moscovici a un peu la même allure que le Laurent Fabius d'il y a une dizaine d'années, la même réserve, la même distance, l'humour ironique en plus. Lorsqu'on le lui dit, il répond : « Je ne l'ai pas fait exprès. » M. Moscovici est à gauche « par tempérament ». « C'est consubstantiel », dit-il. Né le 16 septembre 1957 à Paris, d'une mère analyste et d'un père psychosociologue (M. Serge Moscovici, chercheur de réputation internationale), il fait partie de cette génération qui, lorsqu'elle en a les moyens, multiplie les études et les centres d'intérêt. M. Moscovici est titulaire d'un DEA de sciences économiques et de philo-

sophie. Il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA.

Son intérêt pour la lutte politique s'est manifesté très tôt, au lycée, où il a fait partie des « cercles rouges » dans lesquels se rassemblaient les sympathisants de la Ligue communiste révolutionnaire de M. Krivine.

A l'Ecole nationale d'administration, il avait eu pour professeur M. Dominique Strauss-Kahn, proche de M. Jospin, aujourd'hui président de la commission des finances de l'Assemblée nationale. C'est par son intermédiaire qu'il est entré en 1986 dans le groupe des experts du Parti socialiste réanimé par M. Jospin, alors premier secrétaire du PS, et dirigé par M. Claude Allègre.

En juin 1988, il est entré, tout naturellement, au cabinet du ministre de l'éducation nationale où, chargé de mission, il s'occupe des affaires budgétaires – charge essentielle depuis que la gauche a fait de l'éducation une priorité nationale – et des relations entre éducation et télévision.

J.-Y. L.

M. Claude Bartolone : le premier des fabiusiens

M. Claude Bartolone est le premier des fabiusiens. Le fabiusisme, il y a pensé avant tout le monde. Dès 1979, assure-t-il. Depuis, M. Bartolone a déposé la marque et il « franchise » à tour de bras, en fournissant aux revendeurs un cahier des charges et en surveillant leurs comptes d'exploitation.

Ce Français de Tunisie d'origine sicilienne n'avait pas trente ans quand M. François Mitterrand a été élu président de la République en mai 1981. Mitterrandiste comme un militant parmi d'autres, il était cadre dans l'industrie pharmaceutique lorsqu'il est devenu, en mars 1979, conseiller général des Lilas. Deux ans plus tard, la « vague rose » consécutive à l'élection présidentielle le fait député de la Seine-Saint-Denis. Le voilà coincé entre les crocodiles socialistes du département – MM. Marcel Debarge, Gilbert Bonnemaison et Claude Fuzier – face à un Parti communiste que la perte de plusieurs circonscriptions rend vindicatif.

L'arrivée de M. Fabius à Matignon le comble d'aise. Les déboires de son champion à l'automne 1985 après le « trouble » exprimé à l'annonce de l'entretien Mitterrand-Januszki ne le démontent pas. Au contraire. Devenu l'un des rédacteurs de l'argumentaire du premier ministre pour les élections législatives qui approchent, M. Bartolone trouve sa fonction : il est pour M. Fabius un éclaircisseur et un guide au sein du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, puis dans le Parti.

Comme le travail ne lui fait pas peur, il cumule les tâches. Explorateur, il reconstruit le terrain et parle avec les « tribus » hostiles ou méconnaissables. Il se lance même, en 1987, dans une tentative périlleuse pour réconcilier les grands chefs marseillais au profit de l'ancien premier ministre. Les voix des Bouches-du-Rhône manquent cependant à M. Fabius au jour décisif de la succession de M. Jospin, en mai 1988.

L'inimitié de M. Mauroy

M. Bartolone ne se décourage pas pour si peu. Nanti d'un nouvel espace de conquête, celui du Mouvement de la jeunesse socialiste, qu'il s'ajoute aux autres, il repart en campagne dès l'été 1988. Il assure aussi les transmissions, ce qui contribue à lui valoir l'inimitié de M. Mauroy et des jospinistes. Spécialiste des confidences jamais innocentes et des petites phrases assassines, M. Bartolone soigne les journalistes, ce qui fait que les victimes de ses coups lui en attribuent souvent plus qu'il n'en fait.

On ne même pas une entorse du genre de celle de M. Fabius sans une certaine agressivité. M. Bartolone l'assume avec le sourire, sans toujours contenir une ferveur de bon élève qui a peur de mal faire. Appelé à se mesurer au secrétariat national du PS avec de fameux tacticiens, comme le jospiniste Henri Emmanuelli ou le rocardien Jean-Claude Petitdemange, M. Bartolone va avoir de quoi se faire les nerfs.

PATRICK JARREAU

FLORENT GABORIAU Collection « Avec »

Edith Stein philosophe

165 p. - 120 F

éd. AC 30, rue Madame - 75006 Paris

SEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

## POLITIQUE

## A Lyon, l'an I de l'ère Noir

Suite de la première page

An soir du deuxième tour, alors que, pour la première fois de sa carrière, il est l'objet de la curiosité de toute la France télévisuelle, la déclaration de Francisque Collobert, élu conseiller municipal, est brutalement coupée, de Paris, pour laisser la place au premier ministre. Alors du direct, impératif horaire, on ne saurait mieux dire que l'Histoire était vraiment pressée d'en finir.

Cette sourde révolte de Lyon a choisi son héros, à sa mesure : 1,97 mètre. Fils d'un petit artisan joaillier-tertreur, Michel Noir n'est plus seulement ce « gosse » de la Croix-Rousse, qui assurait le service d'ordre de la grande manifestation gaulliste du 31 mai 1968, ni même ce « grand frère » dont se moquaient ses prédécesseurs à la mairie. C'est un homme respectable, déjà grand-père à quarante-cinq ans et ancien ministre du commerce extérieur de M. Jacques Chirac. Aux élections municipales de 1983, sorti de répétition générale, il a repéré toutes les erreurs à ne pas commettre. Cette fois, il a promis peu de choses pendant sa campagne, mais suffisamment pour que Lyon se prenne à espérer « un nouveau souffle ». Un an plus tard, le grand rendez-vous se fait toujours attendre.

Sitôt passée l'élection du maire, le 24 mars, avec ce qu'il faut de cérémonial — les enfants des écoles aux premiers rangs — pour mieux marquer le changement de « look », la tornade blanche passe d'abord sur l'hôtel de ville. Les salons sont repeints, les tapisseries rafraîchies, les dorures redorées. « Ils désinfectent », ironise un ancien. Six postes de télévision sont installés dans le bureau du maire. « C'est pour se voir en même temps sur les six chaînes », se moque un autre élu.

Faute de vrais clivages avec l'ancienne équipe, les attaques portées sous forme de rumeurs, d'échos dans la presse, de brochures satiri-

ques, sont mesquines, méchantes ou carrément sordides. Avec la mutation de quelques employés de la ville, puis celle des principaux dirigeants des organismes paramunicipaux, Lyon découvre avec stupeur ce qui se passe partout ailleurs depuis déjà pas mal d'années : lorsqu'une nouvelle équipe arrive, les hommes changent. Il est vrai qu'ici, depuis un siècle, il n'y a pas eu de vrai renouvellement. D'Edouard Herriot à Louis Pradel et à Francisque Collobert, on s'est passé le pouvoir de la main à la main, comme le coqnois à la lyonnaise. Voilà qui fait jaser.

## Au nom de la transparence

Pourtant, on parle de Lyon, désormais, à la télévision. Le printemps emporte Michel Noir vers Paris. On l'aperçoit au Journal de vingt heures, aux côtés des « grands » de la politique, et le lendemain, au petit matin, sa voiture stationne, à Lyon, rue de la Barre, en bas des studios d'Europe 1. C'est bien la preuve que le maire de Lyon existe, enfin. Le feuillet des « douze salopards », en avril 1989, vu de Lyon, c'est la revanche d'une ville sur un trop long silence.

Mais c'est aussi le moment choisi par M. Pierre Botton, directeur de campagne de M. Noir et gendre de celui-ci, pour lancer son premier signal au nouveau maire. Ce dernier effectue alors son premier voyage officiel à l'étranger, pour le congrès des « euro-cités ».

La presse de Barcelone célèbre dans ses colonnes « le dauphin de la droite française », futur candidat à la présidence de la République, quand soudain, dans un communiqué publié à Lyon, M. Botton dénonce « les incohérences d'un cabinet plus préoccupé par son sort

que par le respect du programme de la liste Michel Noir ». C'est la manière, ravageuse, de « Monsieur Gendre », homme d'affaires familier des milieux parisiens du show-biz, pour adresser à son beau-père — « Le plus grand homme politique français après Mitterrand », assure-t-il — ce simple message : « Et Lyon, Michel, dans tout ça ? ».

C'est vrai, à Lyon, pendant ce temps, la nouvelle équipe municipale paraît bien vite patiner. C'est à se demander parfois si Michel Noir et la plupart de ses principaux adjoints ont bien été membres de la majorité municipale au cours des deux précédents mandats. Au nom de la transparence, tous les grands dossiers d'urbanisme sont remis à plat. C'est le cas notamment pour la cité internationale de Lyon, qui n'est jamais que le palais des congrès, digne d'une second city, que la métropole de la région Rhône-Alpes attend toujours.

Le projet initial, qui s'étirait le long du Rhône, en face du parc de la Tête-d'Or, fait soudain place à une tour de 160 mètres de hauteur, conçue par l'architecte Renzo Piano ; le programme de bureaux est densifié et, au grand regret de quelques associations locales, l'ancien Palais de la foire ne sera plus transformé, mais détruit.

On fait mine, tout d'abord, de ne pas écouter ces « défenseurs des vieilles pierres », jusqu'à ce que le ministre de la culture, M. Jack Lang, impose lui-même pendant l'été la conservation d'une partie des bâtiments. A la rentrée de septembre, le maire reconnaît enfin l'insuffisance de la concertation et propose la création d'un comité consultatif d'urbanisme. Quelques mois plus tard encore, le projet, considéré comme parfait et intangible, est à nouveau légèrement modifié et la tour ramené à 135 mètres. Bref, tout se passe comme si seuls les grands de ce monde pouvaient avoir un avis digne d'intérêt.

Les Lyonnais ont voulu, il y a un an, un autre profil de maire. Ils ont été servis à satiété. « Auparavant, c'était la 1<sup>re</sup> République. Aujourd'hui, le pouvoir, nous le percevons comme une tentative bonapartiste et une cure qui se fonde sur des velléités de concertation », observe M. Jean-Jack Queyranne, président

du groupe des élus socialistes à la Communauté urbaine de Lyon.

Embarassé par sa haute stature, toujours sur le qui-vive et prisonnier d'un double emploi du temps — celui de Lyon et celui de l'union de l'opposition — Michel Noir a en effet quelques difficultés à écouter. Il n'est sans doute jamais autant lui-même qu'en petit comité, à l'occasion d'une visite de quartier, quand, après avoir embrassé le patron du restaurant, il se met à table et raconte les exploits de ses premières campagnes.

On l'a vu aussi, récemment, au cours d'une réunion du RPR, blême et les yeux pleins de larmes, répondre à un militant « musclé » qui se plaignait devant lui de n'avoir « pas beaucoup vu SOS-Racisme charger les camions pour la Roumanie ». L'homme est plus sensible qu'il n'y paraît mais, sous le sourire angélique, la mâchoire est vorace. Derrière les manières courtoises, volontiers familières, la force, l'ambition et l'impétuosité affluent en permanence.

« Au travail, au travail vite et bien », voilà la seule méthode qui vaille. Celle-ci a surtout été illustrée jusqu'ici par l'adjoint chargé de l'enseignement, le bouillant député RPR Jean-Michel Dubernard. Convoquant les fonctionnaires de la mairie à 7 heures le matin, il entreprend de dresser, dès le mois d'avril 1989, un état des lieux détaillé des deux cent vingt écoles primaires et maternelles de la ville. Les crédits prévus par l'ancienne équipe sont quasiment quadruplés, les appels d'offres lancés.

A la rentrée, la moitié des établissements scolaires lyonnais ont été rénovés. Un contrat d'objectifs est passé avec le ministre de l'Éducation nationale. Peu après, le professeur de médecine qu'est Jean-Michel Dubernard convainc le maire d'acquiescer l'ancienne Manufacture des tabacs, un bâtiment de près de quarante mille mètres carrés en plein cœur de la ville, pour la mettre à la disposition des universités, qui menacent d'exploser. Avec la mise en place, à la date convenue, de la carte Lyon-santé, une idée empruntée à Paris et à Grenoble pour aider les personnes âgées à prendre en charge leurs frais médicaux, cette action en faveur de l'école constitue sans aucun doute la plus éclatante réussite de ce début de mandat.

Les méthodes ont changé, en

effet. A ce qui était devenue une sorte de spécialité lyonnaise, à savoir la dérive financière de quelques grands projets, le maire de Lyon oppose désormais la méthode du coup de poing sur la table. Les propositions des entreprises de travaux publics ne tiennent pas dans l'enveloppe prévue pour la rénovation de l'Opéra de Lyon ? Un second appel d'offres est lancé.

La facture du futur lycée international s'élèverait singulièrement ? Les architectes ont quinze jours pour revoir leur copie. La date de

« Il y a un an, Michel Noir nous a tenu un discours sur le respect de la personne humaine, la morale, la transparence, la rigueur. Ce n'était que de la poudre aux yeux. Une opération médiatico-publicitaire a réussi à vendre un produit qui n'existait pas. Si le grand projet pour Lyon s'est enlisé, c'est qu'il n'a jamais suffi de savoir jouer du violoncelle dans les émissions de Michel Drucker pour avoir la capacité de gérer une ville, et encore plus de diriger un pays. Il faut être maire de Lyon à plein temps. »

## « Le style point d'Arc »

Dans un document d'une soixantaine de pages, Michel Noir répond par un impressionnant bilan chiffré. Tout y consigné : le nombre de classes primaires qui se mettent à apprendre l'anglais et celui des corbeilles à papier installées dans les rues, les places de crèches supérieures, l'effort en matière de logement social, les visites sur le terrain (159), ses rencontres avec les membres du gouvernement et les votes favorables de son opposition : 94 % des 485 délibérations soumises au conseil municipal ont été adoptées à l'unanimité, précise le compte-rendu de mandat. « On tient le cap et on est dans le calendrier », assure Michel Noir.

Observateur attentif de celui qui fut longtemps son rival pour succéder à M. Francisque Collobert, André Soulier s'amuse désormais de « la marche forcée, style point d'Arc » qu'impose Michel Noir à tous ses partenaires. L'UDF lyonnaise a été laminée par les élections municipales et elle est encore bien souvent malmenée dans les rares organismes qu'elle contrôle toujours. Le dernier épisode de la « Force maie » a encore montré récemment comment tous les candidats du courant centriste ont finalement obtenu après d'une convention départementale où ils ne voulaient pas aller (2).

Tout occupé à développer son cabinet d'avocat en attendant que le tournage lui ouvre les portes du Parlement européen, Me Soulier se fait admirer, un rien paternel : « Il apprend vite, il peut aller loin ». Puis, se moquant des tics de langage de M. Noir — « Lancer un signal fort », « Accoucher aux fureurs », « Jouer collectif » — il s'écrit : « C'est complètement shadokien... ».

Entre la démarche quelque peu chaotique de la rénovation de l'opposition et la promesse d'une mise aux normes internationales de la seconde agglomération française, forcément plus lente à réaliser qu'il le voudrait, Michel Noir a joué très gros. Pour être moins trop haut, trop vite, il se retrouve un peu dans la situation de ces nouveaux riches qui suscitent la jalousie autour d'eux et dont on attend à chaque instant le premier faux pas. Prisonnier de son destin, il lui est interdit de découvrir.

JEAN-LOUIS SAUX

- (1) Lyon-Figaro, du 17 mars 1989.
- (2) Le Monde, du 13 mars.

## Le maire de Lyon refuse une salle au Front national

## Un indésirable « ami allemand »

LYON

de notre bureau régional

On n'avait parlé d'une réunion sur « Lyon et l'Europe » et, en bon démocrate, j'avais accordé une salle municipale au Front national. Mais en se gardant de me dire que Schindler devait y participer on m'a trompé. Ce n'est pas correct. Plus agacé que vraiment scandalisé, M. Michel Noir, maire (RPR) de Lyon, nous a néanmoins indiqué qu'il allait retirer à la fédération du Rhône du Front national l'autorisation d'utiliser pour un meeting programmé lundi 26 mars, la salle Victor-Hugo de la mairie du 6<sup>e</sup> arrondissement. En invoquant le risque de « trouble à l'ordre public ».

L'annonce de la venue à Lyon de M. Franz Schindler, député allemand au Parlement de Strasbourg, à l'invitation de M. Bruno Gollnisch, conseiller régional (FN) et député européen, avait suscité une réaction indignée de plusieurs associations juives (Le Monde, du 22 mars). La venue à Lyon de M. Schindler n'est pas pour autant remise en cause. M. Gollnisch a, en effet, l'intention de faire visiter la Foire de Lyon à son escombrant ami allemand ainsi qu'à un autre de ses collègues du groupe des droites européennes à Strasbourg, M. Karel Dellon, député flamand.

R.B.

## JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

POLITIQUEMENT, comment va la France ? Aussi mal que possible. Et, cela dit, plus rien n'est à dire, tout ayant été dit sur ce diagnostic. Le commentaire lui-même agonise faute de situations nouvelles, fussent-elles plus graves, que l'analyse et la critique pourraient explorer. La ratatouille continue de mijoter, et elle est de moins en moins appétissante.

On craignait qu'il ne soit rien de convaincant du congrès de Rennes. Il n'en est même pas sorti un congrès. Il est venu le pire : un jeu télévisé qui a été le déclin pour le gouvernement. Y a-t-il encore un gouvernement ? Après tout ce qui s'est dit à Rennes, lequel de ses membres pourra, sans faire pouffer, invoquer la solidarité ministérielle ? Si, lors des questions d'actualité du mercredi 4 avril à l'Assemblée nationale, l'opposition ne s'en donne pas à cœur joie sur ce terrain, elle est vraiment trop lourde.

Il y a des moments où la démocratie fait douter de la démocratie. Quel spectacle que le premier des ministres d'Etat disant pratiquement « va-t-en » au président de l'Assemblée, cependant que ce dernier appelle à la rescousse le président de la République qui n'a, au moins théoriquement, rien à faire dans cette coupe. Force est de dire, en fait de réputation, c'est le premier ministre qui est le moins attentif.

Mais il ne faut pas se laisser. S'il n'est pas facile de dire qui est coupable de l'échec du congrès, il n'y a pas d'innocents. S'il n'y a plus, de fait, de solidarité gouvernementale, il y a une solidarité dans la faute. Chacun a vu midi à sa porte, ce qui n'est pas témoignage d'une grande hauteur de vue pour des hommes qui, ensemble, aujourd'hui, dirigent la France et dont chacun aspire, demain, à la diriger tout seul. La politique est l'école du cynisme, soit. Mais à ce point !

Le pays ne paraît tenir que par la rigidité de ses institutions, et ce sont celles-là, pourtant, qui explosent, au moins pour partie, le désordre où il baigne.

QUAND les partis ont pour seule raison d'être de hisser l'un des leurs jusqu'à une fonction unique dont tout dépend dans la République, les idées ne sont plus un secours, mais un obstacle. Pas une des vedettes du Parti socialiste qui échappe à cela. Les hommes politiques pensent l'emporter contre la politique ; quoi que prétende M. Jospin, qui que plaide M. Chevènement et quoi que feigne M. Poperen. Pour sa part, M. Dray montre toujours de grandes dispositions à l'école du pèref.

M. Max Gallo a eu beau s'exclamer, dans le seul discours d'ampleur du congrès de Rennes : « Quand la politique fait alliance,

c'est qu'il y a des choix politiques inavouables », la politique fait silence partout, de crainte de nuire à l'ambition politique.

Les partis, chargés de faire vivre la démocratie, l'étouffent. Si leurs dirigeants invoquent la politique, c'est pour en dégoûter le militant autant que le citoyen. Eraser son rival au nom des idées prend figure de morale, et la « décomposition » dont parle M. Sarre pour désigner le meilleur état de l'opposition ne vaut pas moins pour la majorité.

## Eylau

Comment les militants ne seraient-ils pas écorchés quand, à l'issue d'un congrès dont ils espèrent fortement beaucoup, ils repartent dans leurs foyers avec le sentiment, malheureusement fondé, d'avoir été floués, dupés, trompés, grugés, en un mot : cocus. Et, pour faire bonne mesure, vaguement humiliés.

Quelle injure au bon goût que l'arrivée des ministres dans des claironnements automobiles, suivis d'une cour de quinze personnes et d'une armée de policiers en civil ! Craignait-on que des militants n'osassent leur adresser la parole, les toucher peut-être, voire leur serrer la main ? Cela ne les empêcherait pas, de la tribune, de haranguer les « camarades », mais cela ne servait pas très vrai. Le « camaraderie » n'est pas allié jusqu'à les faire déjouer au milieu des militants dans le restaurant libre-service. Mais on ne peut raisonnablement pas leur en faire le grief. Sans doute un membre de leur suite était-il allé goûter le rata.

Le temps n'est plus où les notables, y compris de droite, parlaient de Paris en première classe mais se glissaient dans leur wagon de troisième avant d'arriver dans leur circonscription. Les privilégiés ne se masquent même plus derrière l'hypocrisie. L'arrogance du pouvoir s'est substituée à l'arrogance de l'argent, sans qu'on sache s'il ne faudrait pas parler d'addition plutôt que de substitution.

EN fait de socialistes, il en est de plusieurs catégories : ceux qui ont vocation aux honneurs et aux agréments, à l'instar du directeur du cabinet de M. Dolors, inquiet, détaché, de « trouver un GLAM pour rentrer », et ceux qui font métier d'être militants de base, pour assurer le service d'ordre, pour coller les affiches, pour faire la porte-à-porte lors des campagnes électorales et, le cas échéant, se faire casser la figure par les militants de base du camp adverse.

La récompense du militant, c'est un congrès où l'on se serre très fort, où la réalité ressemble à la légende, où ce que l'on croit voir efface ce que l'on soupçonne dans les moments de doute, où l'égalité paraît le disputer à la fraternité. Au lieu de cela, les militants ont vu noir sur blanc, et dispersés par leur propre parti, qui à eux il y avait ce qui gouverne et ce qui obéit. Même ceux qui ne veulent pas savoir n'ont pas eu le choix.

Rien ne distingue plus désormais le Parti socialiste du RPR ou de l'UDF. En premier lieu sur le terrain de l'ennemi. La précaution synthétique de mercredi ne peut espérer compenser dans l'opinion, qu'elle vote ou non socialiste, le désastre de la semaine dernière.

Après cet Eylau socialiste que connaît Rennes, pas moins sauvage sur le terrain politique que ne le fut, militairement, la bataille-napoléonienne de 1807, et pas moins équivoque, la guerre reste inscrite dans un accord qui n'est assurément pas un traité de paix, pas même un armistice, juste un cessez-le-feu, par nature provisoire.

Elaborée en coulisses entre gens qui savent causer, parce qu'ils ont un langage à eux, la solution est forcément douteuse dans sa sincérité. Dans sa durée pas moins, nul ne pouvant croire que la violence d'hier, dont les échos demeurent, est soudain devenue sans cause et sans objet. Il y en aura toujours un pour demander un nouveau partage du gâteau tant qu'il ne l'aura pas eu pour lui tout seul.

Il a toujours été de bon ton, toutes classes sociales confondues, de déblatérer les partis, d'en dire les élus corrompus, les dirigeants voraces et les militants crédules. Mais c'est lorsque ces partis battent de l'aile que leur nécessité devient évidente. Sans eux, quels que soient leurs défauts, leurs lacunes et leurs outrances, la société perd ses points de repère. S'ils ne sont plus là pour répondre aux questions, le président de la République est trop haut et les ministres sont trop occupés d'eux-mêmes. Les syndicats désertés, les partis discrédités, avec qui les Français peuvent-ils parler ?

P.S. — Une trop belle anecdote pour ne pas la raconter. Le dimanche matin, le congrès attend l'entrée de la commission des résolutions. L'attente est longue. Un groupe de délégués se met à chanter l'Internationale. Affolés (et très mécontents), un collaborateur de M. Pierre Guideron (chargé des relations internationales) débouche et lance : « Arrêtez, arrêtez ! Les invités des pays de l'Est s'en vont. J'ai dû leur faire des excuses. »



mise en service de la quatrième ligne du métro risque de devoir être reportée ? Les entreprises sont convoquées en audition publique et se voient imposer des pénalités substantielles pour chaque jour de retard. Au besoin, on dégage les responsables, sans ménagement. Mais, dans le paysage, Lyon attend toujours de voir l'emprise de son nouveau maire.

## « C'est complètement shadokien... »

Hormis le changement d'image de la ville, il a manqué un signe. Sur le plan du cadre de vie, par exemple, la principale rue piétonne du centre-ville, la rue de la République, est toujours aussi encombrée de voitures. Après avoir fait l'objet d'une nouvelle consultation architecturale, l'aménagement d'un autre lieu symbolique de la presqu'île, la place Antonin-Poncet, entre le Rhône et la place Bellecour, a dû être arrêté pour un problème de procédure. « C'est complètement shadokien », s'empare Michel Noir. On va perdre neuf mois à cause d'un sous-chef de bureau, qui a découvert qu'on n'a pas tout à fait respecté une disposition prise à l'initiative 3 du deuxième paragraphe de je ne sais quel article du code des marchés !

Il y a un effet d'inertie. Le temps de réponse de l'appareil municipal est plus long que prévu. Il faut également reconnaître que certains élus n'étaient pas préparés à leurs responsabilités actuelles. Enfin, nous sommes victimes, par contretemps, des effets d'annonce », explique, en privé, l'un des principaux collaborateurs de M. Noir. Promis dans le programme du candidat pour 1991, le grand projet de second tunnel sous la Croix-Rousse, qui devait remédier à l'engorgement de la ville, est ainsi renvoyé vers la fin du mandat.

Les techniciens chargés des études de faisabilité ont même été invités à signer un engagement écrit leur interdisant de répondre à la curiosité des journalistes. Transparence ? « Moi aussi, j'ai signé cet engagement, rétorque Michel Noir. Comme pour la cité internationale, j'ai voulu ce système d'échappatoire afin d'éviter que les groupes de travaux publics ne se livrent à leurs sports favoris : l'espionnage et l'attente sur les prix du marché ».

A la télévision, le maire souffre également d'une fâcheuse tendance à prendre ses désirs pour des réalités. Lors de son passage à « L'heure de vérité », le 19 juin, il crée ainsi la surprise en affirmant son intention d'autoriser la création d'une mosquée à Lyon. Contesté par les riverains et soumis à des difficultés de financement, le projet est toujours au point mort.

De même, le 13 février, à « La marche du siècle », lors d'un débat sur les grands ensembles, il annonce l'arrivée du métro aux Minguettes, à Vénissieux, trois jours avant que l'organisme chargé du développement des transports collectifs prenne une décision contraire. « On n'empêchera jamais Noir de dire des trucs qui sont faux », se souvient son ancien camarade de Sciences-Po, M. Dominique Perben, devenu secrétaire national du RPR (1).

Jouant de ces dérapages, du décalage entre l'image et la réalité, et de la hausse sensible des impôts locaux (8 % à Lyon et 15 % à la Communauté urbaine), le président du groupe socialiste au conseil municipal, M. Gérard Collobert, dresse un sévère réquisitoire de la première année de mandat :



14 « C'est la bonne foi » du professeur Cello  
Métier : les quarante ans de l'OMN

15 Les « Dalton » de la Haute-Saône  
16 Audiovisuel public : vers le redressement

21 « Le Malade imaginaire » en musique  
22 Mallarmé à Saint-Denis

## Au Palais des mystères

La justice ouvre ses portes à Paris ; une véritable cité  
avec ses 24 kilomètres de couloirs et de galeries où quinze mille personnes passent chaque jour

Pour la première fois, le Palais de justice et le tribunal de commerce de Paris ouvrent, dimanche 25 mars, leurs portes au public. Grâce à des expositions, des débats, une visite historique, les organisateurs de cette manifestation espèrent donner de la justice une meilleure image : celle d'un service public plutôt que d'un instrument de répression.

Résidence fortifiée sous les Gallo-Romains, palais royal sous les Capétiens, puis palais du Parlement, cour suprême de justice du royaume, siège du tribunal révolutionnaire, incendié sous la Commune, le bâtiment a évolué à travers les siècles, mais il conserve, pour peu qu'on le cherche, les traces de son histoire, ses portes dérobées et son jardin secret. Enorme machine à juger, le Palais de justice est aussi une ville où passent chaque jour 15 000 personnes. Une ville qui a ses secrets, ses plaies, ses maladies — une vie cachée dont les coulisses sont au moins aussi passionnantes que ce que l'on veut donner à voir.

On marche ici comme dans le labyrinthe, dans un vent chaud dont les bruits se défont lentement, anneau de serpent. Sous les voûtes, les pas de ceux qui marchent par deux, garde et prisonnier, enchaînés l'un à l'autre, sont assourdis. On ne sait lequel tire, lequel est tiré. Happée par un détour du souterrain, la double silhouette s'efface. Le labyrinthe du Palais est un parcours fléché. Peintes en lettres rondes sur de petits tableaux de bois, les directions sont affichées : dépôt (1), souricière (2), chambres correctionnelles, cour d'assises...

C'est un monde à l'abri des yeux, un monde de portes closes qui ne s'ouvrent qu'avec d'innombrables précautions, un coup d'œil à travers le judas et un lourd bruit de clés. Chiffonnées, des boules de plâtre, que fin et transparent ont été semées sur le chemin, comme les cailloux du Petit Poucet. Ce sont les gants des gendarmes lorsqu'ils fouillent les prisonniers. A cinq ou six mètres du sol, un « tagger » malicieux (comment a-t-il fait ?) a peint au pochoir la tête d'un gendarme qui sourit sous le képi. Ailleurs, un autre drôle a gratté une flèche sur le mur et a écrit « la mer ».

C'est ici l'envers du décor, l'une des faces cachées d'une justice sans robes, sans dorures ni plafonds à caissons. Ils sont près de deux cents, chaque jour, à parcourir ce dédale, emmenés par les juges d'instruction ou par les magistrats du parquet, des tribunaux ou de la cour d'assises, qui vont les juger. Dans son tailleur vert émeraude fripé par une nuit de dépôt, Stéphane, que ses intimes appellent « Nounours », blague sur un banc de bois avec le gendarme qui l'escorte.

Elle va être déferée au parquet, puis jugée dans la foule par la 23<sup>e</sup> chambre correctionnelle, les « flagrants délits ». Stéphanie connaît le chemin. Elle avait treize

ans la première fois qu'elle est allée en prison. Cinq ans plus tard, petite voleuse à la tire malsadroite, elle retrouve, une nouvelle fois, les juges et dans le box son compagnon. Avec une tendresse furtive elle pose sa tête contre lui. Ils se retrouveront quelques semaines, quelques mois de prison plus tard...

Les habitués de la correctionnelle qui viennent ici chaque jour comme on s'installe à un feuillet de journal, ne perdent pas une miette du pauvre dialogue judiciaire qu'on consacre aux petits délinquants d'habitude. Ces « Bonnie and Clyde » de la fauche, comme le dit sans rire le procureur... Au suivant. Les « tricotées » — ce sont souvent des femmes — repêchées du spectacle, ne quitteront le Palais qu'à la nuit tombée, laissant derrière elles la justice qui s'endort et le Palais où ne restent que quelques fenêtres allumées.

### Etranges dépotoirs

C'est une ville que cet endroit-là. Dressée sur cinq hectares, avec ses vingt-quatre kilomètres de couloirs et de galeries, sa trentaine d'entrées, ses quinze mille visiteurs quotidiens : ses touristes attirés par la Sainte-Chapelle ou la Conciergerie, ses justiciables, ses deux mille fonctionnaires, ses mille magistrats, ses mille deux cents avocats. Il y a une poste, deux restaurants, des médecins, des ouvriers et même une bouche de métro en plein milieu de la cour du Mai que les services de sécurité ont provisoirement condamnée. Des gardes républicains, trois cents gendarmes, assurent la sécurité.

Cette ville a aussi ses ouvriers dont les vestiaires, pouilleux ou d'anciennes cellules à la délicate ferronnerie Napoléon III. Ils

remettent à neuf les vieux bancs de chêne roux qui portent chacun un numéro, courent à la moindre fuite d'eau et changent deux cents néons par semaine. Dans les chaufferies souterraines, au bout des couloirs noirs, ils réparent les machines qu'ils ont joyeusement peintes de couleurs éclatantes, rouge sang, bien électrique, comme des mobiles de Calder ou des sculptures de Dubuffet.

Comme toute société, le Palais a sa petite délinquance et ses maladies. Les bureaux, délaissés par les magistrats partis juger leurs prochains, font le délice des pickpockets qui défilent de leurs richesses les vestes que les juges abandonnent avant d'enfiler leur robe. Riches d'histoires grandes et petites, les salles d'audience sont d'étranges dépotoirs où la garde trouve lames de rasoir, aiguilles longues et même — on le brandit encore au commandement militaire — un couteau de cuisine bien effilé.

Un magistrat raconte qu'une petite culotte, un jour, a ainsi été « égarée ». Par deux fois on a déniché des clochards venus faire leur nid dans les étages administratifs et, parmi eux, un ancien employé qui ne pouvait se résoudre à quitter la place. Sans compter les indécents qui se font enlever exprès en espérant dérober des pièces compromettantes dans des dossiers judiciaires.

Quant aux maladies du Palais, elles sont accueillies par deux médecins qui tiennent cabinet, et une infirmière. Stress des salles d'audience, angoisse des prévenus, de leurs familles, crises de nerfs des épousailles rompues au cours de conciliabules ratés, mais aussi crises de toxicomanes en état de manque. On a connu un suicide par arsenic, des ours qui ont lâché — on ne peut pas dire qu'ils se sont rompus en dérapant sur les marches trop usées ou en



Le vestibule de Harley.

glissant sur les parquets cirés. A 250 francs la vacation, les médecins ne chôment pas, d'autant que leur consultation est gratuite...

Enclavé soigneusement bouclée par la préfecture de police qui repousse l'indiscret, le dépôt est la prison de cette cité. Il accueille indifféremment les majeurs et les mineurs, mais sépare les hommes des femmes. Longtemps enclavé dans une crasse repoussante, le dépôt des hommes tente de se rejoindre à coups de peinture fraîche. Il est gardé par la police dans des conditions que peu s'accordent à trouver satisfaisantes. Exotique différence, ce sont des sœurs de la congrégation de Marie-Joseph et de la Miséricorde (3) qui — hormis la fouille — prennent en main les femmes qu'on leur envoie, toutes celles de plus de treize ans interpellées à Paris : prostituées rafles par dizaines à Saint-Denis, étrangères en rétention administrative (elles peuvent séjourner sept jours au dépôt)... Mais aussi des hommes un peu « spéciaux » : Sacha Guity, Maurice Chevalier après l'Occupation, l'amiral Salan ou des policiers tels ceux impliqués dans les attentats contre Globe et la Sonacotra.

### Jardin secret

L'une des cellules a un lit d'enfant. Bien qu'on n'accepte théoriquement pas ceux qui ont dépassé dix-huit mois, les sœurs savent accueillir les tout-petits qui galopent derrière les grilles, même si elles pensent que leur place n'est pas là. Pas plus que celle des fumeurs comme ces deux galopins de neuf et onze ans échappés de leurs foyers, qui avaient été interpellés pour vagabondage. Mère Marie-Bernard n'a pas du tout aimé : elle a fait un rapport et depuis — est-ce une coïncidence ? — la brigade des mineurs assure enfin une permanence de nuit.

Ici, lorsqu'une femme veut une cigarette, elle la demande. Pour des raisons de sécurité, c'est une religieuse qui l'allume. Ici, lorsqu'on a besoin de se confier, de parler, on peut le faire dans plusieurs langues différentes : parmi les neuf religieuses, certaines viennent d'Espagne, des Pays-Bas, d'Irlande. Mère Marie-Bernard aimerait pouvoir communiquer avec les Chinoises, de plus en plus nombreuses. Quand il le fait, elle parle avec les mains : c'est mieux que de se taire.

Des vitreaux grillagés de la chapelle s'échappent des cantiques : les passants s'interrogent. Ils ne savent pas que des religieuses sont là. Ils ne savent pas non plus qu'ici gît un trésor : un jardin secret en plein cœur du Palais où le soleil ne vient jamais. Les sœurs y prennent

le frais l'été et l'on va bientôt bêcher la terre pour semer du gazon et planter des impatientes dont les bouquets rouges et roses aiment tant l'ombre.

Juste aussi grande que le jardin des sœurs, la cour de promenade des prisonnières entourée d'un chemin de ronde est, elle, au soleil. Deux Africaines en bonnet, le menton tatoué, attendent le prochain vol vers le pays où on les expulse. Ce n'est pas très gai. Gentiment, on leur demande si elles n'ont pas trop froid dans les plis et replis de leurs étoffes éblouissantes.

### La pose du chat

Les sœurs dorment dans des cellules aux barreaux épais. Elles ne s'y sentent pas prisonnières. D'autres habitent le Palais de justice, leurs quelque dix appartements disséminés ici derrière une façade Renaissance, là sous les toits, abritent les chauffeurs ou les surveillants que leur service contraint à dormir dans le Palais. Ils y vivent avec leur femme et leurs enfants. Le patron de la buvette ne doit pas trop se plaindre, son appartement est juste au-dessus de son restaurant. Certains, selon l'administration, profitent un peu trop de vieilles rentes de situation : on leur a fait comprendre par voie d'huisserie qu'ils devaient plier bagages.

Mais au bord de la grande grille ouvragée qui ferme la cour du Mai sur le boulevard du Palais, Raymond le concierge est toujours là. Il doit en principe sortir les poubelles.

Lorsqu'il y a du soleil son chat se prélassait, retenu par sa laisse. Il s'étire, fait le beau dressé sur ses pattes, debout comme un humain. Quand les touristes passent, il prend la pose. Pour la photo.

AGATHE LOGEAERT

## Le grand théâtre du droit

Le décor et l'architecture du Palais révèlent sa fonction  
mais la fonction se satisfait d'un décor assez éloigné de la vérité historique

Le « sous-marin » du Palais de justice est logé sous les toits. Peut-être parce que les archives qu'il abrite ont peur d'y prendre l'eau, mais ce sont plus sûrement les couloirs métalliques, ponctués d'escaliers abrupts, qui ont fait baptiser ainsi cette longue salle bourrée de registres. Le sous-marin est l'un des multiples endroits du palais, comme tout bâtiment d'envergure en comporte peu ou prou, où se cristallisent la poussière et le rêve de celui qui se sent à l'étroit. Et Dieu sait si la justice est à l'étroit dans ses murs, malgré l'immensité de ce bâtiment, malgré les hauts plafonds, les vastes dégagements, malgré l'apparat qui toujours s'est appliqué à cerner la fonction, qu'il s'agisse de vêtement, ou bien d'architecture.

Mais, puisqu'il s'agit bien de cela, comment déshabiller le Palais de justice, et par quel bout le prendre ? Par ses fonctions, qui vont bien au-delà de la seule cour d'appel ? Par l'analyse de ses architectures enchevêtrées pour former la plus extravagante unité de Paris ? Par la symbolique que reflète, bien ou mal, chaque détail élevé ou sordide, chaque décor ? Par son histoire, comme le font les guides estampillés, et qui savent charpenter un discours glorieux par les anecdotes humaines, trop humaines dont est chargée chaque pierre de l'édifice ? Le Palais de justice n'a, de fait, l'extraordinaire complexité des théâtres, à la fois machinerie artificielle, et lieu d'un cérémonial dont la réalité n'est plus à démontrer.

Un théâtre à deux entrées, mentionnons trois : celle du public, celle des acteurs, celle des décors. Les circuits et les flux pour que les uns et les autres ne se trouvent face à face que dans des occasions voulues, lors du spectacle, lors des congratulations. Un Palais de justice est, avec ses multiples salles

d'audiences et leurs annexes, comme un immense « complexe » théâtral, où doivent non seulement circuler un public et des acteurs que sont les magistrats et avocats, mais aussi les détenus, les témoins... sans qu'il soit question, pour le coup d'inverser ce qui est à la cour et ce qui est au jardin.

### La symbolique des barrières

Or, à cet état de choses qui n'a rien de particulier et se partage étonnamment entre tous les palais de justice français, se surajoute, à Paris, le poids d'une histoire qui est carrément celle de la France et de sa justice, inextricablement liées depuis les lits de justice dont les rois ont laissé l'équitable souvenir. Cette histoire, déposée pour ce qui est celle de la France aux bons soins de la Caisse des monuments historiques, d'appelle la Conciergerie, ou Sainte-Chapelle, cette dernière étant considérée comme un élément du Patrimoine mondial. Deux monuments qui se visitent à longueur d'année et dont les circuits croisent, sans grande logique, ceux de la justice.

Cela allait de soi jusqu'à la montée récente des terroristes de tout poil. Après tout, une large part des audiences est publique, le Palais est naturellement, ordinairement plus accueillant que ne laisse supposer l'irruption d'une journée « portes ouvertes ». Mais, depuis quelques années, il a fallu ajouter aux circuits abrités, souterrains et secrets, un balisage de barrières métalliques déplaçables pour l'image de la justice comme pour celles du patrimoine, architecture éphémère mais ô combien, elle aussi, symbolique.

Cette affaire de monument a une autre conséquence sur le bon fonctionnement de la justice. Le

classement des parties anciennes du Palais, en 1911, a conduit bizarrement au classement de la totalité du palais, comme s'il ne s'agissait que d'un seul bâtiment. Un rêve pour les défenseurs du dix-neuvième siècle, qui sont (à peu près) sûrs de conserver ainsi un ensemble sans équivalent, si l'on excepte la Sorbonne. De facto, se trouvent ainsi protégées les restaurations apportées aux parties les plus anciennes, notamment à cette tour de l'Horloge qui abrite, loin de tous les regards, comme une sorte de Belle-au-Bois-dormant, une salle « violente-décusée » comme on n'en fait plus guère.

L'inconvénient de ce classement généreux est d'interdire toute intervention radicale, toute adaptation des espaces aux besoins actuels et futurs de la justice parisienne. Dès lors que la justice peut fonctionner sans le décorum monumental que lui avait attribué le siècle dernier, on a du mal à comprendre la juxtaposition de volumes aussi grandioses, et proprement inutiles à la marche de la justice sinon à la satisfaction de l'œil, quand les magistrats et les fonctionnaires du Palais, sans parler de leurs hôtes, s'entassent dans des conditions de travail et de confort pour le moins hasardeuses.

### Pouvoir légitime et onction royale

Ce n'est pas eux, cela dit, qui s'en plaindraient. Evoquer seulement le déménagement du Palais, provoque une stupeur quasi générale, plus vive encore — et ce n'est pas peu — que celle des fonctionnaires des finances lorsqu'on leur parla, pour la première fois, de quitter le Louvre... Ils voient beaucoup plus naturellement émigrer le fameux « Quai des Orfèvres » et ses légendaires policiers vers des lieux mieux adaptés à cette moder-

nité dont vent désormais le doter le ministère de l'Intérieur. Non, eux, les défenseurs de la justice préfèrent souffrir les mille maux de l'archaïsme, plutôt que de s'éloigner de ce qui fait leur force, leur légitimité, la continuité de l'occupation, la tradition. Et tant pis si le filigrane n'est pas clair, qui les juxtapose à l'histoire d'un pouvoir dont ils sont théoriquement séparés. Après tout, on ne fait dire aux vieilles pierres que ce qu'elles veulent bien dire.

Ainsi, qui saura dire, dans le parcours ouvert au public ce dimanche 25 mars, quelles parties sont véritablement anciennes, lesquelles ont brûlé et ont été reconstruites à l'identique (comme la salle des pas perdus) ou presque à l'identique (la première chambre du tribunal de grande instance), voire ont été inventées comme la façade gothique du quai de l'Horloge ? Peut-être un vieux royaliste, au buffet du Palais, attirera votre regard sur tel ou tel fragment authentique qui a vu ou fait le malheur des victimes de la Révolution. Ainsi un morceau de fer encore fiché dans l'arche nord de la cour de Mai, aurait-il supporté la cloche annonçant l'arrivée des charrettes. Mais pour le reste, à travers les restaurations et les ajouts, les pastiches et les fantaisies, le Palais de justice de Paris apparaît comme une superbe idée de l'architecture, comme ce musée de l'architecture auquel notre époque rêve. Comme un condensé, enfin, des mythes qui, à chaque époque, ont légitimé la profession de bâtisseur, et qui rencontraient opportunément, sur l'île de la Cité, la légitimation du pouvoir judiciaire, et au-delà, à travers lui, l'unction royale. Devant un équilibre aussi parfait, qui voudrait toucher au Palais de justice ?

FRÉDÉRIC EDELMANN

## SOCIÉTÉ

Les controverses autour du sida

Le programme mondial de lutte ne sera pas modifié  
affirme le directeur général de l'OMS

S'exprimant jeudi 22 mars devant les membres de la commission mondiale du sida, réunis à Genève, le Dr Hiroshi Nakajima, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a, pour la première fois, publiquement commenté la démission du Dr Jonathan Mann de son poste de directeur du programme de lutte contre le sida. Il a souligné que, ni la « politique », ni la « rigueur », avec lesquelles jusqu'à présent le programme de lutte contre le sida a été mis en œuvre, ne seront modifiées.

La démission « soudaine et inattendue » du Dr Mann a conduit le Dr Nakajima à prendre publiquement position jeudi, sans avoir encore pris connaissance des accusations formulées à son encontre par le Dr Mann dans le *Monde* du 23 mars. Faisant un éloge de l'action menée par ce dernier dans le cadre de l'OMS, il s'est déclaré « déçu » de ne pas avoir pu accepter le renouvellement de son contrat, qui s'achevait le 14 juin prochain. Selon lui, ce départ est d'autant plus « dérangeant » qu'il intervient à un moment où la mise en œuvre des programmes nationaux de lutte contre le sida entre dans une phase très importante.

Estimant que « l'engagement très personnel » du Dr Mann avait fourni une sorte de modèle pour les membres de son équipe, mais aussi pour l'ensemble des membres de l'OMS, le Dr Nakajima a salué « les sacrifices personnels » que le Dr Mann s'était, selon lui, imposés pour la réussite et la qualité de son action.

« Quel que nous perdions avec le Dr Mann, a-t-il conclu, nous devons considérer ce départ comme la fin d'une période et la nomination de son successeur comme le début d'une autre. Le Dr Nakajima a, d'autre part, affirmé que rien ne changerait « dans la politique et la rigueur avec lesquelles le programme de lutte contre le sida sera, à l'avenir, mis en œuvre ».

## La conférence de San-Francisco

Sans évoquer, comme le faisait de manière quasi constante le Dr Mann dans ce type d'intervention, la priorité absolue au respect des droits de l'homme dans la lutte contre le sida, le directeur général de l'OMS a, pour la première fois, abordé le problème de la tenue de la sixième conférence internationale de San-Francisco. On sait, en effet, que la législation américaine peut, dans les faits, interdire l'entrée sur le territoire des États-Unis de toute personne infectée par

le virus du sida, fût-ce pour une courte période ou même pour participer à un congrès scientifique. Ces dispositions sont aujourd'hui vivement critiquées par de nombreuses associations de personnes infectées, ainsi que par le gouvernement français, qui menace de boycotter la réunion de San-Francisco si elles ne sont pas abrogées.

Tout en rappelant l'objectif que constitue la lutte contre la discrimination dans le cadre des voyages internationaux, le Dr Nakajima a rappelé que l'OMS n'est pas une instance supranationale. Il a souligné l'efficacité que pouvait, dans ce domaine, avoir une action diplomatique menée avec discrétion. « Nous continuons à espérer qu'une solution pourra être trouvée », a conclu le directeur général de l'OMS. Il a souligné que des propositions puissent être faites par les membres de la Commission mondiale du sida pour qu'au-delà du seul problème de la conférence de San-Francisco se mette en place une réglementation sanitaire internationale, permettant de concilier la prévention de l'extension de l'épidémie de sida, sans pour autant nuire aux voyageurs.

Ces propos rassureront-ils tous ceux qui, avec la démission et les propos tenus par le Dr Mann, peuvent craindre une remise en cause partielle de la politique humaniste développée jusqu'à présent par l'OMS dans la lutte contre le sida ?

JEAN-YVES NAU

## La découverte du virus : le professeur Gallo se dit prêt à prouver sa bonne foi

Il a fait les comparaisons entre les deux virus.

En réalité, le professeur Gallo sait bien que, tôt ou tard, il devra répondre à une série de questions. C'était d'ailleurs le sens de ses déclarations à *France-Soir* du 22 mars affirmant qu'il « répondrait scientifiquement à toutes les questions que l'on se pose », ajoutant qu'il démontrerait avoir « sa propre ligne d'isolement ». Au cours d'une conversation téléphonique le mercredi 21 mars le professeur Robert Gallo ne nous disait d'ailleurs pas autre chose. Il s'affirmait en mesure de démontrer un jour que c'est bien à partir de ses propres isolats, et non à partir de ceux fournis en septembre 1983 par le professeur Montagnier, qu'il avait mis au point le test de dépistage du

virus du sida. Il ajoutait à propos du « seul virus en cause », le fameux HTLV-3B : « la probabilité d'une contamination est réelle ». C'était apparemment la première fois qu'il évoquait ainsi l'hypothèse d'une contamination – voir le professeur Gallo soutenant avoir « toujours dit cela ».

Il reste au professeur Gallo à expliquer le document attribué au docteur Miklos Poppo, chef du département de virologie de son laboratoire qui figure en page 11 du *Chicago Tribune* du 19 novembre. Ce document montre que le même virus a eu, selon les époques, un nom de code différent. Il appartient au professeur Gallo de démontrer qu'il n'y a pas eu fraude...

FRANCK NOUCH

Découvert par des chercheurs britanniques et tchécoslovaques

## Le « gène » du fumeur

Quelques jours avant que le gouvernement ne fasse connaître son plan de santé publique prévoyant entre autres mesures l'interdiction totale de la publicité pour les cigarettes (*lire nos informations page 39*), des travaux publiés dans le *Medical Journal* britannique, *The Lancet*, par des Anglais et des Tchécoslovaques démontrent de manière inédite les dangers du tabac. Ces chercheurs, qui appartiennent au John Radcliffe Hospital d'Oxford et au Research Institute of Clinical and Experimental Oncology de Tchécoslovaquie, annoncent en effet qu'ils ont mis en évidence une anomalie génétique qui semble être causée par le tabac et qui serait associée à l'apparition de certaines formes fréquentes de cancers du poudron. Plus précisément, il s'agit d'un gène, le P53, qui, lorsqu'il est défectueux, semble lié à certains cancers pulmonaires connus pour être beaucoup plus fréquemment observés chez les fumeurs.

Dans l'étude publiée par *The Lancet*, cette anomalie génétique

est observée dans 14 cas de carcinomes à cellules squameuses sur 17, dans 4 cas sur 9 de carcinomes à petites cellules et dans 8 cas sur 14 d'adénocarcinomes. En revanche, dans tous les cas de tumeurs carcinomateuses observées (il s'agit d'une forme de cancer du poudron qui ne semble pas liée au tabac), on ne retrouve aucune altération du gène P53, de même d'ailleurs que chez toutes les personnes saines observées.

Dans l'immédiat, cette découverte n'aura pas de conséquences thérapeutiques. Cependant, estime l'un des chercheurs, le docteur David Lane, elle laisse espérer qu'un jour peut-être il sera possible de remplacer le gène P53 défectueux par un gène P53 normal. En outre, la présence de ce gène P53 défectueux pourrait peut-être à l'avenir servir de méthode de détection des personnes à haut risque de cancer du poudron, chez lesquelles le fait de fumer expose à des risques encore plus importants de cancer. F. N.

## ENVIRONNEMENT

## L'état des réserves d'eau

Suite de la première page

M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA, a de son côté exhorté le ministre à peser de tout son poids pour obtenir de Bruxelles la levée des « quantités maximum garanties » (QMG) imposées par la Commission sur les cultures comme le pois, le soja ou le tournesol, qui limitent les possibilités des agriculteurs alors même que ceux-ci s'apprêtent à semer. « Ce serait suicidaire de laisser semer du maïs dans certaines régions qui ne peuvent être irriguées », a déclaré M. Lacombe.

Selon EDF, le coefficient d'hydraulicité sur l'ensemble du territoire était pour la période du 1<sup>er</sup> au 21 mars inférieur de plus d'un quart à la normale. Le bilan de la situation en eau du pays est en fait inégal selon les régions.

Dans l'ouest, le nord et l'est du pays, les fortes pluies de février ont ramené les réserves en eau des sols et des nappes superficielles à un niveau proche de la normale.

● Dans le Centre, la situation tend également à se rapprocher de la normale pour les nappes superficielles.

● Dans la moitié sud du pays, en revanche, la situation est franchement inquiétante. Les précipitations ont été insuffisantes et ni les nappes, ni les réserves collinaires, ni les grands barrages n'ont été suffisamment alimentés.

Selon la FNSEA, qui la première a sonné l'alarme, le Midi-Pyrénées, le Languedoc-Roussillon, le Lot-et-Garonne, la Montagne noire, le Languedoc-Roussillon ainsi que le Sud-Est et la Corse connaissent les situations les plus critiques, et un certain nombre de cellules sèches ont été recréées ou prévues. Dans l'Aude, les syndicats d'irrigants se sont déjà répartis des quotas d'eau.

En outre, compte tenu de la faiblesse de l'enneigement, ajoute le syndicat agricole, « EDF risque de ne pouvoir honorer le droit de tirage sur les réservoirs pyrénéens qui représentent 30 000 hectares », et, pour les irrigations à partir de lacs collinaires, la situation est aujourd'hui très compromise. « Sans un printemps très pluvieux, on peut s'attendre à de grosses difficultés », conclut la fédération des exploitants, en demandant « la réalisation rapide des projets de stockage qui sont dans les cartons des pouvoirs publics et des compagnies d'aménagement ».

VÉRONIQUE MAURUS.

## Les quarante ans de l'Organisation météorologique mondiale

Le 23 mars 1950, la convention créant l'Organisation météorologique mondiale (OMM), agence spécialisée des Nations unies, entrait en vigueur. Cela fait donc quarante ans que l'OMM a remplacé l'Organisation météorologique internationale, organisme non gouvernemental créé en 1873. Chaque année, le 23 mars, la Journée météorologique mondiale attire l'attention sur un champ d'activité lié à la météorologie. En 1990, le thème du quarantième anniversaire est le « rôle des services météorologiques et hydrologiques dans la prévention des catastrophes naturelles ». Les effets dévastateurs des phénomènes naturels relevant de la météorologie augmentent sans cesse, puisque la population mondiale et les infrastructures économiques s'accroissent continuellement. En outre, les catastrophes naturelles dans lesquelles l'eau joue un rôle important sont les plus meurtrières. Enfin, le sous-développement contribue largement à amplifier les conséquences des

catastrophes naturelles (liées ou non aux facteurs météorologiques).

Il est évident que les services météorologiques et hydrologiques jouent un rôle capital dans la connaissance, la prévision et l'atténuation des effets dévastateurs des catastrophes provenant des phénomènes atmosphériques (cyclones tropicaux, inondations, tornades, sécheresses, etc.).

Les Nations unies ont décidé que les années 90 seront la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles. Ainsi les pays, même les plus démunis, s'efforceront de mettre sur pied des organismes nécessaires dans chacune des cinq phases qui caractérisent toute catastrophe naturelle (anticipation, alerte, survie, secours, réparation-reconstruction) avec l'aide financière et technique des pays développés et des institutions internationales spécialisées.

## Climats et activités humaines

La grande nouveauté de ces dernières décennies a été « la remise en cause de la permanence du climat », comme le dit M. Jean Labrousse, directeur du département de recherche et de développement de l'OMM. La découverte du fameux trou d'ozone au-dessus de l'Antarctique, de même que la prévision d'une forte probable augmentation de l'effet de serre qui pourrait réchauffer la planète ont eu en effet montré que l'activité humaine pouvait mettre en danger cette apparente stabilité.

Que nous réserve l'avenir en la matière, et surtout quelles mesures prendre pour limiter les éventuels futurs dégâts ? Des questions délicates auxquelles le Groupe international sur les changements de climat (I) a décidé d'apporter des éléments de réponse dans un rapport qui devrait être prêt en juin prochain.

Le premier volet de ce rapport essayera de faire la synthèse de toutes les connaissances disponibles aujourd'hui sur les évolutions futures du climat. La tâche paraît simple. Mais en fait, les quelques trente modèles mathématiques de prévision existants dans le monde sont loin d'aboutir aux mêmes résultats. Et si les scientifiques s'accordent pour admettre qu'un doublement des émissions de gaz carbonique dans l'atmosphère – ce qui pourrait intervenir entre 2030 et 2050 – conduirait à une augmentation de la température globale de 2 à 5 degrés Celsius par effet de serre, ils avouent qu'entre ces chiffres l'incertitude reste grande, en particulier sur les modi-

fications régionales des températures. D'autant que les modèles actuels ne tiennent pas compte de l'influence de l'océan « qui ralentit le réchauffement – ni des nuages dont on ne sait pas s'ils finissent par augmenter ou par diminuer l'effet de serre. Autant d'incertitudes qui rendront les conclusions des experts quelque peu ambiguës.

Autant d'incertitudes aussi qui compliquent singulièrement l'attente des biologistes, des économistes et autres experts concernés qui sont chargés d'évaluer l'impact de ces modifications climatiques sur la vie des hommes et l'économie de leur pays. Car dans ce domaine, souligne M. Pierre Morel, directeur du programme de recherche internationale sur le climat de l'OMM, « il est difficile de conclure et d'émettre autre chose que des idées générales ».

Mais les difficultés que rencontreront ces deux groupes d'experts ne sont rien comparées à celles qui attendent leurs collègues chargés de recommander aux gouvernements des mesures concrètes à prendre pour limiter les dégâts. Car là interviennent des considérations économiques et politiques et surtout le développement des pays pauvres et l'explosion démographique.

Malgré tout, ce rapport en trois volets devrait être prêt dans trois mois et il pourrait servir de base de discussions lors de la deuxième conférence mondiale sur le climat qui se tiendra en octobre prochain. Le PNUE (Programme des Nations-Unies pour l'environnement) espère que, lors de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement prévue en décembre 1992, une convention cadre internationale pourra être adoptée. « Mais il reviendra en fait aux gouvernements de décider quand et où ils aborderont ces questions », précise M. Morel.

Reste à savoir quel contenu pourrait avoir cette convention – cadre – mais il est trop tôt pour le dire. Quel qu'il en soit, les organisations internationales tout comme les gouvernements manifestent actuellement une évidente « bonne volonté », comme le dit un haut fonctionnaire de l'OMM, « mais on n'a pas attaqué de face un problème trop difficile. Si j'étais jeune diplomate, ajoutait-il, je choisissais de participer à ce genre de discussions... Car il y en a pour un moment ».

ELISABETH GORDON

(1) Groupe intergouvernemental créé en 1988 par l'OMM et le PNUE qui rassemble des représentants d'une soixantaine de pays.

□ La gare de la Part-Dieu, à Lyon, envisagée pour cause de pollution. — La gare de la Part-Dieu, à Lyon, a dû être évacuée durant une heure, vendredi matin 23 mars, en raison de la présence sur le ballast de butadiène, un hydrocarbure extrêmement toxique utilisé dans la fabrication du caoutchouc synthétique. Le produit s'était échappé d'un wagon-citerne. Appelés en urgence les pompiers ont réussi à neutraliser la fuite.

## IMMIGRATION

S'ils avaient le droit de vote

## Les résidents étrangers choisiraient massivement des candidats socialistes

L'Express daté 23-29 mars publie les résultats d'un sondage de la SOFRES, effectué du 3 au 13 mars auprès d'un échantillon national de sept cents résidents étrangers de dix-huit ans et plus, parlant le français et vivant dans des communes de plus de dix mille habitants.

Ces immigrés n'ayant pas la nationalité française souhaitent, en majorité, avoir le droit de vote aux élections municipales (66 % contre 26 % et 8 % sans opinion. Si elles avaient voté l'année dernière aux élections municipales, 41 % des personnes interrogées auraient choisi une liste de gauche, et 11 % seulement une liste UDF-RPR. De même, à l'élection présidentielle, elles se seraient massivement pro-

noncées pour M. Mitterrand (67 %) contre 8 % seulement pour M. Chirac. Le Parti socialiste est, de très loin, celui qui recueille la plus grande sympathie (51 % contre 4 % au Parti communiste, 5 % au RPR et 2 % à l'UDF).

On note d'autre part que 51 % des résidents étrangers (contre 45 %) aimeraient avoir la nationalité française s'ils pouvaient facilement l'obtenir. Deux sur trois (67 %) estiment que les Français ne sont pas racistes et 82 % sont d'accord pour dire que la France doit renforcer la lutte contre l'immigration clandestine. Enfin, s'il y avait un travail pour eux dans leur pays, seuls 27 % des résidents étrangers (contre 61 %) y retourneraient.

## DÉFENSE

## La France accepte de construire une usine d'armements en Thaïlande

La France a accepté le principe de l'installation d'une usine d'armements en Thaïlande, selon l'agence de presse thaïlandaise, qui rapporte des propos du porte-parole du ministère thaïlandais des affaires étrangères. L'accord de la France a été formulé, le jeudi 22 mars, par le secrétaire d'État français à la défense, M. Gérard Renon, qui vient d'achever une visite officielle de quatre jours en Malaisie, puis en Thaïlande.

M. Renon a cité comme exemple de coopération militaire entre la France et la Malaisie un projet de construction, par le groupe Aerospace, d'un centre d'entretien et de maintenance pour hélicoptères. Entre la France et la Thaïlande, la coopération concerne une usine de production d'obus, installée dans la province de Lopburi, à 150 kilomètres au nord de Bangkok.

## L'Uruguay achète deux avions-escorteurs français d'occasion

La marine uruguayenne vient d'acquiescer deux avions-escorteurs français, qui sont anciens et qui déplacent 2 200 tonnes chacun à pleine charge. Cet achat de seconde main complète une première acquisition, intervenue dans les mêmes conditions, en 1988.

Il s'agit des deux avions-escorteurs *Commandant-Bourdais* et *Amiral-Charnier*, qui étaient en service depuis 1962-1963 dans la marine française. Le premier avion-escorteur, le *Victor-Schoelcher*, qui avait été mis en service en 1962, a été rebaptisé *Général-Arriaga* par la marine uruguayenne. Ces trois bâtiments appartiennent à la même série. Mais, avant la livraison, ils sont désarmés (les missiles MM-38 Exocet et les lance-roquettes Dagaie sont débranchés pour réserver d'autres unités de la marine nationale) par l'arsenal de Lorient qui est chargé de remettre la coque en sécurité.



SOCIÉTÉ

FAITS DIVERS

Une famille terrorisée un village

Les Dalton de Haute-Saône

C'est la famille Dalton. Charles Fournier, le père, fait commerce de voitures, outils et canapés. Il achète à des particuliers, promet de payer, oublie, revend. Il achète aussi ses fusils de chasse sur petites annonces mais il les garde, ceux-là, pour tirer sur les particuliers qui viendraient réclamer leur dû. Ancien ouvrier, il touche une pension d'invalidité pour un accident dont personne ne se souvient. Lorsque la justice le cherche, il est toujours mourant.

Bernadette, la mère, a quarante-deux ans et du répondant. Elle lance des casseroles d'eau sur les passants. Ou des cailloux. Lorsqu'ils ne passent plus, elle va les trouver : « Toi, t'es un idiot de la police. » Elle insulte les femmes à domicile, toutes des « traînées ». Yannick, le fils, a été condamné pour vol et s'est soustrait au contrôle judiciaire. Sa sœur a été jugée indésirable au collège. Les enfants « font du cirque » dans les transports scolaires.

La famille nargue depuis quelques années les cent vingt-huit habitants d'Ovanche, une commune modeste à vingt kilomètres de Vesoul, en Haute-Saône, avec résidences secondaires en bord de Saône et maire cultivateur. Le village n'est pas sectaire, il tolérerait les larbins, « ils peuvent voler, mais pourquoi embêter les gens du pays ? » Et les Dalton sont installés en pleine rue principale : juste en face de l'église, qui est à côté de la mairie.

Les Fournier, comme dit le parquet de Vesoul, sont seulement des « gens imprévisibles ». La justice a cependant préféré, pour les déloger, faire appel au GIGN plutôt qu'à la brigade locale de gendarmerie, qui avait essuyé des coups de feu en 1987. Le GIGN a donné l'assaut mercredi 14 mars. Le fils a tiré un coup de feu. Après un tir d'avertissement, les spécialistes parisiens l'ont tout de même emporté sur les Dalton de Haute-Saône.

Charles a été envoyé directement en prison pour purger la peine de deux ans à laquelle le tribunal de Toul et le cour d'appel de Besançon l'avaient déjà condamné avec persévérance, pour voies de fait avec armes. La justice a calculé

qu'entre les seuls mois de février et mai 1989, il avait « acheté » treize véhicules à des particuliers confiants. Le fils a été inculpé de tentative d'homicide. Six fusils de chasse ont été saisis. Mais le village en est persuadé : « Il y a, à nouveau, des fusils. »

« Les femmes sont pires »

Car « Ma Dalton » est toujours là, avec sa forte carrure et ses deux filles. Remise en liberté sous contrôle judiciaire par une justice qui n'a pas compris que « les femmes sont pires », comme dit une agricultrice. « Elles sont énervées, c'est la peur partout. » Il a déjà fallu mettre une deuxième serrure à la porte de l'église.

Samedi 17 mars, les femmes ont poussé le blasphème jusqu'à bomber l'église de graffiti, renverser les bougies et arracher les nappes d'autel. A 14 h 10, on en tremble encore, — le tocsin a sonné. Plus tard, les femmes ont sorti les chaises pour prendre le soleil sur le parvis. Il n'a pas fallu trois jours pour que le maire, M. Jean-Claude Boudot, donne sa démission, suivi par les dix conseillers municipaux. Après un entretien avec le préfet, M. François Lefebvre, il a accepté, jeudi, de revenir sur sa décision. En contrepartie, il a obtenu la promesse d'une visite préfectorale sur les lieux de la tension.

Une brigade de volontaires s'est constituée autour du curé pour monter une opération de nettoyage de l'église, vendredi 23 mars. L'épouse d'un conseiller municipal a acheté une bombe anti-agression : « Elle est capable de venir nettoyer avec nous. » Le village réclame l'expulsion des Fournier, mais ceux-ci sont chez eux, et ils le disent eux-mêmes : « On est tous baptisés. » Le procureur de Vesoul, M. Patrick Poirier, a tenté d'inciter les habitants à réagir par eux-mêmes. La justice s'en excuse mais elle ne peut pas prononcer d'interdiction de séjour pour quelques graffiti ou pneus crevés. Le procureur l'a même rappelé solennellement : « La déportation n'existe plus. »

C. Le.

JUSTICE

L'affaire Ben Barka

M. Antoine Lopez va demander une nouvelle révision de son procès

M. Gilbert Collard, avocat à Marseille, va déposer une nouvelle demande en révision au profit de M. Antoine Lopez, ancien chef d'escorte à l'aéroport d'Orly, ancien correspondant du SDECE, et qui fut condamné, en juin 1967, à huit ans de réclusion criminelle pour sa participation à l'enlèvement de Mehdi Ben Barka.

La réforme des professions juridiques en conseil des ministres début avril

La réforme des professions juridiques et judiciaires, issue à la fois des propositions du barreau de Paris et du rapport de la commission Saint-Pierre, devrait être examinée au conseil des ministres du 4 avril après consultation du Conseil d'Etat, qui devrait examiner le projet fin mars.

A la fin du mois de novembre (le Monde du 29 novembre), le garde des sceaux avait fait une communication très précise au conseil des ministres, annonçant les grandes lignes de cette réforme qui veut regrouper les professions d'avocat et de conseil juridique, réglementer l'exercice du droit et permettre aux professions libérales de s'organiser sous forme de sociétés de capitaux.

Dans le même temps, une grande agitation avait gagné les barreaux de province autour de la question de l'aide légale : des mots d'ordre de grève, diversément suivis, avaient été lancés un peu partout en France. Parallèlement à la réforme des professions, une réflexion et une concertation sur l'aide légale ont été confiées au Conseil d'Etat ; elles sont menées par une commission présidée par M. Paul Bouchet, ancien bâtonnier de Lyon.

Responsable important de l'Union nationale des forces populaires du Maroc, opposant notoire au régime du roi Hassan II, organisé au sein de l'Union nationale, Mehdi Ben Barka avait été enlevé le 29 octobre 1965 à Paris. Le leader de l'opposition marocaine fut conduit dans une villa de Fontenay-le-Comte dans l'Essonne. Il ne devait plus réapparaître. Jamais on ne sut ce qui se passa exactement dans cette villa.

M. Collard estime que certains propos tenus par M. Louis Zollinger au cours d'une émission de télévision diffusée mercredi 21 mars par M 6 (le Monde du 23 mars) sont de nature à constituer le « fait nouveau » qui peut entraîner la révision d'une décision pénale. M. Zollinger, magistrat aujourd'hui à la retraite, qui fut à l'époque chargé d'instruire ce dossier, évoque dans cette émission les conséquences hypothétiques de l'une des thèses soutenues par M. Antoine Lopez. Ce dernier ayant affirmé qu'il avait toujours tenu informé en temps utile le SDECE par lequel il se serait débarrassé de Ben Barka, on peut tirer de cette hypothèse la conclusion que Mehdi Ben Barka n'aurait pas été enlevé si le SDECE, dûment informé, avait cherché à déjouer cette tentative.

Cette construction ne tient pas compte du rôle de témoin très actif joué par M. Lopez pendant et après l'enlèvement. C'est, en effet, le correspondant du SDECE qui avait téléphoné à Rabat pour prévenir le ministre de l'Intérieur marocain, le général Oufkir, et le chef de la sûreté, Ahmed Dlimi. Informées de l'arrivée de l'« invité », ces deux personnalités marocaines étaient arrivées le soir même à Orly. M. Lopez conduisit lui-même, à Fontenay-le-Comte, le général Oufkir.

M. Lopez avait déjà introduit, en 1985, un recours en révision. En vain.

POLICE

La mutation contestée de M. François Le Cornec

La police de l'air et des frontières de Roissy change de responsable

Chef de la police de l'air et des frontières (PAF) sur l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle et directeur régional du secteur de Paris, M. François Le Cornec rejoindra prochainement la Société française d'exportation de matériel et de systèmes du ministère de l'Intérieur (SOFREMI). L'entourage de ce commissaire divisionnaire y voit un limogeage pur et simple tandis qu'au ministère de l'Intérieur, on inscrit cette mutation dans un mouvement général d'adaptation de la PAF, en soulignant que M. Le Cornec occupait le même poste depuis août 1983.

Ci-dessus : à diriger sur la seule plateforme de Roissy et, en tant que directeur régional, un regard sur les aéroports d'Orly, du Bourget, de Toussus-le-Noble et de Tours.

Officiellement, on ne lui fait aucun reproche professionnel. En septembre 1989, un audit de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) sur la PAF de Roissy ne révéla « rien de négatif » à son encontre. L'auteur de cette inspection était d'ailleurs M. Roger Lejeune, contrôleur général devenu directeur général de la PAF peu après, le 4 octobre 1989. Pourquoi alors cette mutation, dont les proches de M. Le Cornec assurent qu'elle se fait sans élégance ni précautions : l'intéressé aurait appris en même temps que ses collaborateurs, par la lecture d'un simple télégramme, la « vacance » de son poste.

Place Beauvau, on assure qu'il n'en a rien été. Selon cette version officielle, M. Le Cornec aurait souhaité quitter Roissy pour le poste de directeur adjoint de la PAF. Refus catégorique : « On ne choisit pas ses postes. » En fait, la personnalité de M. Le Cornec aurait été jugée « trop indépendante » : « Près de sept ans au même endroit, ce n'est pas une bonne chose. On se crée une fidélité ingouvernable. » Or le ministère souhaite justement « reprendre en mains » la PAF, un service confronté à d'innévitables adaptations dans la perspective du grand marché européen. M. Le Cornec, ajoute-t-on, aurait refusé d'autres portes de sortie, notamment un détachement auprès de la compagnie Air Inter. Finalement ce sera la SOFREMI, ce qui n'est pas vraiment une promotion. Son successeur sera M. Joël Cathala, actuel directeur départemental de la PAF des Pyrénées-Atlantiques.

E. P.

Les changements d'affectation de hauts responsables policiers sont souvent délicats, surtout quand ceux-ci se sont identifiés, depuis plusieurs années, au service qu'ils dirigeaient. Tel était le cas de M. Le Cornec. Breton haut en couleurs, déterminé, au parler franc et direct. Depuis le 1<sup>er</sup> août 1983, il occupait le poste de terrain le plus élevé de la PAF : près de mille poli-

cières. — L'arrêt de la Cour de cassation du 24 novembre 1989 à propos d'une affaire d'écoutes téléphoniques (le Monde du 21 mars) a été longuement commenté par M. Jean Pradel, professeur de la faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers, dans le numéro 4 de l'hebdomadaire *Recueil Dalloz-Sirey* du 25 janvier 1990, sous le titre « Ecoutes téléphoniques et Convention européenne des droits de l'homme » (Jurisprudence générale Dalloz, 11, rue Soufflot, 75240 Paris).

SPORTS

HIPPISME

Cinq personnes inculpées pour détention de produits dopants

Cinq personnes — un vétérinaire suisse, Hans Georg Stihl, trois entraîneurs, Pierre Levesque, Jan Krutof et Emmanuel Chevalier-du-Fau, ainsi que la compagne de l'un d'eux, Marie Liverette — interpellées à Grosbois et Chantilly mercredi 21 mars ont été inculpées jeudi 22 mars par Mlle Michèle Luga, juge d'instruction au tribunal de Paris, pour infraction à la législation sur les substances vénéneuses et les stupéfiants. Jan Krutof de nationalité Néerlandaise et Hans Georg Stihl ont été placés sous mandat de dépôt tandis que les autres inculpés étaient laissés en liberté.

Centrée autour des activités du vétérinaire suisse — qui possède une clinique dans le canton de Vaud et qui effectue de nombreux déplacements en France en Irlande et en Italie — l'enquête aurait commencé à la suite d'un contrôle antidopage positif à l'automne dernier. Les investigations de la police auraient

porté sur l'importation de substances vétérinaires fabriquées et autorisées en Suisse et aux Etats-Unis mais interdites en France comme des anti-inflammatoires et des anabolisants injectables ou encore des produits plus « durs » classés « vénéneux ».

L'enquête aurait révélé qu'au moins trois entraîneurs — un quatrième a été interpellé jeudi 22 mars, dont l'identité n'est pas connue — auraient été clients du vétérinaire suisse. Pierre Levesque est à Grosbois à la tête d'un effectif de quelque cent trotteurs dont le champion *Quellou*. A Chantilly, Emmanuel Chevalier-du-Fau s'occupe d'une cinquantaine de chevaux de galop dont la majorité appartient à Alex Weiswiler. Installé en France depuis une vingtaine d'années, Jan Krutof veille entre autre aux destins de *Potin d'Amour*, héros malheureux du dernier Prix d'Amérique.

RÉSULTATS

BASKET-BALL

Coupe d'Europe des clubs champions. Sébastien tour retour. — « Milan (It.) b. Maccabi Tel-Aviv (Isr.), 105-104 ; Jugoplastica Split (You) b. « Aris Salonique (Grèce) 80-79 ; Commodore D'Ess (Belg.) (P-5) b. « Lach Poznan (Pol), 111-96.

Classement : 1. FC Barcelone, 24 pts ; 2. Split, 23 pts ; 3. CSF Limoges, 22 pts.

FOOTBALL

Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe. Quarts de finale. — Après l'AS Monaco, le Dynamo Bucarest et le RSC Anderlecht, le Sampdoria de Gênes s'est qualifiée pour les demi-finales de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe en battant le 22 mars, 2-1, les Grasshoppers de Zurich qu'ils avaient déjà dominés au match aller (2-0).

Sélection française pour affronter la Hongrie. — La sélectionneur de l'équipe de France de football, Michel Platini, a retenu Luis Fernandez, le libéro cannois qui n'avait plus porté le maillot national depuis deux ans, parmi les seize joueurs retenus pour rencontrer, mercredi 28 mars à Budapest, l'équipe de Hongrie en match amical. Les autres sélectionnés sont : Martini, Roussel (gardiens) ; Amoros, Sol,

Casoli, Suardi, Silvestro (défenseurs) ; Blanc, Durand, Ferreri, Pardo, Perez (milieux de terrain) ; Cantoria, Oliver, Tibaut (attaquants).

NATATION

Championnats de France d'hiver (La Rochelle). 50 m brasse. — Cédric Pénicaud (Limoges) a établi un nouveau record de France de la distance en 29 sec 23 soit 13 centièmes de moins que David Lablanc en 1988.

400 m libre. — Christophe Marchand (RCF) a établi un nouveau record de France de la distance en 3 min 52 sec 12 soit 1 sec 50 de moins que Franck Iacono en 1987.

TENNIS

Tournoi de Key Biscayne (Floride).

Quarts de finale simple messieurs. — S. Edberg (Sue), n° 3) b. J. Hasek (Sui), 6-7, 7-6, 7-6 (en sauvant deux balles de match dans le tie-break du troisième set) ; E. Sanchez (Esp, n° 15) b. M. Jette (Arg, n° 10), 6-3, 6-3 ; J. Berger (E-U, n° 7) b. P. Sampras (E-U, n° 16), forfait ; A. Agassi (E-U, n° 5) b. J. Courier (E-U, n° 14), 4-6, 6-3, 6-1.

Demi-finales simples dames. — M. Seles (You, n° 3) b. N. Tauziat (Fra, n° 9), 6-3, 6-1 ; J. Wiesner (Aut, n° 15) b. C. Martinez (Esp, n° 5), 6-2, 6-1.

Arrêté au Maroc

Le meurtrier présumé de Cécile Rousset a avoué

MONTPELLIER

de notre correspondant

Arrêté et écroué au Maroc, l'homme suspect d'avoir violé et étranglé Cécile Rousset, une fillette de onze ans dont le corps avait été retrouvé dans une garrigue près de Montpellier le 16 mars dernier (le Monde daté 19-19 mars), est passé aux aveux. Mamoud Belfikh, un ressortissant marocain de trente et un ans, a été interrogé par les policiers de son pays en présence de deux inspecteurs du SRPJ de Montpellier, dans le cadre d'une commission rogatoire délivrée par le juge français, M<sup>re</sup> Nadine Ilhe Delamoy.

Selon l'article 751 du code de procédure pénal marocain, un suspect de nationalité marocaine ne peut être extradé vers la France, même si le crime est commis en dehors du royaume. Une procédure d'extradition a cependant été déclenchée à Montpellier sur le juge d'instruction chargé du dossier. De source marocaine, on n'exclut pas, en effet, un accord à l'issue d'un dialogue pouvant intervenir entre les justices des deux pays. Au Maroc, les délits de viol et d'assassinat d'enfant sont punis de la peine de mort.

JACQUES MONIN

CORRESPONDANCE

Le SAMU de Roanne

Codirecteurs du SAMU de Roanne, les docteurs J.-C. Durieux et G. Tempelhoff nous ont adressé la lettre suivante :

Le Monde a publié un reportage d'une excellente tenue sur les malheureux événements qui ont endeuillé la ville de Roanne le 13 mars (affaire Magid Labdaoui, le Monde du 14 mars).

Nous nous devons de souligner la dernière phrase qui pose la question de savoir pourquoi il a fallu attendre trente minutes avant que la SAMU intervienne. Il nous apparaît nécessaire de vous fournir les éléments objectifs. Toutes les données sont vérifiables, le SAMU de Roanne disposant d'un enregistreur magnétique répondant aux normes agréées. Le premier appel arrivé au standard de l'hôpital à 22 h 47 faisait état d'un accident sans précision (témoin à sa fenêtre) ; les mêmes témoins avaient appelé police et pompiers. La police appelle alors la SAMU (heure enregistrée sur bande magnétique : 22 h 52). Le départ SAMU est enregistré à 22 h 57. L'arrivée sur les lieux se fait à 23 h 02.

Il ressort à l'évidence de ces simples chiffres que l'intervention de l'équipe médicale du SMUR de Roanne s'est faite en dix minutes.

Randonnées EXPÉDITIONS VOYAGES... NOMADE AVENTURE

SAHARA - AFRIQUE - MÉDITERRANÉE - YEMEN etc...

Document : 50 av. St-James 75017 Paris 43 42 43 45

## COMMUNICATION

## « L'audiovisuel public donne des signes encourageants de redressement »

nous déclare M. Bernard Schreiner, rapporteur du budget

En décernant un satisfecit appuyé aux responsables d'Antenne 2 et de FR 3, M. Bernard Schreiner, député PS - et rocardien - des Yvelines, se démarque publiquement des critiques portées contre la gestion de l'audiovisuel public. Le rapporteur du budget de la communication pour la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale prend ainsi, une nouvelle fois, quelques distances avec la politique conduite par M. Catherine Tasca et M. Jack Lang.

« Huit mois après la nomination de M. Philippe Guilhaume, comment jugez-vous la réforme de l'audiovisuel public ? »

« Vous savez combien j'étais réservé. Et combien je redoutais que l'instauration d'une présidence commune à Antenne 2 et FR 3 n'aboutisse à une fusion déguisée des deux chaînes. En bien, les garanties obtenues du gouvernement se révèlent efficaces. Le président coordonne et les directeurs généraux jouent pleinement leur rôle dans chacune des chaînes. Le système mis en place écarte tout risque d'étouffement de FR 3 par Antenne 2, tout en favorisant la nécessaire complémentarité des deux antennes. Programmes, publicité et achats de droits commencent à être gérés de façon coordonnée. L'audiovisuel public donne des signes encourageants de redressement, inquiétant dès maintenant le secteur privé. »

« La hache de guerre entre le gouvernement et le président Guilhaume est-elle enterrée ? »

« Pour moi, les choses ont toujours été claires. J'ai approuvé la loi créant la CSA : j'ai voté celle instituant la présidence commune. Respecter ensuite les choix de l'une et l'autre institution, allait pour moi de soi. Je suis donc opposé à toute tentative de déstabilisation d'équipes qui commencent à récolter les fruits de leur travail. Les différences ou incompréhensions pouvant encore subsister entre la tutelle et le président Guilhaume doivent cesser de peser au travail en commun. »

« C'était l'objet du récent déjeuner de travail consacré par Matignon à l'audiovisuel public ? »

« Le premier ministre attend plus d'entente et d'harmonie. Cela exige des efforts de tous, mais peut se faire avec ces fameux contrats d'objectifs que les chaînes s'apprêtent à signer avec les pouvoirs publics. Une fois conclus, ces contrats devraient permettre à tous

gouvernement, CSA, président commun et directeurs généraux - de marcher dans la même direction pour parachever la relance d'Antenne 2 et de FR 3. Un échec réajusterait sur tous et ruinerait les premiers efforts accomplis. »

« En tant qu'administrateur de FR 3, par exemple, je suis très satisfait de la politique actuellement suivie par la chaîne : la modernisation et le développement des stations régionales ; le succès, jamais démenti, du « 19-20 » ; le rajeunissement, enfin, de la grille de programmes avec le lancement de « Continentales » et des soirées thématiques ! Certes, tout n'est pas parfait : il manque encore un magazine politique de haut niveau, et il faut un effort plus important en matière de fiction. Mais la voie suivie est conforme à celle qui avait été définie. »

« Tout de même ! Après avoir volontairement diminué le volume des recettes publicitaires de la chaîne, on le fait croître de nouveau ! »

« Ne refaisons pas de la présence de la publicité sur les chaînes publiques une bataille idéologique. Offrir une télévision de qualité coûte cher. On ne peut pas à la fois limiter la hausse de la redevance, laisser supporter aux chaînes le poids des exonérations décidées par l'Etat, plafonner les recettes publicitaires et demander en même temps à Antenne 2 et à FR 3 d'être compétitives, ambitieuses, haut de gamme. C'est la raison pour laquelle je n'ai jamais cru à un plafonnement durable de la publicité sur ces deux chaînes. Il faut, une fois pour toutes, en prendre acte. Le prochain budget de l'audiovisuel annonce d'ailleurs pérorables et nécessaires des mesures courageuses ! »

« De quelle nature ? »

« Augmenter la redevance de 10 % en deux années pour la porter au même niveau que dans les pays voisins. Ou recourir au budget de l'Etat. Ou bien encore accroître, de façon sensible, les ressources publicitaires des chaînes publiques. »

« Le privé va protester ! »

« Ni TF 1 ni la Cinq, ni M 6 n'ont à supporter les contraintes d'Antenne 2 ou de FR 3. »

« Non, mais elles ont aussi des obligations qui n'existent nulle part ailleurs. Vous-même, avez bien fait adopter par le Parlement un amendement leur interdisant de couper films et téléfilms plus d'une fois. »

Remettons les choses dans leur contexte. Lors de son adoption, le gouvernement procédait au remplacement de la CNCL par la CSA. Les chaînes privées ne res-

pectaient pas leurs cahiers des charges, s'en félicitaient même, se voulaient en avance d'une loi. Mon objectif était alors d'offrir au futur Conseil supérieur de l'audiovisuel une arme supplémentaire lui permettant de faire rentrer tout le monde dans le cadre de la loi. Aujourd'hui, le CSA est installé et les chaînes se déclarent plus soucieuses de leurs engagements. Au Conseil, donc, de diriger maintenant au Parlement dans son prochain rapport annuel s'il souhaite ou non la disparition de cette disposition. Je suis prêt à en rediscuter et, si mon groupe parlementaire en est d'accord, à voter sa suppression. »

« Plus de publicité pour le service public, plus de facilités pour le privé : les ressources commerciales ne sont pas extensibles à l'infini. Que pensez-vous du débat qui se développe, aujourd'hui, autour du septième réseau ? »

« Les pouvoirs publics ont à gérer des situations difficilement conciliables. D'un côté, le câble sort à peine de plusieurs années de marasme et redoute la concurrence que pourrait lui faire une nouvelle chaîne hertzienne. De l'autre, le satellite réclame pour son développement la constitution d'un bouquet de programmes coûteux, difficile à rentabiliser s'il n'obtient pas de relais hertziens au sol. Pour sortir de ce dilemme, je ne vois pas d'autre solution que de donner à une septième chaîne une autorisation d'émission temporaire et soumise à un cahier des charges draconien : être cryptée et n'avoir aucune place de programmes en clair ; être diffusée gratuitement sur le câble ; mettre avec les nouvelles normes préfigurant la télévision haute définition. La nouvelle chaîne, enfin, ne devrait perturber en rien la réception des télévisions existantes. »

« Deux députés RPR se sont publiquement opposés la semaine dernière au lancement d'une septième chaîne. La question deviendrait-elle politique ? »

« Je ne le pense pas. Mais je m'interroge sur la raison profonde de leur opposition. N'y aurait-il pas de leur part la crainte que le septième canal soit utilisé un jour à d'autres fins ? Et ne serve un jour à une télévision régionale que la Mairie de Paris... ne contrôlerait pas ? »

Propos recueillis par PIERRE-ANGEL GAY

Devant l'augmentation du volume de production

## Mme Tasca reconduit les aides aux programmes pour la jeunesse

Le volume de production d'émissions télévisées destinées à la jeunesse a presque triplé en 1989. M. Catherine Tasca, ministre délégué à la communication s'est entretenu publiquement, jeudi 22 mars, en y voyant le résultat d'une action engagée par son ministère il y a un an.

115 heures en 1988, 341 heures en 1989... Le volume des programmes durables (fictions, dessins animés, documentaires) - et rediffusables - produits pour la jeunesse a connu en un an une croissance spectaculaire. Cette croissance, dans un paysage audiovisuel stabilisé où le nombre global d'émissions pour enfants n'a guère varié, est la conséquence concrète d'un plan décidé il y a un an par le ministère de la communication pour relancer le secteur « sensible et menacé » des programmes jeunesse.

Dénouant en effet les « dessins animés violents et stéréotypés » et les « fictions robotisées », ainsi que la stagnation voire la diminution des ressources consacrées aux programmes pour les jeunes (malgré l'augmentation de leur volume horaire), M. Tasca avait alors jugé nécessaire et urgent de stopper net la « dégradation ». Un nouveau guichet « jeunesse » avait alors été créé au sein du compte de soutien qui, doté de 87 millions de francs, devait être attribué de façon sélective par une commission présidée par M. Dominique Wallon, président du Centre national du cinéma. Ce levier s'est révélé efficace et il n'y a pas eu, comme certains le craignaient, de substitution entre les anciens mécanismes

d'aide et le nouveau guichet. Les 87 millions de francs se sont bel et bien ajoutés aux ressources venues du compte de soutien (58 millions en 1988, 60 millions en 1989).

Satisfait des résultats et du fait que les efforts des chaînes publiques aient permis de produire une gamme très variée d'émissions, M. Tasca a donc annoncé son intention de « prolonger », « amplifier » et « améliorer » les actions engagées. Le guichet jeunesse sera notamment maintenu. La commission de répartition disposera en 1990 de 103 millions de francs. Le ministre souhaitant par ailleurs un effort des chaînes publiques pour augmenter leurs investissements dans les créations pour la jeunesse. M. Tasca s'est aussi prononcée pour un renforcement de l'appareil de production de ce type de programmes et son ouverture internationale. Elle s'est félicitée que l'an passé ait vu la signature de deux accords d'entreprises majeures dans le domaine du dessin animé : celui entre Brizzi Film et Walt Disney d'une part - celui entre Canal Plus et Nelvana d'autre part, pour la création du Studio Ellipse.

« Les perspectives d'ouverture à l'est, où de nombreux pays disposent de traditions et de capacités remarquables en matière d'animation nous invitent à rechercher les moyens de renforcer à tous les niveaux les échanges en matière de programmes jeunesse », a enfin suggéré le ministre, en évoquant aussi les opportunités de partenariat offertes notamment par de nombreuses entreprises au Canada. A. Co.

## CARNET DU Monde

## Mariages

Christine CAPDEVILLE,  
et  
Jeffrey ATKINSON,

ont le plaisir de vous annoncer leur mariage, qui sera célébré le 24 mars 1990, à Villers-lès-Nancy.

12, rue de Vernigny,  
54600 Villers-lès-Nancy.

## Décès

M. Marie Albessier,  
son épouse,

a la douleur de faire part du décès de

Jean ALBASSIER,  
dit Jean Descazes,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1939-1945,

survenu le dimanche 18 mars 1990,  
dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu le mardi  
20 mars, à Chevry-sous-le-Beignon,  
dans la plus stricte intimité.

M. Edio Boccarra,  
ses enfants,  
Alfred, Ugo, Claude-Arnold, Florie et  
Serge Ghazi,  
et ses petits-enfants,  
M. Edio Boccarra,  
ses enfants,  
ont le regret de faire part du décès de leur cher

Edio BOCCARRA,

survenu le 17 mars 1990, à l'hôpital de  
La Pitié, à Paris.

14, rue Faudry,  
75017 Paris.  
La Mairie,  
Tunis.

M. Henri Fleuret,  
M. Henry-Louis de La Grange,  
Madeleine et Claude Astangul,  
et leurs enfants,  
M. et M. Henri Serre,  
et leurs enfants,  
M. et M. Bernard Thivillier,  
et leurs enfants,  
Leurs parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

Maurice FLEURET,

survenu à Paris le 22 mars 1990.

L'inhumation aura lieu dans la plus  
stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, avenue de Filley,  
06000 Nice.  
40, rue d'Haupont,  
75019 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une  
réduction sur les insertions du  
« Carnet du Monde », sont priés de  
joindre à leur envoi de texte une des  
dernières bandes pour justifier de  
cette qualité.

M. Henri-Louis de La Grange,  
président,  
et le conseil d'administration de la  
Bibliothèque musicale Gustav-Mahler,  
ont la tristesse de faire part du décès de

Maurice FLEURET,  
vice-président fondateur,

le 22 mars à Paris.

11 bis, rue Vézelay,  
75008 Paris.

Le Comité et les membres du  
Syndicat professionnel de la critique  
dramatique et musicale,

ont la douleur de vous faire part de la  
disparition de leur ami

Maurice FLEURET,  
ancien directeur de la musique,  
critique musical.  
(Le Monde du 22 mars).

Fabienne et Fabrice Guédy,

ont la douleur d'annoncer tardivement  
le décès de leur père,

M. Charles GUÉDY,

décédé le 31 décembre 1989, et qui a  
été inhumé au cimetière de Pantin.

Les nombreux anciens élèves qui ont  
bénéficié de l'enseignement de  
M. Charles Guédy peuvent prendre  
contact avec ses enfants, qui se sont  
chargés de mener jusqu'au bout de  
l'année scolaire en cours son école :  
4, rue du Loing, Paris-14.

Merci pour ceux qui témoignent  
depuis des années de ce que Charles  
Guédy leur a donné.

M. Jeanine Koskacz,  
M. Jean-Pierre Koskacz,  
M. et M. Gérard Pariente  
et leurs enfants,  
M. et M. Félix Marciano  
et leurs enfants,  
M. et M. Richard Allali  
et leurs enfants,  
Les familles Koskacz, Atiani, Seror,  
Damière  
et leurs enfants et nièces.  
Tous les parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Isaac, Marcel KOSEKACH,

leur épouse, père, grand-père, frère,  
beau-frère et oncle,  
arraché à leur affection à Nice, le  
21 mars 1990, à l'âge de soixante-trois  
ans.

Les obsèques ont lieu ce vendredi  
23 mars.  
La levée du corps se fera au Panthéon  
de Vitry-sur-Seine, 49-51, quai  
Jules-Guesde, à 13 h 30, suivi de  
l'inhumation au cimetière de Pantin-  
Parisien, à 14 h 15.

6, rue de l'Industrie,  
94300 Vincennes.

M. Robert E. Mercier,  
sa femme,  
Marie-José Gauthier-Dande,  
son épouse,  
et ses enfants,  
Vincent, Nicolas et Gil,  
ses frères,  
Leur famille,  
Ses amis et collaborateurs de GM  
Consultants Associés,  
Le conseil d'administration de GM  
Consultants Associés,  
La Compagnie Chasse des Dépôts-  
Développement,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Grégoire MERCIER,

survenu le 19 mars 1990, dans sa  
quarante-cinquième année.

L'inhumation religieuse aura lieu  
près de Vernon, au cimetière de  
Sainte-Geneviève-lès-Gasny 27540, le  
26 mars, à 15 h 30.

M. Lucien Partensky,  
Le docteur et M. Eric Partensky  
et leurs enfants,  
M. et M. Alain Partensky  
et leur fille,  
Le professeur  
et M. Christian Partensky  
et leurs enfants,  
Les familles Partensky,  
Serlazz et Beauchant,

ont la tristesse de faire part du décès de

docteur

Lucien PARTENSKY,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1939-1945,  
avec Palme,  
médaille de la Résistance.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
samedi 24 mars 1990, à 10 h 15, en  
l'église de Vaugrassy.

## CARNET DU MONDE

Revue hebdomadaire : 42-47-95-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 37 F

Abonnés et actionnaires : 77 F

Communications diverses : 77 F

CHARLES VIAL

Denise Sfez,  
sa femme,  
Paul et Julie Sfez,  
Catherine Sfez,  
Gérémie, Jair, Lou et Zoé,  
Murielle Sfez,  
Simone et Birger Svenflo,  
André et Nicole Dana,

font part avec une profonde tristesse  
du décès de

Max SFEZ.

Les obsèques ont eu lieu au cime-  
tière du Montparnasse, le 21 mars  
1990.

16, chaussée de l'Etang,  
94160 Sain-Mandé.

La famille ne souhaite pas recevoir.

M. St Jean Vitis,

son épouse,  
Yvaine et Marie-Clair, Nils et Pa-  
cale, Marc-Eric et François, Benja-  
min, ses enfants,  
M. et M. Olivier Latand,  
M. et M. Olivier Marty,  
M. et M. Philippe Brummay,  
M. Mireille Dolmas-Marty,  
ses sœurs, frères, belle-sœur et beaux-  
frères,  
et leurs enfants et petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. St JEAN VITIS,

né Yvonne Marty,  
agréé de l'université,

survenu le 15 mars 1990, à l'âge de  
cinquante-neuf ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu  
dans l'église de Chalon-sur-Saône.

« L'Eternel est mon berger : je  
ne manquerai de rien. »

4, place du Fort-Paron,  
71100 Saint-Rémy.

## Remerciements

M. Claude Fourgeaud  
et ses enfants,

très touchés par les nombreuses mar-  
ques de sympathie reçues lors du décès de

Claude FOURGEAUD,

remercient tous ceux qui se sont asso-  
ciés à leur peine.

M. André LESEUR,

remercie la direction et le personnel du  
CEA, ainsi que les membres du Centre  
médical de Forcilles, pour le réconfort  
dont elle a été entourée dans la douleur  
éprouvée éternelle quelle vient de traver-  
ser.

## Anniversaires

Le 31 janvier 1990,  
notre très chère mère,

Marie-Eugénie  
BOUTINOT-PERRISSAT,  
née le 8 novembre 1897, à  
Champagne-Mouton (Charente),  
nous quittait.

Elle fut une des premières femmes  
résistantes de Bonna (Ain).

Son épouse,

Victor-Léopold BOUTINOT,  
né le 29 mars 1891, à Châtillon  
(Vienne), décédé, le 13 juin 1939, à  
Saint-Quentin (Ain). Classe 11, il partici-  
pe à la première guerre mondiale :  
1914-1917, à l'intérieur, 1917-1918, en  
Orient.

Gardons leur souvenir.

73, rue Henri-Dunant,  
02100 Saint-Quentin,  
« Samara », Rouvray 02100.  
94350 Villiers-Matry.

## Communications diverses

« Cahiers Bernard Lazare, collo-  
que : « L'expression passionnelle en  
politique et en religion », 24 et  
25 mars de 10 h 30 à 20 heures. Tél. :  
42-78-07-30.

## Soutenances de thèses

Université Paris-I (Panthéon-  
Sorbonne), le samedi 24 mars, à  
9 h 30, salle 308, entrée : 1, rue V.-  
Coûtin, galerie J.-B. Dumas, esca-  
lier L. Sorbonne. M. Jean-Pascal Four-  
drin : « Les courants paléochrétiens de  
l'Afrique ».

Université Paris-II, le mercredi  
28 mars à 10 heures, salle des commu-  
nications. M. Walid Azzam : « Les condi-  
tions de recevabilité de la requête  
devant les tribunaux administratifs de  
l'ONU et de l'OIT ».

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel  
du vendredi 23 mars 1990 :

UN ARRÊTÉ

« Du 16 mars 1990 portant  
constatation de l'état de catastro-  
phe naturelle dans vingt-six départe-  
tements. »

## DES DÉCRETS

« N° 90-253 du 22 mars 1990  
fixant la liste des diplômes permet-  
tant de faire usage professionnel du  
titre de psychologue. »

« N° 90-256 du 21 mars 1990  
relatif à l'organisation et au fonc-  
tionnement du conseil du marché à  
terme. »

150 من الاموال



Tempête  
sur le Mékong

**Ce voyage au Laos commençait mal. Mais le temps se calma qui permit une visite soignée de Louang-Prabang, à nouveau ouverte aux visiteurs.**

**A**RBRES foudroyés, bosquets de bambou écartés, toitures arrachées, barques coulées, buffles pétrifiés sous une averse de grêlons gros comme des œufs de caille, sarabande des sables fouettés par un vent fou, un ciel d'encre en début d'après-midi en pleine saison sèche. Le Mékong se fâche. Il faut l'avoir vécu dans toute sa puissance sauvage, cette colère de la « mère des eaux » pour s'interroger encore, d'où était-elle venue, si soudaine, si imprévue et si meurtrière – de là-haut, du toit du monde sur le plateau tibétain d'où elle dévale en grondant par des gorges profondes pour arroser la péninsule indochinoise avant de se jeter en mer de Chine ? De retour à Louang-Prabang, au bas du grand escalier-embarras, des barrières s'activaient à rechercher les corps d'une dizaine de marchands surpris par la tempête au milieu du fleuve : le terrible coup de vent avait retourné leur embarcation comme une coquille de noix.

Rica ne laissait prévoir pourtant ce déchaînement subit des éléments. Au petit matin, une brume jouait dans le paysage, découvrant tantôt une colline boisée, tantôt la silhouette d'un ermite au creux d'une clairière, tantôt le toit doré et pointu d'un monastère. La cité s'éveillait, s'éclaircissait dans le calme d'une aube rassurante ponctuée par le chant des coqs. D'un pas nonchalant, les habitants de l'ancienne capitale royale du Laos – ils sont environ 25 000 – s'apprêtaient à vaquer à leurs occupations quotidiennes, tandis que moines et moinesse en robes ondulantes regagnaient déjà leurs pénitentes, leurs bois à aumônes suffisamment garnis de nourriture pour la journée.

Compromis entre le sampan familial et le chaland transporteur, notre bateau faisait office d'omnibus reliant plusieurs villages sur les berges du fleuve. Plages et rochers alternent sur les rives en pente souvent douce, où quelques maisons se regroupent et où pour former un hameau à l'abri de la montée des eaux. Des barques légères se balançaient à l'amarrage, et les pêcheurs vérifiaient nasses et filets qu'un peu plus loin des femmes ravaudaient patiemment. A la fois attentif et décontracté, le timonier pilote avec adresse son esquif à travers les bancs de sable qui affluent. Assurément, il connaît tous les tours et détours de cette voie d'eau familière qu'il sillonne inlassablement en amont et en aval, le sourire aux lèvres. Au bout de deux heures de navigation sans histoire, il nous dépose – derniers passagers – au pied du sentier qui monte vers la Grotte aux mille Bouddhas. Amarré le bateau, il s'étend sur sa natte pour nous attendre à l'abri d'un soleil capricieux qui s'amuse avec des traînées de petits nuages clairs.

Là, où le Nam Ou rejoint le

Mékong, les grottes de Pak Ou composent un double sanctuaire qu'une longue dévotion populaire a peuplé de statues par dizaines et par centaines, peut-être autrefois par milliers. La caverne d'en haut, Vat Tham Ting, s'enfonce à l'horizontale, et la voûte s'abaisse pour former un autel naturel chichement éclairé par la flamme d'une poignée de lumignons.

Le trésor  
pillé

Sur la roche, des silhouettes dorées de l'Eveillé dansent en farandole entrecoupée de haltes méditatives, et la semi-obscurité pousse l'esprit à vagabonder. Naguère, il y avait ici – dit-on – des effigies d'or et d'argent, rehaussées de pierres précieuses, mais l'avidité de certains les a poussées au sacrilège : on a tant pillé ce trésor qu'aujourd'hui, une fois le visiteur sorti, une lourde grille protège l'accès à ce bout de territoire sacré.

La grotte d'en bas, Vat Tham Poun, s'élève, elle, à la verticale, comme happée par le vertige de l'appel d'un ciel qui, peut-être, se retrouve au sommet d'un boyau étroit et glissant s'estompant dans le noir. L'entrée de la caverne s'épanouit en un autre espace et capricieux, éclairé à l'oblique par des déchirures désordonnées dans les rochers. Ce chaos originel s'ordonne pourtant en étages brisés, socles aménagés pour des statues qui créent une saisissante armée de l'ombre. De niches en cavités, le Bouddha se multiplie et se démultiplie, mirage d'un instant privilégié quand un rayon de soleil fait brièvement scintiller les reflets mats des ors. Grandes ou petites, assises ou debout, les statues ont toutes cet air de famille typiquement lao – des formes élancées à l'élégance altière, des gestes d'une harmonie légère et le sourire esquissé. La plupart expriment d'ailleurs une attitude caractéristique, rare en d'autres terres bouddhistes, celle qui « appelle la pluie ».

Du surplomb avancé en terrasse qui domine le fleuve, par les trouées d'un feuillage échevelé, l'œil suit en bas le courant qui fait filer sampans et radeaux de bambou. Le Mékong, long fleuve tranquille... Notre bateau décroche, la rive s'éloigne, les grottes retrouvent leur silence – à la saison des pluies, des moines viennent y prendre leurs quartiers pour la traditionnelle retraite de trois mois, et les villageois des alentours pourvoient à leurs nécessités journalières.

Les craintes  
du timonier

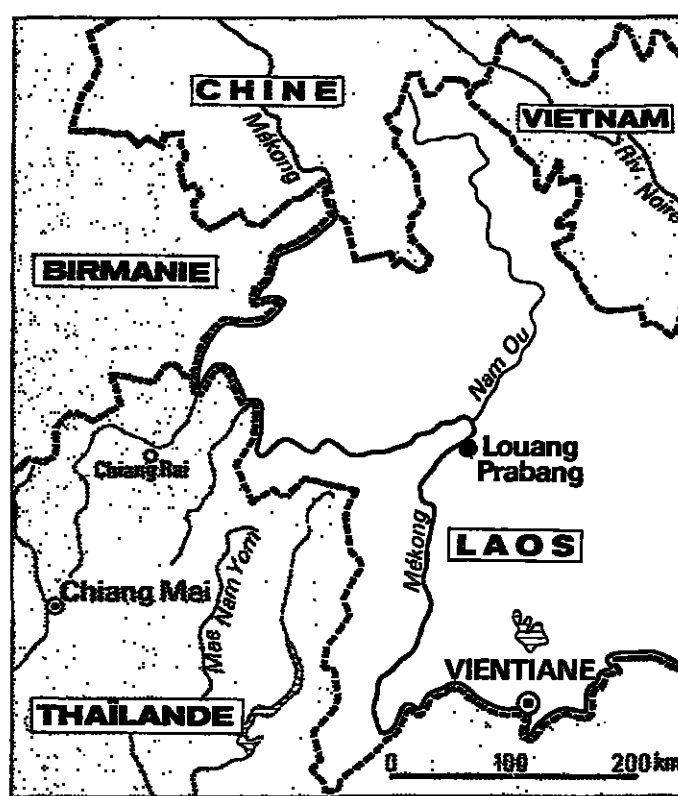
Soudain, c'est comme un frisson parcourant le ciel, qui s'obscurcit en un clin d'œil. Pareil à un fût en alerte, le timonier scrute l'horizon, des gouttes tombent lourdement sur le toit, l'homme donne un grand coup de barre, l'embarcation se cabre et fonce vers le rivage. Très vite, la tornade s'engouffre en charriant des rafales d'eau sous l'abri dont on baisse en hâte les planches servant de toit. Le moteur toussote et s'étrangle au moment où un souffle violent plaque le bateau contre la berge sablonneuse. Déjà trempés, le mousse et son copain, vêtements collés au corps, luttent contre le

vent pour caler le bâtiment. Ils reviennent dégoûtants, le souffle court et claquant des dents, nous expliquer par gestes et en souriant qu'il n'y a qu'une chose à faire : attendre que ça passe.

Si paisible il y a encore un moment, le paysage est franchement menaçant – le tonnerre pousse ses grandes orgues, les éclairs strient des nuages noirs qui s'entrechoquent, la grêle blanchit le sable de mille éclats, le bateau gémit. Et les hommes de se demander à quoi attribuer cet étrange coup de folie, tellement inhabituel en cette saison où le ciel est d'ordinaire immuablement bleu...

Une demi-heure plus tard, la tempête s'en est allée comme elle était venue, soudainement. Le vent est tombé, les vagues se sont apaisées, le ciel s'est dégagé, seuls quelques nuages témoignent de l'emportement de la bourrasque. Signe malaisé à déchiffrer ou avertissement des phis, ces génies aux humeurs changeantes gardiens des lieux, des rochers et des arbres profondément révéchés par les villageois ? Toujours est-il que notre batelier n'en revenait pas – de mémoire d'homme, il n'avait souvenance de pareille mésaventure.

Il n'était pas le seul. A Louang-Prabang, les cours de monastères ressemblaient à des parterres de soucis, tant les moines s'affairaient à ramasser les branches cassées, les tuiles tombées, les fleurs frites et les balustrades de bambou tordues. Au coin de la rue, du côté des cyclopoisses, on discutait ferme pour conclure à l'incompréhensible. Sous l'auvent d'un immeuble plus ou moins abandonné, orné d'une inscription aux couleurs fanées en caractères cyrilliques « Association d'amitié soviéto-lao », des enfants rieurs partageaient le souvenir encore frais de leur grande frayeur. Très circonspect, un chat fit mine de vouloir traverser la rue, avant de se raviser et de rentrer précipitamment dans l'échoppe d'où il s'apprêtait à sortir. « Vous savez, nous dit le marchand ambulant de glaces en un français chantant et du fleuve.



appris sous les drapeaux de la République, jamais je n'ai vu cela. C'est comme si le Mékong était devenu fou... »

Un million  
d'éléphants

De ses splendeurs passées, quand elle était la capitale de Lan Xang, le royaume du million d'éléphants, Louang-Prabang a gardé la vigueur fraîche d'une cité privilégiée. Elle affiche des airs de dame de cours minaudante aux abords de l'ancien palais royal devenu musée national, pour retrouver bien vite sa malice de jeune paysanne espiègle près du marché. Elle s'enorgueillit d'abriter en son sein quelques-uns des plus beaux fleurons de l'art lao, comme le Vat Xieng Thong en bordure de la ville et du fleuve.

Le monastère « de la ville du flamboyant » ou « de la porte de la cité », selon les appellations possibles, est sans conteste le joyau le plus achevé de Louang-Prabang. Fondation royale jusqu'à l'instauration du nouveau régime en 1975, l'ensemble monastique remonte au XVII<sup>e</sup> siècle et offre à l'amateur nombre d'occasions d'émervaillement. C'est d'abord l'explosion de couleurs qui surprend – la façade arrière du sanctuaire central, par exemple, décorée d'un magnifique arbre fait d'éclats de verre incrustés, témoignant à la fois d'une indéfectible ascendance populaire et d'un subtil raffinement.

A Vat Xieng Thong, l'intérieur n'a rien à envier à l'extérieur, tant les fresques or sur fond noir captivent le regard par la suavité de l'exécution.

Que ce soit la chapelle rouge, celle du char funéraire – l'au-delà doit paraître moins rébarbatif dans cet attelage princier – ou encore celle du Bouddha debout, elles

quelques jeunes moines s'activent sous un arbre à ouvrir des noix de coco, un bonze pensif se promène autour de l'autel aux offrandes, le soleil pare d'une poussière d'or les lourds vantaux sculptés qui se referment au crépuscule sur leurs trésors.

Le palais royal n'ouvre ses portes que brièvement, et à heures fixes, pour satisfaire la curiosité des rares visiteurs. On s'y déchausse à l'entrée, comme pour pénétrer dans un temple. De construction récente – les années 20 de ce siècle – il conjugue habilement les fastes d'un passé à peine légendaire et les commodités de la vie moderne.

D'inspiration locale, son architecture soignée lui vaut des volumes aérés et des dégagements clancés. Les bruits sont amortis par d'épais tapis le long du parcours bordé de vitrines où reposent cadeaux et trésors royaux, le tout méticuleusement étiqueté et dûment numéroté. Quelques superbes pièces archéologiques khmères font regretter de passer trop vite, tandis que dans une antichambre, des instruments de musique lao classique éveillent des nostalgies évanescences. Clin d'œil dans les appartements privés des anciens souverains, un imposant vase de Sèvres aux formes délicatement rebondies affiche près du col : « D'après M<sup>re</sup> Exaltier, 1889 ».

JEAN-CLAUDE BUHRER

Lire la suite page 18

## Carnet de route

Relativement à l'écart des sentiers battus du tourisme, le Laos offre au voyageur d'heureuses surprises. Il trouve à Vientiane une ambiance amicale, ponctuée d'escalades dans des restaurants où les patrons racontent le pays de naguère en un français châtié à l'accent mélodieux. Les jeunes générations penchent du côté de l'anglais, mais la nostalgie du français reste forte, et sur les marchés la baguette craque sous la dent. En dehors d'une cuisine d'inspiration française, la nourriture locale est à base de riz gluant, voisine des saveurs de la Thaïlande du Nord, un peu moins variée.

Pour se rendre au Laos, les formalités prennent moins de temps

à Bangkok qu'à Paris : quarante-huit heures, plus cinq photos et deux formulaires à remplir pour obtenir le visa en passant par une agence de voyages locale, qui s'occupera également de réserver le billet d'avion. Air Lao et Thai Airways, plus confortables, assurent des liaisons quotidiennes entre Bangkok et Vientiane.

Une fois sur place, l'organisation de la suite du voyage passe obligatoirement par Lao Tourisme, ou de la gentillesse et la bonne volonté suppléent quelque peu aux lenteurs administratives. Un vol quotidien (trente-cinq à quarante minutes) pour Louang-Prabang, la route (de douze heures à trois-quatre jours) n'étant ni bonne ni tout à fait

sûre. Découvrir la ville à pied ou en cyclopoisse. Et naturellement, en fonction du temps dont on dispose, mille choses à voir et à faire à Vientiane même, sans oublier Savannakhet ou encore Phonsavan, hôte obligée pour visiter la pleine des Jentes.

A lire pour se préparer : Francis Garnier, *Voyage d'exploration en Indochine*, Paris, La Découverte, 1985.

Henri Mouhot : *Voyages dans les royaumes de Siam, de Cambodge et de Laos*, Olizane, Genève, 1989 (réédition du livre publié en 1868 chez Hachette).

Pour s'orienter sur place, un excellent guide pratique (le seul pour l'instant) : Michel Blanchard, *Cambodge, Laos, Vietnam*. Arthaud, Paris, 1989.

On ne choisit pas AKIOU par hasard, les grands voyageurs le savent bien !

**AKIOU**  
L'ART DU BEAU VOYAGE

- INDONÉSIE - ARC DE LA SONDE  
Sumatra, Java, Bali, Célèbes  
18 jours Paris/Paris.  
22.900 Frs tout compris.  
Prestations Haut-de-Gamme.
- THAÏLANDE - LAOS  
Les pays du sourire  
Tribus du Nord et temples royaux  
19 jours Paris/Paris.  
25.500 Frs tout compris.  
Périple exceptionnel.
- LAOS - VIETNAM - CAMBODGE  
Les rêves du Mékong  
19 jours Paris/Paris.  
28.100 Frs tout compris.

Renseignements et catalogue AKIOU  
dans toutes les agences de voyages et  
au 47.59.47.47





SANS VISA

RENCONTRE

Claude Lagoutte et ses pinceaux chinois

Parcourant les continents, souvent à pied, ce peintre nie toute influence directe de ses voyages sur son travail. Pourtant, l'Asie marque profondément son œuvre.

«QUEL peintre faudrait-il ici pour rendre cette palette sourde de bruns froids : de noirs grisés par la poussière, de glacis garance où miroite parfois l'éclat d'un bijou ? Robes pourpres, prune, fuschia, moirés de terre de Sienné, peaux de chèvre désordonnées (Ribera ?), tissages multicolores dont la vulgarité claque avec chic sur les terres : amoncellement de textiles (je pense à Riva Boren). Les Tibétains campent naturellement et les vieillilles mamans tannées servent le thé salé.»

C'est un extrait du *Journal tibétain* que le peintre itinérant Claude Lagoutte (*Le Monde* du 2 septembre 1984 et du 4 juillet 1986) a rapporté du Toit du monde où il s'était introduit illégalement en 1983, avec un universitaire anglais de Kuala-Lumpur. Journal qu'il s'est soucieux comme d'une guigne de publier à son retour, se contentant de le laisser feuilleter à quelques personnes visitant son atelier de la Bastille, à Paris.

Et hop ! Il était déjà reparti pour son ambulation annuelle de plusieurs mois en Inde, suivie d'une marche sous la pluie quotidienne en Colombie-Britannique, parmi les Amérindiens, hier artistes géants, aujourd'hui alcooliques subventionnés ; puis, ce fut une exténuante découverte, à la pire saison, de la Malaisie et de l'Indonésie, embrayant sur une retraite dans de septentrionaux îlots britanniques ou dans cette arrière-Provence désertée, entre Côte d'Azur et Lubéron, qu'il trouve « belle de ne pas être belle » et d'où il a rapporté la plupart des toiles de sa prochaine exposition.

Vous aurez beau chercher, vous ne trouverez rien, absolument rien de « méridional » même au meilleur sens du terme (s'il existe, en art...) dans ces peintures sur châssis, comme poudrées à l'œil façon Bissière (1), en réalité tout bêtement brossées à l'acrylique. Le philosophe des sciences, François Dagognet, dans son livre *Rematérialiser*

(Ed. Vrin), s'est penché sur le travail de Claude Lagoutte et de quelques autres de ces « plasticiens » qui ont réinventé la matière, repris discrètement en compte son expressivité sans l'opposer à l'esprit, contrairement aux schémas européens longtemps dominants. Chez ces artistes, la matière a peut-être de nouveau une âme.

A-t-elle une sensualité ? Ce n'est pas toujours sûr. Chez Lagoutte, les sens trouvent cependant leur compte dans ces *Carnets de route* qu'il réalise presque à chaque étape de ses pérégrinations mais qu'il a tendance à considérer comme mineurs et qu'il ne se soucie que rarement d'exposer, encore moins de vendre. Seule une conservatrice du cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale a réussi à acquérir ses *Feuilles népalaises* (1982-1983).

Dans ces *Carnets*, également dans des « lettres » adressées à sa famille, à ses amis, le peintre-voyageur utilise le même style à encre de Chine noire pour les dessins et les textes, comme les artistes chinois classiques qui employaient le même pinceau pour la peinture et l'écriture, réunissant par ce média la matière et l'esprit. Ainsi, les notations mystiques de Lagoutte, suscitées par ses contacts tant avec les brahmines de l'Hindoustan qu'avec des dominicains français, font parfaitement bon ménage avec le croquis de son vélo devant un monument ruiné, des boots de journaux locaux, des horaires de bacs ou de bus.

Du pèlerinage hindou aux romans de Loti

L'apaisement spirituel apporté par le fameux (et non touristique) pèlerinage hindou de la Narmada, en Inde centrale - à l'occasion duquel le graphiste a réalisé un recueil communiquant une parfaite impression d'équilibre entre la pensée et l'action - a été suivi de pénibles marches dans la poussière, d'autant de cars bondés et sans amortisseurs, de nuits dans des auberges même

pas espagnoles... Le dessin-texte de Lagoutte restitue tout cela avec ce dégageant d'harmonie, comme on dirait un dégageant de fumée ou de parfum, qui est la grande force des peintres chinois. Et la sienné.

Des crêtes des Pyrénées aux rives du Congo, des dunes vierges du Sahara aux monuments égyptiens conquis dans le cambouis des millénaires, Lagoutte est allé un peu partout à la recherche des formes et des lumières et aussi de la connaissance philosophique. Cependant, ses encres d'Aries ou du Bosphore, ses « lettres » de telle abbaye normande ou de Paris présentent presque toutes une indéniable marque « asiatique ». Comme au fond sont également marqués d'« asiatisme », quoique d'une manière plus affinée encore, les jaunes éteints, les roses mortes, les gris-bleus de lichens, toutes couleurs dignes des pires déserts chinois ou contrastant, et qu'on retrouve dans les dernières séries de toiles de Lagoutte *Made in Provence*, en Paris, in Brittany, ou ailleurs.

Cet asiatisme est à mille lieues de tout exotisme. Et pourtant, à écouter ce que dit le peintre au cours d'un entretien sur France-Culture, en février, avec Olivier Germain-Thomas, à l'origine de cet asiatisme si fin, si élabore, il y a sans doute un lointain choc avec l'ailleurs : « Mon premier choc avec l'art, c'est à Rochefort-sur-Mer, ville de retraités coloniaux, que je l'ai sans doute éprouvé vers l'âge de dix ans. Mes parents, qui étaient commerçants, m'envoyaient parfois apporter une commande chez une certaine M<sup>me</sup> Sylvestre, veuve d'un résident de France qui avait été en poste au Cambodge au temps où Maitreux pillait les temples khmers. Cette dame vivait dans une vaste maison silencieuse. En passant devant les portes ouvertes du salon aux persiennes fermées, j'apercevais des statues d'Asie miroitant dans l'ombre, et surtout un énorme Bouddha qui m'appelaient vers d'autres mondes géographiques et intérieurs. »

Rochefort, c'est aussi la ville de



Pierre Loti. Comme lui, Lagoutte a commencé sa vie d'adulte en portant l'uniforme français sous les tropiques : « En 1986, c'est à cause de trois romans de Loti lus par hasard que j'ai renoncé à mon habituelle marche en Inde pour rester en Turquie » (2). La boucle était bouclée. L'asiatisme l'emportait plus que jamais et, en même temps, les racines récupéraient leur dû.

Après les piquages et collages « où le sujet est parfois le défilé de fabrication, l'enregistrement du temps qui passe », le peintre est revenu récemment au châssis, grâce auquel il exprime, avec plus de liberté que jamais, cette représentation du monde négligeant l'anecdote, où les formes identifiées ne gardent qu'une sorte de « présence », appelée ainsi faute de mieux.

« A quel peintre faire appel, demandait Lagoutte dans son *Journal tibétain*, pour exprimer « l'éclair d'une turquoise jaillie d'un manseau ou le blanc cassé d'un de ces bracelets faits de conques marines. Tabliers de femmes faits de trois bandes de laine cousues où, sous la patine de la crasse, jouent les rouges et les roses, qui laissent parfois éclater une rayure verte... » Quel peintre ? Mais vous, sans doute, M. Lagoutte... »

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ  
Claude Lagoutte exposera du 26 mars au 5 mai à la galerie Charles-Sablon, 21, avenue du Maine, 75015 Paris. Tél. : (1) 45-48-10-49.

(1) Roger Bissière (1888-1964) a évolué du cubisme à l'abstraction, utilisant des techniques particulières jusqu'à des « poudres diluées à l'œil, donnant une couleur crayeuse, fragile » (François Augier, *Une enfance au temps du Maréchal*, Editions Christian Bourgois, 1968).

(2) Le *Monde* a reproduit plusieurs dessins du *Carnet stambouliote* de Claude Lagoutte dans un supplément sur la Turquie, le 13 décembre 1986.



Paris Bangkok en 12h30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

23, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. : 44.20.70.15 - Réservations : 44.20.70.80 - 6 av. de Suède, Park Hotel 06012 Nice - Tél. : 95.16.27.77.

Prenez le temps de vivre !

Le Pays du temps de vivre existe : LA FINLANDE.

La terre et l'eau s'unissent en de vastes espaces de liberté où l'on se sent merveilleusement bien. L'accueil des Finlandais vous étonnera par sa chaleur et sa spontanéité.

La forêt profonde vous livre son silence bruisant... la Laponie n'est pas loin.

Bientôt, les lacs semés par milliers...

Ils porteront votre barque, votre voile. Au seuil de votre chalet, ils vous attendront pour le bain du matin, pour la pêche du soir.

Vous ne pourrez résister au parfait bien-être du sauna, combien vivifiant dans son contraste de chaleur et de fraîcheur.

Prenez votre temps, la nuit ne viendra pas vous surprendre : le soleil ne se couchera pas sur cette terre aux jours sans fin.

Vous vivez, vous respirez et c'est tout naturel.

OFFICE DU TOURISME DE FINLANDE  
13, rue Aubert 75009 PARIS  
Tél. : (1) 42 66 40 13  
Finlande 3615 Finlande

Quel que soit votre choix : avion, car-ferry avec votre voiture, train, voyage organisé, vous saurez tout sur vos prochaines vacances en nous retournant ce coupon.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_

Finlande  
naturellement votre



les gourmets font la différence

GLACES-SORBETS  
Dégustation - A emporter

RAIMO  
GLACIER  
de père en fils.

59/61, bd de Reuilly, 75012 PARIS  
Tél. 43-43-70-17  
M<sup>me</sup> DALMESSNIL (Fille-Eloise)

Islande

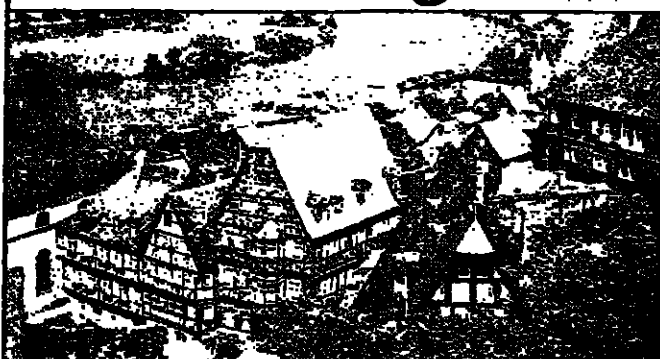
CIRCUIT AVANT-SAISON

5.140 F

8 JOURS PARIS-PARIS  
CIRCUIT SAFARI

ICELANDAIR  
9, boulevard des Capucines  
75002 PARIS  
Tél. : (1) 47.42.52 26

Allemagne.



Vacances plus.

SEJOURS  
Semaine/pension complète  
847 F\*

VOYAGES ORGANISÉS  
Week-end à BERLIN, en avion  
3.420 F

LOCATIONS  
Semaine / 4 personnes  
490 F\*

CARTE TOURISTE  
TOUTE L'ALLEMAGNE EN TRAIN  
4 JOURS / 2<sup>e</sup> classe  
580 F

\* Prix minimum - Cours : 10M : 130 F.F.  
Cochez la (les) case(s) qui vous intéressent(r) et joignez 20 F. en timbres, pour recevoir nos catalogues.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Rue \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

DZT OFFICE NATIONAL ALLEMAND DU TOURISME  
9, Boulevard de la Madeleine 75001 Paris - Tél. : (1) 40.20.01.88

# SANS VISA JEUX

## échecs

N° 1377

### IMPRÉPARATION

(Première partie du match de finale des candidats, Erevan-Len-pur, 8 mars 1990)

Blancs : J. TIMMAN  
Noirs : A. KARPOV

Partie espagnole.  
Variante fermée.

1. d4 d5 2. Cf3 Cc6 3. Fc4 Cb6 4. Fd3 Fd7 5. e4 e5 6. Fc4 Cc6 7. Fd3 Fd7 8. e4 e5 9. Fc4 Cc6 10. Fd3 Fd7 11. e4 e5 12. Fc4 Cc6 13. Fd3 Fd7 14. e4 e5 15. Fc4 Cc6 16. Fd3 Fd7 17. e4 e5 18. Fc4 Cc6 19. Fd3 Fd7 20. e4 e5 21. Fc4 Cc6 22. Fd3 Fd7 23. e4 e5 24. Fc4 Cc6 25. Fd3 Fd7 26. e4 e5 27. Fc4 Cc6 28. Fd3 Fd7 29. e4 e5 30. Fc4 Cc6 31. Fd3 Fd7 32. e4 e5 33. Fc4 Cc6 34. Fd3 Fd7 35. e4 e5 36. Fc4 Cc6 37. Fd3 Fd7 38. e4 e5 39. Fc4 Cc6 40. Fd3 Fd7 41. e4 e5 42. Fc4 Cc6 43. Fd3 Fd7 44. e4 e5 45. Fc4 Cc6 46. Fd3 Fd7 47. e4 e5 48. Fc4 Cc6 49. Fd3 Fd7 50. e4 e5 51. Fc4 Cc6 52. Fd3 Fd7 53. e4 e5 54. Fc4 Cc6 55. Fd3 Fd7 56. e4 e5 57. Fc4 Cc6 58. Fd3 Fd7 59. e4 e5 60. Fc4 Cc6 61. Fd3 Fd7 62. e4 e5 63. Fc4 Cc6 64. Fd3 Fd7 65. e4 e5 66. Fc4 Cc6 67. Fd3 Fd7 68. e4 e5 69. Fc4 Cc6 70. Fd3 Fd7 71. e4 e5 72. Fc4 Cc6 73. Fd3 Fd7 74. e4 e5 75. Fc4 Cc6 76. Fd3 Fd7 77. e4 e5 78. Fc4 Cc6 79. Fd3 Fd7 80. e4 e5 81. Fc4 Cc6 82. Fd3 Fd7 83. e4 e5 84. Fc4 Cc6 85. Fd3 Fd7 86. e4 e5 87. Fc4 Cc6 88. Fd3 Fd7 89. e4 e5 90. Fc4 Cc6 91. Fd3 Fd7 92. e4 e5 93. Fc4 Cc6 94. Fd3 Fd7 95. e4 e5 96. Fc4 Cc6 97. Fd3 Fd7 98. e4 e5 99. Fc4 Cc6 100. Fd3 Fd7 101. e4 e5 102. Fc4 Cc6 103. Fd3 Fd7 104. e4 e5 105. Fc4 Cc6 106. Fd3 Fd7 107. e4 e5 108. Fc4 Cc6 109. Fd3 Fd7 110. e4 e5 111. Fc4 Cc6 112. Fd3 Fd7 113. e4 e5 114. Fc4 Cc6 115. Fd3 Fd7 116. e4 e5 117. Fc4 Cc6 118. Fd3 Fd7 119. e4 e5 120. Fc4 Cc6 121. Fd3 Fd7 122. e4 e5 123. Fc4 Cc6 124. Fd3 Fd7 125. e4 e5 126. Fc4 Cc6 127. Fd3 Fd7 128. e4 e5 129. Fc4 Cc6 130. Fd3 Fd7 131. e4 e5 132. Fc4 Cc6 133. Fd3 Fd7 134. e4 e5 135. Fc4 Cc6 136. Fd3 Fd7 137. e4 e5 138. Fc4 Cc6 139. Fd3 Fd7 140. e4 e5 141. Fc4 Cc6 142. Fd3 Fd7 143. e4 e5 144. Fc4 Cc6 145. Fd3 Fd7 146. e4 e5 147. Fc4 Cc6 148. Fd3 Fd7 149. e4 e5 150. Fc4 Cc6 151. Fd3 Fd7 152. e4 e5 153. Fc4 Cc6 154. Fd3 Fd7 155. e4 e5 156. Fc4 Cc6 157. Fd3 Fd7 158. e4 e5 159. Fc4 Cc6 160. Fd3 Fd7 161. e4 e5 162. Fc4 Cc6 163. Fd3 Fd7 164. e4 e5 165. Fc4 Cc6 166. Fd3 Fd7 167. e4 e5 168. Fc4 Cc6 169. Fd3 Fd7 170. e4 e5 171. Fc4 Cc6 172. Fd3 Fd7 173. e4 e5 174. Fc4 Cc6 175. Fd3 Fd7 176. e4 e5 177. Fc4 Cc6 178. Fd3 Fd7 179. e4 e5 180. Fc4 Cc6 181. Fd3 Fd7 182. e4 e5 183. Fc4 Cc6 184. Fd3 Fd7 185. e4 e5 186. Fc4 Cc6 187. Fd3 Fd7 188. e4 e5 189. Fc4 Cc6 190. Fd3 Fd7 191. e4 e5 192. Fc4 Cc6 193. Fd3 Fd7 194. e4 e5 195. Fc4 Cc6 196. Fd3 Fd7 197. e4 e5 198. Fc4 Cc6 199. Fd3 Fd7 200. e4 e5 201. Fc4 Cc6 202. Fd3 Fd7 203. e4 e5 204. Fc4 Cc6 205. Fd3 Fd7 206. e4 e5 207. Fc4 Cc6 208. Fd3 Fd7 209. e4 e5 210. Fc4 Cc6 211. Fd3 Fd7 212. e4 e5 213. Fc4 Cc6 214. Fd3 Fd7 215. e4 e5 216. Fc4 Cc6 217. Fd3 Fd7 218. e4 e5 219. Fc4 Cc6 220. Fd3 Fd7 221. e4 e5 222. Fc4 Cc6 223. Fd3 Fd7 224. e4 e5 225. Fc4 Cc6 226. Fd3 Fd7 227. e4 e5 228. Fc4 Cc6 229. Fd3 Fd7 230. e4 e5 231. Fc4 Cc6 232. Fd3 Fd7 233. e4 e5 234. Fc4 Cc6 235. Fd3 Fd7 236. e4 e5 237. Fc4 Cc6 238. Fd3 Fd7 239. e4 e5 240. Fc4 Cc6 241. Fd3 Fd7 242. e4 e5 243. Fc4 Cc6 244. Fd3 Fd7 245. e4 e5 246. Fc4 Cc6 247. Fd3 Fd7 248. e4 e5 249. Fc4 Cc6 250. Fd3 Fd7 251. e4 e5 252. Fc4 Cc6 253. Fd3 Fd7 254. e4 e5 255. Fc4 Cc6 256. Fd3 Fd7 257. e4 e5 258. Fc4 Cc6 259. Fd3 Fd7 260. e4 e5 261. Fc4 Cc6 262. Fd3 Fd7 263. e4 e5 264. Fc4 Cc6 265. Fd3 Fd7 266. e4 e5 267. Fc4 Cc6 268. Fd3 Fd7 269. e4 e5 270. Fc4 Cc6 271. Fd3 Fd7 272. e4 e5 273. Fc4 Cc6 274. Fd3 Fd7 275. e4 e5 276. Fc4 Cc6 277. Fd3 Fd7 278. e4 e5 279. Fc4 Cc6 280. Fd3 Fd7 281. e4 e5 282. Fc4 Cc6 283. Fd3 Fd7 284. e4 e5 285. Fc4 Cc6 286. Fd3 Fd7 287. e4 e5 288. Fc4 Cc6 289. Fd3 Fd7 290. e4 e5 291. Fc4 Cc6 292. Fd3 Fd7 293. e4 e5 294. Fc4 Cc6 295. Fd3 Fd7 296. e4 e5 297. Fc4 Cc6 298. Fd3 Fd7 299. e4 e5 300. Fc4 Cc6 301. Fd3 Fd7 302. e4 e5 303. Fc4 Cc6 304. Fd3 Fd7 305. e4 e5 306. Fc4 Cc6 307. Fd3 Fd7 308. e4 e5 309. Fc4 Cc6 310. Fd3 Fd7 311. e4 e5 312. Fc4 Cc6 313. Fd3 Fd7 314. e4 e5 315. Fc4 Cc6 316. Fd3 Fd7 317. e4 e5 318. Fc4 Cc6 319. Fd3 Fd7 320. e4 e5 321. Fc4 Cc6 322. Fd3 Fd7 323. e4 e5 324. Fc4 Cc6 325. Fd3 Fd7 326. e4 e5 327. Fc4 Cc6 328. Fd3 Fd7 329. e4 e5 330. Fc4 Cc6 331. Fd3 Fd7 332. e4 e5 333. Fc4 Cc6 334. Fd3 Fd7 335. e4 e5 336. Fc4 Cc6 337. Fd3 Fd7 338. e4 e5 339. Fc4 Cc6 340. Fd3 Fd7 341. e4 e5 342. Fc4 Cc6 343. Fd3 Fd7 344. e4 e5 345. Fc4 Cc6 346. Fd3 Fd7 347. e4 e5 348. Fc4 Cc6 349. Fd3 Fd7 350. e4 e5 351. Fc4 Cc6 352. Fd3 Fd7 353. e4 e5 354. Fc4 Cc6 355. Fd3 Fd7 356. e4 e5 357. Fc4 Cc6 358. Fd3 Fd7 359. e4 e5 360. Fc4 Cc6 361. Fd3 Fd7 362. e4 e5 363. Fc4 Cc6 364. Fd3 Fd7 365. e4 e5 366. Fc4 Cc6 367. Fd3 Fd7 368. e4 e5 369. Fc4 Cc6 370. Fd3 Fd7 371. e4 e5 372. Fc4 Cc6 373. Fd3 Fd7 374. e4 e5 375. Fc4 Cc6 376. Fd3 Fd7 377. e4 e5 378. Fc4 Cc6 379. Fd3 Fd7 380. e4 e5 381. Fc4 Cc6 382. Fd3 Fd7 383. e4 e5 384. Fc4 Cc6 385. Fd3 Fd7 386. e4 e5 387. Fc4 Cc6 388. Fd3 Fd7 389. e4 e5 390. Fc4 Cc6 391. Fd3 Fd7 392. e4 e5 393. Fc4 Cc6 394. Fd3 Fd7 395. e4 e5 396. Fc4 Cc6 397. Fd3 Fd7 398. e4 e5 399. Fc4 Cc6 400. Fd3 Fd7 401. e4 e5 402. Fc4 Cc6 403. Fd3 Fd7 404. e4 e5 405. Fc4 Cc6 406. Fd3 Fd7 407. e4 e5 408. Fc4 Cc6 409. Fd3 Fd7 410. e4 e5 411. Fc4 Cc6 412. Fd3 Fd7 413. e4 e5 414. Fc4 Cc6 415. Fd3 Fd7 416. e4 e5 417. Fc4 Cc6 418. Fd3 Fd7 419. e4 e5 420. Fc4 Cc6 421. Fd3 Fd7 422. e4 e5 423. Fc4 Cc6 424. Fd3 Fd7 425. e4 e5 426. Fc4 Cc6 427. Fd3 Fd7 428. e4 e5 429. Fc4 Cc6 430. Fd3 Fd7 431. e4 e5 432. Fc4 Cc6 433. Fd3 Fd7 434. e4 e5 435. Fc4 Cc6 436. Fd3 Fd7 437. e4 e5 438. Fc4 Cc6 439. Fd3 Fd7 440. e4 e5 441. Fc4 Cc6 442. Fd3 Fd7 443. e4 e5 444. Fc4 Cc6 445. Fd3 Fd7 446. e4 e5 447. Fc4 Cc6 448. Fd3 Fd7 449. e4 e5 450. Fc4 Cc6 451. Fd3 Fd7 452. e4 e5 453. Fc4 Cc6 454. Fd3 Fd7 455. e4 e5 456. Fc4 Cc6 457. Fd3 Fd7 458. e4 e5 459. Fc4 Cc6 460. Fd3 Fd7 461. e4 e5 462. Fc4 Cc6 463. Fd3 Fd7 464. e4 e5 465. Fc4 Cc6 466. Fd3 Fd7 467. e4 e5 468. Fc4 Cc6 469. Fd3 Fd7 470. e4 e5 471. Fc4 Cc6 472. Fd3 Fd7 473. e4 e5 474. Fc4 Cc6 475. Fd3 Fd7 476. e4 e5 477. Fc4 Cc6 478. Fd3 Fd7 479. e4 e5 480. Fc4 Cc6 481. Fd3 Fd7 482. e4 e5 483. Fc4 Cc6 484. Fd3 Fd7 485. e4 e5 486. Fc4 Cc6 487. Fd3 Fd7 488. e4 e5 489. Fc4 Cc6 490. Fd3 Fd7 491. e4 e5 492. Fc4 Cc6 493. Fd3 Fd7 494. e4 e5 495. Fc4 Cc6 496. Fd3 Fd7 497. e4 e5 498. Fc4 Cc6 499. Fd3 Fd7 500. e4 e5 501. Fc4 Cc6 502. Fd3 Fd7 503. e4 e5 504. Fc4 Cc6 505. Fd3 Fd7 506. e4 e5 507. Fc4 Cc6 508. Fd3 Fd7 509. e4 e5 510. Fc4 Cc6 511. Fd3 Fd7 512. e4 e5 513. Fc4 Cc6 514. Fd3 Fd7 515. e4 e5 516. Fc4 Cc6 517. Fd3 Fd7 518. e4 e5 519. Fc4 Cc6 520. Fd3 Fd7 521. e4 e5 522. Fc4 Cc6 523. Fd3 Fd7 524. e4 e5 525. Fc4 Cc6 526. Fd3 Fd7 527. e4 e5 528. Fc4 Cc6 529. Fd3 Fd7 530. e4 e5 531. Fc4 Cc6 532. Fd3 Fd7 533. e4 e5 534. Fc4 Cc6 535. Fd3 Fd7 536. e4 e5 537. Fc4 Cc6 538. Fd3 Fd7 539. e4 e5 540. Fc4 Cc6 541. Fd3 Fd7 542. e4 e5 543. Fc4 Cc6 544. Fd3 Fd7 545. e4 e5 546. Fc4 Cc6 547. Fd3 Fd7 548. e4 e5 549. Fc4 Cc6 550. Fd3 Fd7 551. e4 e5 552. Fc4 Cc6 553. Fd3 Fd7 554. e4 e5 555. Fc4 Cc6 556. Fd3 Fd7 557. e4 e5 558. Fc4 Cc6 559. Fd3 Fd7 560. e4 e5 561. Fc4 Cc6 562. Fd3 Fd7 563. e4 e5 564. Fc4 Cc6 565. Fd3 Fd7 566. e4 e5 567. Fc4 Cc6 568. Fd3 Fd7 569. e4 e5 570. Fc4 Cc6 571. Fd3 Fd7 572. e4 e5 573. Fc4 Cc6 574. Fd3 Fd7 575. e4 e5 576. Fc4 Cc6 577. Fd3 Fd7 578. e4 e5 579. Fc4 Cc6 580. Fd3 Fd7 581. e4 e5 582. Fc4 Cc6 583. Fd3 Fd7 584. e4 e5 585. Fc4 Cc6 586. Fd3 Fd7 587. e4 e5 588. Fc4 Cc6 589. Fd3 Fd7 590. e4 e5 591. Fc4 Cc6 592. Fd3 Fd7 593. e4 e5 594. Fc4 Cc6 595. Fd3 Fd7 596. e4 e5 597. Fc4 Cc6 598. Fd3 Fd7 599. e4 e5 600. Fc4 Cc6 601. Fd3 Fd7 602. e4 e5 603. Fc4 Cc6 604. Fd3 Fd7 605. e4 e5 606. Fc4 Cc6 607. Fd3 Fd7 608. e4 e5 609. Fc4 Cc6 610. Fd3 Fd7 611. e4 e5 612. Fc4 Cc6 613. Fd3 Fd7 614. e4 e5 615. Fc4 Cc6 616. Fd3 Fd7 617. e4 e5 618. Fc4 Cc6 619. Fd3 Fd7 620. e4 e5 621. Fc4 Cc6 622. Fd3 Fd7 623. e4 e5 624. Fc4 Cc6 625. Fd3 Fd7 626. e4 e5 627. Fc4 Cc6 628. Fd3 Fd7 629. e4 e5 630. Fc4 Cc6 631. Fd3 Fd7 632. e4 e5 633. Fc4 Cc6 634. Fd3 Fd7 635. e4 e5 636. Fc4 Cc6 637. Fd3 Fd7 638. e4 e5 639. Fc4 Cc6 640. Fd3 Fd7 641. e4 e5 642. Fc4 Cc6 643. Fd3 Fd7 644. e4 e5 645. Fc4 Cc6 646. Fd3 Fd7 647. e4 e5 648. Fc4 Cc6 649. Fd3 Fd7 650. e4 e5 651. Fc4 Cc6 652. Fd3 Fd7 653. e4 e5 654. Fc4 Cc6 655. Fd3 Fd7 656. e4 e5 657. Fc4 Cc6 658. Fd3 Fd7 659. e4 e5 660. Fc4 Cc6 661. Fd3 Fd7 662. e4 e5 663. Fc4 Cc6 664. Fd3 Fd7 665. e4 e5 666. Fc4 Cc6 667. Fd3 Fd7 668. e4 e5 669. Fc4 Cc6 670. Fd3 Fd7 671. e4 e5 672. Fc4 Cc6 673. Fd3 Fd7 674. e4 e5 675. Fc4 Cc6 676. Fd3 Fd7 677. e4 e5 678. Fc4 Cc6 679. Fd3 Fd7 680. e4 e5 681. Fc4 Cc6 682. Fd3 Fd7 683. e4 e5 684. Fc4 Cc6 685. Fd3 Fd7 686. e4 e5 687. Fc4 Cc6 688. Fd3 Fd7 689. e4 e5 690. Fc4 Cc6 691. Fd3 Fd7 692. e4 e5 693. Fc4 Cc6 694. Fd3 Fd7 695. e4 e5 696. Fc4 Cc6 697. Fd3 Fd7 698. e4 e5 699. Fc4 Cc6 700. Fd3 Fd7 701. e4 e5 702. Fc4 Cc6 703. Fd3 Fd7 704. e4 e5 705. Fc4 Cc6 706. Fd3 Fd7 707. e4 e5 708. Fc4 Cc6 709. Fd3 Fd7 710. e4 e5 711. Fc4 Cc6 712. Fd3 Fd7 713. e4 e5 714. Fc4 Cc6 715. Fd3 Fd7 716. e4 e5 717. Fc4 Cc6 718. Fd3 Fd7 719. e4 e5 720. Fc4 Cc6 721. Fd3 Fd7 722. e4 e5 723. Fc4 Cc6 724. Fd3 Fd7 725. e4 e5 726. Fc4 Cc6 727. Fd3 Fd7 728. e4 e5 729. Fc4 Cc6 730. Fd3 Fd7 731. e4 e5 732. Fc4 Cc6 733. Fd3 Fd7 734. e4 e5 735. Fc4 Cc6 736. Fd3 Fd7 737. e4 e5 738. Fc4 Cc6 739. Fd3 Fd7 740. e4 e5 741. Fc4 Cc6 742. Fd3 Fd7 743. e4 e5 744. Fc4 Cc6 745. Fd3 Fd7 746. e4 e5 747. Fc4 Cc6 748. Fd3 Fd7 749. e4 e5 750. Fc4 Cc6 751. Fd3 Fd7 752. e4 e5 753. Fc4 Cc6 754. Fd3 Fd7 755. e4 e5 756. Fc4 Cc6 757. Fd3 Fd7 758. e4 e5 759. Fc4 Cc6 760. Fd3 Fd7 761. e4 e5 762. Fc4 Cc6 763. Fd3 Fd7 764. e4 e5 765. Fc4 Cc6 766. Fd3 Fd7 767. e4 e5 768. Fc4 Cc6 769. Fd3 Fd7 770. e4 e5 771. Fc4 Cc6 772. Fd3 Fd7 773. e4 e5 774. Fc4 Cc6 775. Fd3 Fd7 776. e4 e5 777. Fc4 Cc6 778. Fd3 Fd7 779. e4 e5 780. Fc4 Cc6 781. Fd3 Fd7 782. e4 e5 783. Fc4 Cc6 784. Fd3 Fd7 785. e4 e5 786. Fc4 Cc6 787. Fd3 Fd7 788. e4 e5 789. Fc4 Cc6 790. Fd3 Fd7 791. e4 e5 792. Fc4 Cc6 793. Fd3 Fd7 794. e4 e5 795. Fc4 Cc6 796. Fd3 Fd7 797. e4 e5 798. Fc4 Cc6 799. Fd3 Fd7 800. e4 e5 801. Fc4 Cc6 802. Fd3 Fd7 803. e4 e5 804. Fc4 Cc6 805. Fd3 Fd7 806. e4 e5 807. Fc4 Cc6 808. Fd3 Fd7 809. e4 e5 810. Fc4 Cc6 811. Fd3 Fd7 812. e4 e5 813. Fc4 Cc6 814. Fd3 Fd7 815. e4 e5 816. Fc4 Cc6 817. Fd3 Fd7 818. e4 e5 819. Fc4 Cc6 820. Fd3 Fd7 821. e4 e5 822. Fc4 Cc6 823. Fd3 Fd7 824. e4 e5 825. Fc4 Cc6 826. Fd3 Fd7 827. e4 e5 828. Fc4 Cc6 829. Fd3 Fd7 830. e4 e5 831. Fc4 Cc6 832. Fd3 Fd7 833. e4 e5 834. Fc4 Cc6 835. Fd3 Fd7 836. e4 e5 837. Fc4 Cc6 838. Fd3 Fd7 839. e4 e5 840. Fc4 Cc6 841. Fd3 Fd7 842. e4 e5 843. Fc4 Cc6 844. Fd3 Fd7 845. e4 e5 846. Fc4 Cc6 847. Fd3 Fd7 848. e4 e5 849. Fc4 Cc6 850. Fd3 Fd7 851. e4 e5 852. Fc4 Cc6 853. Fd3 Fd7 854. e4 e5 855. Fc4 Cc6 856. Fd3 Fd7 857. e4 e5 858. Fc4 Cc6 859. Fd3 Fd7 860. e4 e5 861. Fc4 Cc6 862. Fd3 Fd7 863. e4 e5 864. Fc4 Cc6 865. Fd3 Fd7 866. e4 e5 867. Fc4 Cc6 868. Fd3 Fd7 869. e4 e5 870. Fc4 Cc6 871. Fd3 Fd7 872. e4 e5 873. Fc4 Cc6 874. Fd3 Fd7 875. e4 e5 876. Fc4 Cc6 877. Fd3 Fd7 878. e4 e5 879. Fc4 Cc6 880. Fd3 Fd7 881. e4 e5 882. Fc4 Cc6 883. Fd3 Fd7 884. e4 e5 885. Fc4 Cc6 886. Fd3 Fd7 887. e4 e5 888. Fc4 Cc6 889. Fd3 Fd7 890. e4 e5 891. Fc4 Cc6 892. Fd3 Fd7 893. e4 e5 894. Fc4 Cc6 895. Fd3 Fd7 896. e4 e5 897. Fc4 Cc6 898. Fd3 Fd7 899. e4 e5 900. Fc4 Cc6 901. Fd3 Fd7 902. e4 e5 903. Fc4 Cc6 904. Fd3 Fd7 905. e4 e5 906. Fc4 Cc6 907. Fd3 Fd7 908. e4 e5 909. Fc4 Cc6 910. Fd3 Fd7 911. e4 e5 912. Fc4 Cc6 913. Fd3 Fd7 914. e4 e5 915. Fc4 Cc6 916. Fd3 Fd7 917. e4 e5 918. Fc4 Cc6 919. Fd3 Fd7 920. e4 e5 921. Fc4 Cc6 922. Fd3 Fd7 923. e4 e5 924. Fc4 Cc6 925. Fd3 Fd7 926. e4 e5 927. Fc4 Cc6 928. Fd3 Fd7 929. e4 e5 930. Fc4 Cc6 931. Fd3 Fd7 932. e4 e5 933. Fc4 Cc6 934. Fd3 Fd7 935. e4 e5 936. Fc4 Cc6 937. Fd3 Fd7 938. e4 e5 939. Fc4 Cc6 940. Fd3 Fd7 941. e4 e5 942. Fc4 Cc6 943. Fd3 Fd7 944. e4 e5 945. Fc4 Cc6 946. Fd3 Fd7 947. e4 e5 948. Fc4 Cc6 949. Fd3 Fd7 950. e4 e5 951. Fc4 Cc6 952. Fd3 Fd7 953. e4 e5 954. Fc4 Cc6 955. Fd3 Fd7 956. e4 e5 957. Fc4 Cc6 958. Fd3 Fd7 959. e4 e5 960. Fc4 Cc6 961. Fd3 Fd7 962. e4 e5 963. Fc4 Cc6 964. Fd3 Fd7 965. e4 e5 966. Fc4 Cc6 967. Fd3 Fd7 968. e4 e5 969. Fc4 Cc6 970. Fd3 Fd7 971. e4 e5 972. Fc4 Cc6 973. Fd3 Fd7 974. e4 e5 975. Fc4 Cc6 976. Fd3 Fd7 977. e4 e5 978. Fc4 Cc6 979. Fd3 Fd7 980. e4 e5 981. Fc4 Cc6 982. Fd3 Fd7 983. e4 e5 984. Fc4 Cc6 985. Fd3 Fd7 986. e4 e5 987. Fc4 Cc6 988. Fd3 Fd7 989. e4 e5 990. Fc4 Cc6 991. Fd3 Fd7 992. e4 e5 993. Fc4 Cc6 994. Fd3 Fd7 995. e4 e5 996. Fc4 Cc6 997. Fd3 Fd7 998. e4 e5 999. Fc4 Cc6 1000. Fd3 Fd7

### NOTES

a) L'ancien champion du monde a peu de goût pour le « système ouvert » (5...Cxd4) sauf avec les Blancs ; la « variante fermée » dans laquelle il baigne comme un poisson dans l'eau correspond parfaitement à son style.

b) 9...Ca5 ; 9...Cd7 ; 9...Cb8 ; 9...b6 ; 9...f6, sont d'autres possibilités.

c) Dans cette suite moderne, les Blancs acceptent déjà l'idée de la partie nulle par répétition de coups : 11. Cg5, Td8 ; 12. Cg7, Td8 ; 13. Cg5, Td8. Cependant, dans une partie Ehlvest-Karpov (championnat de l'URSS,

1988), les Blancs refusèrent la nulle par 12...Cd7 ; 13. Cb-d2, dxd4 ; 14. cxd4, Cb4 ; 15. Cf1, c5.

d) On 12. a3, g6 ; 13. Fc2, Fg7 ; 13. d5, Cc7 ; 14. c4, g6 ; 15. dxc6, Cxc6 ; 16. b4, Tg8 (Benjamin-Ivanov, Philadelphie, 1988). L'attaque du pion b5 est courante. 12. d5 est jouable comme 12. Fc2.

e) Sur 13. d5, le C-D revient en d7 via b8 mais 13...Ca7 ! est aussi à examiner : 14. Cf1, c6 ; 15. Ch2, cxd5 ; 16. dxd5, Cg8 (Nunn-Smolov, 1986).

f) Une idée supérieure à 13...Cb8 : 14. Fd3, c6 ; 15. Cf1, Cb-d7 ; 16. Cg3, Dd7 ; 17. Fd2, g6 ; 18. Dc1, Rh7 avec un léger avantage aux Blancs (Karpov-Karpov, 1985, nouvelle du match) et à 13...Tb8 : 14. axb5, axb5 ; 15. Fd3 qui donne également aux Blancs un avantage (Timman-Karpov, Tilburg, 1986).

g) On 14. Cxd4, Cxd4 ; 15. cxd4, c5 ; 16. d5, Cc7 ; 17. b5, g6 (et non 17...f5 ?) ; 18. Fb2, Cg8 ; 19. Df3, fxd4 ; 20. Cxd4, Cxd4 ? (20...Dd5 valait mieux) ; 21. Txd4, Dd5 ; 22. Td4, Dd5 ; 23. Dg5, abandon. (Gindin-Defina, Dubaï, 1986).

h) Dans de nombreuses parties, les Blancs choisissent avec succès divers la continuation 15...c5 ; 16. d5, Cd7 ; 17. Td3, c4 ; 18. axb5, axb5 ; 19. Cxd4, Dd6 ou Txd3. D'autres poursuivent ici par 15...Cb8 ; 16. b4, Cb-d7 ; 17. Fb2, g6. En 1989, Karpov repartit systématiquement dans plusieurs parties la suite 15...bxd4 ; 16. Txd4, a5

afin de donner à son C-D la case active b4.

i) Une idée connue : en a3, la T-D peut renforcer la pression sur la colonne e via d3.

j) De manière symétrique mais avec encore plus de force, cette manœuvre de la T-D, qui crée la possibilité 18...Dd8 avec quadruple attaque du pion e4, a été expérimentée plusieurs fois par Karpov en 1986 et par Karpov en 1989.

k) Dans cette position connue, les Blancs souffrent apparemment d'un étonnant manque de préparation ; refusant les suites éprouvées comme 18. Td4-d3 (Balachov-Karpov, championnat d'URSS 1983), 18. Ch2 (Hjartarson-Karpov, Seattle 1989 et Iwantschik-Karpov, Linares 1989), le grand maître hollandais se lance dans des complications douteuses en sacrifiant le pion e4. Naturellement 18. d5 est possible : 18...c6 ; 19. dxc6, Fc6 ; 20. Cxd4, Fd7 ; 21. Td4-d3, g6 ; 22. Cg1, Fg7 ; 23. Cg3 avec égalité. L'avance 18. d5 semble prématurée : 18...dxd5 ; 19. dxd5, Cd7 ; 20. Cg3, Fd5 ; 21. C



CULTURE

MUSIQUES

Ah ! le grand médecin

« Le Malade imaginaire » au Châtelet avec les fastes, musique et danses de Marc-Antoine Charpentier

Les enchanteurs d'Athys, William Christie, Jean-Marie Villégier et Francine Lancelot, se retrouvent au Châtelet pour nous donner le fastueux spectacle d'un *Malade imaginaire* remonté pour la première fois tel qu'il apparut à la création, jusqu'au jour fatal où, dans la cérémonie finale, le pauvre malade, Molière, cracha le sang et s'en alla mourir chez lui.

C'était, en effet, alors, une comédie « mêlée de musique et de danse », composées par Marc-Antoine Charpentier, dont une partie importante n'a été retrouvée que très récemment par le musicologue américain John Powell dans un recueil manuscrit de la Comédie-Française. Le spectacle durait (et dure toujours) quatre heures et réclamait une profusion de danseurs comme d'instrumentistes, ce qui militait en faveur d'une réduction à la seule pièce de Molière. Mais pour nous, c'est un privilège de pouvoir retrouver la comédie-ballet dans toute sa splendeur, comme l'a passé au Festival d'Aix-en-Provence la Reine des fets de Purcell (le Monde du 11 juillet).



le temps et dans l'espace. Dans le temps, le long prologue peut inquiéter qui est venu surtout voir une pièce de Molière, mais l'attente est ensuite agitée entre l'action parlée et les divertissements, qui délassent et enchantent.

Dans l'espace, l'équilibre est moins certain. Pour déployer tous les fastes de la danse, avec la profusion des merveilleux costumes de Patrice Cauchetier, dont chacun mérite d'être contemplé, Carlo Tommasi utilise toute la profondeur du Châtelet en une très longue salle de danse reposant sur des piliers de béton, avec un plafond bas à l'arrière et de superbes éclairages rasants. D'où une impression de splendeur italienne, de couleurs d'étoffes rares qui s'accroissent bien avec les murmures des violons, des luths et des flûtes, les chansons humoristiques des hautbois et bassons, les chœurs opulents et flexibles des *Arts florissans*.

Mais lorsque la haute marée des chants et des danses se retire, cet immense décor paraît assez vide et dur. Les acteurs s'y trouvent un peu perdus et ont quelque mal à endosser leur personnage, même s'ils donnent une agréable réplique à Jean Dautremay. Ce malade, d'ailleurs, suffit à nous ravir, naïf et finaud à la fois, berné et enfantin, mais rebondissant comme un lutin, finalement ravi d'être entraîné dans la comédie qu'il s'est donnée.

Pourtant le dernier mot reste à la musique et à la danse, peut-être

parce que les *Arts florissans*, comme *Ris et danceries*, constituent aujourd'hui des troupes à l'apogée de leur travail et de leur talent. Les uns sous la direction royale de William Christie en perquage, dans son bel habit blanc frappé du soleil louis-quatorzien ou en maître de l'Ordre des médecins revêtu d'une pourpre cardinalice; les autres dansant sur les pas de Francine Lancelot, qui n'a peut-être jamais atteint à cette grâce et à ce naturel, à cette harmonie prodigieuse des figures.

On aimerait revenir un jour longuement sur la musique de Marc-Antoine Charpentier qui égale ici

celle des comédies-ballets de Lully avec un abattage exceptionnel, tant dans la cérémonie finale que dans la scène où Polichinelle (l'éblouissant Alain Trédou) se bat avec les violons puis avec les policiers. Bornons-nous à égrener les noms bien connus des chanteurs qui nous ont toujours ravis avec Christie, Monique Zanetti, Howard Crook, Jean-François Gardell, Bernard Deletré, Dominique Visse et tous les autres.

JACQUES LONCHAMPT

Prochaines représentations : les 23, 24, 27, 28, 29, 30, 31 mars; 3, 4, 5, 6, 7 avril à 20 heures. Les 25 mars, 1<sup>er</sup> et 8 avril à 14 h 30.

Les débuts de Benjamin Pasternack

Encore peu connu, ce jeune pianiste doit se contenter de petites salles. C'est une chance

Benjamin Pasternack a fait ses débuts parisiens salle Gaveau. Une chance qu'il ne soit pas davantage connu : son cachet modeste fait qu'il peut encore jouer dans une salle aux dimensions humaines, à l'acoustique précise et chaleureuse. Vainqueur, l'an dernier, du premier World Master, un concours réservé à des jeunes pianistes déjà lauréats d'autres concours internationaux (en l'occurrence, ce jeune Américain avait gagné, l'année précédente, le premier prix du concours Busoni, à Bolzano, en Italie, une manifestation qui a distingué dans le passé Jorg Demus, Martha Argerich, Lyla Zilberstein, François-Joël Thiollier). Pasternack a été disciple assidu de Mieczyslaw Horowitz, l'un des plus belles figures de musique de ce siècle (il est aujourd'hui de quatre-vingt-dix ans, il continue d'arpenter le monde pour donner des récitals devant des salles comblées et émus).

Ce pianiste de trente-cinq ans joue avec une absence d'emphase, une sonorité limpide qui touche juste. Plus articulé, vif et svelte que symphonique et coloré, son jeu s'impose par son classicisme. Pasternack cherche à jamais à faire impression par des gestes, des attitudes étrangères à la musique. Il semble chercher, pour chaque œuvre, la juste couleur sans se préoccuper du relatif effort demandé parfois à son public. Il évoque certains de ses confrères de l'ancien temps, Arthur Schnabel, Clara Haskil, Yves Nat, qui, par-delà leurs différences de style, étaient à la poursuite du même idéal, de la même pureté expressive.

Cette attitude intransigeante n'est guère de mise aujourd'hui. Pasternack en récolte les fruits. De mouvement en mouvement, son jeu s'affirme, ses intentions se dévoilent. Chacune de ses interprétations éclaire la précédente : il joue les mazurkas de Chopin sans raffinement excessif comme si Mozart ou Bach les avaient écrites, mais trouve dans la *Barcarolle* des sonorités liquides, des phrases immaculées, impalpables, rêveuses. Voilà un pianiste qui pense : « le style, c'est l'œuvre ».

Benjamin Pasternack nous quitte sur trois œuvres de Liszt dissem-

blables au possible : *Au bord d'une source*, les *Funérailles* et la *Paraphrase sur le Faust de Gounod*. Trois pièces auxquelles il a su donner le juste poids, faisant se suivre, sans jamais défailir, le recueillement, la contemplation, la mesure satanique et l'humour. Les musiciens qui peuvent épouser ainsi des univers aussi opposés ne sont pas, n'ont jamais été légion.

Murray Perahia dirige les concertos de Mozart de son piano. Il y a au moins une raison qui fait douter du bien-fondé de cette pratique : le couvercle du piano n'est pas seulement conçu pour servir de support à un vase rempli de glaçons, mais fait partie intégrante de l'instrument. Son rôle ? Homogénéiser le son, puis le renvoyer vers la salle. Lundi soir, 19 mars, dans l'acoustique de la salle Pleyel, il était quasiment impossible d'apprécier le toucher de Perahia, la subtilité de ses phrases, comme la plupart de ses nuances : les attaques sont dédoublées, les accords trop flous.

On peut se demander pourquoi tant d'interprètes se produisent dans des salles inadéquates à la musique qu'ils jouent. Et l'on peut se demander à quel culte Perahia sacrifie en inscrivant deux concertos de Mozart au même programme. Ces œuvres ne sont pas de la musique de fond que l'on consomme au kilomètre. Mais Perahia est comme tant de ses confrères prisonniers d'un carcan dont il leur est difficile de se libérer. L'Orchestre de chambre de la Communauté européenne lui a donné une réplique sans saveur. Cet orchestre joue assez proprement mais avec une indifférence polie. Ce Mozart sans surprise semble avoir été mille fois entendu. Voilà qui explique sans doute pourquoi les interprétations sur instruments anciens ne cessent de conquérir des publics de plus en plus nombreux. Quoi qu'on puisse penser du travail des Brüggens, Leonhardt et autres Kuijken, ils ne se contentent pas de semer la leçon des grands anciens.

ALAIN LOMPECH

Murray Perahia donnera un récital, le 28/mai, salle Pleyel, dans la série « Piano ». Tél : 45-83-88-73.

THEATRE DE LYON  
LE SORANO  
THEATRE NATIONAL DE  
TOULOUSE-MIDI-PYRENEES

**LA MAMAN ET LA PUTAIN**

de Jean EUSTACHE

Mise en scène : Jean-Louis MARTINELLI

Avec Catherine Anne, Gérard Barreaux, Charles Berting, Anouk Grinberg, Sylvie Milhaud

TOULOUSE, 21 février - 10 mars  
11 h 30 et 20 h 30  
LYON, 15 mars - 21 mars  
18 h 30 et 20 h 30

CHANSON

18 H 30

VEND. 30 ET SAM. 31 MARS

**ARTHUR H**

une des promesses  
des années 90

PREX 60 F. LOC. 42.74.22.77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

**LES PIERRES DE CALAMITE**

Création THEATRE EPHEMERIDE

A L'ATELIER DU CHAUDRON • CARTOUCHERIE DE VINCENNES

Jusqu'au 1er avril

Reservation: 43 28 97 04

Hommages à Maurice Fleuret

De nombreuses personnalités ont rendu hommage à Maurice Fleuret, critique, ancien directeur de la musique (le Monde du 23 mars). Le ministre de la culture, M. Jack Lang, a déclaré que la disparition de Maurice Fleuret est « un immense déchirement pour les artistes et les hommes de culture qui l'ont aimé et admiré ». M. Lang a rendu hommage à « l'œuvre de rénovation de la politi-

que musicale en France » de Maurice Fleuret.

Le compositeur Marcel Landowski, qui fut le premier directeur de la musique au ministère de la culture et le prédécesseur de Maurice Fleuret à ce poste, a salué « l'une des figures les plus originales et les plus passionnées du journalisme musical français » et le « vrai serviteur de la vie musicale de notre pays ».

TÉMOIGNAGE  
Un modèle d'engagement

par Michel Schneider

**M**AURICE FLEURET, c'était la musique en fête. D'abord la Fête de la musique, qu'il inventa avec Jack Lang et qui cette année et pour la première fois depuis 1982 se déroula dans l'ombre de sa présence. Ensuite, la musique comme fête, diverse, ouverte, sans frontières, séduction des coeurs et des esprits.

Maurice Fleuret disparu, c'est un pan monumental et multiple de l'histoire musicale et chorégraphique de notre pays dont on craint, tout à coup, qu'il ne vienne à s'effondrer.

Maurice Fleuret disparu, tout à coup l'on craint de n'avoir plus ni repère ni référence : repères de ces musiques et danses qui nous sont désormais patrimoine en même temps qu'aventure ; référence qui nous est - pour ses successeurs comme pour l'ensemble du personnel de la direction de la

musique et de la danse - morale du travail, service du public, devoir d'engagement.

Maurice-Fleuret disparu, un grand politique nous quitte, un directeur de la musique et de la danse engagé, qui fut pour moi un modèle et un allié dans le combat quotidien pour que vivent au quotidien la musique et la danse.

La dernière fois que je vis cet ami qui nous quitte mais que je ne quitterai pas, nous avons parlé de la cité de la musique : le grand projet auquel il attacha son nom, son intelligence et son imagination. Maurice Fleuret restera dans nos mémoires celui qui a fait entrer la musique dans la cité.

► Michel Schneider est directeur de la musique et de la danse.

Pour savoir où on va, allez-y !

DU 24 MARS AU 8 AVRIL  
EXPOSITION-SPECTACLE  
DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

N°VERT 05.05.93.00

Métro St-Denis Basilique  
Angle boulevard Félix Faure  
Rue Albert Walter, Saint-Denis

Seine Saint-Denis  
Conseil Général



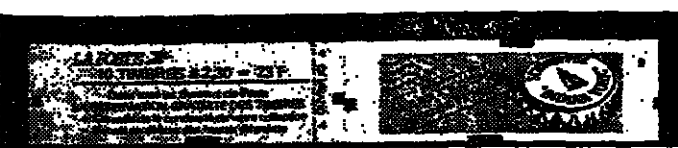




## AGENDA

## PHILATÉLIE

## « Marianne » aux mille visages

Carnet « au rabais », neuf timbres à 2,30 F  
20 F au lieu de 20,70 F.Schweppes, le retour de la publicité  
sur les couvertures de carnets de timbres.

La Poste mettra en vente générale, lundi 26 mars, cinq timbres de la série d'usage courant *Marianne* de Briat à 0,10 F (bistre-noir), 0,20 F (vert émeraude), 0,50 F (violet-rouge), 3,20 F (bleu) et 3,80 F (rose). Cinq autres valeurs seront mises en service fin mai-début juin.

La *Marianne* de Briat sera commercialisée dans les semaines à venir sous de nombreuses autres formes. Sont en effet prévus en avril : un carnet composite vendu 10 F comprenant quatre timbres à 2,30 F, deux à 0,20 F et quatre à 0,10 F ; un carnet « au rabais » vendu 20 F (comprenant au total 20,70 F de faciale, soit neuf timbres à 2,30 F) destiné par des distributeurs installés dans une centaine de bureaux de poste de l'est de l'île-de-France qui dépendent des recettes principales de Bobigny, Créteil, Evry et Melun ; un troisième carnet, enfin (annoncé pour le 6 avril), de dix timbres à 2,30 F, vendu 23 F sur la couverture duquel la publicité fait son retour avec la marque Schweppes, tiré à seulement un million d'exem-

plaires. Autre candidat, semble-t-il, La Redoute. Enfin, l'imprimerie des timbres-poste de Périgueux étudie la possibilité de produire des timbres de « roulettes » (distributeurs) autocollants.

Les timbres, au format vertical 15 x 23 mm, dessinés par Louis Briat, gravés par Claude Jumelet, sont imprimés en taille-douce en feuilles de cent.

► Vente anticipée des cinq valeurs le lundi 26 mars à Paris, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert de 9 h à 18 h au Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard, 15<sup>e</sup> (vente ce jour-là des cinq figurines par séries individuelles) ; boîtes aux lettres spéciales réservées au dépôt des correspondances à oblitérer « premier jour » à la RP, 52, rue du Louvre, 1<sup>er</sup>, et au bureau de Paris-47, 5, avenue de Saxe, 7<sup>e</sup>.

Rabrique réalisée par la rédaction de *Le Monde des philatélistes*. 24, rue Chancet, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-88.

## LE WEEK-END D'UN CHINEUR

Drouot-Richelieu, samedi 24 mars, 14 h : livres, estampes ; dimanche 25 mars : tableaux modernes, art décoratif du vingtième siècle.

**ÎLE-DE-FRANCE**  
Samedi 24 mars  
Verrières, 20 h 15 : tableaux modernes.  
Dimanche 25 mars  
Chantilly, 14 h 30 : mobilier, bronzes ;  
Fontainebleau, 14 h : mobilier, argenterie ;  
L'Isle-Adam, 14 h 30 : militaria, tableaux ;  
La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : tableaux, sculptures ;  
Rambouillet, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ;  
Sens, 14 h 30 : tableaux ;  
Verrières, 14 h 30 : livres, estampes ;  
Versailles-Cheval-Légers, 10 h et 14 h : tableaux modernes ;  
Versailles-Rameau, 14 h : tableaux modernes.

**PLUS LOIN**  
Samedi 24 mars  
Auch, 14 h 30 : grands vins, alcools ;  
Blois, 14 h : timbres ;  
Brest, 21 h : tableaux modernes ;  
Marseille-Prado, 9 h et 14 h 30 : tableaux, mobilier ;

| Lot   | 2              | 7 | 30 | 42 | 45 | 49 | 10 |
|---|----------------|---|----|----|----|----|----|
| PROCHAIN TIRAGE, EN DIRECT SUR CANAL 24 MARS 1990 À 20 H 30                     |                |   |    |    |    |    |    |
| POUR LES DERNIERS TIMBRES LA LOTTERIE PRINCIPALE PRODUIT 20 MILLIARDS DE FRANCS |                |   |    |    |    |    |    |
| 5 BONS N°   | 6 846 455,00 F |   |    |    |    |    |    |
| 5 BONS N°   | 114 845,00 F   |   |    |    |    |    |    |
| 5 BONS N°   | 1 400          |   |    |    |    |    |    |
| 5 BONS N°   | 8 650,00 F     |   |    |    |    |    |    |
| 5 BONS N°   | 148,00 F       |   |    |    |    |    |    |
| 5 BONS N°   | 1 700 575      |   |    |    |    |    |    |

Marseille-Cantini, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ;  
Nantes, 14 h : verrerie, tableaux ;  
Orléans, 14 h : tableaux, mobilier ;  
Rodez, 14 h : modèles réduits ;  
Sennar-en-Auxois, 14 h 30 : tableaux, mobilier ;  
Sennar, 14 h 30 : timbres ;  
Vitry-le-François, 10 h et 14 h : art populaire.

Dimanche 25 mars  
Alençon, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ;  
Aubagne, 14 h 30 : tableaux, mobilier ;  
Bar-le-Duc, 14 h : jouets, mobilier ;  
Beyreux, 14 h : tapis d'Orient ;  
Chalon-sur-Saône, 12 h et 14 h : mobilier, bijoux ;  
Chambéry, 15 h : tableaux, mobilier ;  
Châteauroix, 14 h : livres ;  
Dijon, 14 h : tableaux, mobilier ;  
Evreux, 14 h 30 : argenterie, mobilier ;  
Gien, 14 h : meubles, objets d'art ;  
Le Havre, 14 h 30 : mobilier, argenterie ;

Lille, 15 h : tableaux modernes ;  
Mâcon, 14 h 30 : mobilier, bijoux ;  
Manosque, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ;  
Marseille-Castellane, 10 h 30 et 14 h 30 : affiches de cinéma ;  
Mayenne, 10 h et 14 h : grands vins, alcools ;  
Nancy, 14 h : reliquaires ;  
Neuville-de-Poitou, 14 h 30 : tableaux, mobilier ;  
Parthenay, 14 h 30 : objets d'art ;  
Pithiviers, 14 h 20 : tableaux ;  
Rouen (rue du Général-Giraud), 14 h 30 : école de Rouen, mobilier ;  
Rouen (rue de la Croix-de-Fer), 14 h : cartes et plans ;  
Saint-Dié, 14 h : tableaux, mobilier ;  
Saint-Quentin, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ;

Troyes, 14 h : mobilier, objets d'art ;  
Vire, 14 h 30 : tableaux, mobilier.

**FOIRES ET SALONS**  
Paris-Champ-de-Mars : Ris-Orangis.

## En filigrane

• Nations unies : le Centre du commerce international. — L'administration postale des Nations unies a émis le 2 février une série de trois timbres sur le thème du Centre du commerce international. Le Centre du commerce international, point central des activités des Nations unies dans le domaine de la promotion des échanges commerciaux pour les pays en voie de développement, a été créé en 1964. Il met sur pied des programmes de promotion des échanges commerciaux de ces pays. Les trois valeurs (25 c, 1,50 FS et 12 SA) ont un tirage total de 2 500 000 exemplaires. Par ailleurs, deux timbres de série courante ont été émis à la même date, qui représentent le Palais des Nations vu du lac Léman (15 FS) et un tableau de Kurt Reggheek exposé à Vienne dans le bâtiment de l'Agence internationale de l'énergie atomique (1,50 SA). A noter que l'auteur du 5 FS est un Français, Guy Breniaux, qui signe là son premier timbre.

• Charter pour l'Angleterre. — A l'occasion de l'exposition philatélique Stamp World London 90, qui se déroulera à Londres du 3 au 13 mai, les éditions Yvert et Tellier

organisent à l'intention des philatélistes un vol spécial le lundi 7 mai Paris-Londres-Paris avec aller-retour dans la journée (renseignements : M. Engrand, à Amiens, au 22-81-41-71, poste 52).

• Expos-bourses. — La SNCF, partenaire olympique, lance le train de l'olympisme, première étape à Auxerre (Yonne) le 24 mars (renseignements, souvenirs philatéliques : J. Blau, Les Chemins philatéliques, 39, rue Tabarant, 89400 Laroche).

Collectionnaires se déroulera les 24 et 25 mars à l'espace Austerlitz, 30, quai d'Austerlitz, Paris 13<sup>e</sup>. Au programme : cartes postales, feves, poupées, vieux papiers, timbres... (renseignements : (1) 43-38-23-01).

La Société philatélique de Wittenheim (Haut-Rhin) organise une bourse aux timbres le 25 mars à la Maison du Temps libre, rue de la Vervaine.

Les 24 et 25 mars, l'Amicale philatélique de Wittenheim, dans la salle polyvalente Marcel-Cardon à Itteville (Essonne), sa quinzième expo multicollections et son 12<sup>e</sup> Salon de peinture.

## CAMPUS

## Les francophones de Bordeaux

Depuis 1988, les écoles de France sont invitées chaque année par l'administration à célébrer le 20 mars la Journée nationale de la francophonie. Cette manifestation a pris cette année un relief particulier, car elle coïncidait avec le vingtième anniversaire de la fondation en 1970, à Niamey, sous le parrainage d'André Malraux de l'Agence de coopération culturelle et technique, groupant à Paris quarante pays francophones. Cette agence entendait à Talence, près de Bordeaux, depuis 1972, un « centre supérieur de perfectionnement des cadres ». L'Ecole internationale de la francophonie. C'est là que M. Douaux, entouré des ambassadeurs ou délégués de la plupart des États francophones, plus la Roumanie, a inauguré à l'occasion de cette Journée, une série de manifestations.

L'Ecole de Bordeaux-Talence qui dispose d'une dotation annuelle de 15 millions de francs fournie par l'agence est actuellement dirigée par un Burkanaïsi, M. Youssouf Diawara. Depuis sa fondation, elle a formé plus de six mille stagiaires dans six domaines (santé, gestion, communication, information scientifique, télécommunications, éducation et culture). Ces stages de deux mois, souvent utilisés par les agences de l'ONU, sont ouverts à des diplômés ou à des professionnels parlant français, totalement pris en charge par l'école. Cours et logement sont assurés dans une splendide propriété qui fut la maison générale des sœurs de la Sainte-Famille. Une autre famille, celle des francophones, s'y retrouve maintenant au sens large, puisque les stagiaires proviennent d'une soixantaine de pays. Leur grand regret : le nombre infime de Français parmi eux, bien que le centre de perfectionnement leur soit naturellement ouvert.

J.-P. P.-H.

► Ecole internationale de la francophonie, 43, rue Pierre-Noël, 33406 Talence.

## Optique et optoélectronique

Les premiers « Entretiens de la Vilette » auront lieu les 31 mars et 1<sup>er</sup> avril au centre international de conférences de la Cité des sciences et de l'industrie. Leur objectif est de permettre à des professeurs de collège, de lycée et de classe préparatoire, de faire le point dans le domaine de l'optique et de l'optoélectronique.

► Cité des sciences, 30, avenue Corentin-Leprieux, 75019 Paris. Tél. : 40-06-70-00.

## Festival européen

L'association Fugue d'un soir de l'école supérieure de commerce de Dijon organise, les 26, 27 et 28 avril, un festival artistique européen étudiant, réunissant des jeunes de plusieurs pays de la Communauté. Au programme : danse, musique, chant, art dramatique et humour.

► ESC Dijon, 28, rue Sarrasin, 21000 Dijon. Tél. : 80-71-24-33, ou 80-72-12-40, poste 498.

## Attention !

### 6 avril : Clôture des inscriptions aux concours d'entrée de l'ipag

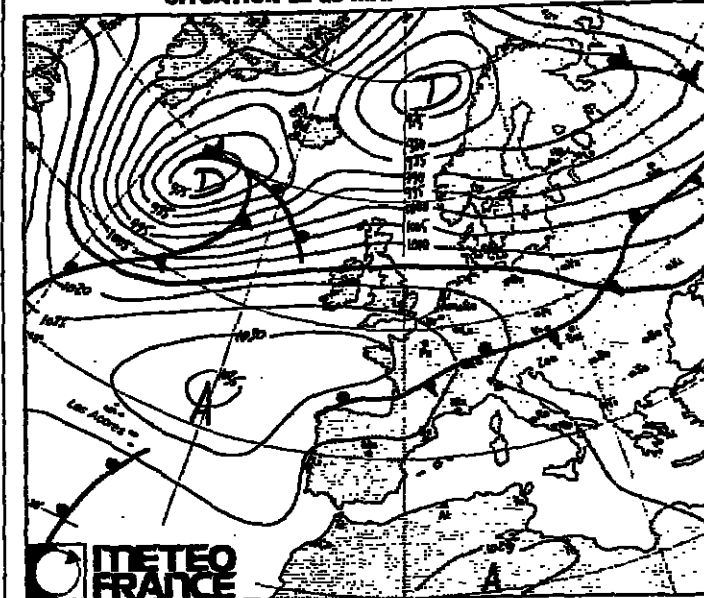
L'IPAG, École Supérieure de Commerce et de Gestion, propose 2 cycles en 4 ans :  
■ FORMATION AU MANAGEMENT EUROPÉEN (NICE)  
■ FORMATION SUPÉRIEURE AU MANAGEMENT (PARIS)  
DIPLOMÉES PAR LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Concours ouvert aux étudiants et élèves de Terminale, 25 et 26 avril  
Renseignements auprès des 25 Centres en France et à l'étranger  
IPAG : 134, Bd Saint-Germain  
75006 PARIS, Tél. : 42-22-78-33

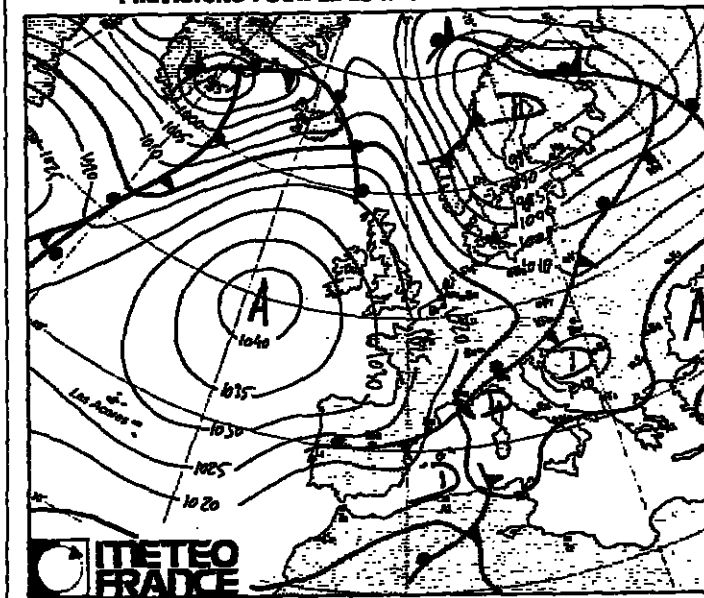
**ipag**  
LA CERTITUDE DES SOMMETS

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23 MARS À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 25 MARS À 12 HEURES TU



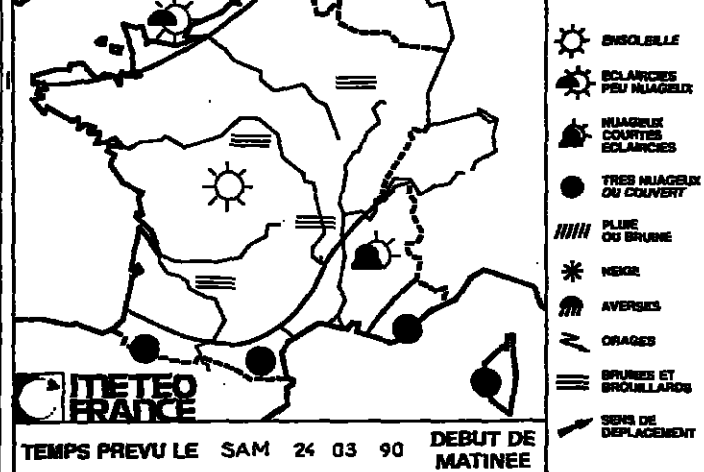
Evolution probable du temps en France entre le vendredi 23 mars à 0 heure et le dimanche 25 mars à 24 heures.

Deux perturbations vont traverser la France de la Manche vers la Méditerranée. Elles s'accompagneront de passages pluvieux. Après leur passage, les vents d'orientation au nord et de l'air nettement plus frais gagneront l'ensemble du pays. Les températures baisseront de 3 à 5°C pour devenir inférieures aux valeurs de saison en début de semaine prochaine.

Samedi : aggravation pluvieuse sur le Nord-Ouest et le Nord. Nuageux sur l'extrême Sud.

Au nord d'un axe Nantes-Orléans-Reims, après un début de journée fraise et ensoleillée, le ciel se couvrira sous vents. La pluie fera son apparition près de la Manche à la mi-journée, puis gagnera les régions de l'intérieur au fil de l'après-midi.

J.-P. P.-H.



TEMPS PRÉVU LE SAM 24 03 90 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

le 21-3-1990 à 6 heures TU et le 23-3-1990 à 6 heures TU

| FRANCE        | TOURS | 13 | 0 | 8 | LOS ANGELES  | 23 | 12 | C |
|---------------|-------|----|---|---|--------------|----|----|---|
| AJACCIO       | 18    | 7  | N |   | LUXEMBOURG   | 14 | 3  | C |
| BARCELONE     | 17    | 12 | C |   | MADRID       | 26 | 11 | N |
| BORDAUX       | 19    | 5  | D |   | MARSAKUR     | 29 | 14 | D |
| BRESCIA       | 16    | 6  | B |   | MEXICO       | 25 | 8  | B |
| BREST         | 12    | 4  | C |   | MILAN        | 24 | 12 | D |
| CABIN         | 11    | 4  | N |   | MONTREAL     | 11 | -3 | A |
| CHERBOURG     | 10    | 6  | D |   | MOSCOW       | 8  | 8  | D |
| CLERMONT-FR   | 25    | 8  | P |   | NEW-YORK     | 19 | 4  | C |
| DJIBOUTI      | 23    | 5  | P |   | OSLO         | 14 | 2  | N |
| GENÈVE        | 27    | 22 | C |   | PALMA-DE-MAJ | 21 | 7  | B |
| LILLE         | 12    | 3  | D |   | PARIS        | 11 | 5  | P |
| LIMOGES       | 16    | 6  | D |   | PRAGUE       | 26 | 11 | D |
| LYON          | 26    | 9  | P |   | ROME         | 19 | 8  | B |
| MARSEILLE-MAR | 19    | 13 | - |   | SINGAPOUR    | 22 | 26 | C |
| NANCY         | 21    | 6  | B |   | STOCKHOLM    | 11 | 4  | D |
| NANTES        | 16    | 2  | D |   | SYDNEY       | 23 | 19 | C |
| NICE          | 16    | 13 | C |   | TOKYO        | 16 | 9  | D |
| PARIS-MONT    | 15    | 5  | D |   | TUNIS        | 17 | 7  | N |
| PAU           | 19    | 11 | P |   | YERSSIE      | 19 | 9  | B |
| PERPIGNAN     | 17    | 13 | C |   | YOKOHAMA     | 24 | 11 | P |
| RENNES        | 12    | 2  | D |   |              |    |    |   |
| STRASBOURG    | 26    | 8  | C |   |              |    |    |   |
| TOULOUSE      | 24    | 7  | P |   |              |    |    |   |

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

سكنا من الامل





# Le Monde

CADRES DÉBUTANTS, CADRES CONFIRMÉS

## RENDEZ-VOUS AVEC L'EMPLOI

— dans la section C - Economie —

### LUNDI

(numéro daté mardi)

#### LES DIRIGEANTS

Les postes à plus de 400 KF annuels. La rubrique des cadres de direction prêts à s'engager dans des responsabilités de haut niveau.

#### LES JURISTES

Du contentieux à la rédaction de contrats, des montages juridiques aux négociations internationales, tous les métiers du droit.

#### L'UNIVERS DE LA GESTION

Des opportunités de carrière pour les contrôleurs de gestion, les directeurs financiers, les directeurs administratifs, les analystes financiers, les auditeurs, les chefs comptables.

#### UN SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

##### ► L'informatique :

un secteur clé de l'entreprise qui offre de nouvelles perspectives : ingénieurs système, spécialistes des logiciels, des bases de données...

##### ► Secteurs de pointe :

pour tous ceux qui souhaitent valoriser leur expertise en électronique, dans les biotechnologies, en chimie, en mécanique, en aéronautique.

**SUPPLÉMENT SPÉCIAL,**  
diffusé gratuitement avec  
votre quotidien.

### MARDI

(numéro daté mercredi)

#### « LE MONDE DES CADRES »

La rubrique généraliste des cadres débutants et des cadres confirmés. Leurs domaines de compétence : les études, les ressources humaines, la communication, le marketing.

#### LA FONCTION COMMERCIALE

Toutes les annonces d'avenir pour les ingénieurs commerciaux, les directeurs des ventes, les directeurs export, les chefs de produit.

### MERCREDI

(numéro daté jeudi)

#### CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

De véritables carrières européennes à fort potentiel d'évolution. En liaison avec sept quotidiens européens.

#### L'INTERNATIONAL

Une sélection de postes basés à l'étranger dans des organismes internationaux ou dans des firmes multinationales.

#### « LE MONDE DES CADRES »

La rubrique généraliste de l'emploi des cadres.

**36 15**  
**IM**

un mois d'offres  
d'emplois parues dans **le Monde**.  
Le service télématique expert  
de l'emploi des cadres.

**LE MONDE, point de rencontre  
des grandes ambitions**

مكتبة الامم



# SALON DU LIVRE

## Nos années 80

Les années s'éloignent tellement vite que l'on éprouve parfois le sentiment de vivre dans une sorte d'utopie. Avril 1980 : c'était la mort de Sartre. Décembre 1989 : la mort de Beckett. Entre ces deux dates, qui ont fait se rejoindre Godot et Roquentin dans l'éternité, des milliers de livres ont paru. Beaucoup reflétaient à leur manière les rêveries, les espérances, les insomnies de l'époque. Car la littérature est une affaire clandestine. Elle préfigure secrètement ce qui va mourir ou ce qui va naître.

Relisant « Le Monde des livres », nous avons raconté « l'histoire littéraire » de cette époque. Nous avons essayé de retrouver « l'air du temps ». Nous avons essayé de discerner ce qui s'était accompli. Avec tout l'arbitraire que cela comporte, nous avons retenu quarante livres pour la décennie. Quelques-uns d'entre eux sont l'objet d'une nouvelle lecture et d'un nouveau commentaire, car ils semblent illustrer le commencement ou la fin de quelque chose. C'est ainsi que s'entrechoient les années de Fernando Pessoa, les années de Jean Echenoz, les années de Samuel Beckett.

F.B.

Ce numéro a été conçu par l'équipe du Monde des Livres sous la direction de François BOTT et Joëlle SAVIGNEAU. Réalisation : Bertrand AUDUSSE. Assistante de rédaction : Simone CARRIER. Iconographie : Sophie MALEKOS. Cécile URBAIN et Marie LEJEUNE.

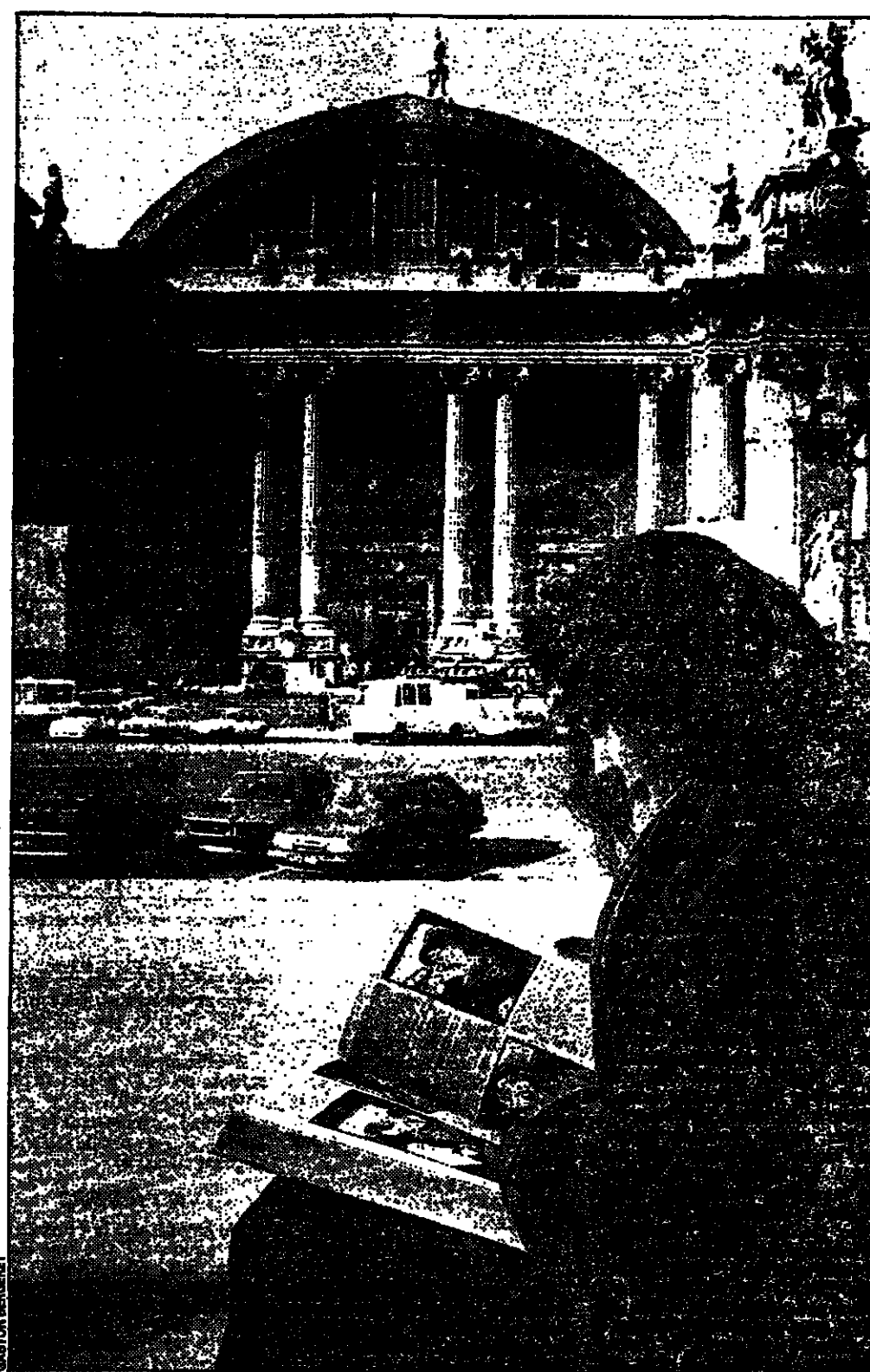
**A** PRÈS deux années d'edi dans le béton de la porte de Versailles, le Salon du livre retrouve donc, du 24 au 28 mars, le Grand Palais, son prestige, sa lumière et ses visiteurs. Pas tout à fait ses visiteurs cependant : le Grand Palais a besoin de réparations, sa célèbre toiture vitrée n'est plus vraiment étanche, et les organisateurs du Salon du livre ont dû se résoudre à faire couvrir le rez-de-chaussée d'un immense vélum qui protégera les livres, les exposants et les visiteurs en cas d'intempéries.

Mais qu'importe si l'on ne voit pas plus le ciel avenue Winston-Churchill qu'on ne le regrette dans les halls du Palais des congrès : l'important est de ne pas se sentir prisonnier dans un blockhaus. Evidemment, en compensation, il faudra se serrer davantage. Les éditeurs disposeront d'une place plus réduite pour exposer leur production, les manifestations annexes ont dû être réduites et, malgré ces mesures d'austérité, il est probable que l'on connaîtra des bousculades et des encombrements aux heures de pointe, mais cela aussi fait partie de la tradition.

### La présence de l'Europe de l'Est

Autant que l'exigüité relative des lieux, la malheureuse expérience de la présence allemande, au Salon du livre de 1989, a entraîné la disparition des stands d'éditeurs non francophones. Le Salon du livre, malgré les ambitions affichées de certains de ses promoteurs, demeurera, pour longtemps, une manifestation strictement française. On peut déplorer ce repliement sur soi qui n'est guère dans l'air du temps ; mais il aurait été ridicule de s'obstiner dans une posture qu'on était si manifestement incapable de mener à bien. Quel pays étranger, après l'Allemagne l'an dernier, aurait accepté de dépenser argent et énergie pour venir à Paris présenter sa production éditoriale dans des stands désertés par le public et ignorés par la plupart des professionnels ? On ne se débarasse pas du nombrilisme culturel par le volontarisme et les gadgets. Dans ce domaine, le 10<sup>e</sup> Salon du livre aura le courage d'être humble.

Au reste, il ne sera pas entièrement clos sur le monde extérieur. Outre la présence de cent quatre-vingt-trois éditeurs francophones, venus du Québec, de Belgique, de Suisse, du Maroc et d'Algérie (mais plus



## Le retour au Grand Palais

d'Afrique noire), une série de manifestations, organisées par le ministère de la culture et le Syndicat national de l'édition seront consacrées aux écrivains et aux éditeurs des pays d'Europe centrale et de l'Est, dans le but, notamment, de

parvenir à des mesures concrètes pour la coopération éditoriale avec ces pays. Outre les rencontres professionnelles, des tables rondes publiques auront lieu les 25, 27 et 28 mars sur la Pologne, la RDA, la Roumanie, la Hongrie, l'URSS, la Bulgarie, la Tchécos-

lovaquie et la Yougoslavie, avec des traducteurs, des critiques littéraires, des éditeurs, des historiens, des directeurs de revues et des écrivains comme Vaclav Jemel, Bohumil Hrabal, Iouri Afanassiev, André Biron, Aaron Gourevitch, Vladimir

Makarine, Aleksander Tiema, Victor Paskov, Peter Esterhazy, Andrzej Kusniewicz, Walter Janka ou Marin Sorescu. A signaler également que la soirée d'ouverture, vendredi 23 mars, de 20 heures à 23 heures, aura été faite au profit de l'Alliance française pour la diffusion du livre dans les pays d'Europe de l'Est.

Pour le reste, ce 10<sup>e</sup> Salon aura sa physionomie habituelle. Ouvert samedi 24 et dimanche 25 de 10 heures à 20 heures, réservé lundi 26 aux professionnels ; doté d'une nocturne jusqu'à 23 heures mardi 27 et ouvert mercredi 29 de 9 heures à 19 heures.

### La plus grande librairie de France

On y trouvera aussi les librairies thématiques — sur les livres scolaires, les livres scientifiques, techniques et médicaux, les livres pour la jeunesse, autour du thème des droits de l'enfant, ainsi qu'un carrefour des arts. On y découvrira des prix parmi lesquels les 5<sup>es</sup> Gutenberg du livre, le prix Tobias de l'information culturelle destiné à récompenser les villes françaises pour leurs efforts dans le domaine de la lecture publique. On présentera également les quinze titres sélectionnés pour le Grand Prix du livre d'art dans le cadre du « Mai du livre d'art ».

Parmi les nombreuses manifestations et animations annoncées, signalons un débat organisé par le Monde diplomatique et les éditions Complexe sur « La nouvelle a-t-elle cessé d'être un genre maudit ? » (samedi 24 mars à 15 h 45, salle Budé) ; un autre autour de François-Régis Bastide, ambassadeur auprès de l'UNESCO, sur le rôle du livre dans la lutte contre l'analphabétisme et l'illettrisme (27 mars) et une table ronde du Centre national de documentation pédagogique et de la bibliothèque publique d'information sur l'adaptation des albums pour enfants à la télévision.

La plus grande librairie de France s'ouvre pour cinq jours. Il n'y a rien à y voir, sauf des livres et des écrivains. Et pourtant des dizaines de milliers de personnes vont donner 35 F pour se promener devant les quatre cents stands des éditeurs. Parce que le livre fait la fête et qu'ils désirent la faire avec lui.

PIERRE LEPAPE

36

Pour savoir à quoi ressemble une année qui commence bien, tournez la page.

SALON DU LIVRE  
NOS ANNÉES 80

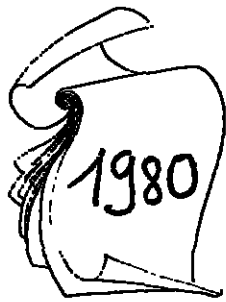
## EPHÉMÉRIDE



Marguerite Yourcenar, première académicienne



L'entournement de Sartre, ce « père paradoxal »



## JANVIER

Dix ans de vie littéraire, c'est aussi cinq cent vingt numéros du « Monde des Livres ». Geneviève Brisac les a tous parcourus et propose, dans les pages qui suivent, son journal de lectures.

Une décennie de retour aux « détails » s'amorce. Jankélévitch republie *Le Je-ne-sais-quoi et le Presque-rien* (Seuil). On sort d'une sorte de vertige. Le résultat de plus de dix ans de « ça n'existe pas (1) ». Au chapitre des bonnes résolutions de début d'année, de début de décennie, le projet de Peter Handke dans le *Poids du monde* (Gallimard) : « Laisser venir à soi les pensées, les impressions, la réalité véritable, tout ce que voit et ressent la conscience. » Il fait écho au constat d'Isabelle Stengers et Ilya Prigogine dans *La Nouvelle Alliance* (Gallimard) : « Nous avons perdu le monde, sans un ciel, sans un lac, sans une mer. » La dépression fut sévère, des romans en témoignent : *Mars de Zora* (Gallimard), qui est le livre de ce début d'année, « l'œuvre d'art d'un homme privé de toute relation » ; *Grand Reportage* (Seuil) de Michèle Mancaux, une plongée dans la nuit illuminée, cette glissade dans le néant ; et *Corus* (Gallimard) de Pascal Quignard, qui décrit le vide qui emprisonne et ligote. La désorientation est racontée avec acuité, de l'autre côté de l'océan, par Mario Vargas Llosa, c'est la *Fante Julia et le Scribouillard* (Gallimard), son meilleur livre.

## FÉVRIER

Guy Schoedler invente la collection « Bouquins », aux éditions Robert Laffont. Le 25 février, à 15 h 45, Roland Barthes est renversé par une camionnette de blanchisserie, rue des Ecoles, à Paris. Il sortait d'un déjeuner avec François Mitterrand et Jack Lang. Il va en mourir le 26 mars, à soixante-quatre ans. « Si j'étais écrivain et mort, j'aimerais que ma vie se réduisît à quelques détails, à quelques goûts,

quelques inflexions, dont la distinction et la mobilité pourraient voyager hors de tout destin et venir toucher, à la façon des atomes épi-curiens, quelque corps futur promis à la même dispersion. »

## MARS

6 mars : Marguerite Yourcenar est élue à l'Académie française, au fauteuil de Caillois. Elle sera reçue en janvier 1981 par Jean d'Ormesson. On discute longuement de sa future tenue.

Le Scribe (Grasset) de Régis Debray : « Les meilleurs penseurs sont ceux qui pensent contre eux-mêmes. » Une réflexion sur les méthodes et les outils de la pensée qui en annonce beaucoup d'autres. Isherwood est à la mode. Bourgois réédite *Adieu à Berlin* (Cahiers au cinéma) et *Un homme au singulier*.

## AVRIL

15 avril : Jean-Paul Sartre meurt, victime d'un œdème pulmonaire. Il a soixante-quinze ans ; c'est une sorte de choc, tant il était un père paradoxal pour plusieurs générations qui ne voulaient pas de père. Une conscience, et ses erreurs.

Jean Vautrin publie son premier roman non policier : *Groom* (Mazarine).

## MAI

Une nouvelle revue naît chez Gallimard, le *Débat*. Une interrogation : que peuvent (que doivent) les intellectuels ? Débattre... C'est l'âge du consensus.

Deux succès de librairie, deux révoltes raisonnables : Elisabeth Badinter publie *L'Amour en plus* (Flammarion), et Dorothee Letesier le *Voyage à Paimpol* (Seuil), les chemins de la liberté...

Evasion : *Fort Saganne* (Seuil), de Louis Gardel, est un best-seller, comme *Désert* (Gallimard) de J.M.G. Le Clezio. L'aventure et la pureté.

## JUN

Bourgois republie les *Guerres que j'ai vues* de Gertrude Stein. Le réalisme personnel de Gertrude Stein.

## SEPTEMBRE

Avec les *Figurants* (Balland) — qui reparaîtront, remaniés, sous

le titre *Françaises, Français* (Gallimard) — François Weyergans écrit une sorte de « Petite-bourgeoisie mode d'emploi ».

Esprit publie un numéro spécial : la *Mémoire d'Auschwitz*, contre les « révisionnistes ».

Aragon : le *Mentir vrai* (Gallimard).

Création du Prix du premier roman. Premier lauréat : Dan Franck, les *Calendes grecques* (Mercure de France).

## OCTOBRE

9 octobre : le Nobel pour Czesław Miłosz. Les Français vont mettre dix ans à découvrir l'auteur de *L'Histoire de la littérature polonaise* (Fayard) (à qui Gombrowicz reprochait ses activités universitaires) et de *l'Immortalité de l'art* (Fayard).

Philippe Robrieux publie le premier tome de son *Histoire du Parti communiste français* (Fayard). Le passé n'éclaire pas toujours le futur.

On s'intéresse aux souvenirs terroristes de H.I. Klein : la *Mort mercenaire* (Seuil).

Morand commence à être à la mode. Fogel publie *Morand-Express* (Grasset).

## NOVEMBRE

Un jury décerne le « Prix du dernier roman » à Pierre-Jean Remy. Autres prix, plus officiels : Goncourt pour Navarro et son *Jardin d'acclimatation* (Flammarion), Médicis pour le *Cabinet-portrait* (Seuil) de Benoziglio, Femina pour Jocelyne François : *Joue-nous Espana* (Mercure de France), Renaudot pour Danielle Sallenave et les *Portes de Gubbio* (Hachette/P.O.L.), Interallié pour Cavanna et les *Russkoffs* (Belfond).

Bernard Frank invente un nouveau genre : la réédition à succès d'un auteur vivant. C'est *Solide* (Flammarion).

## DÉCEMBRE

Le 2 décembre : suicide de Romain Gary, il a soixante-dix ans. « Aucun rapport avec Jean Seberg. Les fervents du cœur brisé sont priés de s'adresser ailleurs. On peut mettre cela sur le compte d'une dépression nerveuse. Mais alors il faut admettre que celle-ci dure depuis que j'ai l'âge d'homme et m'a permis de mener à

bien mon œuvre littéraire. Alors pourquoi ? Peut-être faut-il chercher la réponse dans le titre de mon ouvrage autobiographique. La nuit sera calme (Gallimard), et dans les derniers mots de mon dernier roman : « Car on ne saurait mieux dire. » Je me suis enfin exprimé complètement. »

On ne saura que six mois plus tard qu'il s'appelait aussi Emile Ajar.

(1) Marcel Gauchet : « De l'existentialisme », in le *Débat* n° 1, p. 23.



## JANVIER

Dans la petite collection Maspero qui va s'arrêter, tandis que s'éclipse son créateur (1), laissant la place à « La Découverte », Pierre Vidal-Naquet publie *Les Juifs, la mémoire et le présent*. Il analyse, en historien juif, la mémoire comme élément constitutif des rapports des Juifs au monde. En écho, le gros roman de William Styron, le *Choix de Sophie* (Gallimard). Deux manières de contourner le pathos solennel, ce « pathos noble qui flatte l'auteur ».

## FÉVRIER

Une autre manière de refuser tout pathos : *En lisant, en écrivant* de Julien Gracq, chez Corti.

Lecture de saison : *Si par une nuit d'hiver, un voyageur...* (Seuil). Le charme cérébral d'Italo Calvino.

On redécouvre aussi Henri Calet qui disait : « Ne me secouez pas, je suis plein de larmes. » Une délicatesse un peu trop sophistiquée pour les innombrables lecteurs de *Moi, Christiane F. 13 ans, droguée et prostituée* (Mercure de France) qui aura le Prix des lectrices de Elle.

## MARS

Avec la *Femme gelée* (Gallimard) s'impose la voix précise

d'Annie Ernaux. Détails de la vie d'une femme.

## AVRIL

Inédits de Nabokov, mort en 1977 : *Machenka* (Fayard) et *L'Exploit* (Julliard). Nabokov est une des idoles de la décennie.

Graham Greene, qui obtient le prix de Jérusalem pour l'ensemble de son œuvre, joue plutôt le rôle d'un discret garant des valeurs morales : « Nous devons préserver même nos ennemis de l'injustice. »

Claude Lefort poursuit sa réflexion politique loin des projecteurs ; *l'Invention démocratique* (Fayard) analyse la portée subversive des idées démocratiques dans les régimes totalitaires.

## MAI

*La Petite Apocalypse* (Laffont) de Tadeusz Kosciuszko raconte une histoire « absurde » : un écrivain se fait brûler vif devant l'immeuble du comité central.

A Paris, s'ouvre du 22 au 27 mai le premier Salon du livre. Sept cents éditeurs, trois cent cinquante stands. Le Grand Palais connaît l'affluence. Néanmoins les libraires se méfient et craignent la concurrence de la vente directe.

## JUN

Place aux pavés d'été, ces fameux ouvrages arrivés d'Amérique, qui peuvent être mis sous la tête, des oreillers durs pour la plage. Bientôt, il y en aura toute l'année. On appelle cela des « méga-sellers » quand ça marche. Quelques titres : *Jennifer* (Denoël) de Sidney Sheldon, ou le *Dernier Chasseur* (Seuil) de Charles Fox. Un Français, Maurice Denuzière, pour la suite de sa saga louisianaise, *Bogatelle* (Lattès).

## AOÛT

Mais le best-seller de l'été s'intitule *Neustadt, historien et prophète*. Auteur : Charles de Fontbrune. Editeur : Le Rocher. Ventes : 300 000 en un seul été.

La nuit du 10 août : la loi Lang sur le prix unique du livre est votée à l'unanimité.

## SEPTEMBRE

9 septembre : mort de Jacques Lacan. Une mort qui va donner



صحنه من العمل





SALON DU LIVRE  
NOS ANNÉES 80

du spectacle (Leborel, 1971) que décrivait Debord n'a plus de complexité. D'ailleurs, McLuhan est mort depuis plus d'un an, on ne dit plus que le message, c'est le média, mais que tout est communication. Nuance.

Cela n'empêche pas d'aimer Alfred Döblin, dont les romans paraissent les uns après les autres, chez Pandora ou chez Fayard. Novembre 18 ou Bourgeois et soldats. Fassbinder a fait un téléfilm de Berlin Alexanderplatz.

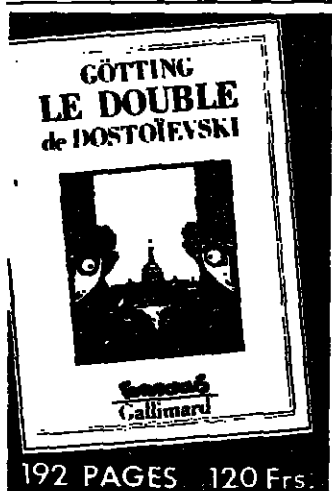
L'école va mal, Maschino s'en inquiète. Pas Attali, qui s'est mis en tête de publier une somme théorique par an. Cette année : Histoire du temps (Fayard).

## FÉVRIER

Ce que parler veut dire (Fayard), par Pierre Bourdieu. La sociolinguistique ou l'analyse des modalités des échanges de paroles comme indicateurs de rapports de pouvoir. Le sens des détails.

Calaferte serait d'accord. Denoël fait redécouvrir cet amoureux de Paris, cet anarchiste ami de Kessel et Calet, dont le premier livre paru en 1953, *Requiem des innocents*, avait eu beaucoup de succès. Il a su remarquer que « les éditeurs ont la fâcheuse manie d'inciter les écrivains à prolonger un succès par un deuxième livre semblable à celui qui a plu ». « Le faux séducteur, surtout en art » (Ebauche d'un autoportrait).

Une indulgence que ne renierait pas Emmanuel Bove, mais il est mort. Il s'appelait Bobovnikoff ; ses livres sans passé, sans mémoire,



192 PAGES 120 FRS.

sans espoirs et sans préférences ont la précision des rêves gris. Flammarion réédite *Henri Duchemin* et le *Journal écrit en hiver*. Le reste suit.

## MARS

Les *Carnets de la drôle de guerre*, de Sartre (Gallimard) ; ses observations des copains de régime, cette « précipitation avide à tirer parti de moi-même ». Les vérités et les mensonges.

28 mars : Nathalie Sarraute publie *Enfance* (Gallimard). Une petite fille, la neige. Elle dit que ce sont « de petits morceaux ». « A mes yeux je n'ai pas d'apparence ». Nathalie Sarraute est l'écrivain sans image dans le miroir, ce qui lui permet de pénétrer dans des univers trop fins pour les gens alourdis de reflets.

## AVRIL

Fayard publie les *Littératures* du professeur Nabokov. Dickens, Flaubert, Joyce, Kafka, Proust et Jane Austen. Le gai savoir et le franc-parler d'une idole. On y retrouve la plus belle citation de James définissant le métier d'écrivain : « Nous travaillons dans les ténèbres, nous faisons ce que nous pouvons. Notre doute est notre passion et notre passion notre tâche. Le reste est la folie de l'art ».

## MAI

Cela n'empêche pas Roger Chartier et Henri-Jean Martin de publier chez Promodis une magistrale *Histoire de l'édition française* (1). Chez Stock, un écrivain indien, lauréat 1981 du Booker Prize, publie *Les Enfants de minuit* : Salman Rushdie.

« Briser la glace du bourrage de crâne », telle est la devise de Agnès, l'auteur de l'extraordinaire *Roman avec cocodine* (Belfond). « Un livre doit fracasser la mer de glace en nous », disait Kafka.

John Le Carré, qui tombe toujours à pic, publie *La Petite Fille au tambour* (Laffont), une histoire de terroristes.

## JUILLET-AOÛT

On peut choisir entre les *Aventures d'Hadji-Baba d'Ispahan* (Phébus), un classique de James

Morier, roman d'aventures insolent, et les rééditions de Bruno Schulz : *Boutiques de cannelle* et le *Sensorium au croque-mort* (Denoël). Les dessins de Schulz sont chez Calligrammes. Il a aussi Saba, le Tristram, le subtil auteur d'Ernesto (Seuil).

## SEPTEMBRE

L'événement, c'est *Vie et destin*, de Vassili Grossman, (Julliard). L'Age d'homme, le « Guerre et Paix » d'un écrivain persécuté par le KGB et mort en 1962. « En mille ans, l'homme russe a tout vu, la grandeur et la supergrandeur, mais il n'a jamais vu la démocratie ».

V. S. Naipaul parcourt les terrains minés où gonfle l'orage. Il raconte la violence des uns et les injonctions des autres, des Blancs tordus et haineux, des autochtones arrogants. C'est *Dis-moi qui tu es* (Albin Michel).

Histoire de l'art, des mentalités et de la mort : *Images de l'homme devant la mort*, d'Ariès, (Seuil), la *Mort et l'Occident*, de Vovelle, (Gallimard), le *Pêché et la Peur*, de Delmona, (Fayard), *Enquête sur Piero della Francesca*, de Ginsburg (Flammarion).

La publication des *Mémoires*, de Raymond Aron (Julliard), est l'occasion de saluer celui qui « toujours a pensé juste ». Sartre, le frère ennemi, passe un mauvais moment : d'abord, il pensait souvent de travers, et puis ses *Lettres au Castor* (Gallimard), font jaser.

## OCTOBRE

Paul Ricoeur suit son chemin : *Temps et récit*, tome 1 (Seuil). La crise d'horizon fait partie de la conversation. Lipovetski annonce l'Ere du vide, qu'il complètera par *L'Empire de l'éphémère* en 1987 (Gallimard) : la mode, le jeu et l'indifférence, l'accélération, le tout-jetable et le papier glacé. Louis Dumont élargit la réflexion avec ses *Essais sur l'individualisme* (Seuil).

Une vaste fresque, la *Mémoire d'Abraham*, de Marek Halter (Laffont).

Des écrivains qui se font connaître ou s'affirment : Jean Echenoz avec *Cherokee* (Mimuit) prix Médicis ; Olivier Rolin, avec *Phénomène futur* (Seuil). Hervé Guibert, les *Lubies d'Arthur* (Mimuit).

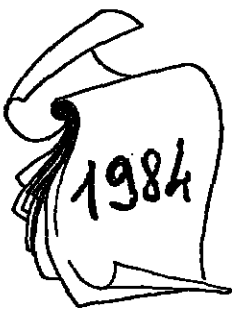
Le Nobel va à William Golding, l'auteur de *La Majesté des monarques*. *Rites de passage* paraît en même temps (Gallimard). Toujours la question du mal.

## NOVEMBRE

Le mal, n'est-ce pas le sujet du Goncourt, les *Égarés*, de Frédéric Tristan (Balland), ou de ces Anglaises que l'on admire de plus en plus — parfois en les mélangeant un peu toutes — Ivy Compton-Burnett, et ses histoires de famille qui glacent le sang : *Une famille et son chef* (L'Age d'Homme), *Mère et fille* (Gallimard). Ou Muriel Spark, qui envisage le monde comme une fiction cruelle, et dont Job est la référence centrale. Sorcières, métaphysiques du quotidien. *Intentions suspectes* (Fayard).

Un quotidien serré au plus près dans le journal de Claude Roy, *Permis de séjour* (Gallimard), qui a cette vertu d'aider à vivre ceux qui le lisent.

(1) Réédité en 1990 chez Fayard.



## JANVIER

L'année Orwell ? Comme toujours, on en a trop parlé avant. Passons à la Vendée, par exemple, puisque 1989 est à l'horizon. Les *Mouchettes rouges* de Cholet, de Michel Ragon (Albin Michel), sont un succès. Et puis Annie Ernaux, avec la *Place* (Gallimard), où elle trace le portrait de son père. « Écrire est le dernier recours quand on a trahi ». Peut-on écrire sans trahir ?

Milan Kundera met au point les cinq principes de ses romans en sept parties : a) une exploration de l'existence ; b) aucune vérité, aucune morale ; c) la recherche du temps perdu ; d) une composition comme une musique ; e) une syn-

thèse intellectuelle. *L'Insoutenable légèreté de l'être* (Gallimard), va être, plus qu'un best-seller, une sorte de classique quasi immédiat, au pouvoir d'attraction continu pendant plusieurs années.

16 janvier : Europe 1 et Filipacchi lancent la collection « Grands écrivains » : des classiques, un roman et un magazine sous pli qui patronnent par l'Académie Goncourt. Pour vingt-cinq francs. C'est rassurant et pas cher. L'académisme commercial triomphe. La culture comme Église, etc.

## FÉVRIER

Le Silence du corps, de Caronetti (Albin Michel). L'insolite, la cruauté, l'exigence de pureté. Prix du meilleur livre étranger. A nouveau sur Tadeusz Konwicki, dans la *Clé des songes contemporains* (Laffont), il remarque : « Ma vie est celle d'un cadeau à qui personne n'a demandé s'il avait envie d'être un cadeau ». Ou : « Nous sommes tous en mauvaise forme en ce moment ».

Trois grands : Blanchot, la *Communauté inavouable* (Mimuit) ; Tardieu, les *Tours de Trébizonde* (Gallimard) ; Pinget, le *Harnais* (Mimuit).

Cortazar ne rêvera plus pour nous.

On commence à redécouvrir Zamiatine. Cet impressionniste elliptique disait qu'on reconnaît le début du totalitarisme quand quelqu'un dit : « Interdit de rire ».

## MARS

L'Histoire sans fin (Stock), de Michael Ende, un roman romantique qui met en scène la destruction du monde intérieur de chacun. Un succès immense en Allemagne, un succès honnête en France. Il faut dire que c'est un livre pour enfants.

Françoise Sagan donne avec son meilleur souvenir (Gallimard) des portraits d'amis livrés dans leur fragilité, des « natures sans violence ».

## AVRIL

La Maison aux esprits, d'Isabel Allende (Fayard).

Bruce Chatwin, qui a travaillé chez Sotheby's et beaucoup voyagé, publie les *Jumaux de Black Hill* (Grasset). Le succès le guette.

On lit Ferdinando Camon, la *Maladie humaine* (Gallimard). « Moi, cet homme si petit, si maigre, que je ne connais pas ». La psychanalyse en littérature comme moyen de s'approcher au plus près d'une expérience existentielle.

## MAI

Roman, par Polanski. *Brel*, par Olivier Todd. *Rêves d'adolescents* (Laffont).

## JUIN

L'Herbe des talus, de Jacques Réda (Gallimard). Éloge des trains et des Soles.

Le 25 juin, Foucault meurt du sida. On publie les deux tomes de son *Histoire de la sexualité* : *L'usage des plaisirs* et *Le Souci de soi*. « Je rêve de l'intellectuel destructeur des évidences et des universalités, celui qui repère dans les inerties et les contraintes du présent les ouvertures, les lignes de force, celui qui ne sait pas au juste ni où il sera ni ce qu'il pensera demain » (Gallimard).

## SEPTEMBRE

Dans la France apaisée, triomphent les biographies. De Gaulle (Seuil), par Lacouture. Biographies d'éditeurs : le *Gaston Gallimard d'Assouline* est un best-seller (Balland). Paraît aussi celle des frères Calmann et Michel Lévy de Mollier. Comme s'il s'agissait là des derniers représentants d'une espèce en voie de disparition, dont il ne faudrait pas perdre la mémoire. C'est comme la passion des dinosaures. Un mythe, une nostalgie. En 1989, paraîtra le *Grasset*. Les autres auront leur tour.

Mais l'événement de l'automne, c'est l'*Amant*, de Marguerite Duras (Mimuit). Il y aura plus d'un million de lecteurs, et le Goncourt, pour cette histoire d'amour lumineuse. L'histoire du Chinois, du petit frère, du barrage. « Je n'ai jamais rien fait qu'attendre devant la porte fermée ».

## OCTOBRE

Les Lieux de mémoire, de Pierre Nora (Gallimard). Un livre collectif qui dépasse le débat des années passées sur l'histoire synchronique et diachronique, la nouvelle et l'ancienne histoire. Autour du thème de la République sont traités les monuments, la pédagogie.

Janvier, février, mars, avril... les mois se suivent et les succès aussi.  
Et nous avons toutes les raisons de penser que cela va continuer.

Jacques Almira  
Le bal de la guerre  
ou La vie de la princesse  
des Ursins  
Jorge Amado  
Le Pays du Carnaval  
Conversations avec  
Alice Raillard

Jean-Philippe Arrou-Vignod  
Le cabinet à éclipses  
Vassili Axionov  
A la recherche de  
"Melancholy Baby"  
Philippe Beaussant  
La Belle au bois

Simone de Beauvoir  
Lettres à Sartre -  
Journal de guerre  
Pierre Bergounioux  
C'était nous

Christian Bobin  
La femme à venir  
Alain Bosquet  
Bourreaux et acrobates  
Daniel Boulanger  
Mes coquins

Bourbon Bussat  
L'audace d'aimer  
Kazimierz Brandys  
Carnets - Paris, 1985-1987  
Jean-Denis Bredin  
Un enfant sage  
Joël Cebanis  
Le crime de Torrey  
suivi de Fausses nouvelles

Patrick Cahuzac  
Parole de singe  
Ferdinando Camon  
Le chant des baleines  
Anne Carnigues  
Les jardins vénétiens  
Bo Carpelan  
Axel

nrf

GALLIMARD

صكنا من الامل



SALON DU LIVRE  
NOS ANNÉES 80



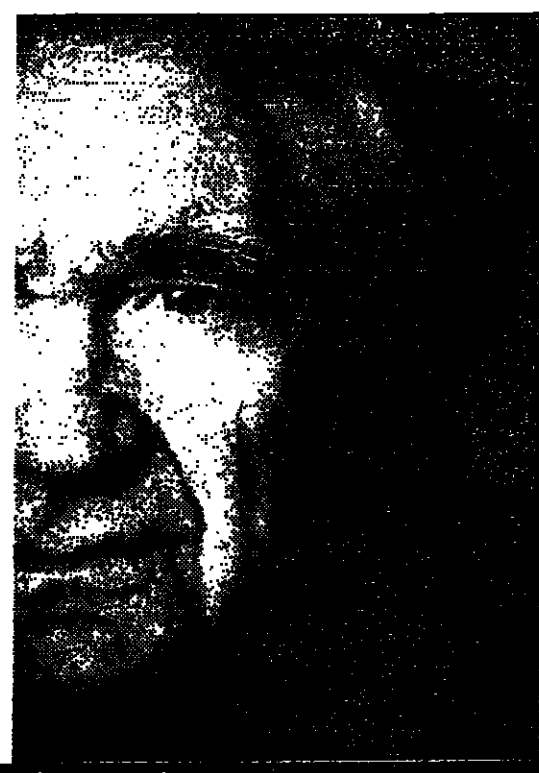
Simone de Beauvoir et Jean Genet : morts la même année



Milena ressuscitée



Cioran, qui écrit « pour éviter une crise »



Eloge de la paresse: Obolov en version intégrale (L'Age d'homme).

gie, les commémorations, les symboles et la contre-mémoire.

En contrepoint, *Yahkor* (La Découverte), de Yerushalmi, une étude de l'histoire et de la mémoire juives. Comment une langue qui n'a pas de temps peut-elle s'inscrire à l'histoire? Toujours la question du passé, du présent, dissociés ou mêlés.

Le 19 octobre, meurt Henri Michaux, le magicien de *Plume et d'Un barbare en Asie*, (Gallimard), l'homme des explorations, des mémoires et du non. « Tu peux être tranquille. Il reste du loup dans toi. En une seule vie, tu n'as pas pu tout souffler. »



JANVIER

Alain Robbe-Grillet publie le *Miroir qui revient* (Minit), et Philippe Sollers *Portraits du joueur* (Gallimard) : la vague autobiographique des représentants du nouveau roman.

C'est l'année Hugo, un bon signe sous lequel placer le retour du romanesque.

T.M. Roberts publie *Méchant*, (Seuil), son dixième roman.

Chez un petit éditeur, Solis, paraît un gros livre, *Le Tourment*, de Klaus Mann. L'histoire du fils de Thomas Mann, un intellectuel entre les deux guerres, s'efforçant de s'intégrer quelque part, toujours errant, toujours inquiet, un Allemand voulant devenir européen, tout cela et l'ombre d'un père. La lecture de Klaus Mann est un excellent antidote à tous les « trucs littéraires » : celle de Flannery O'Connor aussi. Paraît *l'Habitude d'être* (Gallimard), sa correspondance, pleine d'histoires à l'humour extrême. « Les infirmes entrèrent les premiers au royaume de Dieu. Peut-être parce qu'ils assomèrent les autres à coups de béquille. »

Thomas Bernhard fait interdire la représentation de ses pièces et la

vente de ses livres en Autriche. C'est à partir de ce moment que l'auteur de *Matras anciens*, du *Neveu de Wittgenstein*, du *Naufragé de la Cave*, etc., et de *Un enfant*, traduit ce mois-ci chez Gallimard, commence à être lu en France, au-delà d'un cercle d'initiés.

Une autre révolte magnifique, Toni Morrison, publie la *Chanson de Salomon* (Agora). Et Joyce Carol Oates, la *Légende de Bloodmoon* (Stock). « Ah, comme je voudrais je ne suis qu'un... »

FÉVRIER, MARS, AVRIL

Fred Uhlman est retrouvé. L'auteur de *l'Ami retrouvé* (Gallimard) a écrit : *Il fait beau à Paris aujourd'hui* (Stock). On a à peine le temps d'être conquis, il meurt le 12 avril.

22 mars : William Boyd est en pleine forme, comme d'habitude. Son *Comme neige au soleil* (Balland) enthousiasme Pivrot, qui promet de rembourser les lecteurs déçus. Au Salon du livre, on s'arrache le roman. « *Femme Nérée*, cela s'appelle l'efficacité », aurait dit Giraudoux.

Pour découvrir Raymond Carver, qui publie *les Vies d'un homme* (Mazarine), il faudra un petit peu plus de temps, mais ça va assez vite : l'humour à cran, la force et la sobriété du nouvelliste américain, son côté stoïque, emporteront l'adhésion.

MAI

Une journée pour la littérature américaine. Vedettes du jour : John Fante et son double *Bandini*, que publie Bourgois, et Grace Paley, les *Petits Riens de la vie* (Rivages).

Côté classique, on retraduit *Tendre est la nuit*, de Fitzgerald (Laffont), dont on peut lire aussi les *Letras à Zelda* (Gallimard).

JUIN

Le 6, meurt Vladimir Jankélévitch. Chez Fata Morgana, se consolent en lisant *l'Assemblée de rêves* de Gustave Moreau.

JUILLET

Mort d'Heinrich Böll, le 16, qui était Prix Nobel et quelqu'un de bien. L'homme de l'Honneur perdu de Katharina Blum (Seuil).

Marcel Gauchet : *le Désenchantement du monde* (Gallimard) — ou : nous avons besoin d'enchantement.

menta. Réflexion théorique et latente sur le religieux.

Les *Enfants Tanneur*, de Robert Walser (Gallimard), *Une vie boulevartée*, d'Étty Hillesum (Seuil) : le désespoir, la capacité à s'émouvoir, si proches.

Chez Rivages, *le Destin des souvenirs*, d'Estro Schmitz, un Triestin qu'on connaît mieux sous le nom d'Italo Svevo.

Création des Editions Odile Jacob, après le succès de *l'Homme neuronal*, de Changeux (Fayard). L'ambition de faire de la vulgarisation scientifique attrayante et rigoureuse.

SEPTEMBRE

Les professionnels manient sous l'afflux de romans. Une énorme progression qui n'est pas nécessairement un signe de santé, mais plutôt la résultante de progrès techniques, de choix éditoriaux.

Tout le monde ratasse large. Dieu, puisqu'il revient, reconnaîtra les siens. S'il a le temps. Quelques titres en vitrine : *la Mémoire du fleuve*, de Dede (Phébus), *Dara*, de Besson (Seuil), *l'été 36*, de Bertrand Poirot-Delpech (Gallimard).

Se font remarquer : Jean-Philippe Toussaint, Sylvie Germain.

Mort d'Italo Calvino, le 19. Le joueur ironique.

OCTOBRE

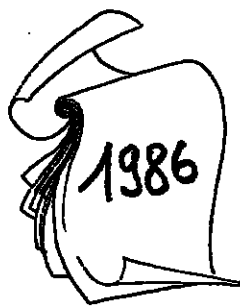
Le soixante-dix-septième prix Nobel est attribué à Claude Simon. Il déclare : « Je ne suis ni assez présomptueux ni tout de même assez sot pour ne pas savoir que dans les domaines de l'art et de la littérature, tout choix est contestable et, dans une certaine mesure, arbitraire. »

NOVEMBRE

Prix : Goncourt pour Queffelec et ses *Noces barbares* (Gallimard). Médicis pour Brandeau et *Naissance d'une passion* (Seuil). Renaudot pour *Mes amis sont plus belles que vos jours*, de Raphaëlle Billéroux (Grasset). Femina pour *Sans la miséricorde du Christ*, de Bianciotti (Gallimard), Médicis étranger pour *Dieu sait*, de Joseph Heller (Grasset).

Les livres de Rika Zarai, Jane Fonda, Raquel Welch et Sylvie Vartan encouragent un vaste public à se maintenir en forme et en beauté.

Ce qui n'était pas le principal souci d'Elisa Morante qui vient de mourir, le 25, définitivement une enfant. Celle qui « écrivait des histoires pour consoler la triste nuit d'une civilisation aliénée, mécanique et désespérée. »



JANVIER

Milena Jesenska est dans tous les cœurs. La journaliste et traductrice de Kafka est ressuscitée par une biographe, Margarete Euber-Neumann (Seuil). Un livre d'elle, *Vivre* (Lieu Commun). « Elle est un feu vivant, elle se rue comme la mer. » Les lettres que Kafka lui a écrites seront bientôt disponibles en poche.

12 janvier : Kundera, *l'Art du roman* (Gallimard).

Cioran : *Aveux et anathèmes* (Gallimard). Sa popularité de philosophe misanthrope ne cesse de s'accroître. On l'imagine très sage ; il dit : « J'écris pour éviter une crise. Je n'ai jamais écrit à la température normale. »

16 janvier : Michel de Certeau est mort.

FÉVRIER

Une femme au nom étrange, Agota Kristof, Suisse d'origine hongroise, publie *le Grand Cahier*, (Seuil), une fable, conte ou récit, quelque chose de neuf et de fort.

Lapouge : *la Bataille de Wagram* (Albin Michel). Érudition romanesque et populaire.

Première traduction d'une Américaine remarquable, Cynthia Ozick, violente, sévère, drôle et métaphysique : *la Galaxie cannibale* (Mazarine).

MARS

De plus en plus de prix, de plus en plus souvent rémunérés ! Au Salon du livre, le GLM organise les Gutenberg de la profession, sur le modèle des Césars.

Une bourrasque : le succès stupéfiant du *Parfum* de Patrick Süskind (Fayard). Il recommence ensuite avec *le Pigeon* (Fayard), mais le miracle n'a lieu qu'une fois.

Autre mythe, celui de l'androgynie : *Sphinx*, le roman d'une très jeune femme, Anne Garreta (Grasset).

AVRIL

Le roman de Djian, *37° 2* (Bernard Bataille), devient un film de Beineix. Triomphe. On lit *la Moustache*, d'Emmanuel Carrère (P.O.L.).

14 avril : mort de Simone de Beauvoir, le Castor, l'entêté, l'exemplaire. Des *Mémoires d'une jeune fille rangée* à *Une mort très douce* ou *le Chénio des adieux* (Gallimard), sa sévérité et ses passions n'ont pas fini de résonner auprès d'autres femmes.

15 avril : c'est Jean Genet qui disparaît. Il disait que toute sa vie, il n'avait rien fait qu'exacerber sa sensibilité, au point de n'être plus bon à rien. Une belle définition de l'écrivain. *Le Capitif amoureux* (Gallimard) paraîtra un mois plus tard.

MAI

Un nouvel auteur à succès, Amin Maalouf, *Léon l'Africain* est le portrait d'un réconciliateur musulman par conviction, chrétien par nécessité, conseiller du pape en 1550 : les couleurs de la Méditerranée (Lattès).

JUIN

Les brouillards de Barbara Pym. *Crampton Hodnet*, c'est la déraison résignée, l'humour, pour décrire la vie quotidienne petite-bourgeoise et les codes perdus entre les hommes et les femmes (Fayard).

Brett Ellis, *Moins que zéro*, la jeunesse dorée américaine et le néant (Bourgois).

Fante : *Demande à la poussière* : (Bourgois), l'engagement persiste.

14 juin : le « bibliothécaire de Babel » est mort. Jorge Luis Borges. « J'ai toujours su que tout, à la longue, se convertirait en mots, sauf le bonheur qui est une fin en soi. »

ÉTÉ

Qui connaissait Karen Blixen ? La baguette magique du cinéma a frappé : *la Ferme africaine* est un best-seller (Gallimard).

SEPTEMBRE

*Dimanches d'août*, de Patrick Modiano (Gallimard).

Michel Serres : un travail énorme et collectif, la publication intégrale du *Corpus philosophique de langue française*. Bodin, Metzger, d'Arnauld, Poullain de la Barre, Quinet, etc. (Fayard).

*La correspondance Ponge-Paulhan* : mise en scène des relations auteur-éditeur, préfigure celle de Gaston Gallimard-Marcel Proust en 1989. Anecdote et fascinant (Gallimard).

OCTOBRE

Premier Nobel à un écrivain africain : Wole Soyinka.

Dumézil, le père de la science des religions et des mythologies, l'homme du modèle tripartite, prêtre, guerrier, producteur, meurt le 11.

Avec ses *Antigones*, Steiner réfléchit sur les modalités du non (Gallimard).

Naissance de « petits éditeurs », suite : Maren Sell.

On lit la *Vie Ripolin* de Vautrin (Mazarine), *Bille en tête* d'Alexandre Jardin (Gallimard), *l'Étudiant étranger* de Labro (Gallimard), *la Maison de Jade* de Madeline Chappel (Grasset), *le Salon du Wurtemberg* de Pascal Quignard (Gallimard), *la Goutte d'or* de Tournier (Gallimard), *les Funérailles de la sardine* de Combesco (Grasset).

BAUDOIN  
LE PROCÈS  
VERBAL  
de J.M.G. LE CLEZIO  
192 PAGES. 120 Frs.

|   |   |   |   |  |   |
|---|---|---|---|--|---|
| Jean-Pierre Chambon<br>Le territoire aveugle<br>Bella Cohen<br>Autour d'Albert Cohen<br>Moira Crone<br>Un temps de réclusion<br>Michel Déon<br>Un souvenir<br>Jeanne Dumérout<br>Le phare de Balce<br>Jean George<br>Entretiens avec Jean Amrouche<br>et Taoufik Amrouche<br>Christian Giudicelli<br>Double express | Mary Gordon<br>Refuge provisoire<br>Hervé Guibert<br>L'ami qui ne m'a pas<br>sauvé la vie<br>Marc Guyon<br>Le cœur ténébreux<br>Ernst Havemann<br>La voix du sang<br>Milan Kundera<br>L'immortalité<br>Christine Lafon<br>Mémoire d'un brin de paille<br>Louis Malle et<br>Jean-Claude Carrière<br>Milou en Mai | Diane de Margerie<br>L'Empereur Ming vous attend<br>Juan Marsé<br>Le fantôme du cinéma Roxy<br>Gabriel Matzneff<br>Mes amours décomposés<br>Jean Métellus<br>Charles-Honoré Bonnefoy<br>Patrick Modiano<br>Voyage de noces<br>Pierre Mousters<br>L'Éclair | Xavier Patier<br>Point d'orgue<br>Octavio Paz<br>L'arbre parle<br>Daniel Pennac<br>La petite marchande de prose<br>Bernard Pingaud<br>Adieu Kafka<br>Marcelin Pleyne<br>Les modernes et la tradition<br>Jean Prévoist<br>Derniers poèmes suivis de<br>L'amateur de poèmes | Jacques Réda<br>Le sens de la marche<br>Darcy Ribeiro<br>Utopie sauvage<br>Dominique Rolin<br>Vingt chambres d'hôtel<br>Paul de Roux<br>Poèmes de l'aube<br>Claude Roy<br>L'étonnement du voyageur<br>Le noir de l'aube<br>Michel Schneider<br>Bleu passé<br>Joanna Scott<br>La mouche la plus belle | François Sonkin<br>Un homme singulier<br>et ordinaire<br>Jean Tardieu<br>On vient chercher<br>Monsieur Jean<br>Henri Thomas<br>Trézéaux<br>Jan Trefulka<br>Sédult et abandonné<br>Iouri Trifonov<br>La maison disparue<br>Mario Vargas Llosa<br>Eloge de la marâtre<br>André Velter<br>L'Arbre-seul |
|---|---|---|---|--|---|



GALLIMARD





SALON DU LIVRE  
NOS ANNÉES 80



On brûle Salman Rushdie... Bonjour Berberova... Adieu Simonon...

mard) et, en 1986, *Les Neuf Lettres* avec une dixième retenue et une onzième reçue (Clémence Hiver).

FÉVRIER

Le *Condor* (Fayard) de Robert et Elisabeth Badinter annonce la flèche de livres sur la Révolution qui se prépare. « *Toute société qui n'est pas éclairée par des philosophes est trompée par des charlatans.* »

Une philosophie romancière, Iris Murdoch, *Nomes et soldats* (Gallimard). Une romancière assez philosophe aussi, Beatrix Beck : *Stella Corfu* (Grasset).

19 février : René Char est mort. Géant, insurgé, mortel. « *Le devoir de contredire.* »

MARS

Tours et détours de la langue de bois. Une nouvelle traduction des *Œuvres complètes* de Freud aux P.U.F., déclenche la polémique. Les mots, les concepts, les comportements des théoriciens sur la sellette.

AVRIL

Toute l'œuvre aux noms multiples de Fernando Pessoa chez Belfrage : « *Vivre n'est pas nécessaire ; ce qui est nécessaire c'est créer.* » Succès du *Libre de l'intranquillité*.

Correspondance de François Truffaut chez Hatier. Hommage au cinéma à la littérature.

MAI

Anniversaire. Mai 68-mai 88. Peu de livres. Cohn-Bendit, *Nous l'avons tant aimé, la révolution* (Barrault). Henri Weber : *Vingt ans après*. Laurent Joffrin : *Histoire des événements* (Seuil). Capdevielle et Mouriaux : *L'Entre-deux de la modernité* (FNSP). Quand le cœur n'y est pas, les anniversaires sont des révélateurs.

On s'intéresse davantage aux Chinois qui sont à Paris. Déjà Allard avait publié *Enfance à Guilin* de Bai Xiang Yong et Actes-Sud Zhang Xinxin. Voici Lu Weifu, *Vie et passion d'un gentilhomme chinois* (Piquier-UNESCO). Chez Actes-Sud, une femme, Lu Binyan. Dix écrivains contemporains décrivent la Chine d'après Mao, ou se souviennent de la révolution culturelle.

Autre horizon : *Samarcande* (Lattès) d'Amir Masloui, l'histoire d'Omar Khayyam le poète, d'Assou Sabah, le haïchi, de Nizan et Molk, le ministre.

JUIN

Le phénomène de *De la part de la princesse morte* (Laffont) de Kenise Mourad. Prix des Lectrices de Elle.

Un petit Robert pour les enfants. Jan Myrdal, qui était un enfant triste, fils de deux prix Nobel, raconte son *Enfance* en Suède chez Actes-Sud. Autres nordiques : *La Fille du roi crapaud* (Gallimard) de Birgitta Trotzig, *Ma vie de chien* (Actes-Sud).



240 PAGES 160 Frs.

de Jönsson ; toujours des rééditions de Hamsun, *Réveurs* (Calmann-Lévy).

Chez Fayard, une somme d'érudition douloureuse, *la Destruction des juifs d'Europe* de Hilberg. On l'avait vu, dans le film de Lanzmann, expliquer ses méthodes de travail, sa mise en chiffres et graphiques des quatre forces bureaucratiques du crime : l'armée, l'administration, l'économie, le parti nazi.

Paul Auster publie *Cité de verre*, sa trilogie new-yorkaise et, un peu plus tard, le livre qui commande les trois autres : *l'Invention de la solitude* (Actes-Sud). Auster, ce questionneur de la mémoire, de la violence et des malentendus est aussi l'auteur d'un essai sur Hamsun, *l'Art de la faim*.

*Le Suicide et le chant*, beauté étrange du chant des femmes pastoures (Cahiers des brisants).

AOÛT

Mort de Raymond Carver, le 2. Mort de Francis Ponge, le 6. Deux écrivains à la recherche de la simplicité. Des biologistes. Le détail toujours.

OCTOBRE

Le livre posthume de Marguerite Yourcenar, *Quel éternité?* (Gallimard).

Le 13, Nobel à Naguib Mahfouz, l'Égyptien. L'auteur de *Récits de la Révolution française* (Flammarion) de Furet et Ozouf, le *Silène* (Bernard de Fallois) de Bredin, le *Théâtre de Mérimée* (Seuil) de Roudinesco, les *Orateurs de la Révolution* en Pléiade, et, un peu plus tard, *la Révolution des droits de l'homme* (Gallimard) de Gauchet et *Comment sortir de la Terreur, Thermidor et la Révolution* (Gallimard) de Baczkó.

Idée générale dominante : ils n'ont pas été capables de s'accorder pour être en désaccord, pour reconnaître que le caractère conflictuel de la société est à l'origine de son fonctionnement et non un vice à éradiquer. Ou : une façon de penser la liberté qui empêche la liberté. Et nous sommes leurs petits-enfants!

NOVEMBRE

Quelques prix : le Goncourt à Erik Orsenna pour *l'Exposition coloniale*, (Seuil) le Médias pour Christiane Rochefort et sa *Porte du fond*, (Grasset) le Fémina pour Alexandre Jardin, *le Zèbre*, (Gallimard), le Renaudot pour Deprestre, *Hadriana dans tous mes rêves* (Gallimard).

Du côté des traductions, on parle de Tom Wolfe, le *Bücher des vanités*, (Sylvie Messinger), la *Boîte noire* (Calmann-Lévy) d'Amos Oz, les *Enfants de l'Arbat* (Albin Michel) de Rybakov et *Maitres anciens* (Gallimard) de Thomas Bernhard. Diversité.

DÉCEMBRE

Se consoler de tout : lire *Une année à la campagne* (Gallimard) de Sue Hoebe. Les abeilles, le détail des jours, la lumière de la solitude apaisée. Ou les *Récits de pardon* (Seuil) de Nathalie Zemon Davis la modestie, les objets séparés, les apaisements partiels.



JANVIER

Le triomphe de Nina Berberova, avec son autobiographie *C'est moi qui souligne*. (Actes-Sud)

Alison Lurie publie *la Vérité sur Lorin Jones* (Rivages). Toni Morrison publie *Beloved* (Belfrage).

Dans le *Grand Incendie de Londres*, (Seuil), Jacques Renard ajuste 196 fragments, comme un échafaudage d'allumettes, la lampe, le cahier, le bureau, le moment de se raser, l'aube ; précision et demi-teintes, comme les traces d'un échafaudage pour une construction qui n'aurait pas eu lieu, qui n'aurait plus lieu d'être. *Puisque seul importe ce qui manque.*

FÉVRIER

Le 12, Thomas Bernhard est mort. Ingeborg Bachmann le comparait à Kafka, dont le style ne se remarque pas. Ses livres sur la mystère de l'homme, comme une vision impossible à éviter, sur l'état de perturbation où chacun se trouve, sa véhémence, son absence de rhétorique, cette compassion, manquent.

14 février : Salman Rushdie traqué. L'imam Khomeini demande à tous les musulmans du monde d'exécuter l'auteur et l'éditeur des *Versets sataniques*, paru à Londres en octobre, et dont la parution à New-York est annoncée pour le 22 février. En France, le livre paraîtra le 19 juillet chez Christian Bourgois. 185 000 exemplaires seront vendus en un mois. Salman Rushdie vit depuis dans la clandestinité. En février 1990, il sort de son silence et défend son livre dans un texte paru dans *The Independent* de Londres et repris en partie dans *Libération* : « *C'est un livre écrit avec l'expérience du détachement, de la séparation et de la métamorphose, lente ou rapide, douloureuse ou plaisante. (...) La littérature est la seule place dans toute société où, dans le secret de nos têtes, on peut entendre des voix parler de tout, de toutes les manières possibles.* »

Plusieurs livres traitent de ces questions : *Nous et les autres* (Seuil) de Trostman Todorov ou *Etrangers à nous-mêmes* (Fayard) de Kristeva.

MARS

Dans *Glenn Gould, piano solo*, (Gallimard), Michel Schneider parle de virtuosité, de musique, de solitude.

John Hawkes : *la Photographie et ses modèles*, la *Patte du scarabée* (Seuil).

AVRIL

Jabès : *Un étranger avec sous le bras un livre de petit format* (Gallimard). Ce grand écrivain qui écrit de minces livres remplis d'éclairs est fêté à l'étranger, mal connu ici.

MAI

Nimrod est à la mode. Les hussards toujours. Biographies, inédits, rééditions. Disciples.

Philip Roth : *Contrevie* (Gallimard). Sophistication et vérité. Un autre Américain débarque, très différent, Richard Ford. *L'émotion crue*, *Rock springs*, *Une mort secrète* (Fayard).

Les Japonais : Obo Soseki, *Clair obscur* (Rivages).

JUIN

Weyergans, *Je suis écrivain*. Un livre annoncé depuis plusieurs mois, qui parle d'enfance, des mots et du Japon justement.

Les voyageurs sont à la mode. Des collections ont vu le jour depuis quelques mois chez Payot, chez Actes-Sud : une librairie-agence de voyages est ouverte par Hachette, le 15 juin, à Paris. Gallimard a créé, en février 1988, une collection « Bibliothèque du voyageur ». Lire Nicolas Baurier, Théodore Monod, Ella Maillart ou le *Chant des pistes*, (Grasset) de Bruce Chatwin, qui vient de mourir du sida. John Le Carré : *la Maison Russe* (Laffont). Pertinent.

SEPTEMBRE

4 septembre : mort de Simonon. Comme le disait Jean Paulhan : « *La vie est pleine de choses redoutables.* » Un livre de mémoires chez Seghers.

Ludvik Vaculik, *la Cité des songes*, chez Actes-Sud. Le livre de ce que Vaculik ne disait pas aux autorités tchèques, aux inspecteurs chargés de le surveiller. Un livre de l'imprévisible, du détail et des incertitudes. A lire en contrepoint, *Mon siècle*, (De Fallois-L'Age d'Homme) d'Aleksander Wat, qui interroge pendant 720 pages sa vie de futuriste qui voulait changer le monde et connaît les prisons de Pilsudski et celles de Staline. Un poète dans l'Histoire, comme dans le tourbillon d'un broeur.

De Vaculik Havel, président de Tchécoslovaquie, deux livres : *Interrogations à distance*, aux éditions de l'Aube, et *Œuvres politiques*, chez Calmann-Lévy. Ironique, lucide.

Quelques ouvrages de poids : *le Journal* (Laffont), des Goncourt, les *Œuvres* (Gallimard) de Picasso : « *Je n'en peux plus de ce miracle de n'avoir rien appris qu'à aimer les choses et les manger vivantes.* »

Ce n'est pas exactement l'humeur de Christophe Ransmayr, dont on publie *le Dernier des mondes* (P.L. Flammarion) et les *Effraies de la glace et des ténèbres* (Marc Seli), mais peut-être celle d'Alvaro Mutis, l'auteur de *la Dernière Escalade du Transp steamer* et de *la Neige de l'Amiral* (Sylvie Messinger).

OCTOBRE

Biographie de Michel Foucault (Flammarion) par Didier Eribon. Une nouvelle collection de courts textes littéraires d'intervention, subtile, savante, interdisciplinaire : c'est la Bibliothèque du XX<sup>e</sup> siècle, que dirige Maurice Olender.

L'Acacia, (Minuit) de Claude Simon. *Tu ne t'aimes pas* (Gallimard), de Nathalie Sarraute.

NOVEMBRE

Quelques prix : Goncourt à Vautrin pour *Un grand pas vers le bon Dieu* (Grasset). Médias pour le *Livre brisé* (Grasset), de Dobrovski. Fémina pour *Jours de colère* (Gallimard), de Sylvie Germain. Renaudot aux *Comptoirs du Sud*, de Dominique Interallié au *Verger du diable*, d'Alain Gerber.

20 novembre : mort de Leonardo Sciascia : le chevalier a été vaincu. Dans *le Chevalier et la mort*, (Fayard) paru l'an dernier, il écrivait : « *Tout s'éloignait, tout était loin désormais. Restait en lui un sentiment de tendresse, qui était presque de la pitié. C'était comme chez lui, chaque sentiment qui avait été d'amour ou d'aversion se changeait en pitié. Plus curieux encore que la mémoire transformée en beauté ces lointaines souffrances et désespoirs. Tout mentait. Même la mémoire.* »

DÉCEMBRE  
Se retourner, être écrasé par la cohorte de tous les livres mal lus et mal lus, oubliés.  
22 décembre : mort de Samuel Beckett. « *Oh finir. N'importe comment, n'importe où.* », écrivait-il dans son dernier livre, *Soubresauts*.

GENEVIÈVE BRISAC

FRANÇOIS CHAVANES

Albert Camus :  
"Il faut vivre maintenant"

Questions posées au christianisme par l'œuvre d'Albert Camus

Préface de Mme J. Léri-Valensi  
Présidente de la Société des Études Camusiennes

Une étude sur une œuvre qui demeure un lieu d'interrogation et un message d'espoir pour notre temps.

H. C. Analogique  
218 pages 87 F

cerf

SALON DU LIVRE  
D 78

Presses de la Fondation Nationale  
des Sciences Politiques

OLEG BOGOMOLOV  
Socialisme et compétitivité

Les pays de l'Est dans l'économie mondiale  
Préface de Marie Lavigne. Traduit du russe par Jacqueline Tordjman  
ISBN 2-7246-0572-1, 264 pages, 160 F

DOMINIQUE LABBE  
Le vocabulaire  
de François Mitterrand

ISBN 2-7246-0577-2, 328 pages, 140 F, prix de lancement : 112 F

MOTS

Le nouveau vocabulaire  
des socialistes

mars 1990, 128 pages, 75 F

An Salon : Stand B 44

27, rue Saint-Guillaume

Paris 7<sup>e</sup> tél. : 45.49.50.21

Éditions Galilée

SEPTEMBRE 1989 - MARS 1990

Jean-François Lyotard  
La guerre des Algériens

Berlin 1958 - 1965

1 vol. 314 p., 145 F

Paul de Man

Allégories de la lecture

1 vol. 268 p., 158 F

Alexander García-Düttmann

La parole donnée

Mémoire et promesse

1 vol. 240 p., 145 F

Jean Oury

Création et schizophrénie

1 vol. 224 p., 135 F

Sarah Kofman

Séductions

de Sartre à Héraclite

1 vol. 192 p., 98 F

Marc Froment-Meurice

Solitudes

de Rimbaud à Heidegger

1 vol. 228 p., 145 F

Jacques Derrida

Limited Inc.

1 vol. 296 p., 145 F

Jean Baudrillard

La transparence du mal

Essai sur les phénomènes extrêmes

1 vol. 192 p., 98 F

Christine Buci-Glucksmann

Tragique de l'ombre

1 vol. 312 p., 145 F

DIFFUSION-DISTRIBUTION : CDE • SODIS

Jean Echenoz

## Pour raconter cette époque

## RELECTURES

Cinq auteurs, édités ou réédités durant les années 80, que l'équipe du « Monde des Livres » a relus. Cinq œuvres-clés pour comprendre cette époque... et les autres.

UN grand écrivain, on ne sait pas très bien ce que c'est. Surtout quand il est vivant. Surtout quand il appartient à une époque qui a tellement peur de ne rien valoir qu'elle use les mots jusqu'au superlatif et qu'elle est prête à promettre le Panthéon à tout ce qui arbore trois onces de talent. La prudence s'impose. Et les géomètres littéraires, dont c'est le métier de mesurer le génie d'écrire et de comparer les tailles des postulants à la gloire, ne sont plus du tout d'accord sur les instruments à employer.

Dire de Jean Echenoz qu'il est le romancier le plus marquant des années 80 ne devrait donc pas passer *a priori* pour un jugement de valeur, à charge ou à décharge. C'est simplement le constat qu'entre cet écrivain de

quarante-quatre ans (dont le premier livre, *Le Méridien de Greenwich*, a été publié à la veille de cette décennie) et la réalité de son époque — l'imaginaire fait évidemment partie de cette réalité, à moins que ce ne soit le contraire — existent des connivences et des sympathies si fortes que s'il fallait raconter cette époque, c'est avec les livres d'Echenoz qu'on le ferait (1).

## Un écrivain réaliste

Cela annonce peut-être que les hommes d'écriture sont, contre toute attente, en train de faire la nique aux hommes d'images dans l'expression de l'imaginaire réaliste. On peut saisir les années 50 dans les photos de

Doisneau, les années 60 dans les films de Godard, les années 70 dans les peintures de Warhol. Pour les années 80, c'est Echenoz et ses quatre livres, *Cherokee* (1983), *L'Équipée malaise* (1986), *L'Occupation des sols* (1988) et *Lac* (1989). Ces années-là, les hommes et les femmes, les paysages, les objets et même les animaux ont ressemblé à des phrases de Jean Echenoz.

Cela veut dire, bien sûr, qu'Echenoz est, comme tous les vrais romanciers, un écrivain réaliste. Il se promène, il regarde partout, il entend les mots des uns et des autres, il lit des journaux, il consomme des images télévisées, il fait provision de réalité : de temps, d'espace, de matière, de sons, d'odeurs, de rythmes, d'esprit, d'histoire. Comme tout le monde ; mieux que tout le monde parce que ce qu'il glane ne lui sert pas seulement à vivre mais à écrire.

Il y a belle lurette que les écrivains réalistes se méfient de l'écriture et de la réalité. Ils savent bien que les mots ne sont pas les choses. Depuis Flaubert, la littérature romanesque — celle qui compte, pas les romans de gare en tous genres — vit dans cet affrontement souvent crispé entre l'immensité du réel et la finitude des mots. Dans les années 60, le « nouveau roman » avait cru trouver la solution du conflit en démolissant ce qu'on avait appelé jusqu'à lui la littérature. Fausse solution qui n'avait en pour effet que de rendre l'arrogance aux écrivains irréalistes.

Plutôt que de choisir entre les Don Quichotte de la théorie et les Sancho Pança du roman, Echenoz, en homme des années 80, a opté pour le biais, la mise des idées à l'épreuve des faits, la distance, le petit pas de côté, l'humour et la modestie. Dans les profondeurs

de sa mémoire électronique, il a non seulement avalé la réalité de son temps, mais aussi les manières, les thèmes, les inventions, les rhétoriques de tous ces gens qui passent pour savoir raconter parfaitement des histoires : les romanciers à la Jules Verne (*Le Méridien de Greenwich*), les auteurs de polars (*Cherokee*), les conteurs d'aventures (*L'Équipée malaise*), les maîtres de l'espionnage (*Lac*). Mais, de ces manières de dire, il ne conserve que le charme, le galbe, l'apparence — le phéno-mène, en éliminant soigneusement, minutieusement toute cette charpente de certitudes menteuses. Au bout de cette équipée, nait le malaise.

## Les temps flottants

Echenoz n'affirme rien ; il n'affirme même pas qu'il n'affirme rien : il est le romancier de la suspension du sens, de la souriante démolition des dogmes, des espaces déstructurés et des temps flottants. Avant lui, dans les romans comme dans les organisations de la société, la périphérie obéissait au centre. Le centre changeait de visage — Dieu, l'homme, la nature, l'histoire, le destin, l'utopie, — mais il continuait à commander et à légitimer les manifestations de la périphérie. Echenoz prend acte de la faillite de cette ancestrale subordina-

tion : il n'y a plus de centre, nous vivons dans les banlieues de l'esprit, un peu vides, un peu terribles, un peu dorci, un peu cinématographiques, rassemblés instables de populations incertaines, agglomérations fugaces d'individualités autonomes dont les pensées, les rêves, les fantasmes et les comportements n'obéissent qu'à des logiques fatiguées et usées, à des morales du zapping permanent et à des passions en perpétuel chantier.

On pourrait écrire des drames sur cette atomisation, faire des tragédies de cette solitude, poesser des lamentations sur ces glissements de terrain et sur l'évanouissement de toute référence stable. Mais la grandiloquence a partie liée avec le militantisme. Au décentrement, à l'ère du vague, au temps des significations arbitraires et des significations éphémères, répond cette écriture elliptique, joueuse, flâneuse, révéneuse, ces trompes-l'œil savants, ces entomologies infatigables, ces métaphores à contre-pied et cette limpidité du récit dont les eaux douces semblent envelopper dans la même tendresse, la même quiétude personnages et objets, paysages et musiques, paroles et déchets urbains. Rien ne surraie ; tout est décor.

P. L.

(1) Tous les ouvrages de Jean Echenoz sont publiés par les Éditions de Minuit.

Carl E.

## Pour retrouver

L'EFFONDREMENT du communisme dans les « démocraties populaires » a fait remonter le souvenir de l'ancien empire austro-hongrois. Mais la redécouverte de ce monde oublié a commencé en Occident à la fin des années 70. Comme si l'hommage rendu chez nous au vieux empire de François-Joseph avait éveillé les bases des nostalgies et des espérances.

A l'épicentre de ce séisme : Vienne, où naquit une bonne part de notre modernité, celle-là même qui devait sombrer dans les tragédies du vingtième siècle. Vienne a donc resurgi dans nos mémoires, tentée sans doute d'y trouver la clé des catastrophes ultérieures, de revenir au point de départ pour mieux comprendre comment l'histoire s'est emballée et fourvoyée. Ainsi en France les metteurs en scène ont-ils relu Schnitzler, les éditeurs réédité Musil, les amateurs de

musique réécrit Mahler et les amateurs de peinture réapprécié Kokoschka, tandis que les philosophes, après Freud, s'intéressaient enfin à Wittgenstein. L'exposition viennoise du Centre Georges-Pompidou, en 1986, couronnait ce mouvement. Elle avait été précédée, trois ans auparavant, par la publication de *Vienne fin de siècle*, sept études de l'historien américain Carl E. Schorske sur quelques-unes des « transformations culturelles » qui ont contribué au rejet de la « culture libérale du dix-neuvième siècle » et à la recherche de nouveaux langages (1).

Parvenus au pouvoir dans les années 1860, les libéraux allaient en effet céder la place aux mouvements de masse modernes nés dans les années 1880 : pansarmanistes, nationalistes, chrétiens sociaux. L'élection de Karl Lueger, catholique antisémite, à



Jean Echenoz : le romancier du sens, de la souriante démolition des dogmes.

|   |   |   |  |  |   |
|---|---|---|--|--|---|
| <b>Palest</b><br>Revue d'études<br>35 numéros, 224 auteurs<br>et personnalités<br>politiques, publiques,<br>9345 pages de recherches<br>et analyses<br>et de documents<br>Un cadre privilégié<br>de débats<br>et d'initiatives<br>Pour une culture<br>commune et<br>pour le droit<br>des Palestiniens | <b>Palest</b><br>JEAN<br>Quatre heures<br>L'OLP, vers<br>l'État | <b>Palest</b><br>LE CLÉ<br>Camp de Nour Sh<br>GOYTIS<br>Journal palestinien | <b>Palest</b><br>LA PAIX FA<br>L'Égypte fa<br>179 Prix | <b>Palest</b><br>B. ISRAËL : L'HISTOIRE<br>1799-1989<br>1799 Adresses<br>1799 Adresses | <b>Palestiniennes</b><br>1799 Adresses<br>1799 Adresses |
|---|---|---|--|--|---|

Le numéro 65 F. Abonnements, 1 an (quatre numéros), 210 F. Étudiants (sur justification), 145 F.  
 Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Études palestiniennes. Diffusion : Les Éditions de Minuit, 7, rue Bernard-Palissy, 75006 Paris. G. C. P. 100 100 100

مكتبة الأمل



SALON DU LIVRE  
NOS ANNÉES 80

Samuel Beckett

# Pour dire un monde finissant

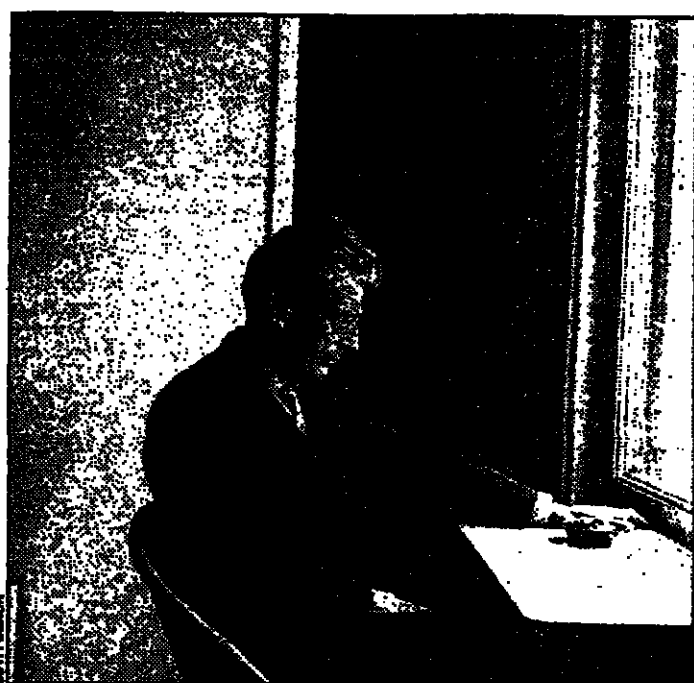
L'ECTEUR ou critique, on s'agit parfois de ne savoir se faire assez convaincant. De ne savoir assez bien dire combien, en certains livres, à certains détours de l'œuvre d'un écrivain, s'accomplit ce que, faute de mieux, on peut nommer l'essentiel ; combien s'agence là, en un certain ordre souverainement lucide, une parole propre à accroître la conscience du lecteur potentiel, à inscrire en lui, durablement, la surprise de cet accroissement. Surprise qui, si on veut bien l'accepter, modifiera en quelque manière l'être du lecteur, installera en lui un avant et un après de la lecture.

Il peut sembler paradoxal, un rien provocateur, de parler à propos de Samuel Beckett, fort vain du dénuement et de la misère ontologique, d'accroissement. Parions cependant sur la légitimité de ce terme. Parions dans le même mouvement, que cette seconde moitié du siècle aura généralement beaucoup gagné avec l'œuvre de Beckett. Qu'elle gagnerait encore à prendre en meilleure et plus large considération ses derniers livres, vérité ultime et quintessence de son art, dernier regard sur un monde finissant, n'en finissant pas de finir, et qui s'éprouve misérable, et donc vivant, au cœur de cette interminable déroute.

En 1980 et 1981 paraissent deux courts récits de Beckett, *Compagnie* et *Mal vu mal dit* — le premier écrit d'abord en anglais puis traduit par l'auteur, le second écrit directement en

français. Ces deux proses sont les étapes les plus importantes de la dernière partie de l'œuvre beckettienne faite, à partir de 1967 (les quatre textes de *Têtes mortes*, augmentés en 1972 d'un cinquième, *Sans*) d'écrits brefs et lapidaires, de quelques œuvres pour les théâtres, la radio ou la télévision (« pochades », « dramatiques », et autres « actes sans paroles »...) et, en 1968, des *Poèmes* (édition à tirage limité, reprise dix ans plus tard en édition courante, augmentée de *Mirlitonades* récentes). N'oublions pas de citer dans cette série l'admirable récit, le *Dépeupleur* (1970). En 1989, trois mois avant la mort de l'écrivain (22 décembre), paraît la dernière de ces courtes proses, *Soubresauts* (voir « le Monde des livres » du 17 novembre 1989) (1).

« Une voix parvient à quelqu'un sur le dos dans le noir » (deuxième phrase de *Compagnie*). La voix seule, et les variations de la lumière qui, mystérieusement, viennent lui correspondre, attestent que quelque chose, encore, a lieu, que des souvenirs remontent à la mémoire (lire les pages bouleversantes sur le héraison, p. 38-41) ; mémoire, comme un mince filet de vie, dans l'écroulement de tout... De personnages en revanche, même réduits à l'état de créatures, il n'est plus depuis longtemps question. Non, de simples, d'élémentaires instances s'animant confusément, à minima. Instances dont il



Des « chimères pour tempérer le néant »

importe peu de savoir si elles désignent des personnes virtuellement différentes ou si elles s'assemblent en un seul et même individu. La conjonction au singulier de la deuxième et troisième personne suffit. Quant à

l'hypothétique narrateur, son incarnation dans un nom moins hypothétique je (cette « toute dernière personne ») relèverait de l'artifice, d'une littérature trop heureuse et satisfaite de son pouvoir démiurgique.

Dans *Mal vu mal dit*, la topographie, se fait plus précise, un espace avec effort, incertitude, se constitue ; la voix s'insinue dans le regard : « Le cabanon. A l'existence d'un espace sans forme. Plutôt circulaire qu'autre chose finalement. » Une vieille femme regarde à l'est : « se lever Vénus » et, à l'ouest, la Lune. Autour, « partout à chaque instant la blancheur gagne ». Un « guetteur », à la fois témoin et scribe, assiste à la scène, se parle la regardant...

Des « chimères pour tempérer le néant », dit la voix de *Compagnie*. Ironie du verbe au sein de la plus grande tragédie, ironie non pour « tempérer » le tragique, mais pour dire ses noces sans fin reconduites, sans cesse et toujours célébrées, avec l'existence. Pour dire une modalité, une singularité précaire, d'être au cœur de cette très humaine création : le néant. Dire encore avec des « chimères », avec des mots surtout, avec enfin ce qu'Albert Béguin nommait une « conscience lucide et systématique » du métier d'écrivain.

PATRICK KÉCHICHIAN

(1) Comme l'œuvre entière de Beckett, les titres cités sont publiés par les Éditions de Minuit.

Fernando Pessoa

# Pour chercher un confident

ON n'évitait pas de rappeler dans ses grandes lignes l'itinéraire, aussi exceptionnel que secret, du plus grand poète portugais qui ait existé depuis Camoëns, Fernando Pessoa, né en 1888 à Lisbonne, où il est mort, quarante-sept ans plus tard, n'ayant publié que quatre petits recueils de poèmes en anglais, peu mémorables, et, dans sa langue, un seul court ouvrage : *Mensagem*.

Tout à tour typographe, directeur d'une *Revue de commerce et de comptabilité*, employé dans des maisons d'import-export, traducteur de livres de théosophie, astrologue amateur, rose-croix, fondateur d'*Orpheu* (1915), revue qui, tout en témoignant du symbolisme finissant, introduisait et célébrait le futurisme, Pessoa avait vingt-cinq ans lorsque, sans doute par l'instinct certitude de son génie, il se proposa de devenir, à lui tout seul, toute une littérature.

## Un créateur d'œuvres de poètes

Ambition au-dessus des lois de la nature ? Quoi qu'il en soit, elle serait satisfaite à partir de cette nuit — tous les poètes ont leur « nuit »... — où, d'une traite, il rédigea une trentaine de poèmes qui ne lui ressemblaient guère : « Et ce qui suivit fut l'apparition en moi de quelqu'un à qui je ne tardai pas à donner le nom d'Alberto Caeiro. Excusez l'abandon de l'expression : en moi était apparu mon maître. »

Octavio Paz a observé que, plus qu'un inventeur de personnages-poètes, Pessoa est un créateur d'œuvres de poètes. En effet, à Caeiro, sage qui refuse toute métaphysique en essayant de vivre dans un rapport tellement étroit avec le sensible que les mots et les choses

doivent coïncider, au point de rendre inutiles les premiers, succèdent d'autres créateurs — les fameux hétéronymes, — parmi lesquels les plus illustres se nomment Ricardo Reis, un formaliste dont l'œuvre procède d'Horace, et Álvaro de Campos, un futuriste moins proche de Marinetti que de Whitman, dont il a le souffle, et l'inspiration généreuse.

Pour Pessoa, écrire c'était s'abaisser, ne pas être capable d'oser le silence — « tel un homme qui aurait peur dans une pièce obscure ». Mais, en même temps, l'écriture était pour lui ce poison indispensable, sinon pour vivre, pour remplir ses journées — une drogue « composée d'herbes cueillies dans les ruines de nos rêves ».

Aussi se sentait-il incapable de se distraire par des spéculations métaphysiques, parce qu'il ne savait que trop bien, et par expérience, que tous les systèmes sont défendables et intellectuellement possibles. D'où son œuvre polymorphe où cette pauvre idole de la modernité, le « moi », cède de façon volontaire, systématique, à la tentation d'être un autre ; d'où également le désespoir que lui procure cette dispersion de son âme : « Heureux ceux qui souffrent dans l'unité ; ceux que l'angoisse trouble sans les diviser, ceux qui croient jusque dans l'incrédulité, et qui peuvent s'asseoir au soleil sans arrière-pensée. »

Il ne faudrait pas croire pour autant que c'est dans cette multiplicité du « moi », concrétisée en des œuvres que tout oppose, que se manifeste le génie du Portugais. Tout en s'interdisant de s'y voir qu'une sorte de promesse sportive, il serait juste de ne considérer cette diversité que comme la manifestation d'un

talent hors pair. Et de découvrir plutôt son génie dans ce *Livre de l'intranquillité*, réédité en 1988 (1), où apparaissent, en filigrane, les uns après les autres, ses masques, et derrière les masques, le visage de celui qui, comme chaque homme, était destiné à mourir un, même s'il était, comme disait Pirandello, né « cent mille ».

Il ne l'avait même pas composé, ce livre dont on trouve les centaines de feuillets dans la malle où il entassait ses manuscrits — meuble inépuisable à en juger par la prolifération incessante de titres édités.

## Le métier de rêver

N'ayant pas voulu les publier, il ne les livra pas au feu pour autant. Peut-être n'accordait-il d'importance qu'au fait d'avoir exercé, sa vie durant, le métier de penser, de rêver pour essayer de séduire la raison et d'embrayer le destin. Ou bien, sûr de lui — en apparence si scrupuleusement sceptique et dont les hétéronymes n'auraient été qu'une ruse pour mieux s'affirmer — et par surcroît déçu par ses contemporains, peut-être, comme Stendhal, n'a-t-il mis son espoir d'être compris que dans un lointain futur : « Un jour peut-être on comprendra que j'ai accompli comme nul autre son devoir — de naissance, dirais-je — d'interprète d'une bonne partie de notre siècle ; et quand on le comprendra, on écrira qu'à mon époque j'ai été incompris (...) Car les hommes n'apprennent jamais qu'à l'usage de leurs ancêtres, déjà morts. Nous ne savons enseigner qu'aux morts les vraies règles de vie. »

Le *Livre de l'intranquillité* est un ouvrage amical que l'on peut ouvrir à n'importe quelle page — comme *Les Cahiers de Malte Laurids Brigge*, de Rilke, le *Journal*, de Kafka, l'*Auteur et autres textes*, de Borges... — avec la certitude de trouver le confident rêvé de nos perplexités les plus enfouies, l'ami qui saura nous prendre par la main et nous conduire dans l'obscurité de nos jours.

HECTOR BIANCHIOTTI

(1) Traduit du portugais par François Leye, préface d'Edoardo Lourenço, postface d'Antonio Tabucchi, Christian Bourgois éd.

Schorske

# la mémoire

la mairie de Vienne en 1895 marquait le commencement de la fin.

Avec le libéralisme s'écroulait aussi la croyance à l'homme rationnel — qui, par la science, se rendrait maître de la nature et, par la morale, maître de lui-même. Désormais l'instinct se donnait libre cours et le « sujet psychologique » devenait le centre autour duquel il fallait reconstruire le monde. L'entreprise était ardue. « Il est difficile de se mesurer à un ordre social qui existe, mais il est plus dur encore de devoir en esquiver un qui n'existe pas », écrivait Hugo von Hofmannsthal, l'un de ceux qui allaient s'employer à inventer ce nouvel univers.

## L'art « éveillé » des instincts

L'itinéraire du poète viennois, que Karl Kraus définissait, avec son habituelle sévérité, comme « un collectionneur de joyaux qui fut la vie mais aime ce qui l'embellit », est à cet égard exemplaire. A l'image de la bourgeoisie cultivée qui, en Autriche, sous l'influence de l'aristocratie, nourrissait une vive passion pour l'art, Hugo von Hofmannsthal développa une vision esthétique de la vie mais, refusant de s'y enfermer, il découvrit en l'art un « éveillé des instincts », renouant ainsi avec le monde réel. « L'affirmation de l'instinct, souligne Carl E. Schorske, rouverte donc à l'esthétique la porte de l'action et de la société. » Loin de s'écarter de la politique, le poète s'efforçait de définir « une forme de pouvoir qui canalise l'irrationnel » au lieu de le réprimer. Mais « les crevasses du corps social » se creuseraient trop vite pour que sa tentative de « régénérer la société » par l'art pût aboutir.

Ses contemporains allaient se heurter aux mêmes difficultés. Gustav Klimt en peinture, Otto Wagner en architecture ou Theodor Herzl en politique ont tous trois rompu avec le libéralisme de leur jeunesse pour essayer, selon Schorske, de « rendre la vérité de l'homme moderne »,

même si chacun d'eux voyait cette vérité à sa façon.

Après avoir participé au programme monumental de la Ringstrasse, ce symbole architectural de la culture libérale, Klimt traversa une crise personnelle qui le conduisit, à travers le mouvement de la Sécession, à prendre la tête de la révolte des fils contre les pères. Son œuvre, qui fit scandale, fut l'aboutissement d'un « voyage intérieur » qui fit de lui une sorte d'explorateur des instincts humains. On sait qu'ensuite il se tourna vers une peinture plus ornementale, comme s'il voulait « refermer la boîte de Pandore », s'attirant les sarcasmes de Karl Kraus et laissant à d'autres le soin d'aller plus loin dans la subversion. Mais il avait ouvert la voie.

Otto Wagner fut l'un des architectes de la Ringstrasse avant d'en critiquer le passéisme, notamment sous l'influence de Klimt. Contre l'éclectisme de ses prédécesseurs, il se fit le tenant d'un urbanisme fonctionnel en mettant l'esthétique au service de l'utilité. Theodor Herzl, d'abord « l'exemple parfait du libéral cultivé », rompit les amarres après le raz-de-marée antisémite des années 1895-1897. Inventeur du sionisme, « il pulsa consciemment et explicitement aux sources du rêve, de l'imagination éveillée, de l'inconscient et de l'art pour vaincre une réalité réfractaire et la remodeler ».

A travers ces trajectoires individuelles, Carl E. Schorske nous donne à lire un destin collectif, celui de l'Autriche du tournant du siècle. Placée sous le signe de Freud et de la force des pulsions, l'époque allait bouleverser la belle ordonnance du jardin viennois. D'autres artistes — Kokoschka, Schönberg — rendraient manifestes « les vérités instinctuelles et psychologiques que leurs précurseurs avaient sorties de l'ombre ». Viendrait ensuite le temps des grandes convulsions de l'Histoire.

THOMAS FERENCZI

(1) Traduit de l'anglais (Bata-Unit) par Yves Thauval, Le Seuil.

## Quai-Voltaire



Albert ARBASINO / Balon  
Paul BOWLES / Michel  
BUTLER / Robert BROWN  
Piero CHIAI / Giovanni  
DELLA CASA / Keith  
DOUGLAS / Lucien FUCHIARD  
Jean-François FODGE  
C.E. GADDA / Gilles GERMAIN  
Giovanni MARCHIA / Patrick  
MARTIN / Alan NAHAT  
Jocelyne ROBIN / Olivier ROBIN  
Daniel RONDEAU / James ROSS  
Renzo ROSSO / Hubert  
SEBRY JE / WAIL SPARKMAN  
Roger STEPHANE / Mikhal  
ISRAELSKY / Jean-Louis  
VAUDOUY / Esdras WAGHIL

(A SUIVRE)



J.R. ACKERLEY / Peter  
ACKROYD / Piero CAMPORESE  
André CHATEL / Giovanni  
COMISSO / Vincenzo CONSOLO  
Norman DOUGLAS / Sergio  
FERRERO / Emilio FLAJO  
Friedrich CLAUSER / Frank  
GONZALES-CRUISS  
Molly KEANE / Carlo  
MOLLINO / Charles  
MONSELET / Aldo PALAZZESCHI  
Enzo PANOFKY / Maria  
FRAZ / Alberto SAVINO  
Edith SITWELL...

(A SUIVRE)

## Terrain vague

— éditeur —

14-16 rue de Verneuil  
75007 Paris

42 60 82 41 42 60 21 67

John F. BARDIN / Michael  
BUDGETT / André BRETON  
Albert CASSARY / Fred  
DEUX / Jean DOLASSO  
Philip K. DICK / Jacques  
FURTER / Gilles  
GRANGER / Dorothy JOHNSON  
Alan JOURNEY / Pierre  
KLOSSOWSKI / Walter  
de la MARE / Nora MILRAN  
Vera MARS-ORPHE  
Francis PICABIA / Pierre  
VERY / Boris VIAN  
Edith WHARTON / Charles  
WILLIAMS...

(A SUIVRE)

## Lieu Commun

Milena Jesenská  
VIVRE

Claude B. Leveson  
LE SEIGNEUR DU LOTUS BLANC  
Le Dala-Lama  
Prix Nobel de la Paix

François Fogé  
REQUIEM POUR UN EMPIRE DÉFUNT  
Prix de la Fondation Pierre Laffont

Maria D'Amico  
TROIS KILOS DE CAFÉ

Eric Fottorino  
LA FRANCE EN FRICHE

D. Beller  
NEONS / SUZANNE / KEPAS

Marc-Alexis Ombala  
LE LIVRE BRÛLE / LIRE AUX ÉCLAIS

(A SUIVRE)

## LE LIVRE SUR LA PLACE

LES 20 - 21 - 22 - 23 SEPTEMBRE 1990

A NANCY

VILLE DE NANCY - LIRE A NANCY - EST REPUBLICAIN





هكذا من الأصل

SALON DU LIVRE  
NOS ANNÉES 80

Philippe Sollers

Pour en finir avec les « années de plomb »

**F**EMMES, pourra, certes, être lu et relu comme un roman symptomatique des années 80, mais aussi, le temps passant, comme un livre qui dit bien autre chose que l'époque. Car son auteur, Philippe Sollers, n'est pas un écrivain des années 80. Sa place dans la littérature est certainement tout autre, mais peut-être faudra-t-il attendre les années 90 pour qu'on le dise — pour qu'on le lise.

Ce qui est insupportable à beaucoup, ce n'est pas vraiment — contrairement à ce qu'ils prétendent — sa manière de faire « l'épatant », le malin, de se vouloir le plus cultivé, le plus intelligent et le meilleur joueur, c'est, profondément, la nature de son geste créateur : le refus de faire ce qu'il sait faire — le même livre. La volonté, à chaque fois, d'inventer, de trouver. On l'imagine bien reprenant à son compte l'« intolérable » phrase de Picasso : « Je ne cherche pas, je trouve (1) ».



Philippe Sollers vu par Kōichi Tshara.

C'est ainsi qu'on a vu arriver dans les librairies, au début de 1983, *Femmes*, un gros livre qui inaugurerait une nouvelle « période » de Sollers — dont il est aujourd'hui déjà loin. Dès la première page on peut y lire :

« Le monde appartient aux femmes.  
C'est-à-dire à la mort.  
Là-dessus tout le monde ment.  
Lecteur, accroche-toi, ce livre est abrupt. Tu ne devrais pas t'ennuyer en chemin, remarque. Il y aura des détails, des cou-

leurs, des scènes rapprochées, du méli-mélo, de l'hypnose, de la psychologie, des orgies. J'écris les Mémoires d'un navigateur sans précédent, le révélateur des époques ».

Un roman qui commence par une telle déclaration de guerre ne pouvait que susciter polémique... et intérêt. Très vite, il fut — et pour de nombreuses semaines — deuxième de la liste des meilleures « ventes », tandis qu'on lisait les critiques les plus contradictoires. On décrivait « une « hénarisme » machine de guerre contre la femme » (2),

on célébrait « un très grand livre, peut-être décisif pour le combat spirituel à cette heure très sévère » (3), on condamnait « un énorme pensum mou, une masse gélatineuse, abusivement présentée comme un roman alors qu'il ne s'agit que d'une chronique sur les intellectuels parisiens » (4).

« La misérable continuité »

A cause du côté « roman à clef d'un milieu intellectuel », on évoquait Simone de Beauvoir et les *Mandarins*. Quelques ténéraires, à commencer par Sollers lui-même dans certaines interviews, se référaient plutôt au *Deuxième Sexe*. Comment oser comparer le livre majeur de la réflexion sur la condition féminine et cette radicale accusation des femmes ? Mais qui d'autre, depuis Simone de Beauvoir, avait vraiment parlé aux femmes de leurs rapports avec les hommes, de leur acceptation des conventions, de leur manière de ne pas résister à la soumission subie par leur sexe mais de la transformer en désir de possession et de mort, de leurs délits sur la maternité ?

Les femmes, à l'époque, auraient été bien avisées de se regarder un peu dans *Femmes*, et de se dire, comme l'affirmera Philippe Sollers plus tard : « Le malentendu entre les hommes et les femmes est à son comble. Partons de ces constatations et voyons comment il pourrait se passer quelque chose d'amusant (5) ». Relu sept ans après sa sortie, *Femmes* n'est pas un roman qui règle les comptes d'un homme, d'un « baiseur », avec les femmes. C'est un livre qui

règle leur compte aux années 70, ces « années de plomb » où la tentation terroriste et ses revers — la répression, la délation, — ont tout envahi. C'est un livre qui a voulu, avec une violence inouïe et à peine supportable, démasquer et casser « le reproche, l'amertume, l'aigreur qui finissent, la plupart du temps, et plus que jamais aujourd'hui, par tisser la misérable continuité des rapports entre hommes et femmes ».

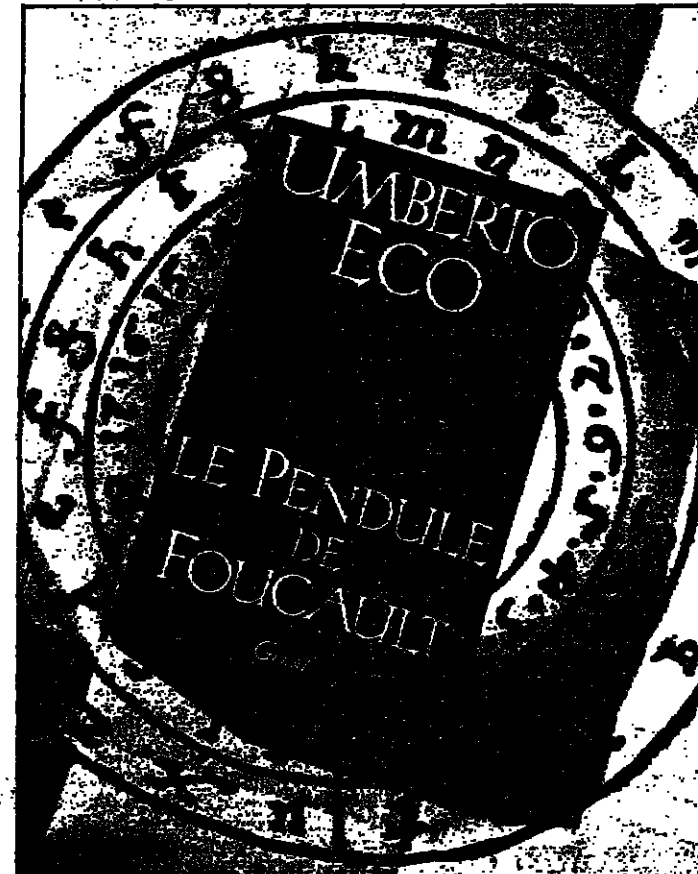
Au-delà des époques respectives, ce que dit *Femmes*, dans l'absolue provocation, rejoint ce que disent, avec une sorte d'innocence, les lettres de Simone de Beauvoir récemment rendues publiques (et qui choquent pareillement — les femmes surtout, — attirant aussi la haine contre leur auteur) : qu'on peut tout vivre, tout inventer — et que ceux qui entrent dans le jeu en acceptent les risques, — qu'il n'est pas besoin de posséder, de dévorer, d'annexer pour aimer, qu'il est sot de croire que l'amour c'est « tout ou rien ».

Quelle incongruité, n'est-ce pas, quel scandale, de rapprocher Simone de Beauvoir et Philippe Sollers ? D'autant que *Femmes* comporte une page dure, nette, sur la *Cérémonie des adieux* (dont on peut évidemment soutenir qu'elle conforte ce rapprochement).

Et pourtant... Simone de Beauvoir a toujours affirmé qu'elle n'avait rencontré personne qui fût aussi doué qu'elle pour le bonheur. Philippe Sollers dit et redit son incurable gaieté : « Je veux tout garder... Je veux tout... L'enfance... La gloutonnerie, les grandes vacances permanentes... La fête... La vie endiablée... Je suis comme ça depuis toujours. Je serai toujours comme ça ». Ce qui continue de déranger, chez l'une comme chez l'autre, c'est constamment répété, l'amour de la vie et la haine de l'ennui. Et cela, ce n'est pas dérangeant pour la décennie ni même pour le siècle. C'est dérangeant depuis toujours et pour l'éternité.

JOSYANE SAVIGNEAU

- (1) Les rapports entre *Femmes* et le travail de Picasso sont insombrables. Mais on peut se reporter précieusement à un passionnant passage sur Picasso — et singulièrement sur les *Démotelles d'Aigüen* (Gallimard, collection « Blanche », p. 148 à 154 ; édition de poche, « Folio », p. 170 à 178).
- (2) Jacqueline Patier (*Le Monde* du 4 février 1983).
- (3) Pierre Boutang (*Tel*, n° 21, 24 février-2 mars 1983).
- (4) Dominique Fernandez (*L'Express*, 4-10 février 1983).
- (5) *Le Monde* du 4 janvier 1985.



Le Pendule de Foucault  
Umberto Eco



«Une chasse au trésor sémiologique, un formidable thriller-feuilleton de cape et d'épée médiéval-post-soixante-huitard à grand spectacle, qui devrait ravir autant les lecteurs affamés d'histoires mystérieuses que les amateurs de «jeux de rôles», et de dragons et de donjons !»

Nicole Zand/Le Monde

GRASSLI

UNE CHARTE POUR L'EUROPE  
**L'UTOPIE**  
DE THOMAS MORE, LE « MONTESQUIEU ANGLAIS ».

TEXTE INTÉGRAL, érudite, commenté, traduit par André Prévost  
Docteur ès lettres, lauréat de l'Académie.

L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres. Le Remède : L'instrument utopique : les finalités, urbanisme, économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations internationales : Fédérations.

UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI

UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original : titres or, illustrations par Holbein, signets. Custode relevée de portraits. Notes. Tables. Lexique. Index. 760 pages.

LE LIVRE A OFFRIR : 250 F francs.

Béguin Paris et chez l'auteur. Par poste, commandes par C.C.P. A. Prévost 1462.61 Z LILLE ou par chèque ou eurochèque libellé en Francs Français à l'ordre de A. Prévost, 16 avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F. Tél 20.55.29.16. Dédicace sur demande.

MÉMORABLES  
DU 20<sup>e</sup> SIÈCLE

tourne les pages des  
années une par une...  
Une somme historique  
et littéraire.

M. Ho.  
L'Express

MÉMORABLES  
DU 20<sup>e</sup> SIÈCLE



Un album indispensable et  
aussi un joli cadeau pour les  
chercheurs en herbe. L'album  
est passionnant d'un bout à  
l'autre, un remarquable aide-  
mémoire!

Christine Amothy  
Le Parisien

Le parti pris a été de mélanger  
la toile de fond culturelle  
et l'histoire événementielle;  
une certaine image du siècle.

M.G  
L'Événement

Une déclaration « mémorable »

Anne Robin  
V.S.D.

EDITION° 1 / KIAN

Réédition de grands classiques, biographies, Mémoires, correspondances...

## Une bibliothèque somptueuse

ES années 80 ont généreusement alimenté la section « histoire littéraire » de la bibliothèque de l'honnête homme. Pour commencer, avec les œuvres fondatrices du patrimoine littéraire mondial, enfin accessibles ou proposées dans de nouvelles éditions. Puis avec les grands classiques ou contemporains consacrés par le calendrier — le bicentenaire de la mort de Diderot en 1984 ; le centenaire de celle de Victor Hugo en 1985 (monumentalement restitué par la biographie en trois volumes d'Hubert Juin, Flammarion 1980/1986, et par l'édition des Œuvres complètes dans la collection « Bouquins », Laffont). Enfin, par la précieuse 2<sup>e</sup> Pléiade. Ces années ont vu fleurir un nombre prodigieux de biographies (de qualité et d'intérêt très inégaux), autobiographies, Mémoires, correspondances, journaux intimes, carnets, entretiens... Bref, tout ce qui constitue ce « domaine privé » auquel le Centre Pompidou a dû le reste consacré, en mars 1985, une importante exposition réunissant plus de dix mille titres.

Du côté des « immortels », la décennie a commencé sous l'injonction de la sagesse, avec la publication en Pléiade des préceptes dispensés par les Philosophes taoïstes : Lao-tseu, Tchouang-tseu et Li-tseu. Autres joyaux, deux romans classiques chinois ont été pour la première fois intégralement traduits en Occident : le Rêve dans le pavillon rouge (Pléiade, 1981), et l'époustouflant roman érotique du seizième siècle, Jin Ping Mei, fleur en fièvre d'or (Pléiade, 1985). Venu également de l'horizon extrême-oriental, le Dit du Genji, grande fresque romanesque de Murasaki-Shikibu, dame d'honneur de la cour japonaise du dixième siècle (Solin/POF, 1988).

Enfin traduites, les Sagas islandaises, ce trésor inégalé de la littérature européenne du Moyen Âge (Pléiade, 1987). Une nouvelle approche de Dante et des trois livres de sa Divine Comédie, en édition bilingue dans la belle traduction de Jacqueline Risset (Flammarion, 1985, 1988 et 1990). La sagesse encore, en compagnie des Préocratiques, véritable best-seller de la décennie pour la Bibliothèque de la Pléiade (1988). L'échappée belle, enfin, avec Conrad (quatre volumes, Pléiade 1982-1989) et Kipling (Pléiade, 1988).

## Le phénomène Proust

Entrer de son vivant dans le prestigieux catalogue de cette collection relève encore du domaine de l'exception (Raymond Queneau n'y a été admis qu'en 1989, bien que fondateur de « L'Encyclopédie de la Pléiade ») : trois auteurs résolument éloignés de la « scène littéraire » ont eu ce privilège : Marguerite Yourcenar, en 1982, René Char l'année suivante et Julien Gracq, en 1989. Quelques grandes figures du siècle les ont rejoints : Sartre (Œuvres romanesques, 1982) ; Céline (3 volumes, 1981-1988) et Colette (1984 et 1986).

Un phénomène littéraire a marqué la décennie : la traduction de l'œuvre plurielle de Fernando Pessoa — dont l'importance a été assimilée à celle de Borges et de Kafka, — entreprise par Christian Bourgois et les éditions de la Différence. « Je ne suis rien / (...) / A part ça, je porte en moi tous les rêves du monde » ; le poète portugais qui laisse plus de vingt-sept mille documents à sa mort, en 1935, s'est tout à tour appelé Alberto Caetano, Ricardo Reis, Álvaro de Campos, Bernardo Soares ; quatre destins minutieusement com-

posés, et quelques autres demi-hétéronymes, dont Pessoa s'est expliqué dans sa Correspondance (La Différence, 1987) et dans le Livre de l'intranquillité (Christian Bourgois, 1988).

Parmi les grandes correspondances domine celle de Voltaire, considérable (Pléiade, 12 volumes parus — paradoxalement, adaptation de l'édition anglaise de Théodore Besterman) ; les Lettres de l'Arctique, le « Secrétaire du monde » (Actes Sud, 1986), et celles de Charlotte Elisabeth de Bavière, princesse Palatine (Mercure de France, 1981, et Fayard, 1989). Le Journal décrypté de Samuel Pepys dessine toute la saveur du dix-septième siècle londonien (Mercure de France, 1985) ; quant au dix-huitième siècle — dont Chamfort fut un témoin lucide (Chamfort, de Claude Arnaud, Laffont, 1988) —, il est retracé sur le mode prestissimo, avec les Mémoires de Saint-

amère, il est certain que journaux et correspondances défilent avant tout les forces vives d'une œuvre dans le patient tissage d'une vie. En cela sont particulièrement riches les Lettres et Nouvelles Lettres d'une vie de François Mauriac (Grasset, 1981 et 1989) — dont le compatriote bordelais Jean Lacouture s'est fait le biographe éclairé (Le Seuil, 1981) ; la Correspondance de Virginia Woolf (Stock, 7 volumes, 1982/1989) ; celle de Rilke (Gallimard, 1980 et 1985), ainsi que les Journaux de jeunesse (Le Seuil, 1988) et les Journaux de Robert Musil (Le Seuil, 1981).

## Les « phares » de la NRF

L'Amitié littéraire entre R. L. Stevenson et Henry James (Verdier, 1987) ; la Trahison fidèle qui relie Victor Segalen,

d'abime, Sade. Inépuisable Sade — un volume de Lettres et mélanges littéraires inédits, d'importance capitale, paraissait, en 1980, aux éditions de La Borderie ; Sade vivant, plus que jamais d'actualité, avec les deux premiers volets biographiques, de Jean-Jacques Pauvert (Robert Laffont, 1986 et 1989). Et surtout la magnifique Vie du Marquis de Sade de Gilbert Lély, heureusement rééditée en 1989 (Mercure de France).

Philippe Lavergne a relevé, en 1982, un impossible défi : traduire l'« intraduisible », soit un texte tissé de quelques dix-huit langues, Finnegans Wake, que Joyce écrit à Paris entre 1922 et 1939 (Gallimard). En 1982, Joyce aurait eu cent ans ; anniversaire que Gallimard a célébré avec le premier volume de ses écrits en Pléiade et, quelques années plus tard, la réédition de la biographie de Richard Ellmann (« L'Imaginaire », 1987). Autre

ture (1919/1924) : la Révolution surréaliste (1924/1929) ; et le Surréalisme au service de la Révolution (1930/1933).

A la suite d'Eluard, le « pape » effervescent du surréalisme, chants de Rimbaud et de Lautréamont, André Breton, rentre dans la Pléiade (1988). Autour de lui, le 18 juin 1935, René Crevel s'est tu : « Prière de m'inciner, dégoût » ; une amertume que comme la belle bibliographie de Michel Carassou (Fayard, 1989) ; Jacques Vaché s'est mortellement abandonné à l'opium (Sobante-dix-neuf lettres de guerre ; Jean-Michel Place, 1989) ; Aragon, résistant communiste, a fait une tentative avortée d'autodéniement : Pour expliquer ce que j'étais (Gallimard, 1989) ; qu'il qualifie d'« obsédé » par Breton, Bretonne entreprend l'Histoire de Poil, « dans une sorte d'abandonnement érotique » (Œuvres complètes, Gallimard, 12<sup>e</sup> et dernier volume, 1987), et déconstruit sa fascination de la mort, brillamment exposée dans la biographie de Michel Surya, Georges Bretonne, la mort à l'œuvre (Librairie Séguier, 1987) ; enfin, Drieu la Rochelle sombre dans le fascisme « immense et rouge » (Fragments de mémoire, 1940-1941 (Gallimard, 1982).

## Période noire

Les journaux et carnets, véritable kaléidoscope de cette période noire, ont fleuri dans le catalogue Gallimard des années 80 : les Carnets de la drôle de guerre, de Sartre — la biographie d'Annie Cohen-Solal (1985) développe à quel point ces temps en suspens ont été un vivier pour son œuvre ; le Journal 1939-1940, de Queneau (1986) ; celui de Cocteau 1942-1945 (1989) ; ou encore le Journal sous l'Occupation, de Jouhandeau (1980), dont les éditions Arles ont fêté le centenaire de la naissance (1988) en publiant les trois volumes de ses écrits érotiques « sulfureux », publiés anonymement entre 1947 et 1954.

En ces années d'apocalypse, en Allemagne, l'auteur du Sabbat brûlé sans retour sa vie d'aventurier (Maurice Sachs ou les travaux forcés de la frivolité, d'Hervé Razymow ; Gallimard, 1989). A l'heure où Céline s'enterme dans le délire antisémite avec les Beaux Draps — voir à ce propos la Vie de Céline, biographie romanesque de Frédéric Vitoux (Grasset, 1988), — Stefan Zweig, réfugié au Brésil, consigne dans les pages de son Journal les cruelles déceptions d'un pacifiste, et rédige en témoin d'une époque révolue le Monde d'Idar, avant de se donner la mort (Belfond, 1989 et 1987)...

Les années 80 donnent par ailleurs le jour à trois nouveautés éditoriales intéressantes, profitables à la compréhension ou à la redécouverte d'une œuvre. Née avec la décennie, la collection « Bouquins », véritable entreprise encyclopédique de facture pratique et peu coûteuse menée par Guy Schoeller, propose entre autres les grands classiques du patrimoine mondial : des Mille et Une Nuits à la Légende arthurienne, en passant par les Œuvres de Lewis Carroll et celles de Barbey d'Aurevilly. En 1985, les Cahiers de l'Herne deviennent disponibles en édition de poche (« Biblio-Essais »). Enfin, l'année suivante, André Versailles crée la collection « Le Regard littéraire », redonnant à apprécier le Paul Valéry ou la littérature considérée comme un faux de Jean Paulhan (1987), et un Proust lecteur de Baudelaire, Flaubert et Morand, ou traducteur de Sésame et les Lys, de John Ruskin (1987).

VALÉRIE CADET



Fernando Pessoa par Almada

Simon (Pléiade, 1983-1988, 8 volumes) et la Correspondance de Mozart (Flammarion, 1986-1989, 3 volumes).

Enthousiaste, truculente, la Correspondance générale de Flaubert (Pléiade, deux volumes parus) est une véritable cure de santé ; mais celle que le « vieux troubadour » entretient avec George Sand — le « Cher Maître » — constitue sans nul doute son plus bel échange épistolaire (Flammarion, 1982). Flaubert inlassable enquêteur du roman de la réalité. C'est ce qu'ont révélé les Carnets de travail, établis par Pierre-Marc de Biasi (Belfond, 1988) ; toute une matière première (ébauches, notes, plans et calepins), aussi précieuse pour le profane que pour le spécialiste à la compréhension de la mise en scène intime de l'œuvre. Flaubert, toujours revisité par des héritiers aujourd'hui dispersés dans la cosmogonie littéraire du monde entier. Par ailleurs, la publication des Œuvres intimes d'Henry Bayle ont suscité de nombreux essais, dont la décapante biographie de Jacques Laurent : Stendhal comme Stendhal ou le Mensonge ambigu (Grasset, 1984).

Pendant plus de soixante années, Paul Léautaud a fait de son Journal l'ouvrage d'une vie (Mercure de France, 4 volumes, 1986-1988) ; celle d'un misanthrope doublé d'un érotomane, qui n'éprouvait d'intérêt que pour son « moi », tout en s'affligeant : « Qu'est-ce qu'un homme qui tient un journal ? (...) Rien d'un créateur. Autant dire un zéro ». Loin de cette considération

l'« exote », à Henry Manceron (Le Seuil, 1985) ; la Correspondance passionnée entre Henry Miller et Anais Nin (Stock, 1989), sont autant de mises en lumière des choix et des influences dont leur travail s'est nourri. Les Lettres à sa mère de Cocteau, ou celles échangées avec Anna de Noailles, expliquent les phases décisives de ce destin (Gallimard, 1989). De la même façon, la Correspondance de Gide avec sa mère (Gallimard, 1988) ou celle qu'il entretient avec Jacques Copieu (Gallimard, 1987/1989) apportent de singuliers éclairages.

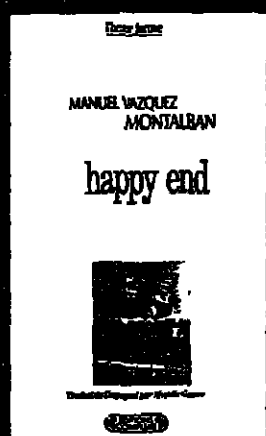
Les « personnalités phares » de la fameuse NRF, à laquelle Gide appartenait, ont resurgi dans toute leur richesse avec la publication de la Correspondance générale de Roger Martin du Gard (Gallimard, 5 volumes, 1980/1988), des Cahiers et de la Correspondance de Jean Paulhan (Gallimard, 1988 et 1986), ou encore des Cahiers de Paul Valéry (Gallimard, 1987/1989). Autre témoignage d'une vie consacrée à l'édition, les Souvenirs désordonnés qu'a laissés, avant de disparaître, José Corti, l'éditeur de Char, Gracq et Bachelard José Corti, 1983).

Sans conteste, cinq noms ont marqué ces années : Sade, Joyce, Proust, Breton. Il y a à peine quarante ans, publier Sade valait à Jean-Jacques Pauvert un procès pour outrage aux bonnes mœurs. En 1986, l'éditeur entre à pu reprendre en paix l'édition des Œuvres complètes du « divin Marquis », avec la collaboration d'Annie Le Brun, qui introduit cette réédition par un essai remarqué, Soudain un bloc

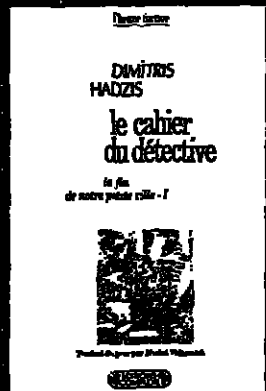
tour de force, la traduction des Cantos d'Ezra Pound. L'un des auteurs les plus controversés du siècle n'a pas fini de faire parler de lui depuis que cinq traducteurs (Jacques Darras, Yves Di Manno, Philippe Mikriammos, Denis Roche et François Saussey) ont mis au point la version française de cette géante composition pluri-culturelle d'une histoire de l'humanité, incantatoire et hermétique, glorifiée par les uns, méprisée par les autres (Flammarion, 1986).

Proust, lui, revient en force en 1987, en tombant dans le domaine public. La fameuse Recherche a désormais des variantes (ainsi celle du manuscrit d'Albertine disparue ; Grasset, 1982), des leçons inconnues... Dix volumes en poche (GF), une nouvelle Pléiade en quatre volumes ; trois volumes en collection « Bouquins », dont un Quid de Marcel Proust. Les essais, bien sûr, se multiplient également. L'édition récente de Gallimard a fait découvrir ses nombreux démièges avec son éditeur (Correspondance Proust-Gallimard, 1989) ; et, depuis 1970, la Correspondance générale, établie par Philip Kolb, couvre déjà dix-sept volumes (Pion, 21 volumes prévus).

1984, l'année d'Orwell, mais aussi celle des soixante ans du premier Manifeste du surréalisme, notamment fêté par Gallimard qui dévoile les Lettres à Gela d'Eluard, les éditions Lachet et Ritter qui rééditent le manuscrit des Champs magnétiques de Breton et Soupault, et Jean-Michel Place, qui publie en fac-similé les trois principales revues du mouvement : Litté-



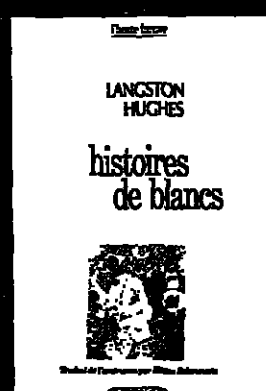
Traduit de l'espagnol par Michèle Gazier. — 49 FF —



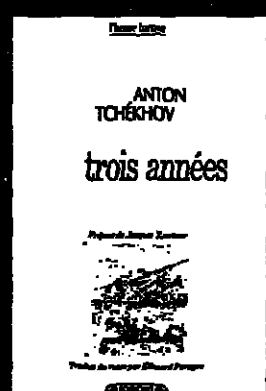
Traduit du grec par Michel Volkovitch. — 59 FF —



Traduit du néerlandais par Marie Hooghe. — 65 FF —



Traduit de l'américain par Hélène Bokanowski. — 65 FF —



Traduit du russe par Edouard Parayre. A paraître : 59 FF

**l'heure furtive**  
Nouvelles étrangères  
EDITIONS COMPLEXE  
Diffusion PUF



41 L'UNESCO et la loi du marché  
La restructuration du pétrole en Italie

42 Les exigences d'une Amérique affaiblie  
43 Le déficit commercial français

44 Marchés financiers  
45 Bourse de Paris

Les conséquences économiques des mesures envisagées par le ministre de la santé

Incidences sur l'indice

Le prix du tabac sera probablement relevé de 15 % au début de l'année prochaine. La décision en sera prise prochainement par le gouvernement, peut-être dès le conseil des ministres du 28 mars. Peu importe la date précise, puisque le principe d'une hausse a été arrêté et que l'essentiel des affrontements auquel il a donné lieu au sein des pouvoirs publics est maintenant derrière nous.

La décision n'a pas été facile à prendre, et sous son aspect spectaculaire on peut se demander si elle sera efficace. Les études qui ont été faites à ce sujet apportent des réponses plutôt décevantes. Une hausse doit être très forte pour décourager la consommation de façon durable. Les recommandations qui avaient été faites par les professeurs Got, Tubiana, Hirsch, Dubois et Grémy, portaient sur un doublement du prix du tabac. Encore pour donner l'impression aux fumeurs d'une action sérieuse et continue, était-il conseillé d'appliquer cette mesure sur trois années, ce qui aurait correspondu à une hausse d'environ 30 % par an.

M. Bérégovoy ne l'a pas voulu. Le ministre de l'économie et des finances n'est pas opposé à une certaine augmentation, ne serait-ce que parce que celle-ci est inévitable, les prix français étant dans ce domaine très inférieurs aux prix européens. Mais l'impact du doublement réclamé par les cinq professeurs aurait entraîné une hausse supplémentaire de l'indice des prix de 1,8 point. Même répartie sur trois ans, l'addition aurait été lourde à un moment où la France cherche à faire aussi bien que la RFA en matière d'inflation. Le succès de l'union monétaire européenne est à ce prix.

M. Bérégovoy même avec un certain succès une politique de franc fort. On comprend qu'il refuse de prendre des risques importants au nom d'une politique de la santé qui pourrait, semble-t-il, parvenir aux mêmes résultats avec d'autres méthodes. Aux États-Unis, les campagnes d'information et de contre-publicité jointes à l'interdiction de fumer dans les lieux publics ont eu un effet certain. Pourquoi ne pas suivre cet exemple, puisque notre indice des prix est bâti de telle façon qu'une forte hausse du tabac aurait des effets nocifs, non pas sur les individus mais sur l'économie. Ce qui d'ailleurs revient un peu au même...

A. V.

Les projets sur le tabac et l'alcool inquiètent les publicitaires

M. Claude Evin, ministre de la santé, doit présenter au conseil des ministres du 28 mars un plan de santé publique dans lequel figurerait la réduction progressive de toute publicité en faveur du tabac et des alcools (le Monde du 23 mars).

Chez le premier ministre, on précise néanmoins que cette communication, « normalement prévue mercredi prochain », n'est pas encore totalement arrêtée, « certains ministres s'opposant à un certain nombre de mesures ».

L'inquiétude règne cependant au plus haut point dans les rangs des médias, des publicitaires et des annonceurs. En 1989, les investissements en publicité de l'alcool et du tabac représentaient 2,6 % du total, soit 1,783 milliard de francs. Un chiffre bien inférieur aux investissements publicitaires d'autres secteurs comme l'hygiène-beauté, l'alimentation, etc.

C'est que, depuis quelques années, la consommation en alcool et tabac des ménages français a légèrement baissé : selon la Société d'études de la consommation, distribution et publicité (SECODIP),

l'alcool représentait 2 % de leurs dépenses en 1987 contre 3 % en 1970, tandis que le tabac se situait à 1,1 % de leurs dépenses, contre 1,5 % dix-sept ans auparavant. En dépit de la relative faiblesse du budget publicitaire de l'alcool et du tabac, leur perte serait lourde de conséquences pour certains médias. Ils seraient cependant inégalement touchés.

En 1989, 321,5 millions de francs étaient investis dans les médias pour faire la publicité du tabac. La presse magazine bénéficiait de quelque 227 millions de francs, et le cinéma de 45 millions. Le reste était réparti entre différents titres de la presse quotidienne. L'interdiction de toute publicité pour le tabac à la télévision et l'absence de campagnes de ce type en affichage met, en revanche, ces deux médias à l'abri.

Plus lourds, les investissements publicitaires du secteur alcool (1,462 milliard de francs) profitent davantage à l'ensemble des médias : la presse nationale bénéficie de 43 % de ce pactole, l'affichage de 2 %, le radio de 15 %, le cinéma de 7 % et les quotidiens régionaux de 1 %. Mais les magazines et les suppléments hebdomadaires des quotidiens drainent à eux seuls plus de 600 millions de francs de ces investissements.

Ainsi, des titres comme *Cuisine et Vins de France* (qui tire 61,3 % de ses recettes publicitaires de l'alcool), *Gault et Millau*, *Actuel*, *Prémix*, *l'Événement du jeudi*, *Télérama*, etc., verraient leur équilibre mis en cause par l'interdiction de faire de la publicité pour ces « drogues licites ». Certaines agences de publicité seraient logées à la même enseigne. Martini fait partie des cinq plus importants budgets de l'agence Mac Cann Erickson, la perte du budget des cigarettes Winston et du whisky Jack Daniels ferait chuter le chiffre d'affaires de J. Walter Thompson de 35 millions de francs, tandis que Publicis estime à 150 millions de francs un manque à gagner s'il lui était interdit de promouvoir les bières Heineken et 33 Export ou le whisky « J and B », dont l'agence gère les budgets auprès des annonceurs. Ils sont partagés entre l'inquiétude et la colère.

Un front du refus

Un véritable « front du refus » s'est mis en place. Les organisations professionnelles (Union des annonceurs, Association des agences conseil en communication, Fédération nationale de la presse française, Union de la publicité extérieure et Syndicat national de la publicité audiovisuelle), réunies sous l'égide du Bureau de vérification de la publicité (BVP), ont fait part de leur inquiétude face aux projets gouvernementaux. Dans un récent communiqué, ils ont appelé ainsi à « la liberté d'expression » en indiquant qu'il leur semble « anormal que puisse être restreinte la communication portant sur des produits ou des services dont la commercialisation est par ailleurs licite ».

Le gouvernement est embarrassé et, selon certaines sources, il envisagerait d'interdire toute publicité pour le tabac mais de laisser « la presse écrite pour adultes » continuer à faire la promotion de l'alcool. « Cette discrimination poserait un véritable problème concernant l'égalité de traitement entre médias. Le Conseil constitutionnel verrait-il cela d'un bon œil ? », note un représentant des annonceurs.

Plutôt que d'offrir 100 millions de francs d'espaces publicitaires au gouvernement, qui pourrait y mettre en scène ses campagnes de santé publique (une proposition qui a été faite mais n'a pas recueilli l'unanimité), le front uni des publicitaires, des médias et des annonceurs préfère recourir à « l'autodiscipline » qui se manifeste depuis 1982 par l'adoption de communiqués incitant les consommateurs à la modération et à la poursuite des campagnes de sensibilisation des citoyens sur les abus de l'alcool et du tabac.

YVES-MARIE LABÉ

Pour enrayer la baisse du yen

Tokyo demande l'intervention des États-Unis

Alors que le yen continue à baisser vendredi 23 mars, Tokyo sollicite l'aide de Washington et de ses autres partenaires économiques pour stabiliser les marchés financiers.

Le ministre japonais des finances, M. Ryutaro Hashimoto, devait, vendredi, à Los Angeles, demander un soutien plus actif des Américains à l'occasion de sa rencontre avec le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady. Les dirigeants nippons souhaitent que la Réserve fédérale s'engage à intervenir davantage sur les marchés afin de défendre la parité du yen. Jusqu'à présent, les instituts d'émission interviennent peu, à l'exception de la Banque du Japon.

La tempête financière qui secoue le Japon depuis plusieurs semaines a bénéficié d'une légère accalmie vendredi 23 mars. L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo, qui avait perdu la veille 3,1 %, entraînant Wall Street à la baisse, a regagné 1,8 % vendredi. La chute du cours du yen n'est toujours pas enrayerée.

et la hausse des taux directeurs décidée mardi 20 mars n'a produit aucun effet bénéfique sur les marchés.

Vendredi à la clôture de Tokyo, la devise américaine franchissait la barre des 155 yens, pour la première fois depuis le 15 janvier 1987. Le cours du dollar est pourtant actuellement relativement stable par rapport aux autres devises. Selon le journal japonais *Nihon Keizai Shimbun* du 22 mars, le ministère des finances aurait demandé informellement aux principaux investisseurs institutionnels de limiter leurs achats de dollars.

Malgré le traditionnel isolement de Tokyo, l'actuel pionnier du Kabuto-cho et du yen commence à susciter l'inquiétude sur l'ensemble des autres places financières. L'ampleur de la chute du Nikkei depuis le début de l'année (l'indice a perdu 25 %) est en effet analogue à celle subie par Wall Street dans la seule journée du krach du 19 octobre 1987.

Wall Street baisse aussi

NEW-YORK

de notre correspondant

« C'est leur problème, pas le nôtre... » En pénétrant mercredi 22 mars au Stock Exchange en début de séance, les boursiers new-yorkais étaient persuadés que la nouvelle et forte chute de Tokyo la veille au soir n'aurait qu'un effet mineur sur les actions américaines. Las ! D'entrée de jeu, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles affichait une tendance à la baisse, et à la mi-séance, le principal indice du marché accusait une baisse de 25 points environ, soit un repli de 1 % sur la veille. Rien à voir avec la lourde chute du Kabuto-cho qui avait perdu 3,1 % en clôture, mais tout de même... Finalement, la Bourse new-yorkaise aura terminé la séance du 22 mars en baisse de 32,21 points, à 2 695,72 points, affirmant ainsi les récentes analyses selon lesquelles Wall Street se serait définitivement « décapotée » de Tokyo, laissant le marché japonais s'embarquer chaque jour davantage dans ses problèmes de faiblesse du yen, de taux de rendement élevés des emprunts, aggravés par des positions sur les marchés à terme qu'il faut dénouer au plus vite et par l'effet boule de neige des *program trading* (transactions déclenchées par ordinateur) dont le Kabuto-cho découpe à son tour le caractère parfois incontrôlable.

Certes, les boursiers new-yorkais ont depuis longtemps considéré la Bourse japonaise surévaluée, mais personne ne s'attendait à l'ampleur de cette correction à la baisse qui a vu s'effondrer la capitalisation du marché nippon de quelque 25 % en l'espace de deux mois. C'est surtout l'importance – et la rapidité –

de cet écart en baisse qui a incité de nombreux opérateurs à vendre leurs actions pour se reporter sur le marché obligataire ou pour conserver des liquidités en attendant des jours meilleurs.

Ainsi, Merrill Lynch recommande à ses clients de ramener de 45 % à 40 % la part de leur portefeuille en actions et, parallèlement, de relever de 5 % à 10 % le niveau de leurs liquidités, rapporte l'agence Reuters. Cet effet de report sur des valeurs plus stables – les obligations et, actuellement, le dollar en dépit de certains accès de faiblesse du billet vert – a eu pour effet de faire remonter la devise américaine à 155,45 yens pour un dollar à Tokyo avant de la voir se fixer à 154,90 à New-York, près de son plus haut niveau depuis trois ans.

Un indice

désespérément plat

« Cette réaction de New-York à la chute de Tokyo est aussi à mettre au compte des préoccupations qu'elle suscite le système financier et bancaire aux États-Unis », tient toutefois à souligner un banquier de la place. Défavorablement impressionné par la faillite des caisses d'épargne et par les effets en chaîne des difficultés de nombreuses banques piégées par l'immobilier ou par leurs stocks de « junk bonds », l'indice boursier des valeurs financières reste désespérément plat depuis des semaines. Pour certains observateurs qui lui attribuent généralement un effet précurseur sur l'évolution du marché, c'est là un indice plutôt préoccupant.

SERGE MARTI

Après le rapport de M. Jean-Paul Escande

Le gouvernement invite les responsables du Port de Marseille à faire preuve d'agressivité commerciale

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

A l'issue d'une réunion du conseil d'administration de l'Établissement public, M. Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer, a annoncé le vendredi 23 mars une série d'orientations de nature à redonner pugnacité commerciale et sérénité sociale au Port autonome de Marseille, dont l'image dans l'opinion maritime internationale est souvent médiocre par rapport à ses concurrents du Bénédix, mais aussi de Barcelone, de Gênes ou d'Alger.

S'appuyant sur les analyses lucides émanant des quinze propositions contenues dans le rapport qu'il avait demandé à M. Jean-Paul Escande, président de la Société marseillaise de crédit, le ministre de la mer a adopté un profil rassurant, fidèle en cela à sa politique des petits pas, consistant à éviter les crises sociales et l'affrontement avec la CGT et le PC. Le gouvernement

s'inspirera de cinq principes :

– Les ports doivent se rassembler autour d'une communauté vivante plus large que le simple conseil d'administration, comprenant l'ensemble des opérateurs, s'exprimant dans des conventions portuaires ou des chartes d'initiative. M. Escande a mis le doigt sur la rivalité endémique qui existe entre les deux unions maritimes de professionnels, l'une à Marseille, l'autre à Fos.

– Le gouvernement ne touchera pas à la loi sacro-sainte de 1965 définissant le statut et la liste des ports autonomes sous la tutelle de l'État. Cette concession à la CGT et au corps omnipotent des ponts et chaussées décevra ceux qui pensaient que, décentralisation aidant, les grands ports pourraient relever des régions.

– Le domaine public maritime constitue un bien collectif et un patrimoine foncier intouchable. Pour tous les travaux, les ports autonomes resteront en nom de l'État les

maîtres d'ouvrage, avec un appel croissant à des capitaux privés.

La ville de Marseille et le Port, qui se sont trop longtemps tournés le dos, doivent être « resoudés » et travailler ensemble.

– Enfin, un directeur des relations sociales sera nommé à Marseille auprès de l'actuel directeur, M. Michel Pechère. Il s'agit d'un membre du cabinet de M. Mellick, M. Jack Alzon. Une décision que certains membres influents du conseil d'administration ont considéré comme une grave ingérence.

Ces cinq projets étant énoncés, le ministre de la mer a annoncé l'ouverture de cinq chantiers dans le Port de Marseille.

Des contrats d'objectifs précis devront être signés avec les armateurs et les expéditeurs pour garantir de meilleures conditions de transit par Marseille. Quand la maintenance d'un conteneur coûte 100 à Marseille, il ne revient qu'à 55 à Anvers et 78 au Havre. Pour deve-

lopper ce riche trafic la SNCF devra proposer des tarifs avantageux par trains complets. « Marseille a souvent le sentiment de constituer une impasse ferroviaire », regrette M. Escande.

De nouvelles gares maritimes

L'un des points forts de Marseille, mis à part le trafic pétrolier qui lui procure 80 % de sa marge d'autofinancement, est le commerce des fruits et légumes. M. Mellick a appelé les négociants et les opérateurs à se regrouper, à moderniser les installations et à ouvrir de nouvelles lignes maritimes.

Enfin, après avoir démenti les rumeurs sur la disparition progressive des activités de réparation navale, M. Mellick a annoncé un concours architectural pour de nouvelles gares maritimes (un « Roissy de la mer » d'un milliard de francs) à la Joliette. Mais le ministre a mis un coup d'arrêt aux projets, rendus

publics lundi dernier dans un contexte politique surchauffé, pour la construction au large d'une digue de protection de quelque 3,5 milliards de francs.

On attend maintenant les réactions des collectivités locales, notamment chez M. Vigouroux. Mais les communes du pourtour de Marseille, notamment Istres et Miramas, ne devraient-elles pas prendre en charge une partie des investissements, étant donné leurs ressources considérables en taxes professionnelles ? Il faudra aussi que la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, que dirige M. Jean-Claude Gaudin (UDF), montre sa volonté de soutenir la relance économique du Port. Mais les milieux d'affaires et le monde politique phocéens se sont trop longtemps tourné le dos. Pourtant, la filière maritime à Marseille procure quelque 45 000 emplois et les usines de Fos représentent 30 % de la valeur ajoutée industrielle régionale.

FRANÇOIS GROSCHARD

L'Algérie va ouvrir la porte aux investissements étrangers

Le Parlement algérien a entamé jeudi 22 mars l'examen d'un projet de loi destiné à autoriser les investisseurs étrangers à détenir la totalité du capital dans des projets économiques. Les banques pourront aussi ouvrir des succursales en Algérie.

« Les non-résidents sont autorisés à transférer des capitaux en Algérie pour financer toute activité économique qui n'est pas explicitement réservée à l'État », indique le projet de loi présenté par le ministre de l'économie, M. Ghazi Hedoui. Il s'agit, a-t-il dit, de la plus importante réforme adoptée pour tenter de résoudre la crise économique du pays.

Actuellement, les investisseurs étrangers sont limités à des participations minoritaires dans le cadre de joint-ventures créées en association avec des firmes algériennes. Le texte précise que les investisseurs étrangers devront être orientés vers des projets créateurs d'emplois et de transferts de technologie. Les investisseurs ne pourront détenir le monopole d'un secteur. – (Reuters.)





# ÉCONOMIE

## L'URSS et la loi du marché

Suite de la première page

Des décisions sont-elles prises ? Vont-elles être bientôt annoncées ?

Il y a un programme gouvernemental comprenant une certaine proportion de mesures tendant au renforcement du système financier, à la réorganisation du système bancaire. Nous pensons à tout cela depuis longtemps mais on avance trop lentement. Mikhaïl Gorbatchev a souligné que nos difficultés actuelles tenaient à ce que nous nous trouvions entre deux systèmes, le système bureaucratique et le marché. Il nous faut passer du premier au second. Nous avons déjà entrepris le voyage mais sommes toujours en vol. Il faut atterrir.

banques, y compris étrangères.

Cela va se faire ?

Je l'aimerais.

Parce que vous souhaitez, vous, des actions d'entreprises soviétiques ?

(Plaisantant d'abord) S'il s'agit d'une société mixte, oui, pourquoi pas ? (Redevenant sérieux) Vous savez, cela dépend des dividendes, s'ils sont plus élevés que les taux d'intérêt.

Mais les Soviétiques ne savent même pas ce qu'est une action !

Il faudra le leur expliquer.

Et concrètement parlant, comment tout cela pourra-t-il se faire ?

Mais très simplement. Les formes juridiques sont très simples à imaginer. Je ne vois pas où il y a un problème, et si vous voulez, en fait, me demander : « Est-ce vraiment possible ? » je vous réponds que beaucoup de choses, le multipartisme par exemple, paraissent impossibles il y a cinq ans.

Comment allez-vous procéder ?

Tout mettre en vente et attendre que les retraités ressortent leurs roubles de leur matelas ?

Ecoutez, on peut naturellement envisager que des entreprises soient cédées en propriété individuelle, mais, excusez-moi, vous raisonnez en Occidental. Pour ma part, il me serait difficile d'imaginer comment un individu pourrait devenir propriétaire du capital d'une entreprise, prendre simplement une majorité de contrôle, alors qu'il lui faut cinq ans pour acheter une voiture.

Des gens pourraient acheter des actions mais nous avons en tête quelque chose de beaucoup plus sérieux. Reprenons l'exemple simple d'Aeroflot et prenons la situation dans laquelle cette compagnie a besoin d'argent pour acheter de nouveaux avions. Aujourd'hui, elle s'adresse au Gosplan pour demander tant de roubles, ou tant de devises si elle pense acquérir, disons, des Airbus.

Les fonctionnaires du Gosplan se réunissent, étudient cette demande en même temps que d'autres, présentées par d'autres secteurs, et prennent leur décision comme d'habitude, mauvaise. Si nous sommes, au contraire, dans le cas de sociétés par actions, notre Aeroflot n'aura, en dehors de ses profits, que deux sources de financement : la vente d'actions ou le recours au crédit bancaire.

Il n'y aura pas d'Etat, pas du tout d'Etat, pour aider les entreprises à investir et, de cette manière, ou aura, si les actions sont placées, accumulé du capital et entamé un processus d'investissement répondant aux lois du marché. L'obstacle essentiel sur la route du marché est la super-monopolisation du proces-

sus d'investissement

Et pour ouvrir cette route du marché, vous voulez donc supprimer l'investissement d'Etat ? C'est cela, la clé principale ?

Oui, absolument. La création d'un marché de marchandises plus ou moins équilibré est, elle, une chose sans grande difficulté. Nous connaissons les prix qui permettraient de trouver de la viande sur les étalages. Si vous allez sur les marchés paysans, il y a de l'offre et leurs prix sont connus.

Ce rééquilibrage du marché n'est cependant pas la création d'un mécanisme de marché qui présuppose que si vos rentrées sont grandes, vous pouvez vous développer rapidement dans la mesure où le capital va là où les profits sont les plus élevés.

Chez nous, comme tout profit revient à l'Etat et se redistribue selon des priorités définies administrativement, il n'y a pas d'essor de la production.

### Diminuer l'investissement d'Etat

Donc, plus du tout d'investissements d'Etat ?

Je ne vous ai pas dit ça. Il faut commencer par diminuer l'investissement d'Etat mais en le conservant, bien sûr, dans des domaines comme l'espace, l'éducation, la santé, la défense, l'aide aux orphelins, aux handicapés, à tous les plus faibles. Mais il faut arrêter tout le reste et, pour ce qui est de l'éducation et de la santé, l'Etat ne doit assurer la gratuité que jusqu'à un niveau général. Tout ce qui va au-delà doit être payant ou financé par les syndicats ou d'autres mouvements.

Comment êtes-vous devenu le conseiller économique du président ?

Cela m'étonne jusqu'à maintenant. Je ne m'étais jamais entretenu en tête-à-tête avec lui avant qu'il ne m'appelle, le 17 décembre, pour me proposer cette responsabilité. Ma première rencontre avec lui datait de 1984, avant qu'il ne soit secrétaire général. Il y avait là plusieurs économistes et experts qu'il avait rassemblés. Depuis, je l'avais revu à plusieurs reprises mais dans des séminaires, avec cinquante ou cent personnes. J'y étais intervenu comme spécialiste du marché. Je travaillais depuis 1965 à l'Institut central d'économie mathématique, dont j'étais le vice-directeur depuis 1969. (Cet institut, le TSEMI, est, depuis les années 60, un grand centre de réflexion libérale qui a été le berceau de plusieurs des actuels nouveaux courants politiques).

Une fois, donc, que vous auriez été conseiller de démocratisation, quel est le deuxième pas ?

Ici se pose le problème de l'inflation, de cette inflation accumulée résultant de décennies d'existence d'un dogme selon lequel la vraie lutte contre l'inflation consistait en un contrôle rigide des prix. Ce contrôle a donc été exercé mais sans que soient surveillés les revenus qui, chez nous, ont été très vite, d'année en année, stimulés à coups de projets grandioses et improductifs.

Dans une économie normale, cela aurait conduit à une croissance des prix, et comme notre économie n'est pas normale, la masse de ce « faux argent » dont les gens ne peuvent rien faire, qu'ils ne trouvent pas à utiliser. Les autres pays ont connu le même phénomène et nous avons ainsi, en URSS, 165 milliards de roubles d'épargne dont une bonne moitié n'est que de l'épargne forcée - une épargne forcée de la préparation d'un investissement mais une simple accumulation commandée par l'impossibilité d'acheter ou d'investir.

En Europe de l'Est, dès qu'on a libéré les prix, cette épargne forcée s'est ruée sur les étalages et les prix ont suivi. Nous devons, nous, tenir compte de cette expérience et détourner préventivement cette masse monétaire vers de nouvelles sphères d'investissement, qui seraient les appartements, les maisons de campagne, les actions industrielles et, bien sûr, également l'épargne rémunérée. Il faut, dans cet esprit, que les taux d'intérêt soient portés des 2 % d'aujourd'hui à 8 % ou 10 %.

Il faut donner aux gens la possibilité d'utiliser leur argent au développement de la production individuelle. Il faut faire tout cela avant de procéder à la libération des prix qui ne devrait souffrir d'autres exceptions que pour certains produits stratégiques ou de première nécessité - deux à trois dizaines de marchandises, au maximum.

Non à la réforme monétaire

Donc, pour éponger les liquidités, pas de réforme monétaire, pas d'échange de billets ?

Certains soutiennent qu'il le faudrait, en expliquant que ces liquidités seraient le produit de l'économie parallèle, du marché noir, des activités de la mafia. Mon analyse est toute différente. Les hommes de l'économie parallèle savent depuis beaucoup plus longtemps que les économistes que cet argent ne vaut rien. Ils ne l'ont pas conservé. Ils ont acheté des antiquités, des devises, des tableaux, de telle sorte que cette masse monétaire est dispersée dans toutes les couches de la population parmi des gens parfaitement honnêtes. Si l'Etat s'en saisissait du jour au lendemain, ce serait injuste de sa part.

Si l'on résume, trois étapes : démocratisation, diversification des possibilités d'investissement par les particuliers et libération des prix. C'est bien ça ?

Vous oubliez un point important : la réduction de la taille des entreprises monopolistiques qui devrait donner naissance à plusieurs compagnies concurrentes. Pendant des années, nous avons pensé que les grandes entreprises étaient une meilleure chose que les petites sociétés, la gigantesque - un produit de la politique d'investissement - et il nous faut maintenant créer la concurrence (car) là où il n'y en aura pas, il faudra conserver un contrôle des prix.

Qui dit libération des prix dit

importante chute du niveau de vie. Y aura-t-il des compensations ?

Nous y avons naturellement pensé. Il y aura, pour les plus pauvres, indexation des revenus sur les prix. C'est très important. Il faut défendre les plus démunis, mais ce sera très dur car tant que l'économie ne sera pas devenue efficace, les possibilités de diriger l'argent vers les dépenses sociales seront limitées.

De toute manière, nous nous heurterons à une difficulté psychologique car les gens ne sont pas habitués à la dureté des lois du marché, à la concurrence et à la différenciation des revenus. Même avant la révolution, il y avait en Russie une tradition de nivellement égalitaire qui s'est évidemment renforcée pendant la période soviétique.

Les coopératives, qui étaient un tout premier pas vers le marché, n'ont ainsi pas été acceptées par une bonne partie de la population sous la pression de laquelle le gouvernement a été obligé de limiter leurs activités.

Comment espérer, alors, que les mesures proposées soient, elles, acceptées ?

Il sera beaucoup plus facile de s'y faire. On continuera à travailler dans les mêmes entreprises, sans même se rendre compte, au début, qu'elles sont devenues des sociétés par actions. Les salariés auront, comme avant, des salaires, et le marché n'agira sur eux que plus tard. Certains recevront plus, d'autres moins, d'autres encore connaîtront le chômage mais, psychologiquement, ce sera plus acceptable.

Quand le rouble sera-t-il convertible ?

J'ai à ce propos une conception que les banquiers ne partagent pas. Je considère que notre économie doit être ouverte (car si) nous avons démontré pendant des années qu'on pouvait se développer en système fermé, nous avons aussi montré que les résultats n'étaient pas concluants. Nous devons nous intégrer au marché mondial et prendre part à la division internationale du travail. Tout le monde y aurait intérêt. L'Ouest en particulier, car il y aura là une chance unique de constituer un marché mondial.

### La convertibilité du rouble

En fait, un marché à demi mondial. Un marché du Nord.

Du Nord ? Ah ! oui, peut-être... mais l'obstacle à cette intégration, c'est la non-convertibilité. Nous devrions normaliser notre système monétaire. Tout le monde est d'accord mais il existe un point de vue selon lequel on ne pourra le faire que lorsque nous aurons une économie performante.

Je crois, moi, qu'on n'y parviendra pas sans une devise convertible, car ce n'est qu'avec l'aide de la technologie occidentale, du capital occidental, que nous pourrions améliorer la situation. Or, si notre marché est très intéressant, il doit ressembler à un marché. Le problème des entreprises occidentales est de savoir quoi faire des roubles gagnés

ici. Dès maintenant, il faut donc un rouble spécial, convertible, pour les entreprises mixtes et les entreprises soviétiques capables de réagir à la concurrence.

Il faut s'y mettre tout de suite et organiser à l'intérieur du pays un marché de devises nous permettant de les vendre et de les acheter librement. Nous en avons relativement beaucoup, quelque 15 milliards de dollars par an, fruit de nos exportations. Nous les investissons jusqu'à présent de manière centralisée. Il faut que les entreprises puissent les acheter pour investir.

Pour introduire de pareils changements, il faut des années, des mois en tout cas.

Il faut changer le budget et le système fiscal.

Donc, beaucoup de temps...

Pourquoi êtes-vous si prudent ? Essayons d'avoir un peu d'imagination. On décide de changer le mode de redistribution des profits, de ne plus prendre ce qu'on prenait aux entreprises. Si l'on ne modifie pas le budget et la fiscalité, l'Etat se retrouve sans rentrées. Mais pourquoi ne pas changer le tout en même temps, disons demain, à la fin du mois, ou le 15 du mois prochain ? La date du début d'une période budgétaire n'est après tout qu'une convention. Jusqu'à présent, nous raisonnons en quinquennats.

En effet, mais pour de tels changements, il faut soit des décisions parlementaires - un an de débat au minimum - soit des décrets présidentiels, ce qui serait risqué.

Ah ! mais vous devriez travailler au Gosplan !

L'objectif de la réforme économique, c'est de mettre la démocratie dans l'économie. J'aime le marché car c'est un système démocratique. Et qu'est-ce que la démocratie, chez nous, si ce n'est l'Etat passant aux producteurs concrets les fonctions de direction et donc de responsabilités ?

Pourquoi ne pas dire : « Je n'ai plus envie de vous diriger ? » Si M. Gorbatchev faisait du jour au lendemain et par décret présidentiel tout ce que vous lui conseillez, il prendrait devant toute l'URSS et pour dix ans minimum, la responsabilité personnelle du fonctionnement de toute l'économie. C'est lourd. Y est-il prêt ?

Je ne le sais pas. Mais si j'étais lui, j'y serais prêt. Y a-t-il une alternative ?

Justement. Si vous n'êtes pas écoutez jusqu'au bout, en quoi consisterait le minimum de mesures prises ?

Il faut amorcer la pompe d'une économie réelle en achetant à l'étranger des produits de consommation financés par une réduction de nos achats de biens. Autant acheter directement, en effet, une viande de qualité que nourrir à prix d'or de mauvaises bêtes. De même, il faut acheter moins de machines-outils et plus de produits manufacturés, et plutôt investir dans les entreprises mixtes qu'importer ce qu'elles pourraient produire ici.

Propos recueillis par BERNARD GUETTA

### Créer les conditions de la concurrence

Et quelle sera la procédure d'attribution ?

Pour vraiment aller vers le marché, il nous faut recourir à des mesures très sérieuses. Beaucoup d'économistes (soviétiques) sont à cet égard très impressionnés par les réformes mises en place en Pologne, par la réforme de choc de M. Mazowiecki. Ils pensent en conséquence qu'il faut libéraliser les prix, donner plus de liberté aux entreprises et que cela suffira pour que le marché nous apporte la félicité.

Je crois, pour ma part, qu'il y a là une grande naïveté car la première chose à faire avant de libérer les prix est de créer les conditions de la concurrence sans laquelle il n'y a pas de prix libres. L'une des premières mesures à prendre est donc de démonopoliser notre économie, la plus monopolisée du monde (car) s'ajoutent aux monopoles techniques - ceux des ministères et ceux des très grandes entreprises, disons Intourist ou Aeroflot qui sont bien connus à l'étranger. Or, pour scinder, par exemple, Aeroflot en plusieurs compagnies, il ne faut qu'une volonté politique. Il est très facile de casser les monopoles organisationnels.

Les ministères (M. Petrakov parle là de ceux qui coiffent les branches industrielles) n'existent que parce qu'il n'existe pas de marché dont ils sont réellement l'antipode. Si les entreprises pouvaient se fournir sur le marché, elles n'auraient pas besoin d'eux. Ils le comprennent très bien. Il faut donc passer d'un système avec ministères à un système de sociétés par actions. Il faut transformer toutes les entreprises en sociétés par actions, dont la vente et l'achat soient libres, permis aux individus, aux entreprises et aux

### ÉTRANGER

#### La restructuration du secteur pétrolier en Italie

##### Une société koweïtienne rachète le réseau de Mobil

La compagnie américaine Mobil a vendu son réseau de distribution de pétrole en Italie à la compagnie nationale koweïtienne Kuwait Petroleum Corporation (KPC) pour près de 300 millions de dollars (1,8 milliard de francs).

Aux termes de l'accord annoncé mardi 20 mars, la KPC reprend une raffinerie près de Naples, d'une capacité de 100 000 barils par jour, ainsi que des productions d'aromatiques et un réseau d'environ 2 200 stations-service, qui portera à 10,5 % la part de marché du Koweït en Italie, contre 4 % actuellement.

La KPC, dixième compagnie mondiale avec 15 400 salariés et un chiffre d'affaires de 12,3 milliards de dollars en 1988, poursuit depuis 1981 une stratégie ambitieuse d'intégration vers l'aval, « du puits à la pompe ». Troisième compagnie mondiale par ses réserves et neuvième pour la production, elle a réussi à se hisser au treizième rang pour les capacités de raffinage et au quatorzième pour les ventes de produits, grâce au rachat successif des actifs européens de diverses compagnies, notamment la Gulf et BP.

Selon le ministère de l'Industrie italien, cette opération « accélère le processus en cours dans ce secteur ». Les industriels, pour leur part, se disent inquiets des difficultés de la filière et du désengagement de nombreux groupes pétroliers anglosaxons depuis 1973.

#### Face à l'offensive des constructeurs nippons

##### Le président de Ford met en garde les Européens contre les Japonais

M. Jacques Calvet a trouvé un allié de poids en la personne de M. Harold Posing, le tout nouveau patron de Ford Motor Company. Lors d'une conférence de presse organisée jeudi 22 mars à Paris par le journal *Action automobile*, le président américain a invité les Européens à négocier avec fermeté l'ouverture du marché communautaire aux voitures nippones.

Selon M. Posing, la Commission

de Bruxelles doit absolument donner un délai à l'industrie automobile européenne pour qu'elle s'adapte aux nouvelles structures du marché « et redéploie ses capitaux avant que ses marchés soient ouverts ».

Dans le cas d'une ouverture trop brutale, l'industrie européenne serait désavantagée », a-t-il affirmé. Deuxième constructeur américain, Ford est le quatrième vendeur de voitures sur le marché européen.

EN BREF

GTM-Entrepose obtient le contrat de reconstruction du terminal de Kharg. — La société ETPM, filiale du groupe français GTM-Entrepose, vient de recevoir de la Compagnie nationale de pétrole iranienne (NIOC) une lettre d'intention pour effectuer les travaux de reconstruction du plus important terminal pétrolier du monde, celui de l'île de Kharg, située au nord du golfe Persique, a annoncé un communiqué publié le 22 mars par GTM-Entrepose, à Paris.

Ce terminal avait subi de très nombreux bombardements durant la guerre entre l'Irak et l'Iran. Les travaux, dont le montant total s'élève à 1,3 milliard de francs, devront être exécutés en vingt-quatre mois, en collaboration avec l'entreprise iranienne Sadra, précise-t-on de même source.

Ito-Yokado prend le contrôle de Seven-Eleven aux États-Unis. — La principale chaîne de supermarchés japonaise, Ito-Yokado, va acquérir 75 % du capital d'une des plus grandes chaînes mondiales de magasins, la société Southland, de Dallas (Texas) qui gère les supermarchés Seven-Eleven, pour un montant de 400 millions de dollars (près de 2,3 milliards de francs).

Ito-Yokado financera un tiers de cet investissement et le reste sera apporté par sa filiale Seven-Eleven Japan, qui exploite le même type de magasins. Southland, qui souffre de graves difficultés financières, a un réseau de 9 600 magasins aux États-Unis et au Canada, plus des sociétés franchisées dans 22 pays et a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 7,99 milliards de dollars (plus de 45 milliards de francs). — (AFP)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Electro Banque

Le Conseil d'Administration, réuni le 21 mars 1990 sous la présidence de Monsieur Philippe DARGENTON, a arrêté les comptes de l'exercice 1989 qui se soldent par un bénéfice net de 59 848 120 francs contre 54 761 284 francs pour l'exercice précédent (+9,3%).

Ces résultats ont été obtenus, malgré la poursuite de l'érosion des marges bancaires, grâce à la progression des crédits et des dépôts et au développement des activités financières.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale, convoquée pour le 16 mai 1990, de fixer le dividende net par action à 21 francs (31,50 francs avec l'avis fiscal).

contre 20 francs (30 francs avec l'avis fiscal) l'année précédente. Compte tenu de l'augmentation du nombre d'actions rémunérées, la distribution globale progresserait ainsi de 10,9%. Cette année encore, il sera proposé aux actionnaires une option pour le paiement de leur dividende en actions.

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale de ratifier la nomination comme Administrateur de Monsieur Dominique LEGER et de renouveler son mandat et de renouveler également les mandats de Messieurs Jean Pierre BRUNET et René BARBIER de LA SERRE.

Le Conseil proposera enfin à l'Assemblée Générale la nomination comme Administrateur de Monsieur Louis DIXNEUF, Directeur Général Adjoint de la Banque.

NOUVELLE PROGRESSION DU RÉSULTAT (+ 9,3 %) DIVIDENDE NET PORTÉ A 21 FRANCS



## ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Le contentieux commercial entre les États-Unis et le Japon

## Les exigences d'une Amérique affaiblie

Huit pages de « publi-reportage » dans le *Wall Street Journal* du 19 mars, c'est le prix que le Japon a accepté de payer pour expliquer la situation actuelle de son économie au moment où - pure coïncidence - le pays est engagé dans une redoutable partie de bras de fer avec son partenaire et adversaire américain. A en juger par la courbe qui, tête en bas, illustre la forte diminution de l'excédent commercial nippon au cours des six derniers mois, le message est clair : le Japon fait tout ce qu'il peut pour rééquilibrer le niveau de ses échanges... Mais à Washington l'administration et le Congrès rassemblent tous les chiffres permettant de démontrer le contraire. L'Amérique, privée de son vieil ennemi de guerre froide, s'en est trouvé un bien commode : le Japon.

NEW-YORK

de notre correspondant

En 1989, le déficit commercial américain a atteint 106 milliards de dollars (contre 126 milliards l'année précédente), soit son plus bas niveau depuis cinq ans. Mais le déficit constaté avec le Japon continue à représenter, à lui seul, environ la moitié de ce déficit : 49 milliards de dollars l'année der-

nière, 52 milliards en 1988. De quoi irriter chaque jour davantage le Congrès américain, qui, volontiers prêt à en découdre avec des partenaires qu'il n'hésite pas à trouver singulièrement malhonnêtes, surveille attentivement l'état d'avancement des travaux.

Pour l'instant, les nombreux dossiers à l'origine du différend (voir encadré) sont pratiquement au point mort. Les aller-retour au-dessus du Pacifique effectués ces dernières semaines par des négociateurs de très haut niveau (le premier ministre Kaifu et l'ancien premier ministre Takeshita côté japonais, plusieurs ministres dont le secrétaire au commerce Robert Mosbacher côté américain) ont surtout permis de souligner la faiblesse de la position américaine.

En dix ans, le déficit commercial cumulé des États-Unis à l'égard du Japon a totalisé 380 milliards de dollars. Cette dégradation continue est sans doute due à l'agressivité commerciale des entreprises nippones, mais bien davantage à une détérioration générale de la position commerciale des États-Unis, conséquence directe du déclin de sa compétitivité. « Fabriquez de meilleurs produits, moins chers, et vous n'aurez pas de mal à les vendre ! » n'hésitent plus à rétorquer aux Américains certains dirigeants japonais - en tête desquels figure M. Akio Morita, le patron de Sony.

Dès 1983 (le déficit commercial américain était alors inférieur à 30 milliards de dollars), David Garvin, un professeur de la Har-

vard Business School, lançait déjà un cri d'alarme. Comparant les performances des programmes de qualité américains et japonais, il arrivait à la conclusion que les meilleures firmes américaines n'égalent pas les entreprises moyennes du pays du Soleil-Levant. Depuis, le Japon a sensiblement accru ses radiations...

## Amende honorable

Après avoir investi méthodiquement de nombreux secteurs industriels et de services (automobile, matériel hi-fi, banques, assurances, communications...), il s'est empressé de placer ses excédents de liquidités et son épargne colossale (2 800 milliards de dollars) dans le seul pays offrant à la fois un vaste marché et une stabilité politique : les États-Unis. Résultat : exception faite de quelques scores de mauvaise humeur, le Japon absorbe régulièrement jusqu'à 30 % des bons émis par le Trésor américain pour financer un autre déficit structurel, au moins aussi préoccupant, celui du budget.

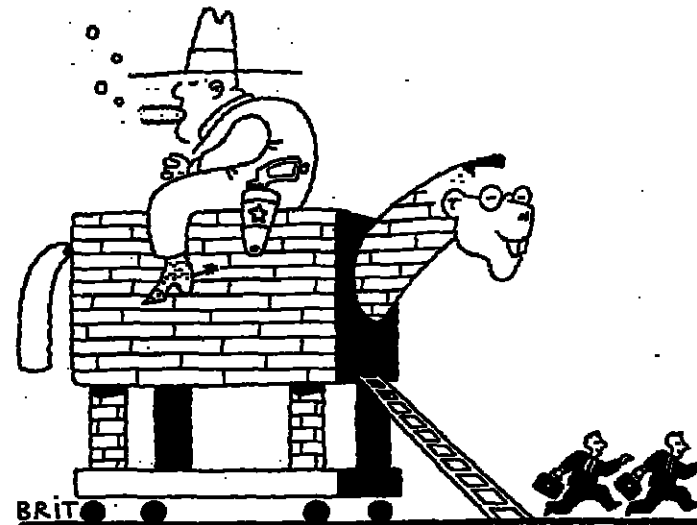
Ce sont sans doute ces éléments que George Bush devait ruminer lorsqu'il a rencontré début mars à Palm-Springs, en Californie, le premier ministre japonais, Toshiki Kaifu, reconduit quelques jours plus tôt à la tête du gouvernement nippon. Officiellement, les deux hommes n'ont pas pris d'engagements. Mais les rumeurs qui ont accompagné le retour à Tokyo de M. Kaifu incitent à penser que le

numéro un japonais a peut-être consenti à faire amende honorable. Aucun des deux protagonistes n'a intérêt à envenimer les relations commerciales américano-nippones. Avant d'espérer trouver de nouveaux terrains de chasse dans l'Europe de 1992, voire dans les pays est-européens convertis à l'économie de marché, le Japon doit continuer à commercer - et à investir - aux États-Unis. Et M. Kaifu doit pouvoir présenter à ses pairs un compromis honorable qui lui éviterait de perdre la face... et le pouvoir.

M. Bush n'est guère plus à l'aise. D'ici à la mi-avril, il doit avoir en main le rapport intermédiaire prévu par le « super 301 » dans le cadre du Trade Act et qui lui sera remis sous sa forme définitive en juillet prochain (avant le sommet de Houston) en même temps qu'au premier ministre japonais. A cet égard, la prochaine réunion des négociateurs japonais et américains prévue pour les 2 et 3 avril prochain à Washington - la quatrième depuis le début des négociations sur les obstacles structurels - sera déterminante.

On s'attend que les Japonais donnent quelques pages, pour amadouer les Américains, en prévision d'une autre échéance rapprochée, la réunion les 6 et 7 avril prochain à Paris du G7, le groupe des sept principaux industrialisés, au cours de laquelle le partenariat entre le Japon et les pays occidentaux - et non plus seulement les États-Unis - sera aussi passé à la loupe.

S. M.



## Les dossiers de la discorde

Contrainte de remédier aux déficits croissants des échanges avec le Japon, face à un Congrès régulièrement en proie à des crises de « nippo-phobie », l'administration américaine tente depuis plusieurs années de négocier avec Tokyo les moyens d'une amélioration, sinon d'un retour à l'équilibre.

Déjà, à la mi-1980, l'équipe du président Reagan avait amorcé une série de discussions multisécteurs visant à ouvrir le marché japonais aux produits américains. Le seul résultat tangible de ces négociations aura été la conclusion, en 1988, d'un accord visant à accroître sensiblement la part américaine du marché nippon des composants d'ici à 1991.

Face à ces piètres résultats, les Américains ont sorti une nouvelle arme - la section 301 - pour faire pression sur Tokyo. Cette disposition, contenue dans le *Trade Bill*, la loi américaine sur le commerce, permet à Washington de prendre des sanctions commerciales à l'encontre de partenaires accusés de pratiques déloyales.

Sous la pression du Congrès, Ronald Reagan, en signant le *Trade Act* d'août 1988, avait aussi mis son paraphe sur une clause renforcée, la « super 301 », qui oblige l'exécutif à aller plus loin et à publier une fois par an la liste des pays unifiés (déloyaux). Un peu gênée aux entournures par le Japon en punching-ball auquel se livrent surtout les sénateurs américains, la Maison Blanche était contrainte de livrer au public l'acte d'accusation. Mis à l'index : le Japon, bien sûr, mais aussi l'Inde et le Brésil, autant pour éviter une accusation de racisme commercial que pour rappeler aussi à l'ordre deux pays jugés eux aussi par trop protectionnistes.

Parmi les reproches adressés au Japon, trois dossiers ont surtout fait l'objet de discussions :

• Les satellites américains, que les Japonais refusent d'acheter, alors que, dans le même temps, l'attribution des marchés publics pour l'acquisition de ces stations s'effectue en vase clos. Entre Nippons.

• Les superordinateurs, autre marché de fait interdit aux produits américains à travers des réglementations et des homologations taillées sur

mesure pour la production domestique.

• Les produits forestiers, un secteur moins sensible mais où la partie américaine invoque des droits de douane dissuasifs.

En héritant de ces encombrants dossiers, en 1989, l'administration Bush a décidé d'ajouter à la négociation le cas des télécommunications, autre sujet de friction avec Tokyo, et d'élargir la « discussion » à des sujets bilatéraux qui doivent être examinés sur un mode « non contentieux ». A savoir les obstacles structurels - c'est leur nom - qui tiennent à la composition du tissu économique japonais.

Dans cette définition entrent notamment la grande distribution, vaste secteur pour l'instant quasi interdit à la pénétration étrangère, notamment américaine. L'ouverture d'un magasin ou d'une grande surface y est subordonnée à l'accord des concurrents locaux. Une condition qui, on s'en doute, est rarement obtenue par les firmes étrangères...

Ce dossier intéresse tout particulièrement « R » US, le numéro un américain du jouet, qui piaffe d'impatience après avoir annoncé en février dernier son projet de créer cent magasins spécialisés au Japon, un marché de 6 milliards de dollars contrôlé jusque-là par les grands noms - nippons - du secteur.

D'autres griefs sont aussi formulés par les négociateurs américains, comme celui du prix des terrains trop élevé, qui empêche l'implantation des firmes étrangères, une loi antitrust interprétée de manière très laxiste, au bénéfice, bien sûr, des entreprises domestiques. « L'objectif que s'est fixé l'administration Bush est d'inciter les autorités nippones à cesser de privilégier les producteurs pour se tourner enfin vers les consommateurs », explique un spécialiste de ces questions qui, de Washington, suit cette longue partie de ping-pong. « Pour l'instant, le Congrès se contente de surveiller les échanges, sans cacher le scepticisme que lui inspire l'état actuel des discussions. Mais de nombreux parlementaires sont prêts à faire monter la pression. Et à confisquer la balle s'il le faut. »

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## LVMH

## MOËT HENNESSY • LOUIS VUITTON

## Croissance de 46 % du résultat net en 1989

Lors de sa réunion du 21 mars 1990, le Conseil de Surveillance de LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton a examiné les comptes non audités du Groupe au 31 décembre 1989. Le chiffre d'affaires consolidé atteint 19.635 millions de francs, en progression de 19 % sur 1988. Le résultat net du Groupe LVMH pour 1989 s'élève à 2.932 millions de francs, en progression de 46 % sur le résultat de 1988. Calculé sur la base du nombre d'actions moyen pondéré, avant dilution, le résultat net par action atteint 229 F, en augmentation de 32 %.

Le résultat opérationnel, avant frais financiers et impôts et hors incidence de la participation dans Guinness PLC, progresse de 34 %. Par branches d'activité, l'évolution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel est la suivante :

| En millions de francs                | Chiffre d'affaires |        |           | Résultat opérationnel |       |           |
|--------------------------------------|--------------------|--------|-----------|-----------------------|-------|-----------|
|                                      | 1988               | 1989   | Evolution | 1988                  | 1989  | Evolution |
| Champagne et Vins                    | 4.876              | 5.155  | + 6 %     | 1.042                 | 1.242 | + 19 %    |
| Cognac et Spiritueux                 | 4.083              | 5.070  | + 24 %    | 1.348                 | 2.016 | + 50 %    |
| Bagages, Maroquinerie et Accessoires | 3.530              | 4.098  | + 33 %    | 1.458                 | 1.952 | + 34 %    |
| Parfums et Produits de beauté        | 3.735              | 4.463  | + 19 %    | 594                   | 687   | + 16 %    |
| Autres Activités                     | 218                | 249    | + 14 %    | (202)                 | (226) | n.s.      |
| LVMH consolidé                       | 16.442             | 19.635 | + 19 %    | 4.240                 | 5.671 | + 34 %    |

Avec une croissance volontairement modérée des volumes de vente, le chiffre d'affaires de la branche Champagne et Vins progresse de 6 %. La relative stabilité des prix de revient combinée à des hausses de prix, pratiquées tant en France qu'à l'étranger, a entraîné une croissance du résultat opérationnel de 19 %.

Dans la branche Cognac et Spiritueux, la forte évolution du chiffre d'affaires et surtout du résultat opérationnel provient d'une augmentation de 10 % des volumes vendus et d'une forte croissance des ventes de qualités vieilles, principalement au Japon et en Asie du Sud-Est. Grâce à une croissance de 50 % de son résultat opérationnel, le Cognac apporte, pour la première année, la plus forte contribution au résultat opérationnel du Groupe.

Dans la branche Bagages, Maroquinerie et Accessoires, la croissance du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel de Louis Vuitton Malletier provient principalement d'une hausse de 28 % des volumes vendus. Avec un chiffre d'affaires en augmentation de plus de 50 %, Loewy International confirme le retour à l'équilibre opéré dès 1988.

Dans la branche Parfums et Produits de beauté, la croissance du chiffre d'affaires est répartie de manière homogène entre les différentes sociétés. Grâce au succès de Fahrenheit, l'évolution du résultat opérationnel de Parfums Christian Dior est sensiblement supérieure à celle de son chiffre d'affaires. La gamme de Parfums Givenchy s'est enrichie d'une ligne de maquillage et d'une ligne de produits de soins, dont les frais de lancement ont affecté l'évolution du résultat opérationnel. Roc poursuit son développement tant en France que sur les marchés étrangers.

Le Directoire proposera à l'Assemblée Générale du 6 juin la distribution d'un dividende de 62 F par action, en progression de 41 %. Un acompte de 15 F a déjà été versé le 30 novembre 1989. Compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor, le dividende global représentera un revenu de 93 F.

Il est rappelé que, compte tenu des procédures judiciaires en cours, les comptes de l'exercice 1988 de la société Louis Vuitton n'ont pas été approuvés.

Dans l'attente de leur publication au BALO, les comptes consolidés sont disponibles au siège social de la Société, 30 avenue Hoche, 75008 Paris.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## I.D.I.A.

## INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

L'assemblée générale mixte des actionnaires de l'IDIA est convoquée pour le lundi 9 avril 1990 à 15 heures au siège social de la société - 35, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

Cette assemblée a pour objet notamment d'approuver les comptes de l'exercice 1989 qui font apparaître un bénéfice net de 87,1 millions de francs, au lieu de 67,8 millions de francs en 1988 et 51,8 millions de francs en 1987.

Il sera proposé la distribution de 6 francs par action contre 5 francs en 1988.

Il est rappelé que le statut fiscal de capital-risque de l'IDIA se traduit par une imposition forfaitaire au taux de 19 % pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés et 17 % pour les personnes physiques.

Les personnes physiques bénéficient donc d'une imposition généralement plus favorable que l'avoir fiscal de droit commun.

محکمات من الاموال



ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Le déficit du commerce extérieur français

Vers la fin de la dégradation des échanges industriels

Les résultats du commerce extérieur de la France pour février semblent confirmer l'arrêt de la dégradation des échanges de produits manufacturés avec l'étranger.

Depuis novembre dernier, le déficit de la balance industrielle a oscillé entre 1 milliard et 2 milliards de francs : si l'on prend en compte le matériel militaire, c'est beaucoup moins que les chiffres enregistrés tout au long de l'année dernière. On se souvient que le plus mauvais résultat avait été celui du mois d'octobre, lequel avec - 8,8 milliards de francs avait jeté la consternation dans les milieux gouvernementaux et fait naître parmi les conjoncturistes l'idée qu'il allait probablement être nécessaire de ralentir la demande en France pour éviter une dégradation trop importante de la balance commerciale d'ensemble. Or, pour les deux premiers mois de cette année, le déficit industriel n'a pas dépassé 2 milliards de francs en moyenne mensuelle, chiffre inférieur de plus de moitié au solde mensuel moyen de 1989 : - 4,7 milliards de francs. Même en excluant le commerce de matériel militaire, dont on sait à quel point il compte pour la balance française (1), le redressement se confirme : - 3,9 milliards de francs en février après 5,7 milliards de francs en moyenne au cours des trois mois précédents et un déficit moyen mensuel de 7 milliards de francs en 1989.

Il était temps. La dégradation des échanges industriels de la France avec l'étranger avait pris des proportions catastrophiques (voir graphique ci-contre) : d'autant plus catastrophiques que la balance des produits manufacturés avait toujours été excédentaire depuis 1970. Ce qui s'est passé en 1986, quand les échanges de la France ont dans ce domaine commencé à être déficitaires (ou en 1987 si l'on exclut le matériel militaire), a été dans notre histoire économique un événement considérable. Non seulement par son ampleur mais par sa signification : un pays développé n'a plus été capable en un laps de temps très court, d'équilibrer ses échanges de produits industriels et n'a pu limiter la casse que grâce à ses ventes de produits agroalimentaires (2).

La baisse de la facture énergétique

Les raisons de l'effondrement de la balance française des produits industriels sont maintenant assez bien connues. Quand, à la fin de 1985, les prix du brut se sont effondrés, on a parlé de contre-choc pétrolier. L'expression était tout à fait exacte puisque le prix du baril de brut importé par la France est passé de 27,6 dollars en 1985 à 15,9 dollars en 1986 et n'a pas dépassé 17 dollars en 1987.

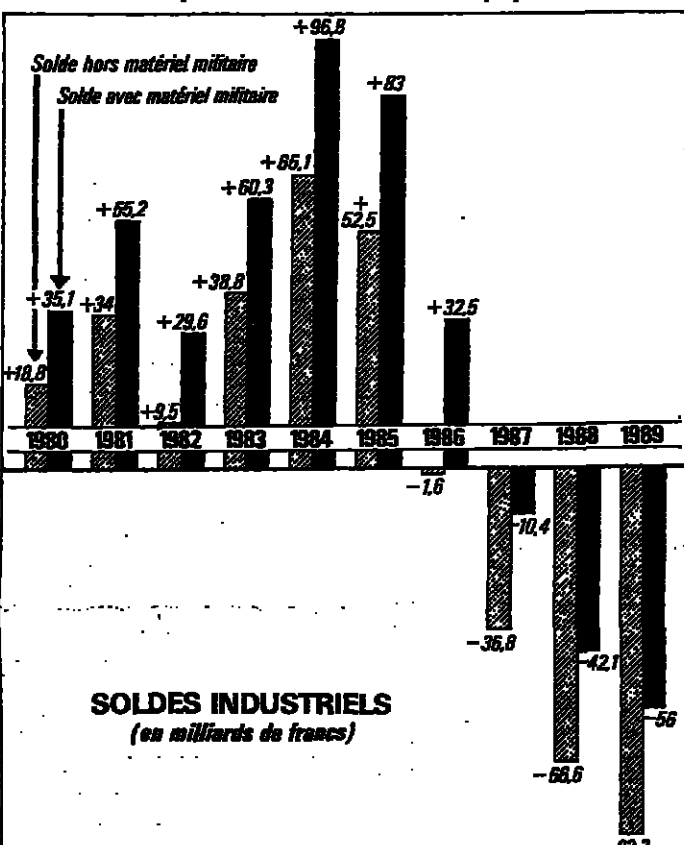
Cette baisse massive de la facture énergétique passée de 182 milliards de francs en 1985 à 92 milliards en 1986, 84 milliards en 1987 et 67 milliards en 1988, a enrichi les entreprises françaises et, d'une façon générale, les firmes des pays développés. La plupart ont pu faire des économies considérables sur leurs coûts d'approvisionnement. La reprise des investissements et de la croissance qui a suivi ne s'explique pas autrement.

Mais ce contre-choc pétrolier - qui rappelle à l'envers les hausses massives de la fin 1973 et de 1979 - a eu pour conséquence d'appauvrir les pays producteurs de l'OPEP. Ceux-ci ont dû réduire leurs importations : de 45 % en volume de 1984 à 1987. Ces achats en général étaient composés d'une forte proportion de biens d'équipement. Si tous les pays industrialisés ont été touchés, la France l'a été plus que d'autres pour des raisons tenant à son passé colonial et

trière est presque tout entière dans ces retournements, dans ce que l'on pourrait appeler le décalage de conjoncture entre pays, la demande intérieure des uns étant forte, alors même que celle des autres s'affaiblissait.

Il serait certainement exagéré d'expliquer les malheurs de nos échanges extérieurs par cette seule vision des choses, la compétitivité de nos produits en prix et en qualité ayant aussi leur importance. Mais le phénomène de décalage conjoncturel entre pays est une donnée de base dont on a pu mesurer l'importance extrême depuis quinze ans.

Nous en sommes là, avec des perspectives de vente aux pays de l'OPEP tout de même meilleures, puisque le prix du baril de pétrole qui a avoisiné 17,50 dollars l'année dernière a augmenté de 14 % sur un an, et se trouvait 20 % plus cher en février 1990 qu'il y a un an à la même époque.



à ses liens particuliers avec de nombreux pays arabes et du tiers monde. Toujours est-il que notre pays a perdu en exportations de produits manufacturés une grande partie de ce qu'il économisait sur sa facture énergétique (3).

Dans le même temps, la croissance et l'investissement repartant fortement en France, les importations augmentaient rapidement, notamment celles de biens d'équipement et d'automobile. La dégradation de notre balance indus-

Un autre élément favorable est évidemment la forte croissance économique que connaît la RFA, croissance qui n'est certes pas près de se ralentir avec la nécessité d'équiper presque complètement la RDA en usines et en infrastructures. La France en profitera certainement, d'autant plus que la modernisation avec laquelle évoluent ses coûts salariaux lui assure une bonne compétitivité. Pour la première fois depuis des années notre pays semble ne plus perdre de place sur les marchés étrangers. Au minimum, la bonne santé allemande compensera le ralentissement anglo-saxon, celui des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

Peut-être les prochains mois montreront-ils que les échanges de produits industriels, après avoir cessé de se dégrader, ont recommencé à s'améliorer au début de l'année 1990. Ce serait une très bonne nouvelle pour le pays qui pourrait sans risque de déséquilibre majeur soutenir pendant les années qui viennent des taux de croissance économique importants.

ALAIN VERNHOLLES

- (1) Le commerce de matériel militaire a été excédentaire de 27,4 milliards de francs en 1989.
- (2) La balance commerciale agroalimentaire a défilé ces dernières années des excédents constants : 13 milliards de francs en 1982, 20 milliards en 1983, 24 milliards en 1984, 29 milliards en 1985, 25 milliards en 1986, 29 milliards en 1987, 39 milliards en 1988 et environ 30 milliards en 1989.
- (3) Entre 1985 et 1987, le solde industriel s'est dégradé dans les mêmes proportions que se réduisait la facture énergétique, soit d'environ 95 milliards de francs.

Airbus rapporte chaque mois 2,3 milliards de francs à la France

Il ne fallait s'habituer à ce que les ventes d'Airbus passent de plus en plus lourds dans la balance commerciale et cesser de s'étonner chaque mois que les avions contribuent spectaculairement à modérer le déficit de celle-ci. Les livraisons, qui représentaient en 1988 61 unités, ont bondi, en 1989, à 105 appareils et devraient dépasser les 200 exemplaires avant cinq ans.

Pour apprécier ce que cela représente pour les comptes de la France, il faut préciser la part d'exportation d'un Airbus, car tout appareil produit ne peut être comptabilisé comme une recette nette. Ainsi, en 1988, pour 81 livraisons, on décomptait 51 exportations, mais seulement 49 enregistrements en douane, certains avions volant sous la marque d'une compagnie étrangère mais demeurant propriété de banques françaises.

Il faut aussi se souvenir qu'un Airbus comporte des éléments allemands, britanniques, espagnols, belges, américains, voire coréens et que ces morceaux sont d'abord comptabilisés comme des importations. On estime que, en moyenne, la part française évolue de 26 % à 37 % du prix de l'avion, selon le type de l'appareil et celui du réacteur

qui l'équipe (1). Par exemple, un bi-réacteur Airbus A-320 équipé de moteurs franco-américains CFM-56 rapportera grosso modo à la France 85 millions de francs alors que le même avion équipé de moteurs V2 500 (Etats-Unis, Grande-Bretagne, RFA, Japon) n'en rapportera que 60 millions.

Cela étant précisé, l'impact net des ventes d'Airbus sur les échanges industriels de la France est considérable. La moyenne mensuelle des exportations d'Airbus a doublé : elle est passée de 1,26 milliard de francs, en 1988 à 2,36 milliards en 1989 ; cela donne un impact annuel net de 4,9 milliards de francs en 1988 et de 8,4 milliards en 1989. Selon les méthodes comptables retenues par les douanes, elles ont atténué le déficit industriel français de 28 % en 1988 et de 35 % en 1989.

AL. F.

(1) Rapport général fait au nom de la commission des finances du Sénat sur le projet de loi de finances pour 1990 (aviation civile). Annexes au procès-verbal de la séance du 21 novembre 1989. Rapporteur spécial : M. Marcel Fortier.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BP France - Résultats de l'exercice 1989

Le Conseil d'Administration de BP France, réuni le 20 mars 1990, a arrêté les comptes de l'exercice 1989.



| (en millions de francs)         | 1989  | 1988 |
|---------------------------------|-------|------|
| <b>RÉSULTATS CONSOLIDÉS</b>     |       |      |
| • Résultat net (Part du Groupe) | 1.215 | 324  |
| • Résultat courant              | 1.581 | 795  |
| • Capacité d'autofinancement    | 2.120 | 682  |

|   |        |        |
|---|--------|--------|
| <b>Activités pétrolières</b>              |        |        |
| • Résultat courant économique             | (153)  | (89)   |
| • Chiffre d'affaires hors droits et taxes | 15.030 | 12.117 |
| Tonnages vendus (millions de tonnes)      | 11,9   | 11,2   |
| dont marché intérieur                     | 8,2    | 8,0    |
| Tonnages traités (millions de tonnes)     | 7,3    | 7,9    |

|   |       |       |
|---|-------|-------|
| <b>Activités chimiques</b>                |       |       |
| • Résultat courant                        | 1.214 | 1.297 |
| • Chiffre d'affaires hors droits et taxes | 5.880 | 5.400 |
| Tonnages vendus (milliers de tonnes)      | 1.369 | 1.343 |

|                          |       |     |
|--------------------------|-------|-----|
| <b>BP France</b>         |       |     |
| • Résultat net comptable | 1.011 | 437 |

1989 : une année exceptionnelle

Le résultat net consolidé (part du Groupe) de BP France pour 1989 est un bénéfice de 1.215 MF.

Si le résultat courant économique de l'activité pétrolière est une perte de 153 MF qui marque la persistance d'une vive concurrence et de marges insuffisamment rémunératrices, l'année 1989 a été caractérisée par un ensemble de circonstances et de réalisations très particulières :

- le soutien au sein de BP France de ses principales filiales dont BP Chemicals SA,

- une deuxième année consécutive d'excellents résultats de l'activité chimique,

- l'inclusion dans les comptes d'un gain sur stocks de 526 MF dû à l'augmentation du prix du pétrole au cours de l'année, et pour le chimie d'un dividende de 418 MF versé au titre de 1988 et du bénéfice de 1.138 MF avant impôts au titre de 1989,

- le regroupement de ses activités d'exploitation de chauffage au sein du Groupe Prism dont la Société Chantiers Modernes est devenue un nouveau partenaire industriel à hauteur de 40 % du capital.

Pour toutes ces raisons, la Provision pour Fluctuation des Cours est dotée de 1.150 MF et le résultat net comptable de BP France atteint le niveau exceptionnel de 1.011 MF.

Il faut noter que plusieurs des circonstances particulières conduisant à ce résultat ne se reproduiront pas en 1990.

Le Conseil d'Administration entend néanmoins, en raison des résultats globaux de BP France en 1989, proposer à l'Assemblée Générale de juin prochain, pour la première fois depuis 1980, la distribution d'un dividende de 5 francs par action.

Au plan commercial, 1989 a été marquée par le lancement du SUPERGREEN™, carburant sans plomb à 98 d'octane, par le développement des ventes de BP SUPERFRIOL pour le chauffage domestique et par l'ouverture à Roye, sur l'autoroute du Nord, du premier TRUCKSTOP destiné à la clientèle des transports routiers.

D'autre part, BP France vient de lancer résolument une campagne de prix agressive avec l'objectif de reprendre aux supermarchés des parts de marché.

Enfin, BP France commence dès 1990 une vaste opération de modernisation de l'image de son réseau dont on peut déjà voir les nouvelles couleurs sur les points de vente autoroutiers de St André de Cubzac (Autoroute A10), de Salbris (Autoroute A71) et sur le TRUCKSTOP de Roye (en bordure de l'Autoroute A1).

Exploration pétrolière

BP France annonce aujourd'hui qu'elle engage des consultations pour la cession éventuelle de l'ensemble des activités d'exploration et de production de pétrole brut qu'elle détient en commun avec le Groupe BP en France. La décision définitive sera prise ultérieurement en fonction du niveau des offres reçues et après toutes les consultations nécessaires.

En face des perspectives quelque peu limitées du développement de l'exploration en France, BP France entend en effet concentrer ses investissements sur son raffinage et son réseau de stations services. Alors que les besoins dans ces secteurs s'annoncent considérables au cours des prochaines années, le cash flow dégagé par les activités de raffinage et de vente de produits pétroliers en France est insuffisant pour poursuivre simultanément les opérations d'exploration-production.

BP, POUR UN MONDE QUI BOUGE

GROUPE PRINTEMPS

AU PRINTEMPS S.A

Le Directoire, sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques DELORT, a arrêté les comptes de la Société-Mère au 31 décembre 1989 et a procédé à une évaluation des résultats consolidés du Groupe. Ils ont été présentés au Conseil de Surveillance le 21 mars 1990.

AU PRINTEMPS S.A.

La Société-Mère enregistre un bénéfice net de 390,5 MF contre 268,1 MF en 1988.

GROUPE CONSOLIDÉ

Résultat de l'exercice 1989 (Provisoire)

|  | 1989     | Rappel 1988 * |
|--|----------|---------------|
| Chiffres d'affaires                          | 28 367,3 | 25 183,6      |
| Résultat d'exploitation                      | 602,6    | 594,3         |
| Résultat financier                           | ( 95,6)  | ( 59,6)       |
| Résultat courant avant impôts                | 507,0    | 534,7         |
| Résultat exceptionnel                        | 426,7    | ( 28,2)       |
| Résultat des sociétés mises en équivalence : |          |               |
| - sous contrôle du Groupe                    | 114,3    | 59,5          |
| - sous gestion extérieure                    | ( 20,6)  | 87,5          |
| Impôts sur les bénéfices                     | (273,6)  | (170,2)       |
| Participation des salariés                   | ( 55,6)  | ( 46,6)       |
| Bénéfice net                                 | 659,5    | 379,6         |
| Groupe                                       | 524,3    | 270,2         |
| Hors Groupe                                  | 135,2    | 109,4         |

\* En 1988 la plupart des sociétés de la Branche VPC ont eu un exercice de dix mois.

Cette progression significative appelle les commentaires suivants :

- le résultat courant avant impôts, en léger retrait, incorpore des charges nettement plus élevées liées au financement, en année pleine, du complément d'acquisition de LA REDOUTE réalisé mi-1988 et des investissements d'expansion réalisés par la Branche VPC entre mi-1988 et début 1989 (Empire Stores, Vert Baudet, Maison de Valérie).
- le résultat des sociétés mises en équivalence dont la gestion est contrôlée par le Groupe s'accroît de plus de 90%, grâce principalement aux très bonnes performances de FINAREF.
- la baisse du résultat des sociétés mises en équivalence dont la gestion n'est pas contrôlée par le Groupe est due essentiellement aux résultats de Viniprix-Euromarché qui se traduisent, pour la quote part du Groupe, par une perte estimée à 26 MF contre un profit de 71 MF en 1988.
- l'impôt sur les sociétés est en fort accroissement en raison des impositions sur les plus values et de l'absence de compensation entre les résultats bénéficiaires de la plupart des sociétés de la Branche VPC et les résultats déficitaires de Vestro en Italie.

Par ailleurs, il convient de signaler que le résultat exceptionnel provient pour l'essentiel de plus values de cessions d'actifs immobilisés (notamment par la Société-Mère, d'un immeuble de bureaux à Paris) et d'une provision sur placements de trésorerie.

Le Directoire proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire, prévue le 29 juin 1990, un dividende de 13,75 francs par action (assort d'un avoir fiscal de 6,875 francs) contre 12,50 francs en 1988.

Les perspectives d'ensemble du Groupe laissent augurer d'un accroissement sensible du résultat courant avant impôts en 1990.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36,15 LE MONDE

## ÉCONOMIE

## SOCIAL

Un avant-projet de loi de M. Soisson

## Le plafond des primes d'intéressement va être ramené à 12 %

Le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, a présenté jeudi 22 mars aux parlementaires un avant-projet de loi sur la réforme de la participation et de l'intéressement. Le plafond des primes d'intéressement passerait de 20 % à 12 % des salaires bruts pour les entreprises appliquant un accord salarial de moins de trois ans. Ce plafond serait fixé à 8 % pour les entreprises qui n'appliqueraient pas d'accord salarial. Le montant des droits individuels ne pourrait excéder, pour un même exercice, 15 % du salaire brut annuel. Par ailleurs, la participation financière deviendrait obligatoire dans les entreprises de plus de cinquante salariés (contre cent salariés à l'heure actuelle). Cet avant-projet a été jugé « acceptable » par la CFDT qui s'oppose toutefois au maintien des exonérations de cotisations sociales sur les sommes versées au titre de l'intéressement. Pour sa

part, la CGT a tenu à dénoncer l'imposition consistant à présenter l'intéressement comme un plus par rapport au salaire. FO et la CFTC devaient être repus vendredi alors que M. Soisson s'entretenait le 29 mars avec le CNPF.

Peugeot-Sochaux : forte progression de la CGT. — La CGT et, dans une moindre mesure, la CFDT ont progressé lors des élections des délégués du personnel qui se sont déroulées le 20 mars à l'usine Peugeot de Sochaux (Doubs), perturbée par un conflit de six semaines à l'automne dernier. À l'issue de ce scrutin, marqué par une forte participation (19 013 votants sur 21 357 inscrits), la CGT (6 959 voix dans l'ensemble des collèges) passe de 34,8 % à 40 % des voix alors que la CFDT (16,6 %) gagne un point. En revanche, la CSL perd un point et demi, FO et la CFTC perdent chacune deux points.

## FINANCES

Reprise des hostilités entre la Mixte et la Compagnie financière

## Près de 2,5 % du capital de Paribas a fait l'objet de transactions en bourse

Le bras de fer opposant la Navigation Mixte, groupe présidé par M. Marc Fournier à Paribas, a repris jeudi 22 mars, journée durant laquelle 1,7 million de titres Paribas représentant 2,5 % du capital de cette compagnie financière ont changé de mains. L'essentiel de ces échanges boursiers ont été concentrés sur une application de 1,22 million de titres au cours unitaire de 675 francs, représentant une valeur globale de 823,5 millions de francs. Les intervenants attribuent ces achats à M. Marc Fournier ou à l'un de ses alliés, le groupe ainsi se renforçant dans Paribas dont il

possède déjà 12 % du capital. La bataille Paribas-Mixte semble donc avoir repris, après le blocage de la situation observé au début du mois (le Monde du 1<sup>er</sup> mars). Dans le même temps, le président de la Mixte poursuit sa politique de partenariat en associant ses différentes activités avec des groupes industriels, comme il vient de le faire pour sa filiale de transport GTI avec la Générale des eaux (voir par ailleurs). Cette stratégie est menée au nez du premier actionnaire du groupe, Paribas qui, malgré ses 40 % de participation dans la Mixte, n'est pas présent au conseil d'administration de ce conglomérat.

## AFFAIRES

## La Générale des eaux se développe dans les transports urbains et le nettoyage industriel

La Générale des eaux poursuit son développement dans le nettoyage industriel. Elle prend une participation de 50 % dans RenoSol, entreprise régionale de l'Ouest avec un chiffre d'affaires de 200 millions de francs et 2 200 salariés, par l'intermédiaire de ses filiales Union de services publics (USP) et Montevy. L'opération se fait par rachat de 25 % des actions au PDG fondateur et par augmentation de capital de 35 millions de francs réservée aux deux sociétés.

Le 1<sup>er</sup> janvier, la Générale avait acquis en totalité Hôpital Service, société spécialisée dans le nettoyage en milieu hospitalier. Avec ces deux acquisitions, le chiffre d'affaires de la Générale dans le nettoyage va dépasser le milliard de francs en 1990.

La Générale développe aussi ses activités dans les transports routiers de voyageurs : sa filiale à 93,7 %, CGEA (Compagnie générale d'entreprises automobiles), troisième entreprise sur le marché français (1,3 milliard de francs de chiffre d'affaires, 2 500 véhicules et 6 000 salariés), vient de s'allier avec Via GTI (Générale de transport et d'industrie), filiale de la Navigation mixte, première entreprise française de ce secteur avec 2,5 milliards de francs de chiffre d'affaires et 7 000 véhicules. Les deux groupes prennent des participations croisées de 10 % dans chacune de ces deux sociétés, et celles-ci créent une filiale commune pour des activités à l'étranger.

SMH annexe un mondial de Besançon. — La société suisse de microélectronique et d'horlogerie (SMH), numéro un mondial de l'horlogerie (marques Swatch, Omega, Tissot, Longines, Balmat, notamment), avec un chiffre d'affaires de 2,14 milliards de francs suisses (8 milliards de francs environ), a décidé de s'installer à Besançon.

La filiale du groupe suisse a racheté 4 000 m<sup>2</sup> de locaux qui abriteront notamment les départe-

Acquis il y a dix-huit mois par un pool d'investisseurs

## Sannier-Duval est racheté par un groupe britannique

Sannier-Duval, le leader français du chauffage au gaz, change de propriétaire. Le groupe industriel britannique Hepworth va acheter pour 153,8 millions de livres (1,4 milliard de francs) l'entreprise nantaise, reprise il y a dix-huit mois à peine par un pool d'investisseurs dirigé par M. Philippe Montevy et LBO France qui récupèrent deux fois leur mise (nos dernières éditions du 23 mars). Le rachat de Sannier-Duval à Pont-Mousson (groupe Saint-Gobain) leur avait coûté 670 millions de francs. L'opération doit encore être soumise à l'approbation du Trésor et des conseils d'administration des deux groupes, ce qui ne devrait pas poser de problème.

Le prix payé par Hepworth est élevé (une fois le chiffre d'affaires). Mais le groupe industriel britannique a jugé nécessaire de consolider les activités de sa filiale spécialisée Grow Worm sur le continent. Avec cette acquisition, Hepworth met la main sur 35 % du marché français des chaudières et chauffe-eau à gaz. Il se hisse du même coup au premier rang européen de la spécialité, contrôlant cette fois 18 % du marché. Sannier-Duval, qui emploie 1 500 personnes dont 1 250 à Nantes, a dégagé l'an passé un résultat courant (avant impôt) de 160 millions de francs.

C. M.

ments informatique et comptable ainsi que le service après-vente de la société. Les bâtiments serviront également de lieu de stockage des produits distribués par SMH, notamment les nouveaux téléphones Swatch desquels auront reçu l'agrément des autorités françaises, a précisé M. Zeitoun. Depuis la création de SMH-France, en juin 88, ces activités étaient confiées à une trentaine de salariés de l'entreprise bisontine Frasen.

## MARCHÉS FINANCIERS

## NEW-YORK, 22 mars ↓

## La baisse s'accroît

Pour la troisième séance consécutive, les cours ont baissé, et même bien baissé, jeudi à Wall Street. Peu après une mauvaise ouverture, la Bourse new-yorkaise avait bien tenu, une fois encore comme la veille, de se redresser. D'ores et déjà, l'indice Dow Jones des industries s'est effondré. À la clôture, il avait perdu 32,21 points (-1,18 %) pour s'inscrire à 2 695,72.

Le bilan général a été comparable à ce résultat. Sur 1 959 valeurs traitées, 1 192 ont baissé, 337 ont monté et 410 n'ont pas varié.

Déconcompte de Tokyo depuis quinze jours, le marché américain serait-il de nouveau brisé ? Les résultats finaux pour l'exercice 1989, dit-on, seraient mauvais. Est-ce bien sûr ? D'autres spécialistes restent sceptiques. Le facteur technique est responsable de la baisse. Sans doute faut-il attribuer à un cocktail de mauvaises nouvelles le retour du Dow Jones en dessous de la barre des 2 700 points. Désormais, beaucoup attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises pour se prononcer sur la situation. L'activité s'est accrue avec 175,9 millions de titres échangés contre 132,3 millions la veille.

| VALEURS           | Cours du 21 mars | Cours du 22 mars |
|-------------------|------------------|------------------|
| Alcoa             | 46 5/8           | 46 3/4           |
| A.T.T.            | 41 7/8           | 41 3/8           |
| Boeing            | 71 1/8           | 71 1/4           |
| Chemical Bank     | 38 3/4           | 38 1/8           |
| Eastman Kodak     | 38 3/4           | 38 1/2           |
| Exxon             | 48 1/4           | 48 1/2           |
| Ford              | 46 1/8           | 46 1/4           |
| General Electric  | 64 1/8           | 63 3/8           |
| General Motors    | 47 1/2           | 47 1/4           |
| IBM               | 107 1/4          | 106 5/8          |
| J.P. Morgan       | 52 3/4           | 52 1/4           |
| Johnson & Johnson | 61 3/8           | 61 1/4           |
| Pfizer            | 68 1/2           | 68 3/8           |
| Schlumberger      | 68 5/8           | 68 1/4           |
| Union Carbide     | 22 3/8           | 22 1/4           |
| Westinghouse      | 76 1/8           | 75 3/4           |
| Yale Corp.        | 58 1/8           | 58 1/2           |

## LONDRES, 22 mars ↑

## Légère hausse

L'absence de mauvaise surprise dans les chiffres de la balance des paiements courants britanniques de février (déficit de 1,4 milliard de livres), la bonne tenue de la livre et quelques résultats de sociétés favorables ont soutenu la tendance jeudi à la Bourse de Londres.

L'indice Footsie des cent principales valeurs a obtenu en hausse de 8,6 points à 2 258,9. Il avait enregistré la semaine précédente une baisse de 9 points et se situe à 17 points au-dessus de son niveau de fin de l'année dernière. Le volume des échanges a atteint 497 millions de titres contre 444 millions la veille. La volatilité du marché, après la débandade de mercredi matin, a rassuré les investisseurs et soutenu les fonds d'investissement. Après la présentation du budget mardi, de nombreux analystes avaient prédit une perte de confiance dans la devise britannique. Parmi les sociétés ayant annoncé leurs résultats, le groupe de biens et services Guinness a noté une amélioration de son chiffre d'affaires supérieur aux attentes. Les titres d'autres sociétés telles que Bess et Allied Lyons ont progressé par sympathie.

Le groupe d'investissement Fazzari International a été en hausse notable pour la deuxième séance consécutive tandis que le pharmacien Glaxo Holdings perdait du terrain sur prises de bénéfices pour le troisième jour de suite. Le complément Pully Pock a été recherché à l'approche des résultats.

## FAITS ET RÉSULTATS

□ L'Air liquide : résultat net en hausse de 14 %. — Le groupe chimique L'Air liquide a dégagé l'an dernier un bénéfice net consolidé par du groupe de 1,806 milliard de francs hors éléments exceptionnels, contre 1,584 milliard en 1988, soit une hausse de 14 %. Le bénéfice net consolidé après éléments exceptionnels a atteint 2,126 milliards de francs. Le groupe a en effet dégagé un profit exceptionnel de 320 millions de francs provenant de la cession fin 1989 d'une participation de 4,81 % dans le capital de la Société centrale d'investissement. Le conseil va proposer le maintien du dividende à 13 francs nets, par action et la distribution d'une action gratuite pour 10 actions. Le conseil a également soumis à l'assemblée la nomination de M. Ezzard Renter, président du groupe de l'industrie ouest-allemande Deimle-Benz, au conseil d'administration.

□ Hennes prévus de 16 % du bénéfice de Siemens en 1989-1990. — Le président du conseil de Siemens, M. Karlheinz Kasper, a estimé jeudi 22 mars que le bénéfice net de son groupe progresserait encore dans la même proportion que le chiffre d'affaires, soit 16 %, durant l'exercice 1989-1990 (clôt le 30 septembre). Pendant l'exercice précédent, le bénéfice net consolidé avait progressé de 13,6 %. Siemens se présente à un important engagement en R&D, a indiqué M. Kasper, dans tous ses secteurs d'activité (énergie, communication, microélectronique et technique médicale). Il réalise actuellement environ 1 % de son chiffre d'affaires total avec les pays de l'Est, soit 650 millions de DM. Selon M. Kasper, il ne faut pas s'attendre à

## PARIS, 22 mars ↓

## La baisse reprend

Après un bref retour sur les rives de la hausse, la Bourse de Paris a rechuté jeudi, pour l'échéance mensuelle.

Les courants de ventes bénéficiaires ont été, et, dès l'ouverture matinale, l'indice CAC 40 reculait de 1 %. Le mouvement s'accroissait ensuite et, vers 12 h 30, la baisse atteignait 1,4 %. Plus tard dans l'après-midi, l'écart se réduisait et à la clôture il n'était plus que de 1,19 %.

L'optimisme aurait-il déseigné la rue Vivienne ? Pour la plupart, les investisseurs se sont laissés guider par la prudence. La liquidation générale de mars, qui avait lieu ce jour, est la première gagnante de l'année. Bien que sévèrement décimée par les derniers rapts de la cote, elle reste encore la meilleure enregistrée depuis avril 1989, avec une progression moyenne des cours légèrement supérieure à 5 %.

Avec la menace bien réelle de turbulences marquées par le nouveau plongeon de la Bourse, de nombreux investisseurs ont estimé préférable de prendre leurs bénéfices.

Selon les spécialistes, cette réaction bien compréhensible ne saurait en rien préjuger du comportement ultérieur de la Bourse. Beaucoup sont en effet persuadés que Paris est en train de devenir, ou deviendra, un centre d'attrait pour les placements étrangers. Notre pays, dit-on, a des cartes à jouer dans les pays de l'Est. « Saura-t-il les utiliser de façon efficace ? »

Dans la guerre entre la hausse et la baisse, le front est actuellement très équilibré. La son, dans la soirée, était à la baisse à New-York. Paris n'a pas bronché.

Ajoutons que, dans l'ensemble, les courants d'achats n'ont quand même pas été très efficients.

## TOKYO, 23 mars ↑

## Reprise en fin de journée

Après avoir continué de baisser sans relâche durant la première partie de la séance de vendredi, la Bourse de Tokyo s'est subitement redressée en fin de journée. L'indice Nikkei, qui avait oscillé pendant la matinée entre 11 000 et 11 100 points, rebondissait le terrain perdu et, à la clôture de la séance, s'inscrivait à 30 372,16 avec un gain de 528,82 points (+1,77 %).

D'après les spécialistes, une débandade boursière s'est accrue en fin de journée, allié au déclenchement de programmes d'achats sur ordonnance, avec pour principale cible les valeurs technologiques. Le regain de ce renouveau rapide. « Il est trop tôt pour se prononcer, mais c'est manifestement un signe de reprise solide », assure M. Greg Bundy, spécialiste chez Merrill Lynch. Bien des professionnels se disent rassurés par le retour du Nikkei au-dessus de la barre des 30 000 points, un seuil de résistance important.

| VALEURS          | Cours du 22 mars | Cours du 23 mars |
|------------------|------------------|------------------|
| Alcoa            | 1080             | 1040             |
| Boeing           | 1430             | 1400             |
| Chemical Bank    | 3020             | 3050             |
| Eastman Kodak    | 1810             | 1830             |
| Exxon            | 1670             | 1650             |
| General Electric | 840              | 835              |
| General Motors   | 7340             | 7480             |
| IBM              | 2070             | 2120             |

## PARIS :

## Second marché (sélection)

| VALEURS                | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS              | Cours préc. | Dernier cours |
|------------------------|-------------|---------------|----------------------|-------------|---------------|
| Amend & Associés       | 413         | 413           | Int. Rural Service   | 446         | 446           |
| Assi                   | 62          | 62            | La Générale des Eaux | 280         | 280           |
| B.A.C.                 | 186         | 186           | Loire Investissement | 131 80      | 131 80        |
| B. Dancigny & Associés | 576         | 576           | Loiret               | 208 50      | 208 50        |
| Banque Transatlantique | 280         | 280           | Métallurg. Mittelh.  | 224 30      | 224 30        |
| B.C.M.                 | 860         | 860           | Mélex                | 1265        | 1265          |
| Bouygues               | 391         | 391           | Nouvelle Orléans     | 280         | 280           |
| Bouygues Immobilier    | 217         | 217           | Oréal                | 510         | 510           |
| Chânes de Lyon         | 710         | 710           | Oréal-Liquid         | 488         | 488           |
| Chânes                 | 630         | 630           | Oréal-Paris          | 742         | 742           |
| Compt. Ind. (C.C.I.)   | 1065        | 1065          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.O.M.E.               | 1285        | 1285          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C. Epix. Ind.          | 354         | 354           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.E.S.P.               | 280         | 280           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.F.P.                 | 446         | 446           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| Compt. Ind. (C.C.I.)   | 1065        | 1065          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.O.M.E.               | 1285        | 1285          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C. Epix. Ind.          | 354         | 354           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.E.S.P.               | 280         | 280           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.F.P.                 | 446         | 446           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| Compt. Ind. (C.C.I.)   | 1065        | 1065          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.O.M.E.               | 1285        | 1285          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C. Epix. Ind.          | 354         | 354           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.E.S.P.               | 280         | 280           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.F.P.                 | 446         | 446           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| Compt. Ind. (C.C.I.)   | 1065        | 1065          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.O.M.E.               | 1285        | 1285          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C. Epix. Ind.          | 354         | 354           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.E.S.P.               | 280         | 280           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.F.P.                 | 446         | 446           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| Compt. Ind. (C.C.I.)   | 1065        | 1065          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.O.M.E.               | 1285        | 1285          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C. Epix. Ind.          | 354         | 354           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.E.S.P.               | 280         | 280           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.F.P.                 | 446         | 446           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| Compt. Ind. (C.C.I.)   | 1065        | 1065          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.O.M.E.               | 1285        | 1285          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C. Epix. Ind.          | 354         | 354           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.E.S.P.               | 280         | 280           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.F.P.                 | 446         | 446           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| Compt. Ind. (C.C.I.)   | 1065        | 1065          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.O.M.E.               | 1285        | 1285          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C. Epix. Ind.          | 354         | 354           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.E.S.P.               | 280         | 280           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.F.P.                 | 446         | 446           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| Compt. Ind. (C.C.I.)   | 1065        | 1065          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.O.M.E.               | 1285        | 1285          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C. Epix. Ind.          | 354         | 354           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.E.S.P.               | 280         | 280           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.F.P.                 | 446         | 446           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| Compt. Ind. (C.C.I.)   | 1065        | 1065          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.O.M.E.               | 1285        | 1285          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C. Epix. Ind.          | 354         | 354           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.E.S.P.               | 280         | 280           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.F.P.                 | 446         | 446           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| Compt. Ind. (C.C.I.)   | 1065        | 1065          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.O.M.E.               | 1285        | 1285          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C. Epix. Ind.          | 354         | 354           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.E.S.P.               | 280         | 280           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.F.P.                 | 446         | 446           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| Compt. Ind. (C.C.I.)   | 1065        | 1065          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.O.M.E.               | 1285        | 1285          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C. Epix. Ind.          | 354         | 354           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.E.S.P.               | 280         | 280           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.F.P.                 | 446         | 446           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| Compt. Ind. (C.C.I.)   | 1065        | 1065          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.O.M.E.               | 1285        | 1285          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C. Epix. Ind.          | 354         | 354           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.E.S.P.               | 280         | 280           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.F.P.                 | 446         | 446           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| Compt. Ind. (C.C.I.)   | 1065        | 1065          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.O.M.E.               | 1285        | 1285          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C. Epix. Ind.          | 354         | 354           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.E.S.P.               | 280         | 280           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.F.P.                 | 446         | 446           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| Compt. Ind. (C.C.I.)   | 1065        | 1065          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.O.M.E.               | 1285        | 1285          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C. Epix. Ind.          | 354         | 354           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.E.S.P.               | 280         | 280           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.F.P.                 | 446         | 446           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| Compt. Ind. (C.C.I.)   | 1065        | 1065          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.O.M.E.               | 1285        | 1285          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C. Epix. Ind.          | 354         | 354           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.E.S.P.               | 280         | 280           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.F.P.                 | 446         | 446           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| Compt. Ind. (C.C.I.)   | 1065        | 1065          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.O.M.E.               | 1285        | 1285          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C. Epix. Ind.          | 354         | 354           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.E.S.P.               | 280         | 280           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.F.P.                 | 446         | 446           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| Compt. Ind. (C.C.I.)   | 1065        | 1065          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.O.M.E.               | 1285        | 1285          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C. Epix. Ind.          | 354         | 354           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.E.S.P.               | 280         | 280           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.F.P.                 | 446         | 446           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| Compt. Ind. (C.C.I.)   | 1065        | 1065          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.O.M.E.               | 1285        | 1285          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C. Epix. Ind.          | 354         | 354           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.E.S.P.               | 280         | 280           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.F.P.                 | 446         | 446           | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| Compt. Ind. (C.C.I.)   | 1065        | 1065          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |
| C.O.M.E.               | 1285        | 1285          | Oréal-Paris          | 791         | 791           |



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 22 MARS

**Cours relevés  
à 17 h 39**

[illegible]**Comptant** (selection)

**14-00000**

## SICAV (collection)

## SAV (Saver)

**22/3**

| VALEURS           | %<br>du titre | % de<br>coupon | VALEURS        | Cours<br>prix | Dernier<br>cours | VALEURS          | Cours<br>prix | Dernier<br>cours | VALEURS             | Cours<br>prix | Dernier<br>cours | VALEURS             | Emission<br>Prime incl. | Rechat<br>net | VALEURS           | Emission<br>Prime incl. | Rechat<br>net | VALEURS           | Emission<br>Prime incl. | Rechat<br>net |
|-------------------|---------------|----------------|----------------|---------------|------------------|------------------|---------------|------------------|---------------------|---------------|------------------|---------------------|-------------------------|---------------|-------------------|-------------------------|---------------|-------------------|-------------------------|---------------|
| Obligations       |               |                |                |               |                  |                  |               |                  |                     |               |                  |                     |                         |               |                   |                         |               |                   |                         |               |
| Emp. 8,80 % 77    | 118 80        | 7 700          | C.E. Maritimes | 2200          | 850              | Wholesale Import | 127 20        | 107 50           | A.A.A.              | 1086 70       | 1070 40          | France-Obligations  | 481 77                  | 457 20        | Paradiem Rente    | 181 13                  | 177 08        | Paradiem Rente    | 181 13                  | 177 08        |
| Emp. 9,00 % 78/80 | 88 80         | 7 300          | Chem. Ind.     | 2200          | 850              | Wholesale Part.  | 340           | 340              | Act. Ind.           | 487 80        | 470 40           | Act. Ind.           | 227 40                  | 470 40        | Paradiem          | 271 82                  | 263 00        | Paradiem          | 271 82                  | 263 00        |
| 10,30 % 78/84     | 100 22        | 8 000          | Calbret E.P.   | 2200          | 850              | Midi D'Alger     | 805           | 805              | Act. Ind. 1000      | 897 44        | 882 80           | France-Naples       | 1334 53                 | 1256 08       | France Indus.     | 763 94                  | 730 48        | France Indus.     | 763 94                  | 730 48        |
| 10,30 % 80/80     | 100 22        | 8 000          | Cogit          | 2200          | 850              | Wing. Ind. 60    | 380           | 380              | Audiffren           | 671 52        | 647 28           | France-Associations | 28 28                   | 28 28         | France A.         | 3204 86                 | 1971 22       | France A.         | 3204 86                 | 1971 22       |
| 10,50 % 80        | 100 22        | 8 000          | Calbret        | 712           | 712              | Wing. Ind. 60    | 380           | 380              | A.E.G. Action ex-CP | 1180 41       | 1180 18          | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 22        | 8 000          | Calbret        | 712           | 712              | Wing. Ind. 60    | 380           | 380              | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | Calbret S.A.   | 1948          | 1948             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   | 28 64         | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      | Placement ex-tern | 73580 87                | 73651 87      |
| 10,50 % 80        | 100 23        | 1 900          | C.M.P.         | 1298          | 1298             | Calbret S.A.     | 1948          | 1948             | A.E.G. 1000         | 889 52        | 882 40           | France-Groupes      | 30 28                   |               |                   |                         |               |                   |                         |               |

### Cote des changes

## Marché libre de l'or

[illegible]

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

**45-55-91-82, poste 4330**

e : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

Les suites judiciaires de la marée noire de l'Alaska

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Le capitaine de l'« Exxon-Valdez » n'était pas ivre

Un an après la marée noire qui a souillé le paysage somptueux du Prince William Sound, sur la côte sud de l'Alaska, l'homme par qui le malheur était apparemment arrivé, le capitaine de l'« Exxon-Valdez », Joseph Hazelwood, a été acquitté des principales charges qui pesaient sur lui.

WASHINGTON

de notre correspondant

L'accident, survenu par nuit claire et temps calme, dans un chenal large et bien balisé, avait paru incompréhensible, mais bien vite était venue l'explication la plus simple et la plus scandaleuse : le capitaine était ivre. Quelques verres de whisky ou de bières, consommés, avant le départ du navire, dans deux bars de la petite ville de Valdez, et ce paradis encaissé de glaciers et peuplé d'otaries, d'orques, d'aigles, de loutres et de saumons, avait été empoisonné de dix millions de litres de pétrole.

Dans l'hystérie du moment (un magistrat parlait d'une catastrophe « pire qu'Hiroshima »), les doutes avaient été bien vite balayés, d'autant plus facilement que le capitaine avait été privé de son

permis de conduire terrestre pour conduite répétée en état d'ivresse. Tandis que la compagnie Exxon s'efforçait de limiter les dégâts, la presse publiait force détails concernant la route du navire et les ordres erronés donnés par un capitaine éméché qui s'était retiré dans sa cabine au moment où le pétrolier allait aborder un passage délicat — ces détails ont à peu près tous été démentis par la suite.

Il a fallu de longs mois pour qu'une vérité un peu moins simple commence à se faire jour, tandis que le capitaine Hazelwood restait obstinément muet, comme il est resté muet tout au long de ses procès, observant d'un œil impassible les gestes indignés et les périodes oratoires des avocats de la partie civile qui s'efforçaient de l'accabler. Cet étonnant personnage, barbu, le nez retroussé, la quarantaine déclinante, avait suivi plusieurs cures de désintoxication, mais cela ne l'empêchait pas d'être considéré comme un marin de grande valeur et, sans doute comme le meilleur commandant de la flotte d'Exxon.

L'essentiel du procès a consisté à opposer les témoignages : certains témoins affirmaient qu'après l'accident, Joseph Hazelwood avait l'air chargé d'alcool, mais tous, et en particulier les gardes-côtes et les experts en navigation, ont estimé que son comportement et ses actions après l'accident étaient ceux d'un homme parfaitement maître de ses moyens. La prise de sang, effectuée plus de dix heures après l'échouement du navire, indiquait un niveau d'alcool inférieur au maximum autorisé : le procureur en avait conclu qu'au moment de l'accident ce niveau était très supérieur, mais les jurés n'ont pas suivi ce raisonnement, d'autant plus qu'il semble que Joseph Hazelwood ait pris quelques verres après.

## Manœuvre simple

Resterait à expliquer les raisons de l'accident, ce qui n'était pas l'objet de ce procès. Il semble cependant à peu près établi que l'erreur fatale fut celle de l'homme de barre, qui fit porter à babord alors qu'il avait reçu consigne de tourner à tribord à un moment donné. Le capitaine était-il fondé à se retirer dans sa cabine, avant que le navire n'ait atteint la pleine mer, en laissant un officier relativement peu qualifié à la passerelle, et sachant que l'homme de barre n'était pas des plus fiables ?

Certains commandants de navire sont venus dire que oui, la manœuvre — qui consistait à éviter une zone d'icebergs — étant particu-

lièrement simple et les consignes fort claires. En tout état de cause, Joseph Hazelwood, qui a été reconnu coupable d'un simple délit, celui de déversement de pétrole par négligence, n'en aura sans doute pas fini avec la justice avant plusieurs années de procédure.

Mais l'essentiel est sans doute : lui qui risquait sept ans de prison et l'opprobre général, n'est plus passible que de trois mois d'incarcération et de 1000 dollars d'amende, et, s'il est autorisé à conserver son brevet de capitaine, ce dont les autorités compétentes devront statuer sous peu, il a l'intention de demander à Exxon de lui rendre son emploi.

Quant à la compagnie pétrolière, après avoir arrosé d'une pluie d'or les habitants de Valdez et fait des efforts spectaculaires, mais largement inefficaces, pour nettoyer une partie des 1700 kilomètres de côtes touchées par la marée noire, elle doit faire face à 1500 actions en justice et répondre d'une inculpation par le tribunal fédéral. L'administration avait été tentée de négocier avec le géant pétrolier un accord de dédommagement à l'amiable de 550 millions de dollars, mais, devant l'insignifiance provoquée par cette offre en Alaska, elle y a rapidement renoncé.

JAN KRAUZE

## Grands enfants

Il est terrible, le dernier livre de Christiane Collange. *Moi, ta fille*. Tendresse, enjouement, mais, bon, impitoyable. S'agit des rapports entre têtes grises et têtes blanches, entre des soixante et des octogénaires. Alors, comment faut-il se comporter avec les grands-parents ? Parait qu'avec les petits-enfants. L'être humain, à l'en croire, se développe et se dégrade à des rythmes différents selon les cas, mais prévisibles cependant, classifiables. L'enfant de deux à dix mois, ça fait ses dents, ça commence à gazouiller, à sourire et à vouloir se lever. Le parent de soixante-cinq à quatre-vingt-deux ans, ça perd ses dents, ça commence à radoter, à pleurnicher et à ne pas vouloir se lever.

Faut les aider à faire leurs premiers et leurs derniers pas. Faut pas trop les gêner. Faut pas les habituer à la présence continue d'un adulte à leur côté. L'horreur, c'est les repas. Un bébé et un pépé cohabitent de bon-  
heur à heures fixes, et, si on leur enlève une heure de bouillotte, ils se disputent. Tu veux rendre son joujou à Antoine, chérie ?  
Aller... Donner... Donner...

Moi, ça m'a fourni un coup. Un coup de vieux pas possible. Pourquoi ? Parce que c'est tout moi. Mes enfants arrêtent pas

de me rabrouer : on sait ! Tu nous l'as déjà répété cent cinquante-trois fois. Ils me tiennent la main pour traverser la rue : attention de pas tomber, de pas te faire écraser. Le soir à dîner, j'ai faim, et quand, chez les gens, on passe à table à 21 h 45, je hurle !

Quoi d'autre ? Ah ! oui, ce qui est agaçant, paraît-il, c'est cette façon qu'ils ont de s'accrocher, nos aînés, dès qu'on fait mine de les quitter. Moi, je m'accroche pas. Je me cramponne : Où tu vas ? Au foot ? Au cinéma ? Tu reviens quand ? Ce que je vois m'ennuie sans toi ! Ou encore : préviens tes frères et sœurs, je serai seule à la maison jeudi en quinze, alors faut qu'il y en ait un qui vienne me garder.

L'autre jour, chez ma fille — elle m'avait emmené dans le parc avec son gamin, — le téléphone sonne, et j'entends : L'ami, cher, le pépé, mercredi prochain ? Ah ! non, ça je peux absolument pas... T'es qu'à... Moi aussi, je travaille, figure-toi ! Attends, quitta pas, ne se disputent... Tu veux rendre son joujou à Antoine, chérie ?  
Aller... Donner... Donner...

Voilà ! Gentille petite maman !

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

L'Europe et l'unification de l'Allemagne : « Les hommes de bonne volonté », par Jean-Michel Gaillard ; « Les Américains vont-ils plier bagage ? », par François de Rosé 2

## Scrutin partiel en Grande-Bretagne

Sévère défaite des conservateurs 5

## Les élections en Australie

Les espoirs de M. Hawke 6

## Vietnam :

un socialisme en sursis  
II. — Les dessous d'un anniversaire 9

## Elections municipales partielles

Dunkerque, Clichy, Bastia 10

## La décentralisation

M. Mitterrand juge excessif le nombre des régions 11

## Journal d'un amateur

« Eylan », par Philippe Boucher 12

## SECTION B

## Les mystères du Palais

Dimanche 25 mars, le Palais de justice de Paris ouvre ses portes au grand public : une véritable « ville » où chaque jour passent quinze mille personnes ; un grand théâtre du droit 13

## La polémique sur le virus du sida

La professeur Gallo évoque l'hypothèse d'une « contamination de laboratoires » 14

## Les quarante ans de l'OMM

Comment prévenir les catastrophes naturelles et prévoir l'action de l'homme sur les climats ? 14

## Les Dalton de Haute-Seône

Tout un village, Oranches, est terrorisé par une famille. Le maire envisage de démissionner 15

## Un entretien avec M. Schreiner

Député socialiste des Yvelines, rapporteur du budget de la communication, M. Bernard Schreiner estime qu'on ne peut plus limiter les ressources publicitaires de l'audiovisuel public 16

## Royal divertissement

Avec la version intégrale et musicale du *Malade imaginaire* de Molière et de *Méro-Antoine* de Charpentier, Jean-Marie Villégier et William Christie renouvellent le miracle d'Aix 21

## Pasternack, pianiste

Il n'est pas encore reconnu selon ses mérites. L'avantage est qu'il lui est possible de jouer dans des salles à dimensions humanement musicales qui permettent d'apprécier les subtilités de son jeu 21

## Les intellos aux champs

La Campagne de Giscard, le film de Jacques Deville, montre avec une ironie tendre mais cinglante comment les gens de la ville pensent résoudre leurs problèmes existentiels à la campagne 22

## SANS VISA

Tempête sur le Mékong • Claude Lagoutte et ses pinces chinoises • Gastronomie • Jeux 17 à 20

## SECTION C

## Salon du livre

« Nos années 80 » : l'histoire litté-  
raire de la décennie, de la mort de  
Sartre à celle de Beckett 27 à 38

## SECTION D

## Les projets gouvernementaux sur le tabac et l'alcool

L'incertitude des publicitaires et des médias 39

## La relance du Port de Marseille

Les propositions du gouvernement 39

## La baisse du yen

Tokyo appelle à l'aide Washington 39

## Services

Abonnements 22  
Annonces classées 40  
Cartes 18  
Jeux 20  
Loto 24  
Marchés financiers 44-45  
Météorologie 24  
Philatélie 24  
Radio-télévision 25  
Spectacles 23

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde »  
daté 23 mars 1990  
a été tiré à 561 753 exemplaires.

## L'attitude de M. Mitterrand à l'égard de M. Rocard

## M. Lang s'inquiète, M. Chirac ironise

M. François Mitterrand réserve à Anne Sinclair, dont il est l'invité dimanche soir 25 mars sur TF 1, de plus amples explications sur les confidences rapportées par *Libération* selon lesquelles M. Michel Rocard serait le mieux placé pour briser sa cohabitation. L'annonce des élections législatives de 1993 (*le Monde* du 23 mars).

M. Michel Rocard a accueilli, à Madrid, avec prudence et modestie ce propos présidentiel, en faisant valoir que, d'ici là, il avait « le temps de tomber malade ».

Dans le train qui le conduisit de Madrid à Clermont-Ferrand, le 22 mars, le président de la République s'est refusé à démentir les propos qui lui sont prêtés et n'a donné sur ce sujet aucune indication, comme l'a d'ailleurs précisé un communiqué officiel du service de presse de l'Elysée.

Après avoir vu que M. Mitterrand s'explique publiquement, M. Jack Lang, proche de M. Laurent Fabius, a déclaré ne pas croire que

le président de la République « aurait désigné tel ou tel » pour lui succéder. Le ministre de la culture, qui a observé qu'il reste « encore cinq ans à accomplir » au chef de l'Etat, juge « inconvenant, absurde, ridicule, surréaliste qu'il l'aube d'un nouveau septennat ou s'interroge sur le meilleur candidat ».

Aux jourées parlementaires du RPR en Arles, M. Jacques Chirac a ironisé : « Si j'étais Rocard, je serais inquiet, car François Mitterrand ne dit jamais toute la vérité ». Ce sentiment était partagé par M. Charles Pasqua, pour qui l'actuel premier ministre est sans doute « tout heureux d'être adoubé ». Il ajoutait : « A sa place, je me méfierais, car il veut mieux être soutenu par le peuple ».

Quant à M. Bernard Pons, il n'est pas « sûr » que cette désignation « rende service à M. Rocard, car elle va concentrer toutes les attaques sur ce nouvel héritier putatif ».

## EN BREF

ISRAËL : Un photographe de presse frappé par des soldats. — Un photographe de l'agence Reuters a été passé à tabac, jeudi 22 mars, par une dizaine de soldats israéliens, près de Ramallah (Cisjordanie). Hava Kuvon Levinson venait de photographier un affrontement entre soldats et Palestiniens qui lançaient des pierres. Alors qu'il était parfaitement autorisé à s'y trouver, les soldats l'ont interpellé, ont voulu lui arracher ses appareils puis se sont mis à le frapper. Lors-  
que deux journalistes israéliens sont venus à la rescousse de leur confrère, les soldats ont lancé : « on devrait d'abord tuer les journalistes, ensuite les Arabes ». Le porte-parole de l'armée a présenté des excuses à M. Levinson. — (Corresp.)

Grève reconduite vendredi 23 mars à Radio-France. — La grève commencée, jeudi 22 mars, à Radio-France, à l'appel des quatre syndicats — CGT, CFDT, CGC et CFTC — pour appuyer des revendications salariales a été reconduite pour vingt-quatre heures. En l'absence de service minimum, toutes les antennes de Radio-France ont

été occupées par le programme Hector diffusé par le satellite TDF 1 et composé de musique classique. Aucun journal d'informations n'a été réalisé.

Immigrés clandestins : deux condamnations. — Le passeur néerlandais d'origine chinoise, Shun Kuan Po, inculpé pour avoir organisé en France le passage d'immigrés clandestins de la région de Zhejiang, en Chine populaire (*le Monde* du 16 février), vient d'être condamné à trois ans d'emprisonnement et à une amende de 30 000 francs par le tribunal correctionnel de Paris. Sa compagne, inculpée de complicité, a été, elle, condamnée à deux ans avec sursis et 20 000 francs d'amende.

## METRAGE ET "COUTURAGE" SONT LES DEUX MERVEILLES DE LA MODE

COUTURE + COURAGE = "COUTURAGE" c'est-à-dire votre robe, jupe ou ensemble faits par vous, à votre goût, à votre idée, etc. METRAGE, aucun problème, il y a en des milliers chez Rodin, de toutes les matières, couleurs, dessins, fantaisies. Les Nouveaux Métrages, depuis 30 F le mètre.

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## Le ministre de la défense soviétique en visite officielle en France

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, recevra à Belfort, le 23 mars, le général Lazov, le chef d'état-major des armées soviétiques, qui a été invité à séjourner en France du mardi 27 au vendredi 30 mars. Ce voyage du général Lazov était prévu depuis plusieurs mois, mais il a dû être retardé à cause des événements en URSS.

Lors de son séjour, le ministre soviétique, qui sera reçu en audience par M. Michel Rocard, devra visiter plusieurs unités des forces armées françaises et, en particulier, le porte-avions *Clemenceau* au large de Toulon, l'école d'application de l'arme blindée et de la cavalerie à Saumur, et la base de chasse de Reims. C'est le vendredi 30 mars qu'il devra être reçu à Belfort.

M. Chevènement avait été l'invité en Union soviétique du général Lazov en avril 1989. Le ministre de la défense devrait prochainement se rendre dans d'autres pays de l'Est, notamment en Pologne et en Hongrie. De son côté, le chef d'état-major des armées françaises, le général Maurice Schmitt, ira en Hongrie.

## BOURSE DE PARIS

## Matière du 23 mars

## Raffermissement

Après la grisaille, le soleil s'est remis faiblement à briller vendredi rue Vivienne. Pour le premier jour du nouveau mois boursier, les valeurs françaises ont commencé à se raffermir dans la matinée. Initialement en progrès de 0,52 %, l'indice CAC-40 enregistrait vers 11 heures une hausse de 0,55 %.

Avance d'Avions Dassault, GTM-Entreprise, Météorologie, Hut-chinson, Synthelabo, CSE, Ecco, Rochette, UCB, DMC, Vallourec.

Baisse de Bongrain, Castorama, Bel, Midland, BHV, Sagem.

## JOURNÉES DE LA HAUTE FIDELITE

24-26 MARS 1990

SOIREL NIKKO

TEL : 1 45 57 69 82

Préservez votre dos fragile avec le sommier articulé à lattes de bois **TRELLI** inclinable tête et pied soutient bien la colonne vertébrale **CAPELOU**

37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 43 57 16 35 - MÉTRO PASTEUR

**CLUB DES 10**  
DEMENAGE ET LIQUIDE  
TOUT SON STOCK

**-50%**  
PAR AUTORISATION PREFECTORALE

**CLUB des 10**

Club des 10, 58, Fbg Saint-Hippolyte, 10 h à 18 h même le dimanche.